Public Disclosure Authorized

Public Disclosure Authorized

ÉTUDE DIAGNOSTIQUE SYSTÉMATIQUE DE PAYS

Pour une Union des Comores plus unie et plus prospère

LA BANQUE MONDIALE

ABRÉVIATIONS ET ACRONYMES

ASS	Afrique subsaharienne
CMVT	Conseil mondial du Voyage et du Tourisme
CPIA	Évaluation de la politique et des institutions nationales
DeMPA	Évaluation de performance en matière de gestion de la dette
FMI	Fonds monétaire international
ICH	Indice du capital humain
IDA	Association internationale de développement
IDE	Investissements directs étrangers
IDH	Indice de développement humain
IDM	Indicateurs du développement mondial
IFC	Société financière internationale
INRAPE	Institut national de recherche sur l'agriculture, la pêche et l'environnement
MIDA	Migrations pour le développement en Afrique
MPME	Micro, petites et moyennes entreprises
ODD	Objectifs de développement durable
OMD	Objectifs du millénaire pour le développement
ONG	Organisations non gouvernementales
OPD	Opération de politique de développement
OSC	Organisation de la société civile
PCE	Programme de citoyenneté économique
PEFA	Evaluation de la performance des finances publiques
PFR	Pays à faible revenu
PIB	Produit intérieur brut
PPP	Partenariat public-privé
PTF	Productivité totale des facteurs
R&D	Recherche et développement
RNB	Revenu national brut
SADC	Communauté de développement de l'Afrique australe
SE	Sociétés d'Etat
TIC	Technologies de l'information et de la communication
UE	Union européenne
ZEE	Zone économique exclusive

REMERCIEMENTS

Nous souhaitons remercier les membres de l'équipe pays des Comores issus de toutes les Pratiques mondiales et de la Société Financière Internationale, ainsi que les nombreux intervenants aux Comores (autorités gouvernementales, groupes de réflexion, universités, organisations de la société civile et autres partenaires au développement), qui ont contribué à la préparation de ce document dans le cadre d'une forte collaboration (voir Annexe 1). Nous leur sommes reconnaissants pour leurs contributions, leurs connaissances et leurs conseils.

Ce rapport a été préparé par une équipe dirigée par Carolin Geginat (Chef de programme EFI, AFSC2) et José Luis Diaz Sanchez (Economiste Pays, GMTA4). Marco Ranzani (Economiste principal Pauvreté, GPV01) et Neelam Verjee (Spécialiste du Développement Social, GTFSA) ont été au cœur de l'équipe et un important travail de fond a été réalisé par Nadia Belhaj Hassine Belghith (Economiste principale Pauvreté, GPV01) en vue de ce rapport. L'équipe remercie chaleureusement Mark Lundell (Directeur Pays, AFCS2), Mathew Verghis (Directeur de Pratique, GMTA4), Magnus Lindelow (Directeur de Pratique, GHN01), Rasit Pertev (Représentant résident, AFMKM) et Said Ali Said Antoissi (Chargé des Opérations, AFMKM), Thomas Buckley (Coordonnateur du Programme Pays, AFCMZ), Raymond Bourdeaux (Chef de programme SD, AFCS2) et Peter Holland (Chef de programme HD, AFCS2). Le tableau ci-dessous donne la liste complète des membres de l'équipe qui ont fourni des contributions écrites à l'EDSP. L'équipe tient à remercier les pairs examinateurs Alexis Sienaert (Economiste principal, CROCR), Robert Swinkels (Economiste principal, GPV07), Rafael Munoz Moreno (Chef de programme, LCC5C) et Johannes Hoogeveen (Economiste principal, GPV06) pour leurs commentaires très utiles. Enfin, nous voudrions également remercier Joana Mota (Consultante) pour son excellent soutien à la recherche et Cybil Maradza pour le design du document final.

SECTEUR OU THÈME	MEMBRES DE L'ÉQUIPE DE L'EDSP
Protection sociale	Andrea Vermehren
Santé et genre	Voahirana Hanitriniala Rajoela, Tazeen Hasan
Education	Peter Holland
Pauvreté	Marco Ranzani, Djibril Ndoye
Macro	José Luis Diaz Sanchez, Shireen Mahdi, Natasha Sharma
Secteur financier	Brinda Devi Dabysing, Nicholas Timothy Smith, Julian Casal
Transport	Papa Mamadou Fall, Atsushi Iimi
Secteur privé et commerce	Yannick Saleman, Eneida Fernandes, Lorenzo Bertolini, Claire Hollweg
Agriculture	Ashesh Prasann
Pêche	Xavier Vincent, Maminiaina Rasamoelina, Julien Million
Énergie	Jan Friedrich Kappen, Ewa Katarzyna Klimowicz
Gouvernance	Tiago Carneiro Peixoto, Heriniaina Mikaela Andrianasy, Helene Grandvoinnet
TIC	Tim Kelly, Isabella Maria Linnea Hayward
Emplois	Andrea Vermehren, Julia Rachel Ravelosoa, Federica Ricaldi, Marco Ranzani, Arvo Kuddo
Fragilité	Neelam Verjee
Développement social	Jana El-Horr
Eau	Chris Heymans, Nicholas Kudakwashe Tandi
GRC	Ana Campos Garcia
Environnement et ressources naturelles	Maminiaina Solonirina Rasamoelina
IFC	Kailash Sharma Ramnauth, Ugo Amoretti

SOMMAIRE

1 RÉSUMÉ ÉXÉCUTIF 1

2 INTRODUCTION 26

3 RENCONTRE AVEC LES COMORES - LE CONTEXTE 30
Géographie et société 31
Contexte politique 33
Structure de l'économie 36
Présentation du contexte macro-économique 39
Progrès accomplis dans la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement les Objectifs de développement durable 42

4 IDENTITÉ ET INSTITUTIONS AUX COMORES 44
Portée limitée de l'État 48
Sources de résilience 53

5 PAUVRETÉ ET PROSPERITÉ PARTAGÉE AUX COMORES 57
Performance des Comores en rapport au Double Objectif 58
Pauvreté 58
Prospérité partagée et inégalités 61
Aspects non monétaires de la pauvreté 62
Facteurs de la réduction de la pauvreté et de l'accroissement des inégalités depuis 2004 64

6 COMPRENDRE LA FAIBLE PERFORMANCE DES COMORES EN MATIÈRE DE CROISSANCE 77
Que faudrait-il pour que les Comores échappent à cet équilibre en faible croissance ? 81
Contribution du capital 82
Contribution du travail et du capital humain 90
Croissance de la productivité totale des facteurs 95
Points d'entrée pour accroître la productivité dans l'agriculture et la pêche 98
Points d'entrée pour améliorer le potentiel de l'industrie du tourisme 100

7 RISQUES POUR LA PÉRENNITÉ DE LA CROISSANCE ET DE LA RÉDUCTION DE LA PAUVRÉTE AUX COMORES 102
Risques économiques 103
Risques environnementaux 107
Risques politiques et sociaux 111

8 VOIES ET PRIORISATION 115

Annexe 1 Description des indicateurs utilisés pour le Tableau de priorisation 134
Annexe 2 Résultats des consultations pour l'EDSP 136
Annexe 3 Chronologie de l'Histoire des Comores 141
Annexe 4 Progrès accomplis dans la réalisation des Objectifs de développement durable aux Comores 143
Annexe 5 Décomposition de l'inégalité urbaine-rurale 146
Annexe 6 Décomposition de la croissance de la consommation 147
Annexe 7 Décomposition des inégalités 149
Annexe 8 Effet des envois de fonds sur la participation au marché du travail 151
Annexe 9 Profil du secteur privé formel aux Comores 156
Annexe 10 Résumé de la capacité statistique 158

BIBLIOGRAPHIE 164

RÉFÉRENCES DES IMAGES 169

LISTE DES FIGURES vi

Figure 1 : Contribution des facteurs à la croissance potentielle du PIB 3
Figure 2 : Richesse totale par habitant, Comores et pays de comparaison 8
Figure 3 : Résumé des interactions entre les trois Voies 15
Figure 4 : Evolution démographique, Comores et pays de comparaison 32
Figure 5 : Taille du secteur agricole, Comores et comparateurs 37
Figure 6 : Productivité du travail 40
Figure 7 : Inflation, Comores et comparateurs 41
Figure 8 : Pays classés comme fragiles par le Groupe de la Banque mondiale, selon la notation CPIA 45
Figure 9 : Envois de fonds, Comores et comparateurs 50
Figure 10 : Indicateurs d'incidence de la pauvreté par région et entre comparateurs 59
Figure 11 : Indicateurs de pauvreté pour les Comores 60
Figure 12 : Portrait de la vie aux Comores par revenu et par région 60
Figure 13 : Progrès en matière d'inégalité et de prospérité partagée aux Comores 61
Figure 14 : Inégalité par région et par île aux Comores 63
Figure 15 : Dimensions du bien-être et indicateurs de la méthode 63
Figure 16 : Indicateurs multidimensionnels de privation par région et par île aux Comores 64
Figure 17 : Destination des envois de fonds 65
Figure 18 : Indicateurs multidimensionnels de la pauvreté aux Comores 66
Figure 19 : Accès aux infrastructures de base 67
Figure 20 : Structure démographique Comores 68
Figure 21 : Dépenses publiques sur la santé et l'éducation, Comores et comparateurs 70
Figure 22 : Indicateurs 1 de santé et de bien-être, Comores et comparateurs 71
Figure 23 : Ecart d'apprentissage 72
Figure 24 : Indicateurs de santé et de bien-être, Comores et comparateurs 75
Figure 25 : Impact de la stabilité politique sur la croissance 79
Figure 26 : Facteurs de la croissance du PIB du côté de la demande 80
Figure 27 : Offre et facteurs sectoriels de la croissance du PIB aux Comores 81
Figure 28 : Investissement et accumulation de capital 84

Figure 29 : IDE et investissements privés, Comores et comparateurs 87
Figure 30 : Indicateurs de gouvernance et climat des affaires 88
Figure 31 : Coûts de l'électricité, Comores et comparateurs 89
Figure 32 : Les tarifs portuaires dans les deux principaux ports des Comores (Moroni et Mutsamudu) sont cinq fois plus élevés qu'à Maurice et trois fois plus élevés qu'à Mombasa 90
Figure 33 : Tendances migratoires et capital humain aux Comores 91
Figure 34 : Population active et chômage selon l'âge 93
Figure 35 : Capital humain aux Comores 94
Figure 36 : Secteur du mobile aux Comores et comparateurs 97
Figure 37 : Frais de transport aux Comores 98
Figure 38 : Balance commerciale, Comores et comparateurs 104
Figure 39 : Dépenses courantes couvertes par les recettes fiscales 105
Figure 40 : Indicateurs de richesse 108
Figure 41 : Ressources internes renouvelables en eau douce par habitant (milliers de mètres cubes) 109
Figure 42. Les Comores : un pays parmi les plus vulnérables au changement climatique mais parmi les moins bien préparés à y faire face 110
Figure 43 : Dépenses de santé 113
Figure 44 : Résumé des interactions entre les trois Voies 122
Figure 45 : Localisation des entreprises par région 156

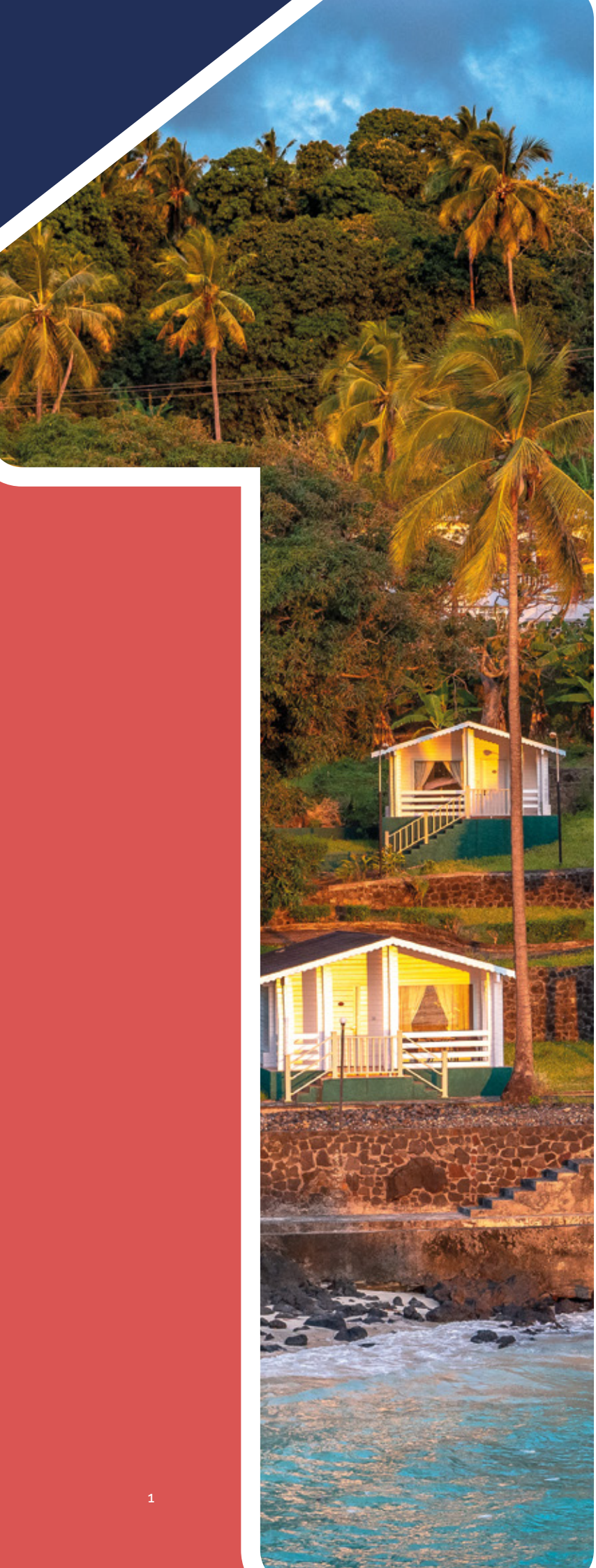
LISTE DES TABLEAUX vii

Tableau 1 : Principales contraintes et priorisation 25
Tableau 2 : Comores et pays de comparaison 28
Tableau 3 : Modifications de la Constitution suite au référendum du 30 juillet 2018 35
Tableau 4 : Quelques indicateurs macroéconomiques 42
Tableau 5 : Indice du capital humain et ses composantes par catégorie de revenu 71
Tableau 6 : Résumé des Voies et des contraintes clés 123
Tableau 7 : Contraintes clés et priorisation 133
Tableau 8 : Décomposition inconditionnelle de l'inégalité urbaine/rurale de la consommation réelle mensuelle par habitant 146
Tableau 9 : Décomposition de la croissance de la consommation 148
Tableau 10 : Décomposition de l'inégalité 150
Tableau 11 : Effet des envois de fonds sur la participation au marché du travail 152
Tableau 12 : Différences moyennes et ratios de variance post-diagnostic pour les estimateurs d'appariement du score de propension et du voisin le plus proche ; niveau individuel 153
Tableau 13 : Différences moyennes et ratios de variance post-diagnostic pour les estimateurs d'appariement du score de propension et du voisin le plus proche ; niveau du ménage 154
Tableau 14 : Répartition des chaînes de valeur agricoles au niveau des îles 155
Tableau 15 : Matrice de notation détaillée du SPI pour les Comores 157

LISTE DES ENCADRÉS vii

Encadré 1 : Les Comores en tant que destination touristique 38
Encadré 2 : Le Grand mariage 46
Encadré 3 : Le Programme de citoyenneté économique des Comores 52

Encadré 4 : Qu'est-ce qui constitue le capital humain et comment le mesurer ? 73
Encadré 5 : Domaines de réforme de la politique fiscale et de l'administration fiscale 82
Encadré 6 : Régime foncier des Comores 86
Encadré 7 : Performance des entreprises d'État - l'exemple du secteur des télécommunications aux Comores 96
Encadré 8 : Risques pour la stabilité financière provenant de la SNPSF 105



RÉSUMÉ ÉXÉCUTIF

Les Comores, parfois appelées les « îles parfumées » en raison de leur beauté parfumée, constituent un archipel situé sur les anciennes routes commerciales de l'océan Indien. Cette nation insulaire abrite 800 000 habitants répartis un territoire ne dépassant pas 1 800 kilomètres carrés, situés entre les rives de la Tanzanie, du Mozambique et de Madagascar, ce qui en fait un pays densément peuplé. Le patrimoine culturel des Comores tire ses origines de l'Afrique, du Moyen-Orient et de l'Europe et 98 pour cent de la population adhère à une forme d'Islam sunnite. La population des Comores est majoritairement jeune en raison d'un son taux de fécondité élevé (quoiqu'en lente baisse). Les femmes jouent un rôle important dans la société en raison de traditions matrilinéaires, mais ont tendance à faire entendre leur voix à l'arrière-plan du foyer comorien plutôt que sur la place publique. Historiquement, l'émigration a toujours été un fait important de la société, un tiers de la population vivant hors du pays. Les émigrés ont des liens étroits avec leurs communautés d'origine et a envoyé des fonds représentant en moyenne 13 pour cent du PIB annuel au cours de la dernière décennie, faisant des Comores l'un des plus gros bénéficiaires d'envois de fonds parmi les pays d'Afrique subsaharienne.

Sur le plan politique, les Comores ont connu une longue instabilité politique depuis leur accession à l'indépendance en 1975. Bien que les conflits aux Comores aient généralement été de faible ampleur, les affrontements ayant rarement fait plus de cinq morts, l'instabilité politique y est récurrente, tel que l'illustre le chiffre de 21 coups militaires, manqués ou aboutis, et diverses tentatives de sécession de certaines des îles. Les mercenaires ont joué un rôle politique dans les différents gouvernements. Depuis 1975, les Comores ont connu cinq constitutions différentes. Tous ces facteurs ont fait qu'il a été difficile les des institutions formelles de s'enraciner et d'établir leur légitimité. Les communautés locales font face à l'absence de l'État en s'appuyant sur les structures de gouvernance traditionnelles et sur l'auto-financement alimenté par la diaspora. En conséquence, certains observateurs des Comores qualifient le pays de « confédération de villages » plutôt que d'État-nation.

L'économie des Comores est peu diversifiée et compte parmi les plus tributaires des importations de produits alimentaires au monde. Le commerce (essentiellement informel) et les services publics représentent la moitié de l'économie. Trente pour cent (30%) de l'économie sont générés par l'agriculture pratiquée dans de petites exploitations familiales et dont les produits sont destinés principalement à la consommation domestique. Malgré la forte présence du secteur agricole dans l'économie comorienne, le pays satisfait l'essentiel de ses besoins alimentaires par des importations. Près de 40 pour cent de toutes les importations sont constituées de denrées alimentaires. La faible connectivité entre les trois îles entraîne des coûts de transport élevés. Cette absence d'infrastructures de soutien (telles que l'entreposage, le stockage frigorifique, etc.) limite la capacité des zones à forte productivité à approvisionner les marchés urbains en croissance à des prix pouvant rivaliser avec ceux des importations.

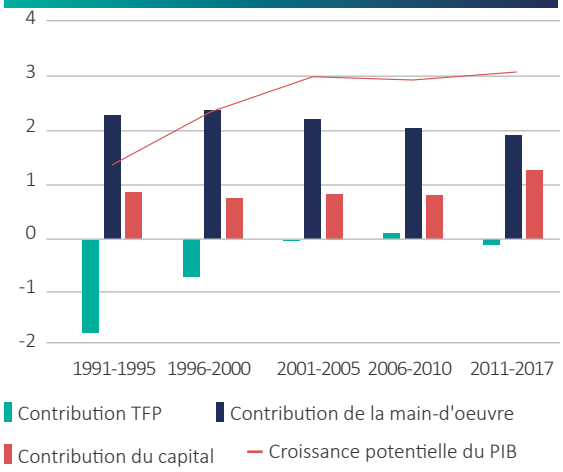
La performance des Comores en matière de développement depuis 1975 a été façonnée par trois caractéristiques déterminantes.[1]

[1] En raison de ces trois caractéristiques, les Comores sont comparées dans l'ensemble de la présente convention à d'autres petits États insulaires ayant des revenus similaires, qui partagent un certain niveau de fragilité et de dépendance vis-à-vis des envois de fonds. Voir le Chapitre 2 pour la liste complète des pays de comparaison.

Premièrement, le pays a une géographie économique difficile : *sa petite taille, son éloignement et l'inaccessibilité* de son territoire font que les Comores souffrent, à l'image d'autres petites îles, de problèmes de déséconomie d'échelle, de marchés très concentrés, d'un manque de concurrence et d'un coût de la vie élevé résultant des coûts de transport et de commerce élevés. Deuxièmement, la fragilité politique et la faiblesse des institutions formelles ont exacerbé ces difficultés dans la mesure où elles fragmentent davantage un pays déjà petit, étant donné que l'État central, les îles et les communautés locales offrent à la population des structures de gouvernance concurrentes, qui empêchent souvent une collaboration productive. Troisièmement, *les envois de fonds* ont contribué à approfondir une trajectoire de croissance tirée par la consommation et à une inégalité dans le progrès vers la prospérité partagée : ils permettent en effet à de nombreux Comoriens de se sortir de la pauvreté tout en laissant pour compte ceux qui ne peuvent pas compter sur les réseaux de la diaspora.

Ces caractéristiques ont entraîné un paradoxe de croissance faible et de pauvreté modérée. Dans un contexte de stagnation du PIB par habitant et de fragilité politique et institutionnelle, le pays parvient tout de même à réduire la pauvreté à des taux qui soutiennent la comparaison à ceux d'autres pays à revenu intermédiaire. Malgré une croissance toujours faible, les Comores sont aujourd'hui un pays à revenu moyen-inférieur (RNB par habitant de 1 280 USD en 2017, méthode de l'Atlas). Comme le montre cette analyse, ce paradoxe s'explique dans une large mesure par les importants flux de fonds envoyés par une diaspora comorienne grandissante. Près de quatre ménages sur dix reçoivent des envois de fonds et les ménages qui en bénéficient sont en moyenne moins susceptible d'être pauvres à hauteur de 11 points de pourcentage que ceux qui ne peuvent pas compter sur les transferts d'un membre de la famille. Toutefois, comme les flux de fonds sont très localisés dans l'une des trois îles, ils ont également aggravé les disparités existantes.

Figure 1: Contribution des facteurs à la croissance potentielle du PIB



Source : Calculs du personnel de la Banque mondiale à partir des comptes nationaux révisés des Comores et l'IDM

Croissance

Après une forte volatilité au cours des premières décennies qui ont suivi l'indépendance, la croissance des Comores s'est stabilisée à partir des années 2000 dans un équilibre persistant, caractérisé par une faible croissance. Depuis lors, le taux de croissance réel moyen du PIB par habitant a été de 0,3 pour cent, le faible taux de croissance de l'économie ne parvenant pas à suivre le taux de fécondité élevé. La croissance a été principalement tirée par la demande, alimentée par les envois de fonds de la diaspora. Du côté de l'offre, la main-d'œuvre a été le principal facteur de croissance, mais sans réaliser son potentiel en raison d'une très faible participation à la population active (voir Figure 1). La contribution du capital à la croissance a été faible en raison d'un manque d'épargne et d'investissement. La croissance

de la productivité a été pratiquement nulle, voire négative certaines années.

Les taux d'épargne et d'investissement nationaux ont toujours été faibles aux Comores, ce qui a eu des effets négatifs sur la croissance. Les taux d'épargne nationaux bruts aux Comores ont représenté en moyenne 5,9 pour cent du PIB depuis le début du siècle, soit la moitié de la moyenne de l'Afrique subsaharienne. L'épargne et l'investissement publics sont limités par la faible mobilisation des recettes intérieures et par un budget axé sur la consommation. Le recouvrement des recettes aux Comores est très faible, avec une moyenne de 7 pour cent du PIB pour la période 2000-2017. La faiblesse de la politique et de l'administration fiscale, associées à un faible niveau d'activité économique formelle, limitent la base des recettes et contribuent à la faible performance en termes de recettes intérieures. L'importante masse salariale laisse très peu de place aux dépenses pour des domaines tels que les services sociaux, l'éducation ou les projets d'infrastructure. Une forte dépendance vis-à-vis de recettes extérieures volatiles représente un défi pour la planification budgétaire à moyen terme et sape la dynamique des réformes structurelles. Au cours des 10 dernières années, les dons étrangers ont représenté entre 27 et 51 pour cent du total des revenus.

Les Comores n'ont pas été en mesure d'établir un climat de confiance propice à l'investissement privé. L'instabilité politique a fortement dissuadé l'investissement aux Comores. En outre, le climat général des investissements est mauvais, en particulier en ce qui concerne les infrastructures et la réglementation ; l'état de droit n'est souvent pas respecté, ce qui remet en cause le caractère exécutoire des contrats. Le système financier (à l'exception de certaines institutions de microfinance) jouit de peu de confiance en raison d'interférences politiques et d'un système judiciaire plus favorable aux créanciers non payeurs qu'aux institutions prêteuses. Les entreprises sous tutelle publique fournissent des services coûteux de qualité médiocre et représentent une charge pour les finances publiques dans la mesure où elles empêchent des investissements plus efficaces, de tels investissements pouvant stimuler l'activité du secteur privé.

La contribution du capital humain à la croissance est limitée par les mauvaises conditions de santé et d'éducation et l'économie peine à créer des emplois. Les Comores ont l'un des taux d'activité des femmes les plus bas de la région et le taux de chômage des jeunes est élevé, en particulier chez les demandeurs d'un premier emploi. Alors que les investissements aux Comores faiblissent, l'activité du secteur privé se modifie également, ce qui entraîne une économie qui peine à créer des opportunités économiques et des emplois pour sa population. En conséquence, l'émigration a été multipliée par trois au cours des 25 dernières années, avec une part croissante de femmes quittant le pays. Et comme les émigrés envoient des fonds à leurs familles restées au pays, cela n'incite pas les membres de la famille aux Comores à contribuer au travail. La productivité des personnes actives sur le marché du travail est limitée par les conditions d'éducation et de santé dans le pays.

Les Comores ne mettent pas à profit leur potentiel en ressources. Les actifs naturels abondent aux Comores, mais ils sont mal gérés et risquent d'être gaspillés. Les Comores sont dotées d'un sol volcanique fertile, de bons niveaux de précipitations, de beaux paysages et d'une zone de pêche économique représentant 70 fois la superficie de son territoire terrestre. Le pays avait aussi une couverture forestière étendue. Ses

Malgré les progrès accomplis dans la réduction de la pauvreté, une large partie de la population reste vulnérable.

paysages, sa topographie et son histoire pourraient faire des Comores un lieu privilégié pour le tourisme. Cependant, la faible capacité de gestion publique et les pressions exercées sur les revenus par les communautés qui dépendent de la pêche et de l'agriculture pour leur subsistance ont conduit à un épuisement progressif des actifs naturels. Depuis 1990, les Comores perdent tous les quatre ans 1 pour cent de leur couvert forestier au profit de terres agricoles. Avec la disparition de la forêt, l'érosion croissante a entraîné une baisse de la fertilité des sols. Les ressources internes renouvelables en eau douce sont soumises à des pressions extrêmes et l'écosystème maritime est menacé par la surpêche d'une variété d'espèces.

Etant une très petite économie ouverte avec de faibles exportations et un déficit commercial important, les Comores sont vulnérables aux chocs externes. La capacité d'exportation des Comores est faible et est concentrée dans trois produits seulement : le clou de girofle, l'ylang-ylang et la vanille. Les recettes d'exportation représentent moins de la moitié des dépenses d'importation dans l'agriculture. Le déficit des échanges de biens et de services s'est établi en moyenne à 19 pour cent du PIB sur la période 2011-2017 et est compensé par d'importants envois de fonds (estimés à 12 pour cent du PIB sur la période 2011-2017). Par ailleurs, le volume important de dons extérieurs (estimés à 8 pour cent du PIB sur la période 2011-2017) a permis de contenir le déficit du compte courant (3,2 pour cent du PIB en moyenne sur la période 2011-2017). Le franc comorien a été rattaché au franc français depuis son indépendance, puis à l'euro depuis 1999 (actuellement à 490 KM pour un euro), ce qui a aidé la Banque Centrale à maintenir l'inflation à un taux faible et les réserves de change à des niveaux suffisants. Depuis l'introduction de l'ancrage à l'euro, le franc comorien s'est parfois écarté de ses fondamentaux à moyen terme, combinant des périodes de surévaluation (par exemple, la période 1995-1999) à des périodes de sous-évaluation (par exemple, la période 2002-2005).

Pauvreté et inclusion

Les Comores ont atteint des taux de pauvreté comparables à ceux des pays les plus riches de son groupe de revenu, mais il existe des disparités régionales. Six Comoriens sur dix peuvent être considérés comme non pauvres en référence au seuil de pauvreté international des pays à revenu moyen-inférieur (3,2 USD par jour) et seuls deux Comoriens sur dix vivent dans l'extrême pauvreté. Les chances de sortir de la pauvreté sont élevées aux Comores : un quart de la population pauvre pourrait sortir

de la pauvreté si ses revenus augmentaient de seulement 0,7 USD par jour. Cependant, la moyenne dissimule les différences entre les îles et entre le milieu rural et le milieu urbain en matière de pauvreté. Ceux qui vivent à Anjouan et à Mohéli ont respectivement 8 et 6 pour cent plus de risques de vivre dans la pauvreté que ceux qui vivent à la Grande Comore. L'incidence de la pauvreté est la plus faible à Moroni - la principale ville de la Grande Comore et capitale de l'Union des Comores.

Malgré de nettes disparités géographiques, les principaux facteurs de pauvreté pour l'ensemble des Comores sont la taille de la famille, le secteur d'emploi du chef de ménage et son niveau d'instruction. La pauvreté chez les ménages augmente de manière constante avec le nombre d'enfants, atteignant un taux de 70 pour cent chez les ménages de cinq enfants ou plus, contre moins de 20 pour cent chez les ménages sans enfant. La pauvreté est élevée chez ceux qui travaillent dans l'agriculture et beaucoup moins chez les employés, en particulier dans le secteur des services, l'industrie et le commerce. Moins de 10 pour cent des pauvres travaillent dans le secteur public. L'éducation primaire ne suffit pas, à elle seule, à accroître les chances des pauvres de se sortir de la pauvreté. Il existe un écart considérable en termes de pauvreté entre les ménages dont le chef a fait des études secondaires ou supérieures et ceux dont le chef n'a pas ou a peu d'enseignement primaire.

Le progrès vers la prospérité partagée a été modeste. Alors que la consommation moyenne par habitant a augmenté d'environ 30 pour cent entre 2004 et 2014, la consommation moyenne des pauvres et des 40 pour cent les plus pauvres de la population n'a augmenté que d'environ 4 pour cent et 15,5 pour cent respectivement. À 44,9, le coefficient de Gini des Comores est légèrement supérieur à celui de l'Afrique subsaharienne (42,3) et significativement supérieur à celui de ses homologues structurels (32,9). Les disparités sont plus prononcées en milieu rural et à Anjouan où le sous-emploi en rapport au revenu (et non au temps) est élevé.[2] Pour réduire de moitié l'extrême pauvreté d'ici 2030, les ménages comoriens situés au bas de la répartition devront avoir une croissance de la consommation deux fois plus rapide que la moyenne. En revanche, si les pauvres tirent profit de la croissance économique au même rythme que par le passé, l'extrême pauvreté aux Comores ne baissera que modestement, passant de 18 pour cent en 2014 à environ 15 pour cent d'ici 2030.

Malgré les progrès réalisés sur les mesures de pauvreté monétaire et non monétaire, les deux tiers de la population restent vulnérables aux privations. Compte tenu des aspects non monétaires de la pauvreté, des progrès ont été réalisés avec l'amélioration de l'accès à la scolarisation et aux conditions de vie, mais l'accès aux services de base reste un défi. L'incidence de la privation - mesurée par la proportion de la population démunie dans au moins un tiers des dimensions du bien-être, telles que la consommation et les mesures de la pauvreté multidimensionnelle - est tombée de 85 pour cent à 75 pour cent entre 2004 et 2014. La population comorienne connaît de grandes privations dans plusieurs dimensions du bien-être, notamment l'accès à l'électricité et aux combustibles de cuisson efficaces, suivi de l'assainissement et de la possession d'actifs. Mohéli et Anjouan sont confrontés aux niveaux les plus élevés de privation, tandis que les ménages de la Grande

[2] Environ un quart de la main-d'œuvre souffre d'un sous-emploi lié au revenu (par opposition au sous-emploi lié au temps qui est faible aux Comores), le taux de sous-emploi le plus élevé étant à Anjouan.

Comore semblent être mieux lotis.

Les inégalités entre les îles ont contribué à créer un sentiment de déséquilibre et une perception d'inéquité qui ont pu contribuer à l'instabilité politique dans le passé. La persistance intergénérationnelle de la pauvreté et des inégalités est principalement imputable à la région de naissance de la personne (telles que l'île). Les inégalités et les disparités entre les îles se traduisent également par des inégalités dans les indicateurs de développement et l'offre de services : par exemple, le taux d'accès à l'électricité va de 65 pour cent à la Grande Comore à 50 pour cent à Anjouan et à 20 pour cent à Mohéli. Les envois de fonds ont contribué de manière significative à la réduction de la pauvreté, mais en raison de leur nature localisée, ils aggravent les déséquilibres régionaux. La plupart des envois de fonds vont à la Grande Comore (environ 84 pour cent), l'objectif principal de ces envois étant historiquement de financer les dépenses élevées liées à l'organisation du Grand mariage (voir Encadré 1 du Chapitre 3 pour de plus amples informations sur cette tradition), tradition qui est plus courante sur l'île centrale de l'Union des Comores.

Risques pour la durabilité de la croissance et la réduction de la pauvreté

La durabilité de la croissance et le progrès vers la prospérité partagée aux Comores sont confrontés à des risques économiques, sociaux et environnementaux. Un déséquilibre structurel continu entre la mobilisation des ressources nationales et les dépenses courantes compromet la capacité à entreprendre des investissements propices à la croissance et à fournir des services de base pour réduire la pauvreté. Une grande vulnérabilité au changement climatique – combinée à une faible capacitée d'adaptation - entraîne une vulnérabilité physique des populations et fragilise le principal secteur de production, l'agriculture. La protection sociale aux Comores dépend presque exclusivement des envois de fonds, mécanisme qui a fait preuve d'une grande résilience au cours des dernières décennies mais qui ne profite qu'à certains groupes de la population. Les taux de chômage élevés chez les jeunes (en 2014, un jeune comorien en âge de travailler sur deux était sans emploi) montrent non seulement qu'il y a un atout sous-utilisé pour la croissance, mais qu'il existe un groupe démographique qui peut également représenter un risque social avec l'accroissement des activités illégales (notamment le trafic de stupéfiants et le trafic de migrants) et l'influence croissante de religieux au discours plus radical dans le contexte d'une connectivité mondiale croissante.

L'instabilité politique reste une préoccupation à la fois pour la durabilité de la croissance et pour la cohésion nationale et sociale. L'instabilité politique généralisée a été en partie un facteur de tension et de méfiance entre les îles. En dépit de leur identité sociolinguistique commune et de la force unificatrice de l'Islam, les déséquilibres entre les îles ont creusé les divisions. Ces divisions ont culminé lors des tentatives de sécession d'Anjouan et de Mohéli (de l'Union) en 1997, puis à nouveau d'Anjouan en 2007.[3]

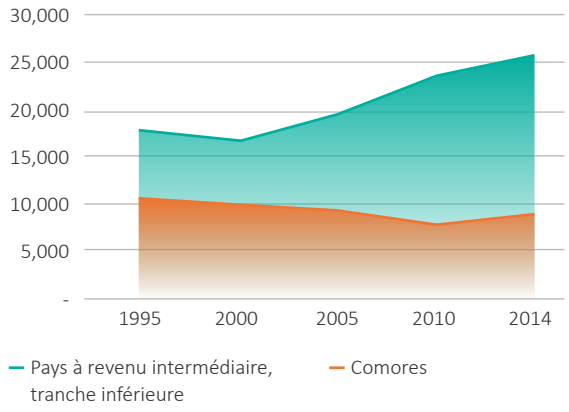
[3] En 1997, les îles d'Anjouan et de Mohéli ont toutes deux déclaré leur indépendance. Mohéli, qui avait déjà revendiqué son indépendance sans succès en 1991, a rejoint la République des Comores en 1998, après médiation de l'Union africaine. Anjouan est restée indépendante jusqu'à la signature de l'accord de réconciliation nationale (Accords de Fomboni) en février 2001. Une nouvelle tentative sécessionniste d'Anjouan a eu lieu en 2007, lorsque Mohamed Bacar a refusé de quitter son poste après avoir atteint sa limite constitutionnelle de mandat. Cela a poussé à une intervention militaire dirigée par l'Union africaine pour le destituer.

Un accord de réconciliation nationale conclu en 2001 - l'Accord de Fomboni - a introduit le système de présidence tournante entre les îles, contribuant à ouvrir la Voie à une suite de transitions pacifiques et démocratiques depuis 2002. Un référendum organisé le 30 juillet 2018 a donné au gouvernement le feu vert pour redéfinir les arrangements politiques du pays (voir le Tableau 2 au Chapitre 3 pour de plus amples informations sur les modifications constitutionnelles apportées par le référendum).

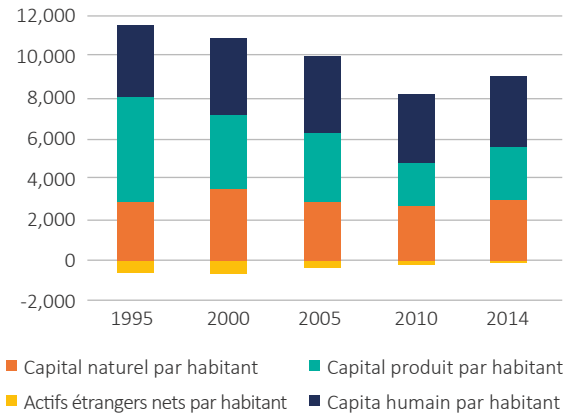
La durabilité est particulièrement menacée par un risque important, celui de l'épuisement de la richesse des ressources humaines, productives et naturelles des Comores, à cause d'un bilan médiocre en matière d'investissement et de préservation (voir Figure 2). La richesse par habitant des Comores - telle que mesurée par le rapport de la Banque mondiale ***Wealth of Nations*** de 2018 - est en baisse depuis 1995.[4] Sur la même période, la richesse mondiale a augmenté de 66 pour cent. En 2014, l'écart de richesse par habitant entre les Comores et les autres pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure est parvenu à son niveau le plus marqué depuis le début du millénaire. Alors que le capital naturel a légèrement augmenté en raison de l'expansion des aires naturelles protégées, la capacité de création de richesses des forêts et des terres cultivées a diminué. Les avoirs extérieurs nets ont également diminué, les déficits des comptes courants ayant été assez importants et persistants au cours des 20 dernières années.

Figure 2: Richesse totale par habitant, Comores et pays de comparaison (panneau a) et type (panneau b)

a. Richesse totale par habitant (USD constants 2014)



b. Richesse totale par habitant - Comores



Source : Banque mondiale, Wealth of Nations.

[4] Les mesures de la richesse des nations utilisent une approche bilancielle de la santé d'une économie en appréhendant la richesse d'un pays à travers quatre piliers de la génération de richesse : les actifs produits, les actifs humains, les actifs naturels et les actifs étrangers nets. Le capital produit et les terrains urbains mesurent la machinerie, les bâtiments, les équipements et les terrains urbains résidentiels et non résidentiels, mesurés aux prix du marché. Le capital humain est mesuré comme la valeur actualisée des gains au cours de la vie d'une personne. Le capital naturel comprend l'énergie (pétrole, gaz, charbon et houille) et les minéraux, les terres agricoles (terres cultivées et pâturages), les forêts (bois et certains produits forestiers non ligneux) et les aires protégées terrestres. Le capital naturel est mesuré comme la somme actualisée de la valeur des loyers générés sur la durée de vie de l'actif. Les actifs étrangers nets représentent la somme des actifs et passifs transfrontaliers détenus par les résidents du pays. Il s'agit, par exemple, des investissements directs étrangers et des avoirs de réserve. Les actifs nets étrangers négatifs suggèrent que les passifs transfrontaliers dépassent les actifs transfrontaliers. Par exemple, l'encours de la dette contractée à l'étranger pourrait dépasser largement les investissements directs étrangers.

Identité et Institutions

Quarante années de conflits politiques alimentés par la recherche d'une identité nationale et par des mouvements séparatistes au niveau des îles ont affaibli les institutions formelles aux Comores et ont amenuisé la confiance des citoyens dans les politiques publiques. Le principal point de référence pour la plupart des Comoriens reste leur village d'origine. En présence de ces fortes structures localisées, l'État formel a du mal à s'établir. La faiblesse des institutions formelles, la faible portée et la faible présence de l'État et la contestation de son autorité contribuent à un manque de continuité dans l'élaboration de politiques, autant de problèmes qui ont une incidence profonde sur la capacité des Comores à attirer des investissements et à fournir des services à leurs citoyens. L'incapacité de l'État formel à fournir des services de qualité d'une manière perçue comme étant inclusive et équitable affecte sa légitimité et sa capacité à jouer un rôle de médiation dans les conflits, comme on observe souvent dans les pays fragiles (et comme le relève la publication conjointe de la Banque mondiale et de l'ONU de 2018, ***Pathways for peace***). Enfin, comme les envois de fonds ont constitué un filet de sécurité sociale pour ceux qui les reçoivent, ils ont peut-être réduit l'incitation de l'État à mobiliser des recettes intérieures et à les investir dans des services publics.

L'incapacité de l'État à établir une présence égale et solide sur son territoire renforce le recours aux structures traditionnelles. Celles-ci sont susceptibles de supplanter les institutions formelles en termes d'autorité morale et représentent un point de départ permettant de remédier aux déficits de développement et aux perceptions de marginalisation. Les organisations communautaires financent des services pour leurs villages et leurs communautés à l'aide de fonds envoyés par des membres de la diaspora qui maintiennent les liens avec leur village d'origine. Les institutions et structures informelles sont enracinées dans le pouvoir local traditionnel et bénéficient d'une crédibilité et d'une légitimité grandissantes au sein de la population. Il est possible de renforcer la légitimité de l'Etat formel en renforçant les liens entre ces systèmes de gouvernance parallèles tout en veillant à ce que les organisations communautaires continuent d'influencer leurs propres décisions et interventions de développement. Cependant, comme le souligne le ***World Development Report 2011*** sur les conflits, la sécurité et le développement, le processus de transformation des institutions est lent et peut prendre une génération, voire davantage. Un recalibrage des politiques gouvernementales visant à fournir des services en partenariat avec les institutions locales, ainsi que des mesures visant à soutenir les régions présentant un retard de développement, pourraient offrir aux Comores un moyen de capitaliser ses atouts et d'améliorer le bien-être de sa population.

Pour amener les Comores à dépasser leur faible taux de croissance et parvenir à une réduction durable de la pauvreté et à une prospérité partagée, la présente Etude diagnostique systématique de pays (EDSP) propose au pays de s'engager dans trois Voies : (i) combler le déficit d'investissement, (ii) augmenter le capital humain et (iii) protéger et exploiter les ressources naturelles. L'EDSP cerne en outre les principales contraintes qu'il faudrait surmonter pour débloquer ces Voies. Enfin, reconnaissant les défis institutionnels importants qu'il faudra relever pour s'attaquer de manière crédible à ces contraintes, l'EDSP fait une proposition sur la manière de relever le défi fondamental de l'identité et des institutions des Comores. Cependant, d'importantes lacunes dans la connaissance de la dynamique sociale plus

profonde des Comores subsistent et devront être comblées dans les années à venir pour aider les Comores à s'attaquer à certaines de leurs fragilités profondes.

Voies n°1 *Combler le déficit d'investissement*

Les besoins d'investissement des Comores sont importants. Avec une moyenne de 16,7 pour cent du PIB, les investissements totaux ont été respectivement inférieurs de 4,6 pour cent et 7 pour cent à la moyenne de l'Afrique subsaharienne et des pays pairs en termes structurels depuis le début du siècle. Les investissements directs étrangers ont représenté en moyenne un peu plus de 1 pour cent du PIB au cours de la dernière décennie. Une pénurie prolongée d'investissements, combinée à une croissance démographique rapide, a entraîné un déclin du capital productif par habitant des Comores, un faible niveau de capital humain et un lent épuisement du capital naturel. Selon le rapport de la Banque mondiale sur la richesse des nations, le capital productif par habitant des Comores a été divisé par deux entre 1995 et 2018 et représente maintenant la moitié de celui des autres pays d'Afrique subsaharienne et de la tranche inférieure moyenne de revenu.

Le manque de crédibilité des institutions formelles et le manque de confiance en leur capacité est au cœur de la problématique de la faiblesse des investissements des Comores. Les investisseurs locaux et étrangers (y compris la diaspora) recherchent la prévisibilité et la fiabilité lorsqu'ils effectuent des investissements, leurs bénéfices ne se concrétisant qu'après plusieurs années. Comme dans d'autres pays, l'instabilité politique et la faiblesse de l'état de droit ont été les principaux facteurs de dissuasion des investisseurs aux Comores. La faiblesse de la capacité à assurer une bonne gestion macro-économique, caractérisée entre autres par des décisions budgétaires incohérentes et erratiques, et une tendance à dépenser en salaires plutôt qu'en investissements ont limité la capacité du Gouvernement à effectuer des investissements publics et à mobiliser des recettes intérieures. Les acteurs privés se trouvent découragés à investir dans des secteurs centraux tels que l'agriculture à cause de la faiblesse de l'état de droit, de la fragilité du système financier et d'un environnement économique difficile, mettant en doute la rentabilité des éventuels investissements. En outre, dans un environnement où l'État fournit peu de services, la population donne la priorité aux dépenses de consommation par rapport à l'investissement puisqu'elle doit supporter elle-même les dépenses d'éducation et de santé.

Des années de faible investissement ont compromis la performance des Comores en matière de croissance et ont conduit à des inégalités croissantes. Depuis 2001, la contribution des investissements à la croissance a été faible et parfois négative. La faiblesse de l'investissement a eu pour corollaire un faible développement du secteur privé et peu de création d'emplois, résultant en une faible demande de main-d'œuvre et un des taux de participation de la main-d'œuvre parmi les plus bas de l'Afrique subsaharienne, un autre frein à la croissance. Les investissements publics dans la connectivité inter et intra-îles ainsi que dans d'autres services d'infrastructure essentiels, tels que l'électricité et le traitement de l'eau, devraient être une priorité si l'on veut accroître la productivité dans les secteurs essentiels

tels que le secteur agricole, les services et le commerce et créer les conditions propices au développement du secteur manufacturier et du tourisme. La faiblesse des services de transport coupe actuellement les bassins de production excédentaire des marchés urbains en croissance. Le manque d'investissement public a également entraîné une faiblesse de la prestation de services et une augmentation des inégalités. Le manque d'accès aux services de base tels que l'eau courante, l'électricité, les centres de santé ou les marchés est l'un des plus puissants prédicteurs de la pauvreté aux Comores. La faiblesse des services publics a conduit à une privatisation des services de santé. Les Comores sont l'un des pays au monde où la part des dépenses de santé payées directement par les ménages est la plus élevée, et environ 35 Comoriens par jour sombrent dans la pauvreté suite au paiement de soins de santé.

Le faible investissement dans la prestation de services de base sape un contrat social déjà fragile entre les îles. Les inégalités sont apparues entre les îles en matière d'infrastructures et de services de base dans les domaines de la santé et de l'éducation et risquent d'aggraver un sentiment de coupure déjà existant entre les îles. Ces inégalités alimentent le désir de chaque île d'affirmer ses intérêts financiers au pouvoir, perpétuant ainsi la politisation de l'allocation des ressources. Les communautés locales compensent l'absence de l'État et deviennent de plus en plus autonomes. Les écoles et les rues sont construites avec des fonds de la diaspora, ce qui conduit à une allocation pas toujours efficace des ressources privées et à une privatisation progressive d'importants services sociaux. Cependant, comme les mécanismes d'adaptation locaux diffèrent au sein de l'Union des Comores, les communautés ne s'en sortent pas toutes de la même manière. Les inégalités sont particulièrement en défaveur d'Anjouan, qui à la différence de la Grande Comore et de Mohéli, ne bénéficie du principal mécanisme d'adaptation, à savoir les envois de fonds.

Voies n°2 *Accroitre le capital humain des Comores*

Le capital humain aux Comores est aujourd'hui en deçà de son potentiel. Parmi les différents types d'actifs et de capitaux qu'un pays possède - productifs, humains et naturels -, le capital humain est le domaine où les Comores sont à la traîne par rapport aux autres pays à revenu moyen-inférieur. Aux Comores, les enfants lorsqu'ils atteignent l'âge de 18 ans peuvent espérer avoir terminé 8,4 années de scolarité, soit deux ans de moins que leurs pairs des autres pays à revenu moyen-inférieur. Et lorsque les années de scolarité sont ajustées en fonction de la qualité de l'apprentissage, ce chiffre tombe à 5,3 années seulement. Les filles sont nettement moins scolarisées que les garçons et les grossesses chez les adolescentes sont deux à trois fois plus courantes que dans les pays pairs aspirationnels. Parmi les enfants, 31 sur 100 grandissent avec un retard de croissance causé par la malnutrition et le peu d'attention accordé au développement de la petite enfance.[5] Enfin, le retard de croissance étant le plus fréquent chez les pauvres aux

[5] Le retard de croissance est un indicateur important parce qu'il reflète l'environnement sanitaire global d'un pays et compromet le potentiel à long terme des individus à contribuer de manière productive au développement d'un pays.

Comores, il aggrave les inégalités existantes s'il n'est pas corrigé.

Il est essentiel d'accroitre le capital humain des Comores si l'on veut accélérer la croissance et réduire la pauvreté. Il impératif d'investir dans le capital humain pour la croissance et la réduction de la pauvreté. Compte tenu des conditions actuelles du capital humain aux Comores, un enfant né aujourd'hui n'aura à l'âge adulte que 40 pour cent de la productivité qu'il aurait eue s'il avait bénéficié de services d'éducation et de santé complets. L'investissement dans le capital humain exige l'attention immédiate des décideurs parce que les avantages en termes de croissance des investissements en capital humain ont tendance à être différés d'une génération. Les investissements réalisés dans la jeunesse d'aujourd'hui ne créeront une main-d'œuvre plus productive qu'une fois que ces jeunes seront sur le marché du travail. En revanche, les investissements en capital humain ont l'avantage d'être moins coûteux que les investissements en capital physique. Et alors que ces investissements sont réalisés, des investissements supplémentaires dans le capital physique au titre de la première Voie peuvent avoir un impact plus immédiat sur la croissance et ouvrir la voie à la prochaine génération en créant des opportunités d'emploi lorsqu'ils seront prêts à entrer sur le marché du travail.

Le capital humain soutient d'autres sources de croissance et d'inclusion. Il complète le capital physique dans le processus de production et constitue un intrant important de l'innovation technologique et de la croissance à long terme.[6] Le capital humain favorise également le capital social. Des études effectuées à travers le monde ont montré que les personnes les plus instruites font davantage confiance aux autres. Ce type de capital social est à son tour associé à une croissance économique plus forte. Inversement, le fait de ne pas protéger le capital humain sape la cohésion sociale. Le capital humain est l'un des premiers domaines à être affecté en cas de détérioration de la situation. Les longs conflits et la fragilité peuvent empêcher des générations entières de réaliser leur potentiel ou les inciter à quitter le pays pour mettre leurs talents à l'œuvre ailleurs.

Les investissements dans le capital humain peuvent également entrainer un dividende de la croissance démographique. Avec 4,2 naissances par femme en 2014, les Comores ne font qu'amorcer la transition démographique. Les taux de fécondité élevés et la forte croissance démographique pèsent lourd sur les ménages, le nombre de personnes à charge vivant dans des ménages pauvres aux Comores étant élevé.[7] En tant que pays parmi les plus densément peuplés du monde,[8] une fécondité élevée augmente également la pression foncière, ce qui peut compromettre la durabilité de la croissance.[9] La réduction des taux de dépendance non seulement atténue la pression exercée sur les revenus des ménages pauvres, mais peut également accroître les possibilités d'épargne qui soutiennent

---

[6] Putnam, Leonardi, et Nanetti (1993); Helliwell et Putnam (1995); Keefer et Knack (1997).

[7] Les 40 pour cent les plus pauvres parmi les ménages comoriens ont en moyenne 3,5 enfants de plus que les 30 pour cent les plus riches et ont des taux de dépendance beaucoup plus élevés.

[8] Malgré une émigration nette, les Comores sont l'un des pays les plus densément peuplés du monde, avec 328 personnes vivant en moyenne sur un kilomètre carré.

[9] Jayne, Chamberlin, et Headey (2014).

davantage la croissance.[10] Les investissements en capital humain peuvent contribuer à concrétiser le dividende démographique : il a été démontré que l'amélioration de la qualité de l'éducation et du nombre d'années d'instruction, en particulier pour les femmes, entrainait une réduction du taux de fécondité dans la mesure où la première grossesse est retardée et les coûts d'opportunité de la procréation augmentent.[11]

Voies n°3 *Accroitre le capital humain des Comores*

Les ressources naturelles sont au centre des moyens de subsistance et de l'activité économique aux Comores. Les Comoriens vivent de leurs ressources naturelles. Environ 39 pour cent du PIB des Comores est généré par des activités dans lesquelles la terre, la mer et la nature sont des intrants importants. Avec 31,6 pour cent du PIB total (2011-2017), dont 7,5 pour cent du PIB pour la pêche, l'économie des Comores est davantage dominée par l'agriculture que dans tout autre pays ou groupe de comparaison. L'agro-industrie légère, qui dépend de la production agricole, génère 44 pour cent du PIB. Enfin, bien qu'il soit petit par comparaison mais qu'il offre un fort potentiel, le secteur du tourisme contribue pour 3,4 pour cent du PIB à l'économie. L'agriculture et la pêche génèrent 38 pour cent des emplois et 50 pour cent des pauvres tirent leur subsistance de ces deux secteurs.

La croissance dans les secteurs liés aux ressources naturelles a été stagnante et inférieure au potentiel. Bien qu'ils soient traditionnellement les principaux moteurs de la croissance aux Comores, les secteurs de l'agriculture et de la pêche ont une très faible productivité par rapport à ce que l'on observe dans les pays pairs. Le potentiel est déjà atteint en ce qui concerne l'expansion des terres et les heures de travail des agriculteurs sur les parcelles aux Comores. La faible productivité résulte de la dégradation des sols, de la raréfaction de l'eau, des pratiques agricoles obsolètes, de l'absence de rendements améliorés et de l'absence de chaînes de valeur. En mer, les pêcheurs pratiquent une pêche de subsistance pour des raisons de sécurité et par de manque de services spécialisés et d'entreposage frigorifique. De ce fait, les étrangers sont les principaux

[10] Globalement, on a constaté qu'une baisse de 1 pour cent du taux de dépendance est associée à une baisse de 0,75 point de pourcentage de l'effectif de pauvreté et qu'une augmentation de 1 point de pourcentage de la part de la population active stimule la croissance économique de 1,1 à 2,0 points (Banque mondiale 2016, Marcio Cruz S. Amer Ahmed 2016).

[11] Après la baisse de la mortalité infanto-juvénile, une baisse subséquente de la fécondité entrainera une augmentation de la part de la population en âge de travailler. Avec moins de personnes à charge et plus de personnes au travail, la croissance par habitant s'accélèrera, même lorsque la production par personne en âge de travailler reste constante (Bloom et Williamson 1997a). Deuxièmement, une baisse de la fécondité pourrait entrainer une augmentation de la participation des femmes au marché du travail, ce qui renforcerait l'effet pro-croissance. Non seulement la part de la population en âge de travailler augmentera, mais la main-d'œuvre économiquement active augmentera encore davantage, ce qui entrainera une augmentation de la production par personne en âge de travailler. Troisièmement, avec moins d'enfants, les familles (et l'État) auront la possibilité d'accroire les dépenses pour le bien-être et l'éducation par enfant. A mesure que ces enfants atteignent l'âge de travailler et entrent sur le marché du travail, la productivité de la main-d'œuvre augmentera en raison de l'amélioration de la santé et du niveau d'instruction. Ainsi, la transition démographique est associée à une augmentation de la productivité de la main-d'œuvre, que l'on peut qualifier d'« effet compétences » de la transition démographique.

utilisateurs des généreuses zones de pêche des Comores, souvent dans l'illégalité, causant une surexploitation de nombreuses espèces. Le tourisme reste en grande partie inexploité, notamment en raison d'un environnement peu attractif pour les investissements, un problème qui pourrait être résolu avec des progrès dans la première Voie.

L'amélioration de la productivité de l'économie fondée sur les ressources offre des possibilités de réduction de la pauvreté. Les Comores couvrent une part exorbitante de leurs besoins alimentaires par des importations (39,4 pour cent de toutes les importations de marchandises contre 18,7 pour cent pour l'Afrique subsaharienne). Cette forte dépendance vis-à-vis des importations de produits alimentaires rend le pays vulnérable aux chocs de prix, freine le potentiel de croissance des Comores en décourageant les investissements privés dans le secteur agricole et pèse sur ses réserves de change. Il expose également les consommateurs à l'insécurité alimentaire - comme cela s'est produit récemment en 2008[12] - et constitue une occasion manquée de réduire la pauvreté et d'accroître la croissance économique grâce à la substitution des importations. Il a été démontré que la croissance dans la production d'aliments de base a un effet multiplicateur et présentent des élasticités plus grandes que ceux d'une croissance égale de la productivité des cultures de rente (Diao et al. 2012) parce qu'ils sont produits par la plupart des ménages ruraux et parce que la productivité de ces produits est encore très faible.

Les ressources naturelles des Comores doivent être protégées davantage parce qu'elles sont de plus en plus vulnérables et exposées à des chocs fréquents et coûteux. En raison de sa situation géographique et de sa topographie, les Comores font partie des pays les plus vulnérables au climat. De plus, les pressions démographiques ont entraîné une déforestation et une dégradation de la qualité des terres agricoles. L'élévation du niveau de la mer a entraîné une augmentation de la salinité des eaux souterraines. Les lieux de pêche ne sont pas protégés de la pêche illégale et risquent d'être exploités.[13] Un Comorien sur deux a été touché par une catastrophe naturelle depuis 2005. Les catastrophes naturelles ont un impact négatif sur l'économie, d'une valeur allant de 1 à 3 pour cent du PIB chaque année. Les pertes étant les plus prononcées à Anjouan où l'agriculture prédomine, ces pertes tendent également à aggraver les inégalités.

La Figure 3 donne un résumé visuel des relations entre les fondements de l'identité et des institutions, les Voies et leurs interactions. Le renforcement de l'identité et des institutions en tant que deux facteurs fondamentaux sera la clé du développement futur des Comores.

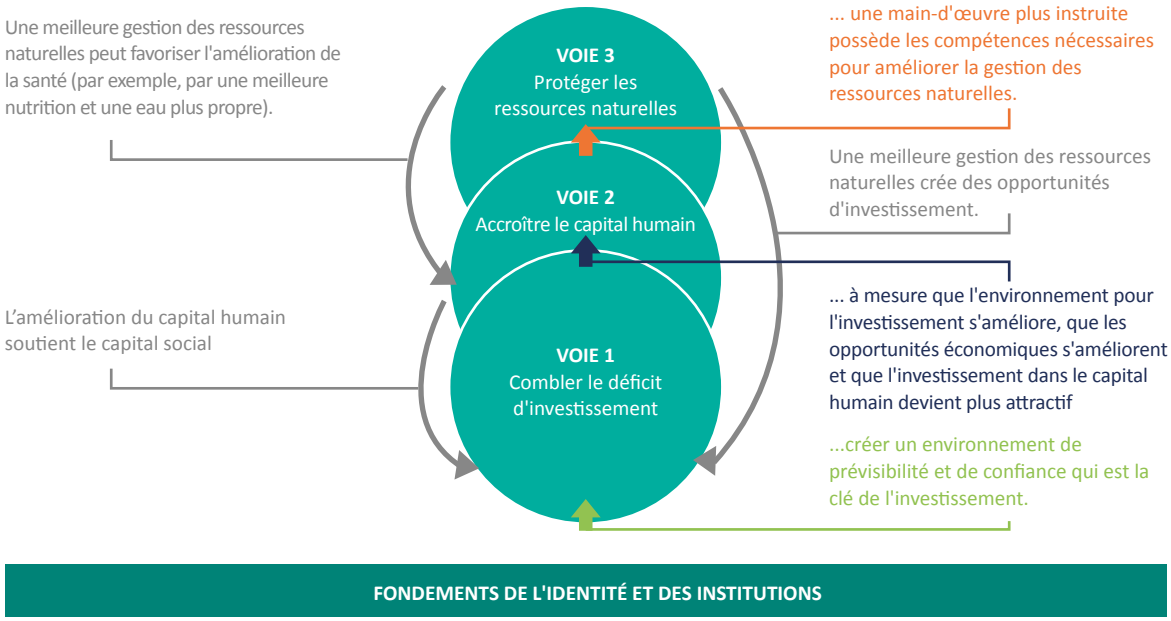
---

[12] Après une longue période au cours de laquelle les denrées alimentaires de base étaient abondamment disponibles sur les marchés mondiaux et les prix internationaux étaient bas et stables, la volatilité extrême est revenue. Depuis 2008, les prix internationaux du riz, du blé et du maïs ont fortement fluctué, atteignant parfois des niveaux jamais vus depuis des décennies. Comme les Comores importent une grande partie de leur consommation alimentaire, le pays est particulièrement exposé à l'instabilité des marchés alimentaires mondiaux.

[13] Les Comores se classent 65e sur 180 sur l'indicateur concernant la pêche de l'indice environnemental de Yale, composé d'un indicateur de l'état des stocks de poisson (53e/180) et d'un indice trophique marin régional (RMTI pour ces sigles en anglais) (82e/180). L'indicateur de l'état des stocks de poisson indique le pourcentage de stocks de poisson capturés dans la zone économique exclusive (ZEE) d'un pays qui sont surexploités ou écroulés. Le RMTI évalue dans quelle mesure le secteur de la pêche a exploité des espèces plus grandes et de niveaux trophiques supérieurs et attrape de plus en plus d'espèces plus petites et de niveau inférieur, ce qui a un impact négatif sur la santé de l'écosystème. Un classement inférieur sur les deux indices est associé à une meilleure performance relative.

Celles-ci constituent non seulement les fondements du capital social et d'une plus grande stabilité politique, mais ont également un impact profond sur la capacité des Comores à attirer des investissements nationaux et étrangers. Comme les investissements se font sur la durée, ils ont besoin de prévisibilité pour permettre aux investisseurs de planifier et d'évaluer les risques associés à leurs investissements. Lorsque les règles changent souvent ou ne sont pas appliquées, les investisseurs perdent courage. Ainsi, les taux d'investissement à l'échelle mondiale sont plus élevés dans les pays où l'on trouve la stabilité politique et des institutions fortes.[14] Si les Comores parviennent à débloquer la première Voie pour combler le déficit d'investissement, il sera plus facile de débloquer les deux autres Voies dans la mesure où elles disposeront de plus de fonds d'investissement pour les soutenir. Cela ne veut pas dire pour autant qu'il n'y a pas lieu d'accorder de l'attention à ces deux dernières Voies aujourd'hui. Les investissements dans le capital humain ne rapportent qu'après une génération, il est donc important de commencer aujourd'hui. Et, à mesure que les taux d'investissement augmenteront, la demande de main-d'œuvre intérieure aux Comores, actuellement très faible, augmentera, ce qui fera que les coûts d'opportunité augmenteront si le pays n'investit pas dans l'amélioration de l'éducation. Au fur et à mesure que le niveau de capital humain aux Comores augmentera, le rehaussement des compétences favorisera l'innovation dans les services, mais aussi dans des secteurs établis tels que l'agriculture et la pêche. Cela peut contribuer à améliorer la productivité de ces secteurs, les rendant plus attractifs pour les investisseurs. La protection des ressources naturelles qui sont à la base de ces secteurs devrait déjà être une priorité de nos jours parce qu'une grande partie des ressources naturelles met du temps à se régénérer une fois épuisée.

Figure 3: Résumé des interactions entre les trois Voies



[14] BénassyQuéré et al. (2007) ; Acemoglu et al. (2001); Alesina et Perotti (1996); Besley (1995); Svensson (1998); Barro (1998); Schneider et al. (1985).

Principales contraintes et priorisation

Pour débloquer les trois Voies, plusieurs contraintes clés doivent être levées. À partir d'une longue liste de réformes requises présentées dans ce rapport, nous avons cerné les 12 contraintes les plus critiques pour les trois Voies considérées : (i) un effet plus fort sur le potentiel de croissance et (ii) un impact plus important sur la réduction de la pauvreté et une plus grande inclusion sociale. D'autres critères tels que les retombées, les conditions préalables et l'horizon temporel des réformes ont également été pris en compte. Ceux-ci sont traités tour à tour ci-après. Par ailleurs, le Tableau 1 propose une priorisation de ces principales contraintes sur la base d'une mesure de l'urgence de la réforme. La méthodologie de calcul de cette mesure est présentée au Chapitre 8. Plus le rouge des barres est profond, plus il est urgent pour les Comores de s'attaquer à la contrainte correspondante.

Combler le déficit d'investissement. Pour débloquer cette Voie, il faudra prêter attention à quatre domaines clés de la réforme :

À court terme :

- **Améliorer la gestion macro-économique pour créer un climat de confiance pour les investisseurs.** Pour combler le déficit d'investissement, il faudrait commencer par allouer des budgets plus élevés aux investissements publics. Pour pouvoir le faire avec les sources de revenus existantes, le Gouvernement comorien doit améliorer sa gestion de la masse salariale, résister aux pressions en faveur d'une augmentation de l'emploi dans le secteur public et améliorer l'efficacité des dépenses existantes. L'amélioration de la gestion macro-économique signifie également que le processus budgétaire doit devenir plus réaliste et prévisible et que le financement de la dette doit être ancré dans un cadre budgétaire à moyen terme. Actuellement, les propositions budgétaires manquent souvent de réalisme. Un examen public plus approfondi de ces propositions pourrait favoriser un processus budgétaire plus crédible. Les Comores ont l'un des budgets les moins transparents au monde et le contrôle parlementaire est souvent contourné. L'implication des communautés locales dans le cadre d'une budgétisation participative pourrait contribuer à améliorer la qualité des services de base et à renforcer la confiance des communautés locales. Dans le cadre d'une meilleure gestion macro-économique, il conviendrait également de créer davantage de transparence en ce qui concerne la performance des plus grandes entreprises publiques du pays. Des progrès sur tous ces fronts aideraient à établir un climat de confiance pour les investisseurs privés nationaux et étrangers et pourraient contribuer à accroitre les taux d'investissement privés.

- **Développer la mobilisation des revenus nationaux.** Une transformation importante de l'administration et des politiques en matière de recettes est nécessaire pour réduire la dépendance vis-à-vis d'un financement budgétaire instable provenant de l'étranger et créer un espace budgétaire plus important pour les investissements publics. À court terme, cet objectif devrait être atteint, idéalement, par une combinaison de mesures qui favorisent simultanément : i) l'application des politiques fiscales, ii) la facilitation du respect des obligations fiscales et iii) la confiance dans les dépenses de l'État. Ces mesures incluent :
  - **Application :** améliorer le registre foncier et l'enregistrement des contribuables, mieux faire respecter

les obligations fiscales des entreprises d'État, réduire l'informalité des entreprises, accroître l'interopérabilité entre les administrations douanière et fiscale et poursuivre la réduction des exemptions injustifiées et discrétionnaires des douanes.

- **Facilitation** : promouvoir la simplification des structures des impôts et des tarifs douaniers, tout en rationalisant les procédures afin de réduire les transactions associées au paiement des impôts et des taxes. Des efforts doivent également être consentis pour déployer des programmes à impact sur les impôts et les taxes et envisager l'utilisation de technologies bas de gamme pour favoriser le respect des obligations fiscales (SMS de rappel de taxe, paiements par mobiles, par exemple).

- **Renforcement de la confiance** : Adopter des politiques qui favorisent les liens visibles entre les dépenses publiques et la fourniture de biens et services publics. Ces efforts, visant en particulier le niveau local, peuvent inclure des initiatives telles que : i) les contributions fiscales locales affectées à des projets pilotés par les communautés, ii) les transferts du gouvernement central qui incitent à adopter des pratiques de budgétisation participative et à mobiliser les impôts locaux, et iii) les réunions budgétaires périodiques ou « assemblées » où l'on examine les contributions fiscales et les investissements locaux.

A moyen terme :

- **Améliorer l'intermédiation du secteur financier.** Le secteur financier comorien est faible et doit être soutenu par la mise en place de l'infrastructure nécessaire afin que le secteur puisse jouer son rôle de canalisation de l'épargne vers le crédit d'investissement, tout en favorisant l'accès aux services financiers pour une plus grande partie de la population. La résolution de la crise de liquidité et d'insolvabilité de la banque postale, la SNPSF, un acteur d'une importance systémique, sera d'une importance fondamentale à court terme. Pour remédier à la faiblesse du secteur financier, il faudra également s'attaquer au problème de capacité des tribunaux à faire exécuter les paiements de créances, qui est à l'origine de l'augmentation des prêts non productifs (PNP) dans le système.

- **Créer un environnement commercial favorable.** Pour attirer l'investissement, les investisseurs doivent avoir la certitude que le rendement privé de l'investissement peut également être réalisé. Dans le contexte d'un petit marché intérieur - où les rendements sont déjà limités par des déséconomies d'échelle - cela ne peut se faire qu'en créant un climat d'investissement plus favorable aux entreprises et en assurant une meilleure protection des droits de propriété. Les résultats des Comores au classement international en matière de climat des affaires indiquent qu'une attention particulière doit être accordée à l'exécution des contrats, le paiement des taxes et impôts, la création et la fermeture d'entreprises, la protection

des investisseurs et l'électricité. Un code des investissements moins sujet aux exonérations fiscales et douanières au gré des circonstances favoriserait une concurrence loyale. Les accords commerciaux internationaux pourraient servir de points d'ancrage extérieurs à l'appui du programme de réforme de l'environnement des entreprises.[15] L'amélioration de l'environnement des entreprises, qui favoriserait l'esprit d'entreprise et la performance des entreprises existantes, profiterait à tous les secteurs.

Accroître le capital humain. Les principaux domaines de réforme dans le cadre de cette Voie sont les suivants :

A court terme :

- **Réduire la mortalité infanto-juvénile.** Les principales causes de mortalité infanto-juvénile aux Comores sont les maladies transmissibles évitables telles que la diarrhée et la pneumonie, malgré le recours fréquent aux services de soins de santé par les mères et leurs enfants. Par conséquent, pour relever ce défi en matière de santé, il faut prendre des mesures du côté de l'offre de soins de qualité. Trois domaines d'action devraient être considérés comme prioritaires. Premièrement, une formation plus poussée du personnel des établissements de santé est nécessaire pour que les cas puissent être diagnostiqués de manière précise dans les meilleurs délais. Deuxièmement, les formations sanitaires doivent être équipées du bon matériel et de médicaments. Troisièmement, il manque actuellement un système de référence solide, permettant aux cas avec complications de recevoir des soins de niveau supérieur. Tout cela exige de disposer de meilleures données pour les décideurs politiques afin de mieux connaitre la qualité de soins existante et cibler les appuis de manière optimale en se fondant sur ces données factuelles.

- **Réduire le retard de croissance :** La solution réside en grande partie dans l'apport des nutriments appropriés à la population au cours des premières années de la vie au moment où les bases du potentiel humain se créent. Il ne s'agit pas seulement d'avoir accès à une alimentation nutritive, mais aussi d'éduquer les mères et les familles. Les plateformes communautaires d'éducation et de promotion de la nutrition sont largement reconnues comme des stratégies importantes pour la mise en œuvre d'interventions clés pour la survie de la mère et de l'enfant.[16] Une gamme complète d'interventions promotionnelles, préventives et curatives peut être mise en œuvre par le biais d'une plateforme communautaire et pourrait significativement améliorer les résultats nutritionnels parmi les populations difficiles à atteindre.[17] En outre, il convient d'élargir la couverture des interventions

[15] Au cours du second semestre 2017, les Comores ont confirmé leur appartenance à trois organisations internationales, à savoir la Communauté de développement de l'Afrique australe, l'Organisation mondiale du tourisme (OMT) et la Banque africaine d'importation et d'exportation. En outre, le processus d'accession à l'OMC progresse, les Comores poursuivant leur engagement soutenu et constructif dans ce processus alors qu'elles approchent des dernières étapes précédant leur adhésion à l'OMC.

[16] Haines A, Sanders D, Lehmann U, et al. Achieving child survival goals: potential contribution of community health workers. Lancet 2007 ; 369 : 2121-31.

[17] GHWA. Expérience mondiale des agents de santé communautaires en matière de réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement liés à la santé : examen systématique, études de cas par pays et recommandations en vue de leur intégration dans les systèmes de santé nationaux. Genève : Alliance mondiale pour les personnels de santé, 2010.

nutritionnelles à fort impact (y compris la fourniture de services d'eau améliorés) pour soutenir ce programme et lutter contre les taux relativement élevés de retard de croissance qui existent parmi les plus pauvres. À long terme, l'amélioration de la nutrition stimulera la productivité du travail.

A moyen terme :

- **Améliorer la qualité de l'éducation.** Il faut améliorer le niveau d'instruction des nouvelles cohortes qui entrent sur le marché du travail. Les politiques requises pour améliorer le niveau d'instruction sont de trois ordres : i) mettre davantage l'accent sur l'apprentissage, en mesurant systématiquement les résultats de l'apprentissage et en communiquant les résultats aux écoles ; ii) accorder une plus grande attention aux enseignants, facteur le plus important de l'apprentissage des élèves ; et iii) transformer les écoles en espaces dignes des enfants qu'elles servent. Les Comores sont à la traîne en ce qui concerne le pourcentage d'écoles disposant de toilettes séparées pour les filles et les garçons, avec seulement 11 pour cent des écoles disposant de telles installations de base, contre une moyenne régionale de plus de 60 pour cent.

- **Réduire l'écart entre les sexes dans le domaine de l'éducation.** Le pays doit éliminer systématiquement les obstacles et les facteurs de motivation qui font qu'un grand nombre de filles restent non scolarisées. Il existe des politiques à cette fin existent du côté de l'offre comme de la demande. Outre les mesures susmentionnées en matière d'infrastructures, d'autres politiques du côté de l'offre aideront à retenir les filles à l'école, notamment le recrutement de plus de modèles féminins dans les écoles (en tant qu'enseignantes et directrices) et la sécurisation des écoles (par exemple, en mettant en place des mécanismes solides de recours en cas de grief, en prenant des mesures qui prennent en compte la relation de pouvoir entre enseignants et élèves, en encourageant des conseils scolaires plus actifs). Du côté de la demande, les politiques visant à réduire les coûts directs de scolarité supportés par les ménages (par exemple, les bourses d'études, les programmes d'exemption des frais de scolarité et les bons d'études) et les coûts indirects (par exemple, uniformes, fournitures scolaires, articles d'hygiène personnelle) et à assurer un transport scolaire sûr permettront aux filles - et aux garçons - de poursuivre leur scolarité.

Protéger et valoriser les ressources naturelles des Comores. Les réformes prioritaires dans le cadre de cette Voie sont les suivantes :

A court terme :

- **Améliorer la gestion de l'eau.** Une meilleure gestion de l'eau en termes de quantité et de qualité est nécessaire pour s'assurer que le très peu d'eau disponible par habitant aux Comores ne soit pas gaspillé. Cette meilleure gestion devrait aller de mesures consistant à réviser ou concevoir des politiques d'extraction de l'eau et de prestation de services à des initiatives techniques spécifiques telles que l'incitation à recueillir les eaux de pluie, et plus généralement la conservation de l'eau et la réduction de la pollution des sources, en passant par une utilisation plus efficace des eaux urbaines et une tarification plus économique. L'amélioration de la qualité de l'eau fournie permettra également de relever les défis posés par les carences nutritionnelles et le retard

de croissance relevés dans le cadre de la deuxième Voie. Dans de nombreux pays, les partenariats avec les communautés et les administrations locales, y compris par le contrôle direct des ressources par des groupes communautaires, ont permis de fournir efficacement les services de base et, lorsqu'ils sont durables, de réduire sensiblement la pauvreté. Compte tenu des contraintes cernées pour les Comores, une approche communautaire de la gestion de l'eau permettrait de : (1) combler les vides institutionnels et de capacité laissés par une décentralisation inachevée, compte tenu notamment de la diversité des modalités de gestion entre les différentes îles ; (2) déléguer la prise de décision sur les services et sur des questions telles que la protection des bassins versants aux agriculteurs eux-mêmes ; (3) réduire les coûts d'exploitation des infrastructures en gérant les actifs au niveau local ; (4) fournir un mécanisme local accessible pour le règlement des différends entre les usagers de l'eau et les autorités ; et (5) réduire les coûts des transactions liées au respect des réglementations sur les ressources et services en eau.[17]

- **Réformer l'agriculture.** Les investissements dans les technologies d'agriculture climato-intelligentes (ACI), les intrants et les pratiques durables de gestion des terres et de l'eau, dans une perspective d'amélioration du rendement, peuvent générer des gains de productivité et renforcer la résilience face aux risques environnementaux. Le transfert de variétés standard résilientes et biofortifiées des principales cultures vivrières - maïs, manioc, bananes - à partir de centres d'excellence régionaux pourrait améliorer l'adaptation et la sécurité alimentaire et éviter des investissements redondants dans les ressources financières et humaines pour la recherche et le développement agricoles. Conjugués à l'intensification de pratiques telles que l'agriculture à faible travail du sol, l'agroforesterie, la gestion durable de la fertilité des sols et la collecte des eaux de pluie, les investissements stratégiques dans la diffusion de l'ACI peuvent transformer l'agriculture comorienne et la placer sur une voie de croissance durable.[19] Les centres de développement rural au niveau communautaire peuvent aider à accélérer le changement de comportement et l'adoption des technologies et des pratiques ACI.[20]

- **Élaborer une approche de gestion durable des pêches.** Pour limiter l'appauvrissement des ressources halieutiques dans les eaux comoriennes et, en particulier, l'appauvrissement spécifiques dans les zones côtières qui ont une valeur pour l'écosystème, la gestion des pêches doit se concentrer sur l'accroissement des avantages économiques de la pêche pour les communautés locales. On peut y parvenir en réduisant les pertes après pêche et en augmentant la valeur ajoutée par des investissements dans des infrastructures

[19] D'autres technologies d'ACI adaptables aux Comores comprennent l'irrigation à petite échelle, les terrasses, les diguettes en courbes de niveau, les diguettes en herbe, la réhabilitation des micro-bassins versants dégradés, les boisés.

[20] Les centres de développement rural au niveau communautaire constituent un exemple d'écoles paysannes de terrain dont la FAO s'est fait le champion. Un Champ-Ecole Paysan (CEP) réunit un groupe d'agriculteurs, d'éleveurs ou de pêcheurs qui y apprennent comment passer à des pratiques de production plus durables, en comprenant mieux les agro-écosystèmes complexes et en rehaussant les services écosystémiques. Un groupe CEP se réunit régulièrement au cours d'un cycle de production, met en place l'expérimentation et s'engage dans un apprentissage pratique pour améliorer les compétences et les connaissances qui permettront d'adapter les pratiques à leur contexte spécifique. Le CEP permet aux individus et aux groupes d'évoluer vers des pratiques plus durables et d'améliorer leurs moyens d'existence.

adéquates pour la pêche artisanale (sites de débarquement, entrepôts frigorifiques, machines à glace, etc.). La cogestion de la pêche, une approche testée dans d'autres pays, est prometteuse pour les Comores. La cogestion implique les communautés dans le processus de prise de décision, renforce l'appropriation et soutient l'application et l'exécution des mesures de gestion adoptées.[21] Les Samoa sont un bon exemple d'un État insulaire comme les Comores qui a adopté une approche communautaire de la gestion de la pêche de subsistance. Parmi les 230 villages côtiers du Samoa, 44 pour cent des ont aujourd'hui des plans de gestion de la pêche villageoise.[22]

Une meilleure gestion de l'eau est nécessaire pour que la très faible dotation en eau par habitant des Comores ne soit pas gaspillée.

A moyen terme :

- **Renforcer la gestion des risques de catastrophe.** Pour renforcer la résilience aux chocs climatiques, il faut adopter une approche globale de gestion des risques de catastrophe qui comprend une évaluation détaillée des risques, le renforcement du cadre juridique et des capacités institutionnelles et l'élaboration d'un plan national de gestion des risques de catastrophe accordant la priorité aux domaines critiques. Une meilleure connaissance des risques de catastrophe permettra aux Comores d'améliorer l'aménagement du territoire, ainsi que les programmes de réinstallation

[21] La cogestion des pêches est souple et la gestion coopérative des ressources aquatiques est assurée par les groupes d'utilisateurs et le gouvernement. Dans le cadre de cette entente, la collectivité et le gouvernement participent au processus décisionnel, à la mise en œuvre et à l'application de la loi (Sen et Nielsen, 1996).

[22] Les activités de cogestion aux Comores ont déjà commencé dans le cadre du projet de cogestion des ressources côtières pour des moyens d'existence durables de la Banque mondiale. Dans le cadre du projet, 17 accords de cogestion ont été signés avec des communautés de la Grande Comore, de Mohéli et d'Anjouan, dans le but d'améliorer le développement des capacités humaines et institutionnelles et de concevoir et exécuter des plans de gestion des pêches.

et de protection de la population vivant dans les zones à risque. Pour renforcer la résilience au niveau communautaire, la combinaison des efforts en cours en matière de protection sociale et de filets de sécurité adaptatifs avec des investissements dans des systèmes efficaces d'alerte rapide et la préparation de la communauté aux catastrophes contribuerait à sauver des vies et à réduire l'impact des chocs causés par les catastrophes sur les pauvres.

A moyen terme, l'interdépendance entre les zones forestières, les terres agricoles et les zones côtières aux Comores exigera une approche intégrée à l'élaboration des politiques avec une étroite collaboration entre les différents secteurs (eau, agriculture, pêche, forêt, énergie, etc.).

A long terme :

- **Réformer le régime foncier.** Le chevauchement actuel de trois régimes fonciers empêche la vente et la location de terres et limite la capacité des agriculteurs à mettre leurs terres en garantie pour obtenir un accès au financement. L'absence d'un registre foncier combinée à l'inefficacité et la corruption du système judiciaire font que de nombreux conflits fonciers restent dans l'impasse, ce qui compromet la capacité des propriétaires à investir. Les réformes du régime foncier sont généralement des processus longs avec une forte charge politique, mais la réforme ici pourrait avoir un effet catalyseur sur la productivité des terres en permettant éventuellement la concentration des terres et en encourageant l'investissement dans des intrants et des techniques agricoles modernes et la gestion de l'eau. Un régime foncier clair soutiendrait également l'environnement pour l'investissement et le développement du secteur privé en général.[23] Enfin, le manque de sécurité foncière lie les familles pauvres à la terre qu'elles cultivent et limite leur capacité à compléter leurs revenus agricoles par des revenus non agricoles parce qu'elles craignent d'en être dépossédées si elles s'en éloignent. Du fait qu'il s'inscrit sur le très long terme – tant en termes de soutien qu'en termes de mise en œuvre, ce domaine de réforme n'est pas inclus dans la liste des priorités du Tableau 1 ci-dessus, mais en raison de son important effet catalyseur sur le développement, il en est fait mention.

Pour renforcer les facteurs fondamentaux de l'identité et des institutions, il faut s'attaquer aux deux principales contraintes suivantes :

- **Favoriser la participation des citoyens et des collectivités.** Les efforts de réforme devront être soutenus par un engagement proactif avec l'inclusion des communautés locales au-delà des divisions traditionnelles. Comme point d'entrée naturel, il faudrait tirer parti de l'existence d'organisations communautaires et d'associations villageoises qui prennent les décisions relatives aux interventions de développement et décident collectivement de la manière de dépenser les fonds transférés par la diaspora. Ces associations ont une connaissance approfondie du contexte local et ont l'autorité et la crédibilité nécessaires pour prendre et

[23] Il est possible de parvenir à une plus grande sécurité foncière si les services d'administration foncière sont renforcés pour effectuer la délivrance de titres participatifs dans les bassins de production. Ce processus consisterait en une délimitation consensuelle, des comités de reconnaissance des terres multipartites qui faciliteraient un recensement cadastral à petite échelle et la planification de l'utilisation des terres.

exécuter des décisions. Il sera essentiel d'ouvrir des espaces dans lesquels les gens peuvent s'engager dans le dialogue et exprimer leurs pensées et leurs idées, en particulier ceux qui cherchent actuellement à mieux se faire entendre dans la société, tels que les universitaires, les ONG locales, les syndicats, les associations, les représentants du secteur privé, les femmes et les groupes de jeunes, ce qui aidera ouvrira les canaux de la communication aux voix qui traditionnellement n'étaient pas entendues. Aspect important de cette démarche, il s'agira de faire entendre la voix des femmes qui détiennent un pouvoir informel au sein des communautés et sont de plus en plus impliquées dans la sphère publique par le biais d'associations et d'organisations de femmes, mais dont le rôle est limité par des normes religieuses et sociales.

- **Renforcer la capacité des principales institutions formelles.** Pour renforcer la confiance dans l'État central et ses institutions formelles, il faut prendre des mesures en vue d'instaurer des mécanismes de transparence, de contrôle et de redevabilité accrus. Il s'agit notamment d'accroître la transparence et la consultation du Parlement sur le budget, de publier les comptes financiers des principales entreprises publiques et d'accroître la transparence des marchés publics (une question qui a été largement soulevée lors des consultations du secteur privé - voir Annexe 2). Ces efforts doivent également s'accompagner de mesures visant à renforcer l'engagement des citoyens et à leur donner la possibilité de commenter les propositions de loi, etc. Ce n'est que lorsque les citoyens auront le sentiment que leur voix est entendue qu'ils feront confiance à l'État central. En fin de compte, la mise en place de ce type de mécanismes de rétroaction facilitera l'amélioration de la qualité et de la prestation des services par l'État central. Enfin, la base de connaissances nécessaire à la prise de décisions fondées sur des données factuelles doit être améliorée en remédiant aux faiblesses du système statistique. L'absence générale d'information pour éclairer la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des politiques et pour assurer une prestation de services fondée sur des données factuelles entraîne des inefficacités et des incohérences (voir l'Annexe 10 pour un inventaire des lacunes actuelles des données).

Lacunes en matière de connaissances et d'analyse

- **Interaction entre les réseaux de gouvernance traditionnels et locaux.** Une meilleure compréhension des dynamiques intercommunautaires et intracommunautaires, de leur portée et de leur légitimité, des dynamiques en rapport à l'inclusion et à l'exclusion est nécessaire pour comprendre comment passer de la situation de dépendance vis-à-vis des institutions informelles actuellement observée à une structure décentralisée qui aide également à renforcer l'autorité, la légitimité et la portée du gouvernement central.

- **Facteurs de la productivité du travail par secteur.** Les travaux d'analyse sur les différences de productivité entre secteurs font défaut. De telles études tirerait avantage d'une amélioration de la collecte de données sur l'emploi et le rendement des entreprises par sous-secteur.

- **Rôle des relations politiques dans les distorsions du marché.** Il est nécessaire

de mieux comprendre les relations entre les entreprises comoriennes et le gouvernement et voir comment de telles relations entrainent une mauvaise allocation des ressources (généralement à cause de de privilèges accordés en termes de protection commerciale, de règles et règlements, et d'accès au financement).

- **Indicateurs de prestation de services.** Pour évaluer ce qu'il faudrait pour améliorer les résultats en matière de santé et d'éducation, il faut mesurer correctement la qualité des services de santé et d'éducation.

- **Recensement agricole.** Le premier et le dernier recensement agricole aux Comores a eu lieu en 2004. Par conséquent, il est difficile de planifier, de suivre et d'évaluer des projets d'investissement à l'heure actuelle.

- **Évaluation environnementale nationale.** Il y a un manque important de données relatives au secteur de l'environnement et, lorsque des données sont disponibles, elles sont soit dépassées, soit incohérentes. Pour éclairer l'élaboration de politiques, les valeurs du capital naturel du pays (en particulier l'eau, les ressources halieutiques et côtières, la foresterie et les aires protégées) doivent être évaluées de manière approfondie afin que la perte continue de forêts, de fertilité des sols, d'eau, de biodiversité et de pêche ne reste plus invisible sur le plan économique mais soit pleinement prise en compte dans l'élaboration des politiques.

- **Réforme foncière.** Une meilleure compréhension des contraintes de la réforme foncière et de ses effets sur l'économie permettrait aux décideurs de prendre des décisions plus éclairées pour libérer le potentiel de cet important facteur de production et accroître sa productivité.

- **Développement urbain.** Il y manque actuellement de travaux d'analyse axés sur les défis posés une urbanisation qui progresse lentement.

Tableau 1: Principales contraintes et priorisation

Voie	Principales contraintes	Indicateurs de performance clé	Fragile	Performance des Comores comparée aux pays fragiles les moins performants et au pair aspirationnel le plus performant											
				0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	Aspirationnels
Combler le déficit d'investissement	Renforcer la gestion macroéconomique	Masse salariale en pourcentage des dépenses courantes (IDM, 2011-2017).	Togo (72 pour cent)						Comores (51%						Fidji (32%)
		Classement dans Open Budget Survey, l'enquête sur les budgets ouverts (0-100).	Yémen 0			Comores (8)									Fidji (41)
	Accroître la mobilisation des recettes intérieures	Recettes fiscales et douanières en pour cent du PIB (IDM, 2011-2017).	Micronésie (6,6 pour cent)	Comores (7,1%)											Fidji (24%)
	Soutenir l'intermédiation du secteur financier	Crédit intérieur au secteur privé (pour cent du PIB) (IDM, moyenne 2011-2017).	Congo, DR (5,6 pour cent)		Comores (13,9%)										Fidji (81,5%)
	Créer un environnement commercial favorable	Facilité de faire des affaires (Doing Busines, 2019).	Somalie (20,4 pour cent)								Comores (48,7)				Fidji (63,8)
Accroître le capital humain	Réduire la mortalité infantile et juvénile	Probabilité de survie jusqu'à l'âge de 5 ans (ICH, 2018).	Tchad (0,88 pour cent)						Comores (0,93)						Tonga (0,98)
	Réduire le retard de croissance	Proportion des enfants de moins de 5 ans sans retard de croissance (ICH).	Burundi (0,44 pour cent)						Comores(0,69)						Tonga (0,92)
	Améliorer la qualité de l'éducation	Années d'études ajustées de l'apprentissage (ICH).	Soudan du Sud (2,3 pour cent)								Comores(5,3)				Tonga (6,5)
	Réduire l'écart entre les sexes dans le domaine de l'éducation	Scolarisation des filles dans le secondaire (IDM, 2011-2017).	Mali (27,7 pour cent)				Comores (45,8)								Samoa (83,3)
Protéger et optimiser les ressources naturelles	Améliorer la gestion de l'eau	Ressources internes renouvelables en eau douce, total (milliards de mètres cubes).	Djibouti (0,3 pour cent)	Comores (1,2)											Fidji (28,6)
	Réformer l'agriculture	Rendement moyen des céréales, fruits et légumes (hg/ha) (FAOSTAT, 2011-2017).	Burundi (38,582)		Comores (44,497)										Tonga (88,152)
	Protéger les pêcheries	Pêches - Score actuel 0-100 (indice de performance environnementale de Yale).	Guinée-Bissau (36,45 pour cent)						Comores (57,81)						Tonga (76,86)
	Mieux gérer les catastrophes	Indicateur d'état de préparation de la matrice ND-GAIN (2014).	Rep. Centrafricaine (0,17 pour cent)						Comores (0,32)						Cabo Verde (0,48)
Identité et institutions	Renforcer les capacités des institutions formelles	Efficacité gouvernementale : rang centile (IGM, moyenne 2011-2017).	Somalie 0	Comores (2,8)											Samoa (70,7)
	Soutenir la participation citoyenne	Voix et redevabilité : rang centile (IGM, moyenne 2011-2017).	Erythrée (1)						Comores (36,5)						Cap Vert (76,1)

2 INTRODUCTION

1. Cette Etude diagnostique systématique de pays (EDSP) - le premier pour le pays – dresse un bilan du développement des Comores depuis le début des années 2000 et examine les contraintes et les opportunités que le pays rencontre sur la voie du développement. Elle apporte des éléments de réponse à trois questions principales : (1) Quelles sont les principales contraintes qui entravent la croissance de la production et de la productivité ? (2) Quels sont les facteurs critiques qui déterminent la réduction de la pauvreté et l'inclusion ? et (3) Dans quelle mesure les tendances actuelles de la croissance et de l'inclusion sont-elles durables ? Examinant ces questions, l'EDSP définit trois Voies principales qui, si elles sont suivies, pourraient accélérer les progrès vers le double objectif de la Banque mondiale de réduction de la pauvreté et de prospérité partagée.

2. Pour identifier les domaines politiques dans lesquels le pays doit relever les plus grands défis pour progresser vers le double objectif de réduction de la pauvreté et de prospérité partagée de la Banque mondiale, l'EDSP s'appuie sur quelques outils d'analyse. Un exercice de benchmarking portant sur près de 1 000 indicateurs a été mené pour comparer les résultats des Comores avec ceux d'autres petits États insulaires qui partagent les mêmes caractéristiques essentielles de revenu, de fragilité et d'envoi de fonds (voir Tableau 2). Là où les résultats des Comores divergeaient sensiblement de ceux de leurs pairs, une analyse plus approfondie des questions d'intérêt a été entreprise. Cette analyse sectorielle s'inscrit dans le contexte d'une décomposition de la croissance et d'une analyse détaillée de la dynamique de la pauvreté et de la prospérité partagée. Une nouvelle analyse du marché du travail et du rôle des envois de fonds dans la réduction de la pauvreté a été entreprise aux fins de cette EDSP, ces deux sujets ayant émergé comme des lacunes importantes dans les connaissances lors de la conceptualisation du document. Une évaluation des risques et de la résilience complète l'analyse quantitative et offres des informations contextuelles importantes concernant la dynamique sociale qui détermine les résultats en matière de croissance et de pauvreté aux Comores.

3. Pour passer de l'analyse à la priorisation des mesures stratégiques, l'EDSP applique un processus en trois étapes. Dans un premier temps, elle définit trois grandes Voies qui sont actuellement bloquées, mais qui sont les plus prometteuses pour une croissance plus forte, une réduction plus équitable de la pauvreté, le renforcement de la cohésion sociale et le renforcement des liens entre l'État et la société, un aspect important du développement aux Comores. Dans un deuxième temps, l'EDSP définit les domaines de réforme qui pourraient débloquer les trois Voies. Enfin, ces mesures stratégiques sont classées par ordre de priorité en fonction de quelques critères qui sont énoncés au Chapitre 8.

4. Le rapport identifie également deux filtres de développement importants qui doivent être appliqués lors de l'analyse de la marche à suivre : *Identité et institutions.* L'application de ces filtres est justifiée par les défis sociaux, politiques et de gouvernance auxquels les Comores sont confrontées. Sur le plan social, les Comores luttent pour le maintien du sentiment d'identité et de cohésion nationale, avec des conséquences négatives pour la croissance et l'équité. Les données recueillies dans d'autres petits États insulaires et dans des contextes fragiles donnent à penser que les pays qui ont connu un progrès en matière de développement ont en commun des structures de gouvernance fortes et inclusives qui peuvent contribuer à favoriser un sentiment de cohésion sociale. Cela permet à ces pays de

se doter d'institutions étatiques formelles plus solides et plus résilientes, capables d'assurer l'élaboration et la continuité des politiques à long terme et de surmonter certaines des déséconomies d'échelle associées à leur petite taille, comme le soulignent à la fois le rapport ***Pathways for Peace*** et le ***World Development Report 2011*** sur les conflits, la sécurité et le développement.[24] Compte tenu de leur exemple, la voie du développement des Comores passer par la capacité du pays à renforcer le sentiment d'identité nationale - en unissant efficacement et en assurant l'inclusion et la représentation des multiples centres de pouvoir qui se chevauchent pour soutenir l'intérêt commun, à savoir la croissance et la prospérité partagée. Le Chapitre 4 traite de la pertinence de ces deux filtres et le Chapitre 8 propose des moyens de les appuyer.

Tableau 2: Comores et pays de comparaison

Pays	Population (millions)	Petits Etats	CPIA* < 3.2 (c.à.d. fragile)	Etat insulaire	RNB par habitant, méthode Atlas (dollars US courants) (2017)	Écart de pauvreté à 3,2 USD (valeur la plus récente)	Croissance du PIB réel (annuel) (moyenne 2011-2017)	Envois de fonds personnels reçus (% du PIB nominal) (2017)	Type de pays de comparaison
Cap Vert	0,546	x		x	2,990	8	2,2	12,9	Pair aspirationnel
Tonga	0,108	x		x	4,010	1,9	1,8	25,9	Pair aspirationnel
Fidji	0,906	x		x	4,970	2,9	3,2	3,7	Pair aspirationnel
Samoa	0,196	x		x	4,100	1,7	2,4	17,6	Pair aspirationnel
Comores	**0,814**	**x**	**x**	**x**	**1,280**	**15,4**	**2,9**	**13**	
Sao Tomé et Principe	0,204	x	x	x	1,770	26,8	4,4	5,8	Pair en termes de structure
Iles Salomon	0,611	x	x	x	1,920	21,4	4,6	1,2	SPair en termes de structure
Timor-Oriental	1,296	x	x		1,790	26,2	-0,9	4,2	Pair en termes de structure

* Évaluation des politiques et des institutions nationales (Banque mondiale)

[24] Pathways for Peace (2018); World Development Report (2011)

5. Le reste du présent document est organisé comme suit : Le Chapitre 3 présente les Comores au lecteur. Le Chapitre 4 traite du capital social des Comores et de son rôle en rapport à la fragilité et à la résilience. Le Chapitre 5 présente un aperçu des tendances récentes en matière de pauvreté et de prospérité partagée. Le Chapitre 6 décrit la performance des Comores en matière de croissance. Le Chapitre 7 examine les risques économiques, politiques, sociaux et environnementaux qui pèsent sur la durabilité de la croissance et la réduction de la pauvreté. Enfin, le Chapitre 8 présente la marche à suivre et une priorisation des actions politiques susceptibles d'aider les Comores à avancer sur la voie du développement vers une croissance plus forte et une plus grande prospérité partagée.

RENCONTRE AVEC LES COMORES - LE CONTEXTE

Géographie et société

6. Les Comores sont un archipel volcanique au large des côtes de l'Afrique de l'Est et ont historiquement constitué un important poste de traite pour les marchands et commerçants arabes, européens, perses et africains à partir du 15ème siècle. Le pays regroupe quatre îles : Grande Comore, Mohéli, Anjouan et Mayotte, cette dernière restant sous administration française. Environ la moitié de la population vit sur la plus grande île, la Grande Comore, qui abrite également la capitale de l'Union, Moroni. Les îles volcaniques ont été appelées les « îles parfumées » pour leur flore odorante et sont connues pour la beauté de leurs paysages. Au cœur d'un triangle formé par la Tanzanie, le Mozambique et Madagascar, les Comores sont considérées comme le deuxième triangle de biodiversité récifale au monde, après l'Indonésie. Le pays a environ 1 800 km^2 de terres et contrôle, au large de ses côtes, une zone économique exclusive (ZEE) de 160 000 km^2, soit 70 fois la superficie du pays.

7. La composition de la population comorienne a été façonnée par une histoire de multiples migrations. La composition ethnique complexe du pays est le résultat de multiples vagues de migration, en provenance d'Indonésie, d'Afrique de l'Est, de Mélanésie, de Polynésie, du Golfe persique, de Perse, d'Europe, de Madagascar et d'ailleurs. Les langues officielles parlées aujourd'hui sont l'arabe, le français et le shikomori (dérivé de la famille des langues bantu). La population à hauteur de 98 pour cent adhère à une forme d'Islam sunnite issue de la tradition shi'ite. Suite à un référendum, la nouvelle Constitution pose explicitement que l'Islam sunnite, plutôt que l'Islam, est la religion d'État.

8. Les Comores sont encore en attente d'un dividende démographique. La population d'environ 800 000 habitants est jeune (54 pour cent ont moins de 20 ans) et largement rurale (les deux tiers de la population). Avec environ 4,3 enfants par femme, les Comores font partie du groupe de pays où la transition en matière de fécondité a été amorcée,[25] mais les taux de fécondité restent si élevés qu'ils influent la croissance et la pauvreté (voir Figure 4). Au cours des 15 dernières années, la croissance démographique a été en moyenne de 2,4 pour cent par an, ce qui est inférieur à la moyenne de l'Afrique subsaharienne et des autres pays à faible revenu, mais bien supérieur à celle des pairs structurels et aspirationnels. Les projections démographiques indiquent que la population totale des Comores augmentera de 50 pour cent et que l'effectif de la main-d'œuvre doublera au cours des 15 prochaines années, ce qui posera un défi majeur en termes de création d'emplois, de réduction

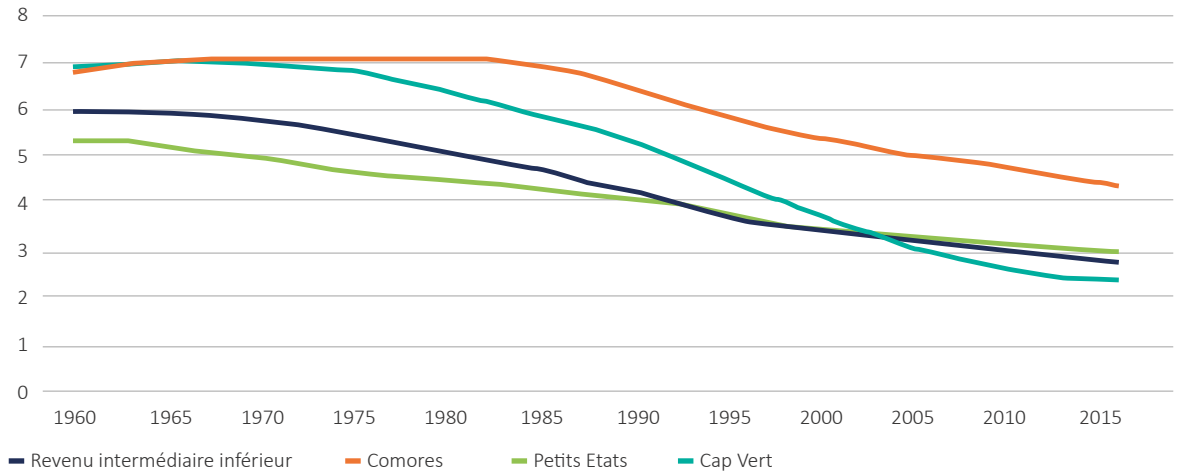
[25] En référence à leur situation en termes de transition en matière de fécondité, Guengant (2017) identifie cinq groupes de pays en Afrique subsaharienne : la transition de la fécondité est terminée (ou presque terminée). Dans ces pays, l'ISF est inférieur à trois par femme en 2010-15. Il s'agit des pays suivants : Maurice, les Seychelles, le Cap Vert, l'Afrique du Sud et le Botswana. La transition en matière de fécondité est en cours : dans ces pays, l'ISF est de l'ordre de 3-4. Ces pays comprennent le Lesotho, Djibouti, le Swaziland et la Namibie (représentant 0,7 pour cent de la population de l'ASS). Transitions de fécondité amorcées : ici, l'ISF est de l'ordre de 4-5. Ce groupe comprend 20 pays, dont les Comores. Transitions lentes et irrégulières : dans ces pays, l'ISF est de l'ordre de 5-6. Ces 12 pays sont : Côte d'Ivoire, Guinée, Sud-Soudan, Sénégal, Tanzanie, Malawi, Mozambique, Zambie, Burkina Faso, Nigeria, Gambie, Gambie et Ouganda. Transitions de fécondité très lentes et/ou naissantes : les sept pays de ce groupe - Burundi, République démocratique du Congo, Angola, Tchad, Mali, Somalie et Niger - ont un ISF supérieur à 6 par femme.

de la pauvreté et de réponse aux pressions supplémentaires exercées sur des terres et des ressources naturelles limitées.[26]

9. Le rôle des femmes dans la société comorienne est complexe. Si la société comorienne est matrilinéaire, donnant aux femmes un rôle important dans la société en termes de propriété des biens,[27] les inégalités entre les sexes sont fortement enracinées aux Comores. Le taux d'achèvement du cycle primaire chez les femmes est inférieur à celui des hommes (70 pour cent contre 90 pour cent) et les taux d'alphabétisation sont plus élevés chez les femmes (77,3 pour cent contre 69,7 pour cent pour les hommes). Le taux de participation des femmes à la population active est la moitié de celui des hommes. Bien que l'égalité des sexes soit inscrite dans la Constitution, les femmes sont sous-représentées dans la fonction publique où un système de favoritisme sexiste s'applique à leur détriment.[28] Bien que les femmes héritent généralement des terres et des maisons selon la coutume, elles n'ont pas toujours des droits d'usufruit, ceux-ci allant généralement à leur mari, leurs oncles maternels ou leurs frères.

Figure 4: Evolution démographique, Comores et pays de comparaison

Taux de fécondité, total (naissance par femme)



Source: IDM

[26] Malgré une émigration nette, les Comores sont l'un des pays les plus densément peuplés du monde (25ème), avec 328 personnes en moyenne vivant sur un kilomètre carré.

[27] Même si selon la coutume et grâce à des lois favorables, les femmes ont accès à la propriété, elles n'ont pas toujours les droits d'utilisation de ces biens. Selon l'article 82 du Code de la famille, la coutume comorienne veut que chaque fille ait le droit, au moment de son mariage, de recevoir une maison de ses parents. En principe, ces actifs mis à la disposition des femmes peuvent être utilisés comme garantie et, par conséquent, pourraient favoriser leur accès au crédit et au financement. Cependant, dans la pratique, les biens ont tendance à aller à leur mari, à leurs oncles maternels ou à leurs frères. Un mauvais système d'enregistrement foncier et un système matrilinéaire qui affirme l'indivisibilité et l'inaliénabilité de la terre limitent dans la pratique la capacité des femmes à utiliser leurs propres terres pour accéder aux prêts bancaires.

[28] Bien qu'elles aient ratifié la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, les Comores continuent de souffrir de la sous-représentation des femmes dans tous les domaines de l'activité socioéconomique, y compris la politique nationale (3 pour cent) et locale, l'administration et les professions juridiques et judiciaires.

10. Les jeunes Comoriens ont peu d'options en matière d'éducation, peu d'opportunités dans le secteur formel, peu de mobilité sociale et peu de possibilités d'expression politique. Les taux de chômage élevés ont contribué à la frustration des jeunes et ont contribué à leur émigration. En 2014, un jeune Comorien en âge de travailler sur deux était au chômage. Seuls 3 pour cent des jeunes ont trouvé un emploi fixe dans le secteur formel, dans un contexte où le secteur privé est très petite taille, tandis que 80 pour cent ont trouvé une source de revenus dans le secteur informel. La principale source d'emplois formels dans le pays - la fonction publique - est saturée.

Contexte politique

11. Depuis son accession à l'indépendance en 1975, le pays a été tiraillé entre le défi de construire un État-nation fort et cohésif et la poussée régionale vers l'autonomie des îles. Cette situation a été une source récurrente d'instabilité aux Comores et l'absence d'un sentiment fort d'appartenance nationale et d'unité nationale a exacerbé l'importance de cette tension en tant que facteur de bouleversements politiques persistants dans l'histoire du pays. Les Comores ont déclaré leur indépendance de la France en 1975, après avoir soumis cette décision à un référendum. Cependant, à Mayotte, 64 pour cent ont choisi de rester au sein de la France, ce qui a permis au pouvoir colonial de conserver le contrôle de l'île en tant que territoire français. Depuis l'indépendance, le pays a connu 21 coups d'état militaires, manqués ou réussis, dont deux ont abouti à l'assassinat du président de l'époque. Les mercenaires ont joué un rôle dans la trajectoire politique du pays, en appuyant les tentatives de coup d'État et en renversant les présidents.[29] Le pays a également connu de multiples affrontements inter-îles et des menaces séparatistes des îles d'Anjouan et de Mohéli. Cela dit, les conflits aux Comores ont généralement été de faible intensité, les affrontements ayant rarement fait plus de cinq morts.

12. Les efforts déployés pour résoudre les tensions persistantes entre les îles en ce qui concerne le partage du pouvoir et les recettes publiques ont conduit à de multiples révisions de la Constitution et des arrangements constitutionnels. Depuis 1975, le pays a promulgué cinq constitutions et de nombreux amendements constitutionnels, alternant entre plus grande centralisation et plus grande autonomie pour les îles. Avant le référendum du 30 juillet 2018, la constitution en place datait de 2001 et résultait d'un accord de réconciliation - l'Accord de Fomboni - suite à la crise séparatiste de 1997-1998, lorsque les îles d'Anjouan et de Mohéli ont déclaré leur indépendance des Comores. Pour répondre aux aspirations d'Anjouan et, dans une moindre mesure, de Mohéli, un degré élevé d'autonomie des îles a été introduit au moyen d'un système appelé la « tournante » au titre de laquelle la présidence revient tour à tour aux quatre îles, à savoir la Grande Comore, Anjouan, Mohéli et Mayotte.[30]

---

[29] Ces mercenaires étaient en contact étroit avec la France, et en particulier avec les services secrets. Impliqué dans plusieurs coups d'État en Afrique, Bob Denard, surnommé le « Sultan blanc des Comores », a joué un rôle clé dans l'instabilité politique de l'archipel. Il a eu une présence continue dans le pays sous le Président Abdallah (1978-1989), lorsqu'il a créé et dirigé la Garde présidentielle.

[30] Mayotte est un département français d'outre-mer depuis 2011 à la suite d'un référendum en 2009. Ainsi, Mayotte ne participe pas à la « tournante », puisqu'elle reste sous juridiction française. Les relations entre les Comores et la France restent fragiles, les Comores revendiquant toujours Mayotte comme faisant partie de leur territoire.

13. Depuis l'introduction du système de la « tournante » dans la Constitution de 2001, les Comores ont connu trois transitions relativement harmonieuses du pouvoir présidentiel. Il est largement admis que la « tournante » a été essentielle à la cohésion du pays. Cependant, l'élite politique comorienne, notamment sur la Grande Comore, estime que la « tournante » crée des discontinuités indésirables dans les politiques et les pratiques et qu'elle est « antidémocratique » en ce sens qu'elle s'écarte du principe selon lequel chaque vote a un poids égal. Sur un cycle de quinze ans, Mohéli, qui a la plus petite part de la population totale, aura la même chance d'avoir un président de ses rangs élu que la Grande Comore dont la population est presque dix fois supérieure. D'autre part, il y a la compréhension du fait que si la candidature était ouverte à tous et que les élections se font au suffrage universel ordinaire, il est peu probable qu'il y ait un jour un président originaire d'Anjouan et il serait pratiquement impossible qu'il y ait un jour un président originaire de Mohéli.

14. L'inachèvement de la décentralisation du pouvoir prévue par la Constitution de 2001 a entravé l'émergence d'un État-nation unifié en accentuant le décalage entre l'État central et les îles. De nombreuses lois nécessaires à la mise en œuvre de la Constitution - notamment en ce qui concerne les dépenses budgétaires et la déconcentration des fonctions – n'ont pas encore été promulguées. La formule de partage des recettes de l'État avec les îles n'a pas été pleinement respectée[31] et les transferts financiers du centre sont souvent négociés au gré des circonstances. Cela peut renforcer le sentiment de méfiance et contribuer à donner l'impression que les îles sont négligées et marginalisées.[32] En outre, le pouvoir législatif et le pouvoir judiciaire ont du mal à assurer leur rôle de contre-pouvoir face à l'exécutif, le Parlement étant divisé, le contrôle du budget[33] étant limité et l'exécutif ayant le pouvoir d'annuler une législation ratifiée.

15. Le pays se trouve actuellement à la croisée des chemins en matière politique. Le référendum du 30 juillet 2018 a donné au gouvernement le feu vert pour redéfinir une fois de plus les arrangements politiques du pays (voir Tableau 3). Le référendum fait suite aux Assises Nationales de février 2018 où il a été recommandé d'apporter des changements à la Constitution.[34] Les changements proposés permettent à un président en exercice de se présenter à nouveau à ses fonctions et d'exercer deux mandats consécutifs de cinq ans. Les modifications abolissent également la Cour Constitutionnelle et transfèrent ses

[31] Elle n'a été respectée que sous contrôle international, pendant la période de transition qui a suivi l'entrée en vigueur de la Constitution de 2001.

[32] Les barrières géographiques et les faibles possibilités pour la population d'interagir au-delà de son territoire physique ont été des facteurs supplémentaires qui perpétuent un sentiment d'identité localisé dans les îles. Le système éducatif ne renforce pas efficacement les valeurs communes et les points de référence partagés par tous les Comoriens ; les jeunes ont peu d'occasions de s'engager avec leurs pairs d'autres îles, tandis que les élites poursuivent des études supérieures et des possibilités de formation en dehors des Comores.

[33] Le budget 2018 n'a pas fait l'objet d'un vote formel et aucune loi de finances rectificative n'a été adoptée cette année. Les Comores obtiennent 8 points sur 100 à l'indice du budget ouvert.

[34] La conférence a été organisée pour tirer les enseignements d'un diagnostic complet du pays après plus de 40 ans d'indépendance et pour élaborer de nouvelles dispositions pour l'avenir. Certains dirigeants politiques et intellectuels ont refusé de participer à la Conférence, affirmant que les organisateurs des Assises Nationales avaient instrumentalisé le Président Assoumani et ses partisans. Le processus a également été contesté par le gouverneur d'Anjouan. Quelques débats ont également été organisés à Anjouan et Mohéli, pour tenter de qualifier le processus d' « Assises de la Grande Comore ».

responsabilités à la Cour Suprême dont les membres sont nommés par le Président. Ainsi, si les limites du système de la tournante sont claires quant à la continuité politique à long terme, ces changements auront aussi pour effet de frustrer les ambitions de l'élite politique d'Anjouan qui est la prochaine dans l'ordre de succession à la présidence.[35]

Tableau 3: Modifications de la Constitution suite au référendum du 30 juillet 2018

CONSTITUTION DE 2001[36]	CONSTITUTION DE 2008
Préambule : L'Islam est la religion officielle de l'État.	**Preamble:** L'Islam sunnite est la religion officielle de l'État. **Article 97:** L'Islam sunnite de tradition shi'ite régit le culte et la vie sociale.
Article 7: Chaque île est autonome. L'Union des Comores est un État fédéral et l'Union et les îles ont chacune leurs compétences respectives.	**Article 1:** L'Union des Comores est un État unitaire et les compétences des îles ont été réduites.
Article 13: La Présidence tourne entre les îles selon le système de la tournante et chaque Président devrait attendre dix ans pour que le cycle revienne dans son île pour être éligible à un second mandat.	**Article 52:** La Présidence continue à tourner entre les îles à travers le système de la tournante. Chaque île est désormais autorisée à renouveler son mandat et à exercer la Présidence pendant deux mandats consécutifs à condition que le Président en exercice remporte les élections suivantes.
Article 14: Chaque île a son propre Vice-président élu. Le Vice-président de l'île qui assure actuellement la Présidence est le Président par intérim.	**Article 58:** Les postes de Vice-présidents élus ont été éliminés et le Premier Ministre est le Président par intérim.
Article 36-40: La Cour Constitutionnelle est la plus haute juridiction du pays en matière constitutionnelle et les juges sont nommés par différentes autorités politiques (Président de l'Union, Président du Parlement et Gouverneurs des îles).	**Article 96:** La Cour Suprême est le plus haut tribunal du pays, y compris en matière constitutionnelle. Une Chambre de la Cour Constitutionnelle a été créée au sein de la Cour Suprême. Les juges de la Chambre sont nommés par décret présidentiel.
Prochaine élection présidentielle prévue pour 2021	Prochaine élection présidentielle prévue en 2019

[35] Le Président Assoumani a fait valoir que l'ancien système entravait la planification à long terme ; toutefois, l'opposition a fait valoir que cette mesure élargirait les pouvoirs de l'exécutif et du Président parce que l'amendement à la Constitution éliminerait le poste de vice-président et diluerait considérablement les pouvoirs des gouverneurs sur les trois îles.

[36] À compter d'autres modifications de 2009 et 2013.

Structure de l'économie

16. L'économie des Comores est peu diversifiée et figure parmi les plus dépendantes aux importations dans le monde. L'économie reste articulée sur une base d'exportation étroite constituée de la production de vanille, d'ylang ylang (dont l'huile aromatique est utilisée dans l'industrie du parfum) et de girofle. L'économie est caractérisée par l'informalité et fait face à des défis importants en rapport à la concurrence et à la diversification (voir l'Annexe 9 pour une répartition de l'activité économique par île).

17. L'agriculture est le premier employeur des Comores et le deuxième secteur en termes de taille (après les services). Elle constitue également la plus grande utilisation des terres. Entre 2011 et 2017, la part du secteur dans le PIB s'est élevée en moyenne à 31,6 pour cent, soit un niveau très supérieur à la moyenne des pairs structurels (15,7 pour cent) et à la moyenne de l'Afrique subsaharienne (23,7 pour cent) (voir Figure 5). La majeure partie de la production agricole provient de petites exploitations familiales qui produisent toute une gamme de cultures vivrières destinées principalement à la consommation domestique, notamment le maïs, le manioc, les bananes, le taro, la patate douce et la noix de coco. L'agriculture commerciale est sous-développée et s'articule autour de la production de trois cultures de grande valeur destinées à l'exportation, à savoir la vanille, le girofle et l'ylang-ylang. Comme dans les pays de comparaison, le sous-secteur de l'élevage est extrêmement petit aux Comores, avec moins d'un poulet par habitant.[37]

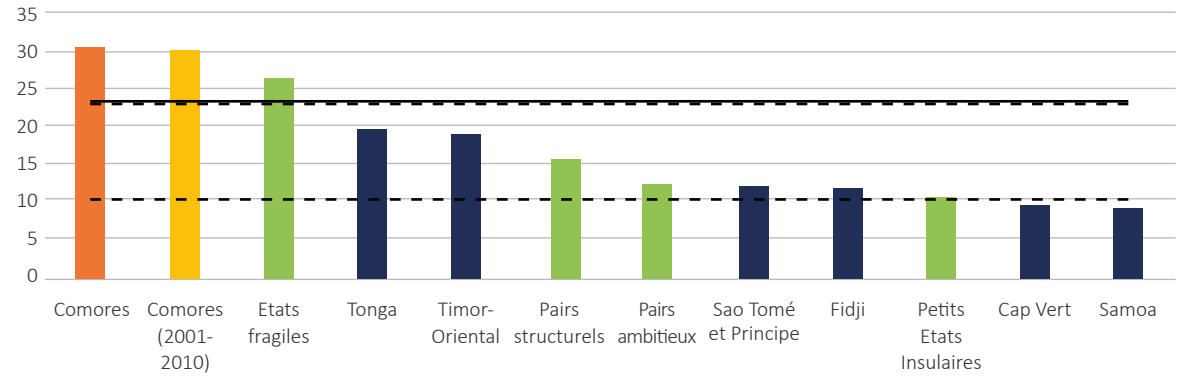
18. La pêche représente 24 pour cent du PIB agricole (soit 7,5 pour cent du PIB total) et emploie directement et indirectement environ 8 500 personnes, soit 4,2 pour cent de la population active, constituant une source importante de revenus pour les familles pauvres.[38] La zone économique exclusive (ZEE) de 160 000 km^2 des Comores chevauche les importantes zones de pêche thonière à l'embouchure du canal du Mozambique. De nombreux travailleurs sont des femmes qui participent au glanage, à la transformation et à la commercialisation. Cependant, la pêche aux Comores est presque entièrement artisanale. La flotte nationale, en raison de sa petite taille et de son peu d'équipements, n'a pas la capacité d'exploiter les ressources extracôtières. Bien que la plupart des eaux côtières soient fortement exploitées, en particulier pour les espèces démersales de grande valeur (vivaneau, mérou, etc.), il existe de nombreuses ressources sous-exploitées dans le pays, notamment le homard, les céphalopodes (poulpe), le concombre de mer et les mollusques bivalves.

[37] 0,67 aux Comores, 0,72 au Timor-Oriental et 1,15 à Sao Tomé-et-Principe (seules les Îles Salomon sont inférieures, à 0,4).

[38] Les ménages de pêcheurs - pêcheurs à temps plein et pêcheurs de subsistance qui alternent entre travail agricole et pêche - représentent une proportion significative des ménages en dessous du seuil de pauvreté (soit 40 pour cent des habitants en Grande Comore et 70 pour cent à Anjouan).

Figure 5: Taille du secteur agricole, Comores et comparateurs

Agriculture, valeur ajoutée (% du PIB) (2011-2017)



Calculs du personnel à partir de l'IDM

19. Les droits de pêche accordés aux navires étrangers ont historiquement généré d'importantes recettes publiques, mais des défaillances de gouvernance ont entrainé une coupure de ce flux de recettes. Le thon est principalement pêché par des pays extérieurs à la région et aucun débarquement n'a lieu aux Comores. Ainsi, les bénéfices pour l'économie comorienne consistent en grande partie en des paiements au gouvernement pour l'accès des navires étrangers aux eaux nationales. Par le passé, les redevances versées au gouvernement pour l'accès des navires de pêche étrangers aux eaux comoriennes s'élevaient à environ 1,3 million USD par an, soit 0,7 pour cent du total des recettes publiques en 2017, la moitié provenant d'un Accord de partenariat pour une pêche durable du thon et des espèces apparentées avec l'Union européenne (EU). Cependant, en 2017, cette source de revenus s'est tarie lorsque les Comores ont été sanctionnées par l'UE pour non-respect de la lutte contre la pêche illégale, non déclarée et non réglementée (INN).

20. Le secteur secondaire aux Comores est petit et dominé par l'agro-industrie et les activités de construction. A 12,2 pour cent du PIB en 2011-2017, la part du secteur secondaire dans l'économie reste inférieure à celle de ses pairs structurels (17,0 pour cent) et bien en dessous de la moyenne de l'Afrique subsaharienne (23,7 pour cent). L'agro-industrie légère est prédominante avec l'émergence de la production d'huiles essentielles et d'épices. La construction est le deuxième sous-secteur en termes d'importance, représentant environ un sixième de la valeur ajoutée de l'ensemble du secteur bien que la part du secteur de la construction dans l'activité économique des Comores n'ait représenté qu'environ 2 pour cent au cours de la dernière décennie.

21. Le secteur tertiaire est dominé par le commerce et les services publics. Ce sont les services qui contribuent le plus à l'activité économique aux Comores. Le secteur des services représentait 56,3 pour cent du PIB en moyenne sur la période 2011-2017, le commerce et les services publics

représentant environ la moitié de la valeur ajoutée. Le commerce est dominé par le simple commerce de détail, le plus souvent informel. Parmi les autres sous-secteurs importants figurent les transports, les activités financières, les télécommunications et les services hôteliers et de restauration. A 3,4 pour cent du PIB en 2017, le secteur du tourisme reste sous-développé par rapport à son potentiel (voir Encadré 1).[39]

Encadré 1: Les Comores en tant que destination touristique

Chacune des trois îles a ses propres attractions. La Grande Comore est une île volcanique pittoresque dominée par le mont Karthala (2 361 mètres), l'un des volcans les plus actifs du monde. Le port de Moroni offre un aperçu de l'histoire de l'île et de l'héritage arabo-swahili. Le marché principal ressemble à une petite version de la célèbre ville de pierre de Zanzibar avant sa réhabilitation – les activités de restauration urbaine pourraient potentiellement transformer cet atout en une attraction touristique de grande valeur. La côte est bordée de plages de sable blanc comme à Galawa et Maloudja, ainsi que de récifs coralliens qui offrent des possibilités de plongée sous-marine et de snorkeling de classe mondiale. Le Lac Salé est un lac d'eau salée profond qui s'est formé dans un cratère volcanique aux parois abruptes. Mohéli, la plus petite île de l'archipel, offre des plages immaculées telles que Nioumachoua, Moimbasa, Sambia et Itsamia. Le milieu naturel abrite une faune marine endémique et emblématique comme les dugongs, les baleines à bosse et les tortues marines. Les communautés locales espèrent faire de l'île une destination écotouristique. Anjouan est appelée « l'île aux parfums » en raison de ses plantations d'ylang-ylang. Le paysage se compose de mangroves, de montagnes, de lacs et de plantations. La ville de Mutsamudu possède la médina la plus importante des îles, ainsi qu'une citadelle. Des trois îles, c'est sur la Grande Comore, la plus grande île, en particulier dans la capitale Moroni, que le développement touristique a été le plus important. Cependant, la destination Comores vit dans l'attente d'un développement du tourisme comme à l'âge d'or des années 90. Cet âge d'or tient en grande partie à la station balnéaire Galawa Maloudja Beach (350 chambres), gérée par le groupe sud-africain Sun International et fermée en 2001, qui visait une clientèle de touristes sud-africains soumise aux restrictions des mesures anti-apartheid.

22. La productivité du travail aux Comores semble faible, en particulier dans les secteurs de l'agriculture et de la construction. Des incertitudes en matière de collecte des données sectorielles sur l'emploi freine une bonne analyse de la productivité du travail dans tous les secteurs, mais les données disponibles indiquent que la productivité du travail est comparable à celle observée dans les pays pairs structurels et en Afrique subsaharienne, mais est nettement inférieure à la moyenne des pays pairs aspirationnels et à revenu intermédiaire inférieur (voir Figure 6).[40] Même si la productivité du travail semble faible dans

[39] World Travel and Tourism Council (2018).

[40] Selon une étude comparative récente, les Comores sont parmi les sept pays d'ASS où la productivité de la main d'œuvre a le plus stagné en comparaison aux Etats-Unis depuis 1970 (Calderon et al. 2018).

tous les secteurs, les secteurs de l'agriculture et de la construction présentent les niveaux de productivité les plus faibles. D'autres recherches sur les facteurs de faible productivité du travail sont nécessaires et seront menées dès qu'une nouvelle enquête sur les ménages sera disponible (actuellement en préparation avec l'appui de la Banque mondiale).

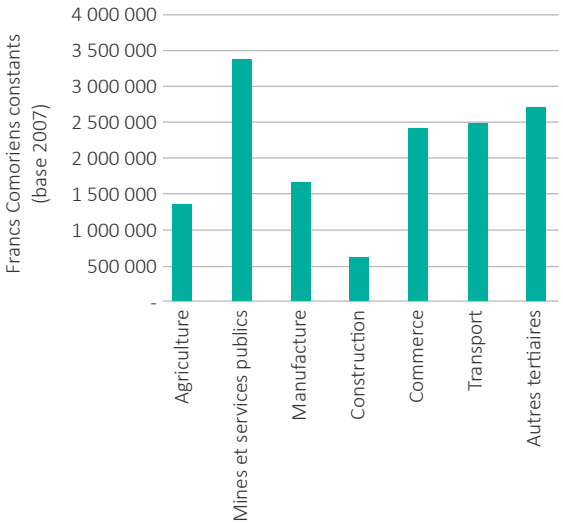
Sans un soutien important des donateurs extérieurs, le déficit budgétaire aurait été la plupart du temps autour de deux chiffres.

Présentation du contexte macro-économique

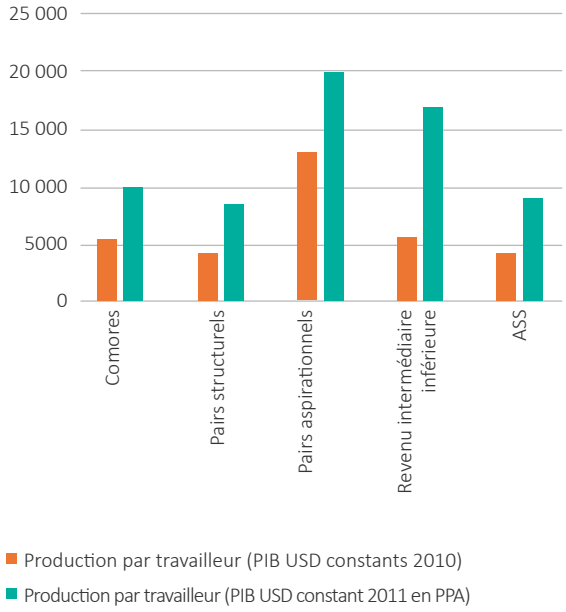
23. L'équilibre budgétaire des Comores a été largement maîtrisé ces dernières années mais reste fortement tributaire des dons. Sur la période 2011-2017, les recettes totales (17,2 pour cent du PIB) ont dépassé les dépenses totales (15,6 pour cent du PIB), générant en moyenne un solde budgétaire positif de 1,6 pour cent du PIB. Sans un soutien important et continu de la part des bailleurs extérieurs (en moyenne 7,9 pour cent du PIB entre 2011 et 2017), le déficit budgétaire global aurait atteint à un pourcentage à deux chiffres la plupart du temps. La part importante de la masse salariale dans le budget (plus de 60 pour cent des recettes générées au niveau national au cours de la dernière décennie) laisse très peu de place aux dépenses dans des domaines tels que les services sociaux, l'éducation ou les projets d'infrastructure. L'équilibre budgétaire des Comores a également pu être mieux maîtrisé en raison de l'accès très limité des Comores aux marchés financiers (nationaux ou internationaux). Le risque de surendettement des Comores a été estimé modéré dans les dernières analyses conjointes de la viabilité de la dette menée par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international.

Figure 6: Productivité du travail

a. Production par travailleur par secteur (2014)



b. Production totale par travailleur - Comores et comparateurs (2017)



Source : Groupe a : Calculs du personnel à partir des comptes nationaux révisés des Comores et de l'EESIC 2014. Panel b : OIT

24. Le secteur extérieur dépend des envois de fonds privés et des subventions extérieures. La capacité d'exportation des Comores est faible et concentrée sur trois produits seulement : le clou de girofle, l'ylang-ylang et la vanille (90 pour cent des exportations). Bien que le pays soit un leader mondial de la production de vanille (6 pour cent de la production mondiale) et d'ylang-ylang (70 pour cent de la production mondiale), les recettes d'exportation représentent moins de la moitié des dépenses d'importation en agriculture.[41] Le déficit du commerce de biens et de services s'est établi en moyenne à 19 pour cent du PIB sur la période 2011-2017, dépassant largement celui de ses pairs structurels (3,5 pour cent du PIB). Ce déficit commercial important est compensé par le dynamisme des envois de fonds (estimé à 12 pour cent du PIB sur la période 2011-2017) et le déficit du compte courant est financé en grande partie par des dons extérieurs considérable, estimés à 8 pour cent du PIB sur la période 2011-2017.

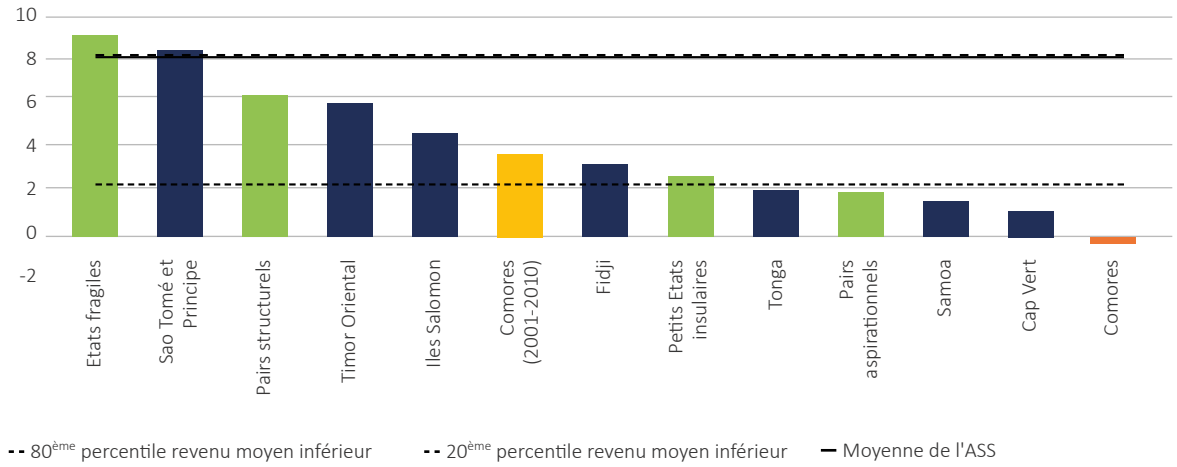
25. Grâce notamment à une politique monétaire ancrée dans un accord entre la Banque Centrale des Comores et la France, les taux d'inflation ont été relativement stables et faibles par rapport aux taux observés chez les pairs structurels (cf. Figure 7). Le franc comorien a été rattaché au franc français depuis son indépendance, puis à l'euro depuis 1999 (490 KMF par

[41] Département d'État des États-Unis et Bureau international des stupéfiants et des affaires de détection et de répression, "OEC - Comores (COM) Exportations, importations et partenaires commerciaux".

euro). La monnaie est garantie par le Trésor français. Alors que l'accord implique une renonciation de facto à une politique monétaire indépendante aux Comores, les conditions générales de cet accord ont permis à la Banque Centrale de maintenir un faible niveau d'inflation (en particulier par rapport à ses pairs structurels et aux pays d'Afrique subsaharienne) et des réserves de change suffisantes (8,1 mois d'importations). La politique d'administration du prix des produits de base (tels que le riz) est peu appliquée et n'a très probablement aucun effet significatif sur les taux d'inflation.

Figure 7: Inflation, Comores et comparateurs

Inflation, prix à la consommation (pourcentage annuel) (2011-2017)



Source : Calculs du personnel à partir de l'IDM

26. L'ancrage à l'euro n'a pas produit une surévaluation soutenue et n'a probablement pas été une source de faiblesse de la croissance. Depuis l'introduction de l'ancrage à l'euro, le franc comorien s'est parfois écarté de ses fondamentaux à moyen terme (FMI, 2009, FMI 2014, 2016 et 2018), combinant des périodes de surévaluation (par exemple 1995-1999) et de sous-évaluation (par exemple 2002-2005). Dans d'autres pays, il a été parfois constaté que l'ancrage renforce la crédibilité de la politique monétaire et réduit les taux d'inflation au détriment d'une perte de compétitivité. Toutefois, en l'absence d'une surévaluation soutenue au cours de ce siècle, il est peu probable que le faible niveau de compétitivité des Comores ait été le résultat de l'ancrage. L'ancrage de la monnaie limite cependant la capacité du gouvernement comorien à s'adapter aux chocs extérieurs par le biais du taux de change.[42] [43]

[42] Edwards et Levy-Yeyati (2005).

[43] Compte tenu de la modeste marge de manœuvre budgétaire actuelle et de la marge limitée de réduction des dépenses (les dépenses d'investissement, généralement réduites en période difficile, ne représentent qu'une faible proportion des dépenses totales), un ajustement budgétaire serait très difficile.

Tableau 4: Quelques indicateurs macroéconomiques

	2015	2016	2017
PIB (millions en monnaie nationale actuelle)	438,331	455,546	466,312
PIB (en millions USD courants)	988.2	1024.3	1068.1
RNB par habitant pour les Comores (méthode Atlas, USD)	1120	930	1280
Croissance du PIB	1.1	2.3	2.7
Solde budgétaire (pour cent PIB)	2.6	-4.2	0.4
Total des recettes et des dons (pour cent du PIB)	18.8	14.1	17.4
Dépenses totales (pour cent PIB)	16.2	18.3	17.0
Dette (pour cent PIB)	14.4	16.7	17.6
Recettes fiscales (PIB)	6.6	7.9	9.5
Balance des opérations courantes (pour cent PIB)	0.4	-4.9	-2.7
Balance commerciale (pour cent PIB)	-17.1	-15.6	-16.9
Importations (pour cent PIB)	27.0	26.2	28.5
Exportations (pour cent PIB)	9.9	10.7	11.6
Envois de fonds personnels reçus (pour cent du PIB)	13.6	12.8	13.0
Crédit intérieur au secteur privé (pour cent du PIB)	16.1	16.0	16.7
Part du PIB par dépenses (pour cent du PIB)			
Consommation	103.1	99.8	99.4
Investissements bruts en capital fixe	14.0	15.8	17.5
Exportations nettes	-17.1	-15.6	-16.9
Part du PIB par secteur - côté offre (pour cent PIB)			
Agriculture	31.3	31.0	31.4
Industrie	11.9	12.2	12.9
Services	56.8	56.8	55.7

Progrès accomplis dans la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement les Objectifs de développement durable

27. En 2015, les progrès qui avaient été accomplis dans la réalisation des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) étaient dans l'ensemble positifs et encourageants. Parmi les OMD les plus importants atteints figurent ceux liés à l'accès à l'eau améliorée (bien que l'accès continu à l'eau améliorée soit limité à moins de 13 pour cent des Comoriens) (OMD 7) et à l'incidence du paludisme (OMD 6), une maladie qui est sur le point d'être éliminée aux Comores. D'importantes améliorations ont également été obtenues dans la lutte contre l'extrême pauvreté et la faim (OMD1), les

taux d'achèvement du cycle primaire (OMD2), la santé maternelle (OMD5), la mortalité infantile (OMD4), la parité entre les sexes dans l'éducation (OMD3) et l'accès à Internet (OMD8), mais la performance des pairs structurels a été meilleure que celle des Comores pour les OMD5 et OMD4. L'accès à l'assainissement amélioré (également au titre de l'OMD 7) était loin d'être atteint, même si les pairs structurels présentaient également du retard à cet égard. En 2015, moins de 40 pour cent de la population avait accès à des services d'assainissement et d'hygiène de base.

28. Les Comores présentent des résultats mitigés en ce qui concerne les progrès accomplis à ce jour en rapport aux Objectifs de développement durable (voir l'Annexe 3 sur les progrès des Comores en ce qui concerne les ODD). Depuis 2000, des progrès significatifs ont été accomplis sur plusieurs fronts, notamment la réduction des taux de mortalité maternelle et infanto-juvénile (ODD3), l'augmentation de l'accès à l'électricité (ODD7) et l'augmentation du nombre d'utilisateurs d'Internet et des flux nets d'aide publique au développement (APD) (ODD17). Les résultats en matière de croissance économique ont été décevants, le chômage des jeunes reste à des niveaux très élevés (ODD8) et les zones forestières continuent à diminuer (ODD15). Le manque de données constitue un défi majeur pour mesurer les progrès accomplis dans la réalisation des ODD. Les Comores font partie des 44 pays qui ne figurent pas actuellement dans l'Indice et les Tableaux de bord des ODD en raison du manque de données (27 pour cent des valeurs sont manquantes).

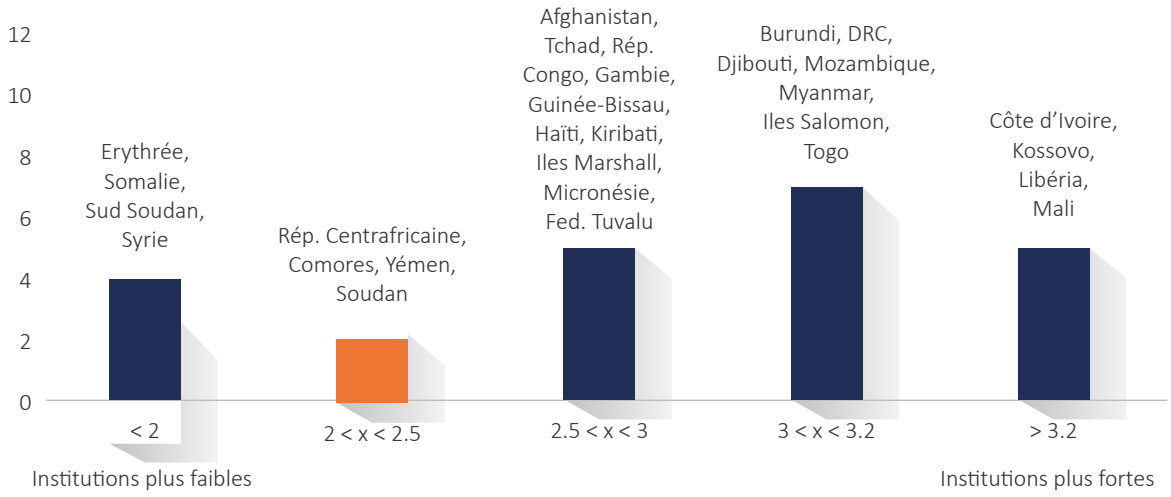
IDENTITÉ ET INSTITUTIONS AUX COMORES[44]

[44] Cette section exploite principalement l'évaluation des risques et de la résilience 2018 de la Banque mondiale.

29. La faiblesse des institutions formelles et des structures de gouvernance est la raison principale qui fait que les Comores sont classées comme pays fragile par la Banque mondiale depuis 2006 (voir Figure 8). Les Comores figurent parmi les 31 pays actuellement classés comme fragiles par la Banque mondiale. Les résultats des évaluations des leurs institutions et des politiques des Comores sont systématiquement en dessous du benchmark pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et pour les pairs structurels. Depuis le début des années 2000, les Comores ne se sont jamais classées au-delà du 30ème centile des pays évalués pour la plupart des indicateurs de gouvernance disponibles, les scores étant particulièrement faibles en termes d'efficacité du gouvernement, la qualité des règlements et l'état de droit. Ces faibles résultats en matière de gouvernance sont enracinés dans des structures sociétales qui vont au-delà des tensions entre les îles : les institutions formelles sont confrontées à un manque de légitimité à cause de la faiblesse de la présence de l'État dans le pays.

Figure 8: Pays classés comme fragiles par le Groupe de la Banque mondiale, selon la notation CPIA

Pays éligibles à l'IDA classés comme fragiles par la Banque mondiale en 2017, regroupés par l'évaluation harmonisée des politiques et des institutions nationales (CPIA)



Source : Banque mondiale

30. Pour comprendre la complexité de l'organisation sociale aux Comores, il faut regarder au-delà de ses institutions formelles et considérer les multiples hiérarchies autour desquelles la société est structurée. La société comorienne a développé des formes uniques d'organisation sociale et politique fondées sur la tradition, la religion et la culture, dont certains aspects sont antérieurs à l'arrivée de l'Islam dans les îles et d'autres ont évolué pour intégrer des éléments religieux. Historiquement, les règles

traditionnelles et informelles qui régissent la société (*milanantsi*) aux Comores sont ancrées dans un système coutumier vertical fondé sur les valeurs d'honneur et de prestige, et sur le rôle dominant des anciens. Les normes hiérarchiques (*yezi*) qui régissent la société sont en grande partie orales et s'appliquent en fonction de l'affiliation et de l'identification au groupe (parenté, communauté, jeunesse, femmes, aînés).[45]

31. Le village (*mdji*) est l'unité géographique d'identification de base aux Comores et donne sa cohésion à la communauté.[46] Elle est à la base des multiples formes d'organisation sociétale (stratification sociale, organisation territoriale et hiérarchie religieuse) et est la source du sentiment d'appartenance, de confiance et d'identité des Comoriens. L'exclusion de la communauté est la forme la plus dure de sanction sociale. Le sentiment d'appartenance et d'identification à un village donné a été historiquement soutenu par diverses institutions sociales telles que le Grand mariage (*anda*), qui est au cœur de la cohésion intracommunautaire et régit toutes les dimensions de la société aux Comores (voir Encadré 2[47]). La centralité du village fait que les Comores sont parfois qualifiées de « confédération de villages »,[48] plutôt que d'État-nation cohésif. Ce sentiment d'identité localisée s'appuie sur une hiérarchie territoriale qui s'est développée entre les villes et les villages en fonction de leur histoire de peuplement.[49] Les villages des lignées les plus prestigieuses sont au sommet de la hiérarchie territoriale, et ceux qui étaient à l'origine peuplés d'esclaves ou de leurs descendants sont au bas et sont généralement marginalisés.[50] Cela a contribué à creuser un fossé entre les zones urbaines et rurales.

Encadré 2: Le Grand mariage

Importé par des migrants d'Afrique de l'Est, le Grand mariage (par opposition au Petit Mariage) est un rite de passage qui permet d'acquérir le statut exalté d'Homme accompli (ou notable). Ce processus comporte plusieurs cérémonies (qui culminent dans le Grand mariage) et comporte des cadeaux coûteux et ostentatoires qui sont partagés avec la communauté et rehausse avec efficacité le statut social de l'individu, de sa famille et de son village. Par le passé, il était attendu du fils et de la fille aînés de la famille de célébrer le Grand mariage, mais les choses ont évolué depuis et le Grand mariage concerne à présent tous les enfants qui choisissent de s'y plier. Cela a eu pour effet d'accroitre les dépenses associées à ce rituel et de monétariser de plus en plus de ce qui était auparavant considéré comme un échange principalement social. Un

[45] Ben Ali, Roubani, et Saïd (2011)

[46] Cela varie d'une île à l'autre. Anjouan est présentée comme plus individualiste, avec beaucoup moins d'obligations sociales qu'en Grande Comore et à Mohéli.

[47] Ben Ali et Mgomri (2013); Blanchy (2013); Walker, Le Guennec-Coppens, et Mery (2002)

[48] Interview avec Mohamed Mchangama, Président de la FCC, 14 mai 2018, Moroni.

[49] Les villages sont classés en quatre catégories différentes : *mdji wa yezi* (villages de pouvoir), *mdji mhuu* (grands villages), *mdji ndze* (villages ruraux) et *itreya* (villages périphériques habités par les pêcheurs et les descendants d'esclaves).

[50] Blanchy (2004).

Grand mariage lie les personnes dans un réseau profondément enraciné d'obligations sociales mutuelles. Il représente un engagement collectif de deux familles. Historiquement, c'est une alliance qui ne peut exister qu'entre les membres d'un même village ou d'une même ville, et d'un même statut social. Cette coutume du Grand mariage est une caractéristique commune de l'archipel, bien qu'elle ait plus de force dans la Grande Comore et à Mohéli, qu'à Anjouan, où il a progressivement perdu en importance.

Source : Évaluation des risques et de la résilience de la Banque mondiale 2018.

32. Le caractère central du village et l'informalité des institutions donnent un éclairage sur les relations des citoyens avec l'Etat formel. Contrairement aux systèmes de gouvernance traditionnels locaux, qui reposent sur une combinaison de religion et de coutumes et sont profondément enracinés dans les normes et valeurs locales, les institutions étatiques formelles sont encore largement perçues comme des importations. Cela a créé deux systèmes dans lesquels les systèmes de gouvernance traditionnels et informels fonctionnent en parallèles aux systèmes formels. Contrairement au système formel qui repose sur le concept des droits individuels, le système informel est fondé sur des réseaux communautaires et de parenté, une philosophie qui s'étend aux institutions publiques : les habitants du territoire sur lequel l'institution est établie croient que la communauté devrait l'administrer et que sa gestion devrait profiter à la communauté - et fournir des emplois aux membres de la communauté. Les notables exercent des pressions sur les autorités gouvernementales en matière de recrutement et de promotion et sont généralement consultés avant les décisions de nomination.[51] Ainsi, le fonctionnement de l'État est largement structuré autour de réseaux de parenté, de groupes générationnels et d'allégeances territoriales. En fin de compte, cela compromet la fonctionnalité de l'administration publique et la gestion des entreprises d'État.

33. Il semble de plus que le processus de décentralisation dans lequel la création des communes n'a pas été alignée sur la sphère d'influence traditionnelle du village ait renforcé le sentiment de coupure entre l'État central et les centres locaux d'autogouvernance informelle. En 2015, les premières élections locales dans le pays ont eu lieu dans le cadre du processus de décentralisation lancé par l'accord constitutionnel de 2001 et promulgué en 2011.[52] [2]Toutefois, les communes sont confrontées à plusieurs problèmes, notamment l'insuffisance des ressources humaines et financières, les transferts budgétaires de l'État central n'étant souvent pas reçus et les recettes de la fiscalité locale étant inexistantes. Le problème vient principalement de la conception des communes : elle n'a pas suffisamment pris en

[51] M'Sa Ali (2006).

[52] Certaines fonctions des îles, comme l'état civil et l'enseignement primaire, ont depuis été transférées aux communes avec quelques fonctionnaires. D'autres fonctions qui devraient également être transférées des îles aux communes comprennent l'environnement, la santé de base, le sport et l'urbanisme.

compte le contexte social et politique local et a alimenté de nouvelles tensions et renforcé certaines rivalités historiques entre villages.[53] [54]

Portée limitée de l'État

34. Le manque de légitimité des institutions formelles a limité l'efficacité et la présence de l'État en dehors de Moroni, de même que la portée de la prestation des services. Peu d'attention a été accordée à la responsabilité de l'État à l'égard des citoyens ou au maintien du pacte social entre l'État et les citoyens. La coupure entre l'État et les citoyens est exacerbée par la rareté des services fournis par l'État qui a fait que la charge de la prestation des services a été transférée à des fournisseurs alternatifs. Dans le même temps, les mécanismes de redevabilité sociale - tels que le contrôle indépendant des actions publiques par les citoyens - sont sous-développés tandis que le faible fonctionnement du pouvoir législatif et l'absence de transparence dans les affaires publiques limitent davantage la redevabilité sociale.

35. La politisation de l'administration publique aggrave la faiblesse de la portée de l'État et la faiblesse des institutions. L'existence de diverses administrations au niveau des îles a davantage contribué à gonfler les effectifs de la fonction publique. Le recrutement dans la fonction publique a généralement augmenté à l'approche des élections. Anjouan compte le plus grand nombre de fonctionnaires aux Comores - en tant que produit du favoritisme politique pendant le mandat du Président Bacar sur l'île et d'un « recrutement de réconciliation » après la tentative de sécession de 2007. C'est aussi l'île où les salaires des fonctionnaires sont les plus élevés. La répartition des postes dans l'administration entre les alliés politiques a gonflé les effectifs de la fonction publique comorienne et a créé une masse salariale insoutenable.[55] Les fonctionnaires sont peu formés et il y a souvent une inadéquation entre l'emploi et les compétences. Même si un grand nombre ont un niveau d'instruction élevés,[56] l'élite administrative n'a pas une croyance unificatrice quant au but de l'État et à la façon dont il devrait être géré. Les taux de roulement élevés, l'absentéisme et la rareté des ressources minent le moral, ainsi que la capacité et la redevabilité. L'administration publique souffre également d'une concurrence bureaucratique entre les départements se disputant les ressources de l'Etat et les projets de développement.

Rôle des étrangers - envois de fonds et dépendance à l'égard de l'aide

36. La migration est un élément clé de la société comorienne, un tiers environ de la

[53] Ben Ali, Roubani, et Saïd (2011). Par exemple, certains villages ont entravé la construction de la mairie de leur commune parce qu'elle était prévue dans un village concurrent. Cependant, il y a quelques exceptions à cette logique concurrentielle, comme dans le cas de la commune de Moroni, où les villages voisins ont accepté de participer.

[54] Blanchy (2011).

[55] Au cours de la dernière décennie, plus de 60 pour cent des recettes générées au niveau national ont été affectées à la masse salariale. Les récentes limites posées au recrutement dans la fonction publique ont été en partie contournées par l'embauche à court terme de jeunes stagiaires qui peuvent représenter jusqu'à 40 pour cent des employés (Union des Comores, 2017).

[56] Rose et Gowthaman (2015)

population vivant à l'étranger, principalement en France.[57] En proportion à leur population, les Comoriens représentent l'une des plus grandes diasporas d'Afrique.[58] Depuis 1990, l'émigration nette a connu une croissance qui est le pratiquement le double de la croissance démographique, ce qui a permis d'atténuer dans une certaine mesure les pressions de la forte croissance démographique. Le nombre d'émigrants comoriens a presque triplé au cours des trente dernières années. Historiquement, les Comoriens ont souvent émigré pour des raisons politiques et commerciales, mais aujourd'hui, l'émigration a surtout des raisons économiques et les femmes représentent une proportion croissante du nombre total d'émigrés.

37. Les envois de fonds de la diaspora représentent une source substantielle de revenus pour les familles comoriennes, dont une grande partie va à la consommation plutôt qu'à l'investissement. Les envois de fonds privés bruts représentaient 13 pour cent du PIB en 2017, ce qui fait des Comores l'un des plus grands récepteurs d'envois de fonds parmi les pays d'Afrique subsaharienne et les petits États insulaires (voir Figure 9). Entre 70 et 90 pour cent[59] du total des envois de fonds sont utilisés à des fins de consommation[60] et servent de filet de sécurité pour les Comoriens, principalement pour couvrir leurs dépenses de santé, d'éducation et d'alimentation. La diaspora investit également dans les infrastructures sociales et les projets de construction, tels que la construction de mosquées, d'écoles, de services de santé, de routes, de centres communautaires et de médias locaux.

38. La diaspora est un acteur clé du développement et un facteur de changement social et d'influence au niveau du village. Les envois de fonds sont en grande partie canalisés en fonction des allégeances villageoises et constituent la principale source de financement des services, comblant ainsi une partie des vides laissés par l'État.[61] Bien

---

[57] Les migrations comoriennes résultent d'abord de la dépossession des terres, de l'esclavage et de la répression (invasions de Madagascar au 18ème siècle, puis colonisation française). Elle a aussi servi à échapper aux rigidités de l'ordre social ou à accumuler des ressources économiques pour réaliser le Grand mariage. Les principaux déclencheurs de la migration sont l'instabilité politique et la violence, les faibles possibilités d'éducation de haut niveau, les rares possibilités d'emploi et l'accès difficile à la terre. Les jeunes Comoriens ont d'abord émigré des Comores vers des pays musulmans tels que le Yémen ou l'Égypte, et surtout vers Zanzibar, mais aussi vers Madagascar sous le régime colonial. Après les violences contre la diaspora comorienne à Zanzibar (1964) et à Madagascar (1976), l'émigration s'est dirigée vers la France où vit aujourd'hui la majeure partie de la diaspora comorienne.

[58] Selon les estimations de la Division de la population de l'ONU, en 2017, il y avait environ 116 000 émigrants comoriens dans le monde, contre 40 000 en 1990. Cette augmentation remarquable de l'émigration, en particulier depuis 2000, a dépassé la croissance démographique. Par rapport à la population, le stock d'émigrants est passé de 9,7 pour cent en 1990 à 14,3 pour cent en 2017. Les principales destinations des émigrants comoriens sont Mayotte, la France et Madagascar avec un léger changement de préférence, la France métropolitaine, qui était la première destination en 1990, ayant récemment été dépassée par Mayotte avec quelque 58 000 Comoriens y vivant en 2017.

[59] World Bank (2017a).

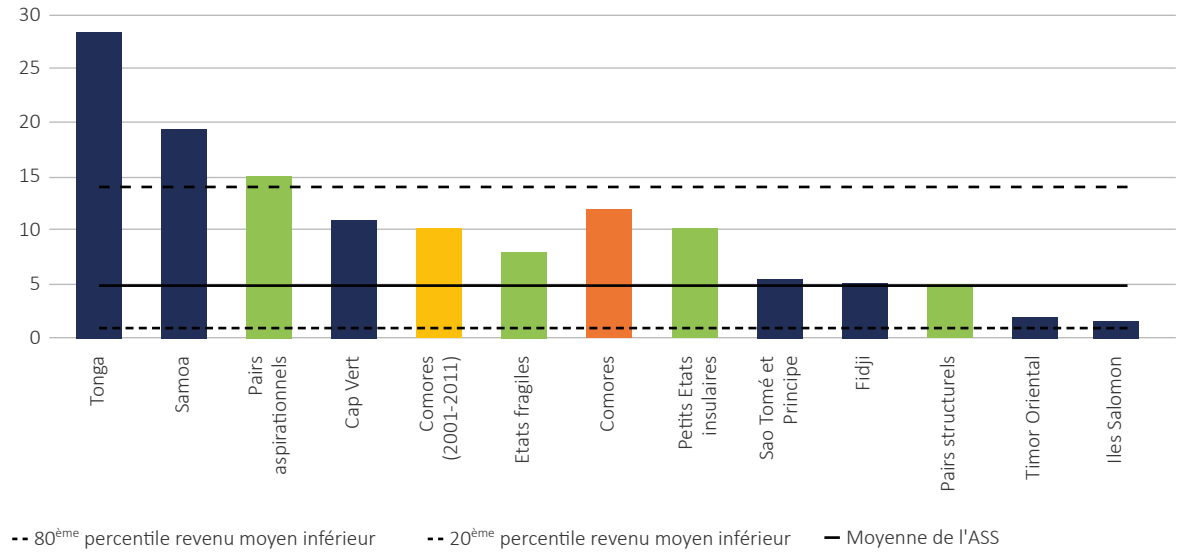
[60] L'un des principaux objectifs historiques des envois de fonds est de financer les dépenses élevées liées à l'organisation du Grand mariage et d'autres événements socialement contraignants de la société comorienne telles que les funérailles (Blanchy, 2014).

[61] Plusieurs programmes de co-développement impliquant des organisations de la diaspora comorienne ont été mis en place, notamment en France. Le gouvernement et les donateurs s'efforcent de promouvoir la mise en place d'instruments financiers pour mieux canaliser les envois de fonds vers des objectifs de développement. Cependant, cet effort s'est heurté à l'impératif et à la force de la dynamique sociale dominante et des allégeances familiales et territoriales et est compliqué par le manque général de confiance dans l'État comorien.

que la diaspora n'ait pas encore le droit de vote, elle a une forte influence politique aux Comores. Représentant environ 25 pour cent de l'électorat, son inclusion dans le processus électoral aurait d'énormes répercussions sur la dynamique politique et pourrait renforcer la demande de redevabilité du gouvernement. Prévu pour les élections de 2016 au départ, le vote de la diaspora en France n'a finalement pas été autorisé pour des « raisons techniques ». Néanmoins, les membres de la diaspora influencent les membres de la famille qui restent aux Comores et aident à financer les campagnes politiques. Lors des élections de 2016, par exemple, la plupart des candidats à la présidence ont commencé leur campagne en France où ils ont créé des comités de soutien dans différentes villes.

Figure 9: Envois de fonds, Comores et comparateurs

Envois de fonds personnels, reçus (% du PIB) (2011-2017)



Source : Calculs du personnel à partir de l'IDM

39. Les Comores sont fortement dépendantes des bailleurs et des partenaires au développement. Au cours des 15 dernières années, l'aide publique au développement nette a représenté en moyenne environ 10 pour cent du PIB. Ce pourcentage est proche du total des recettes fiscales en 2017 (9,5 pour cent du PIB) et est élevé par rapport à la moyenne subsaharienne (4 pour cent du PIB), mais inférieur à la moyenne des pays de comparaison (24 pour cent du PIB). Il y a actuellement une trentaine de partenaires au développement actifs dans le pays. Les partenaires multilatéraux comprennent la Banque Africaine de Développement, l'ONU, l'UE, le Groupe de la Banque mondiale et la Banque Islamique de Développement. Les principaux partenaires bilatéraux sont la France, la Chine et le Japon. En raison de la faiblesse de l'État, les bailleurs de fonds dirigent la conception et de la mise en œuvre des politiques publiques dans bien des cas. Toutefois, la coordination de l'aide est faible et l'efficacité de l'aide au développement demeure préoccupante, étant donné la complexité des conditions de fonctionnement. La prévisibilité du budget a encore diminué ces dernières années en raison du rôle croissant

joué par les pays du Golfe (en particulier l'Arabie Saoudite et les Émirats Arabes Unis) qui fournissent un soutien budgétaire souvent sous la forme de paiements ponctuels au gré des circonstances.[62]

40. La France a conservé une forte influence dans les affaires des Comores après l'indépendance. Le statut contesté de Mayotte, aujourd'hui département de la France mais toujours revendiqué par les Comores comme faisant partie de leur territoire, fait que les relations diplomatiques sont tumultueuses et erratiques. Toutefois, les tensions restent contenues, les autorités comoriennes hésitant à mettre en péril leurs relations avec leur principal partenaire bilatéral. La France a régulièrement financé des arriérés de salaires dans la fonction publique et est un partenaire important dans des secteurs tels que l'éducation et l'eau. Les deux pays entretiennent également une relation forte fondée sur le nombre de Comoriens vivant en France ; en tant que pays d'accueil de la plus grande partie de la diaspora comorienne, la France a intérêt à contenir la migration. L'ancienne puissance coloniale considère le plan de développement stratégique des Comores comme la voie à suivre pour contenir l'émigration et envisage de tripler son aide[63] à l'avenir, compte tenu notamment des récents troubles à Mayotte.[64] En 2017, pour la première fois depuis des années, une commission franco-comorienne a été convoquée pour consolider le partenariat entre les deux pays en matière de développement.

41. Les Comores entretiennent des liens étroits avec le Golfe en prolongement de l'histoire précoloniale de migrations et de commerce avec les pays du Golfe. Depuis l'ère précoloniale, les relations avec le Golfe ont tourné autour des échanges commerciaux, ainsi qu'autour des échanges de savoir et d'expertise. Des centaines d'étudiants comoriens ont été formés dans les pays du Golfe,[65] en particulier en Arabie saoudite, et les États du Golfe intensifient de plus en plus leurs efforts de développement aux Comores, en particulier dans les routes et les infrastructures.[66] Le « Programme de citoyenneté économique », qui consiste en la vente de la citoyenneté et de passeports comoriens aux ressortissants de l'Arabie saoudite et du Koweït, a suscité beaucoup d'attention lorsqu'il est apparu que d'importantes sommes d'argent provenant de ce programme avaient été détournées et avaient disparu (voir Encadré 3).[67]

---

[62] Par exemple, en 2015, l'Arabie saoudite a fourni une aide budgétaire équivalant à environ 25 pour cent des recettes totales et à environ la moitié des recettes hors dons.

[63] Un montant de 135 millions d'euros était prévu dans la convention de partenariat 2015-2020 entre la France et les Comores (France Diplomatie 2018).

[64] Début 2018, les habitants de Mayotte ont organisé un blocage de l'île pour contraindre le gouvernement français à agir sur la question migratoire et plus généralement à intensifier ses efforts pour améliorer le développement de l'île. Au cours de cette crise, le gouvernement des Comores a empêché le retour de ses citoyens expulsés de Mayotte, augmentant ainsi les tensions diplomatiques avec la France. On estime que plus de 10 000 personnes sont renvoyées de Mayotte aux Comores chaque année.

[65] Ali, Roubani, et Saïd (2011)

[66] Le Qatar et l'Arabie saoudite ont fourni des subventions budgétaires ponctuelles pour payer les salaires des fonctionnaires et financer d'autres dépenses. Oman accorde également des subventions à l'armée comorienne. Des investisseurs arabes (al-Marwan) ont repris une société française pour gérer le port de Moroni. Des investisseurs koweïtiens ont créé la Banque Fédérale de Commerce en 2009.

[67] Plus de 48 000 passeports ont été vendus au lieu des 4 000 prévus dans l'accord au départ. Les anciens présidents Sambi et Dhoinine sont poursuivis en justice dans le cadre de ce programme (Jeune Afrique 2018).

Encadré 3: Le Programme de citoyenneté économique des Comores

Le Programme de citoyenneté économique (PCE) des Comores a débuté lorsque le gouvernement a conclu un accord avec les Émirats arabes unis en 2008 pour offrir la nationalité comorienne aux Bédouins apatrides vivant dans le Golfe. Elle a offert aux gouvernements du Golfe un moyen d'identifier ces personnes sans leur accorder la citoyenneté. En échange, les Comores percevaient une redevance pour chaque passeport délivré. Les Comores ont mis en œuvre le PCE principalement entre 2010 et 2012, ce qui a donné une impulsion significative aux recettes non fiscales. En effet, en 2012 (l'année où le Programme battait son plein), le PCE a au moins doublé les recettes publiques non fiscales. Le programme a toutefois connu une forte baisse en 2013 à la suite de l'imposition de contrôles plus stricts en réponse à des irrégularités. Le Parlement comorien enquête actuellement sur les plaintes pour corruption et non-respect des procédures.

Le gouvernement des Comores a reçu plus de 4 500 USD pour chaque cas de citoyenneté accordée, selon les documents du gouvernement en 2012. Le gouvernement émirati a estimé que le nombre de Bédouins dans le pays se situait entre 20 000 et 100 000. Actuellement, au moins 40 000 de ces personnes sont munies d'un passeport comorien. Toutefois, la nationalité et les passeports sont également vendus à des non-Bédouins, parfois à des prix beaucoup plus élevés, selon les enquêteurs aux Comores. Les passeports comoriens ont de la valeur parce qu'ils offrent une nationalité sans obligations fiscales, permettent l'ouverture de comptes bancaires dans les États du Golfe et facilitent les voyages sans visa à travers le Golfe et vers de nombreux grands centres d'affaires dans le monde

42. Les tensions entre sunnites - shi'ites entre l'Arabie saoudite et l'Iran[68] constituent une dimension importante des relations du pays avec les États du Golfe, ces tensions ayant fini par toucher les Comores. Historiquement, le pays a eu des liens plus forts avec les nations arabes sunnites qu'avec l'Iran, mais il a renforcé ses liens avec ce pays sous la présidence du président Sambi (d'Anjouan), qui a étudié en Iran. Cette tendance s'est progressivement inversée sous le Président Dhoinine (de Mohéli), lorsque l'Arabie saoudite a ouvert une ambassade à Moroni et accordé un don de 40 millions USD aux Comores.[69] Plus récemment, alors que les tensions entre l'Arabie saoudite et l'Iran se sont intensifiées, les Comores ont pris parti et ont coupé les relations diplomatiques avec l'Iran et le Qatar en 2016. Ces rivalités géopolitiques ont eu un certain rôle dans la confrontation entre opposants politiques au pays, le Président Assoumani (de la Grande Comore) cherchant

[68] Sambi, qui a étudié en Iran, a signé un accord de défense avec Téhéran et a autorisé diverses fondations à opérer aux Comores. L'Iran a apporté son soutien dans des secteurs tels que l'agriculture, la pêche et la santé. Cette période est également marquée par le développement du chiisme aux Comores, notamment à Anjouan, l'île natale de Sambi.

[69] Bayle (2016)

le soutien de l'Arabie saoudite et l'ancien Président Sambi s'alignant sur l'Iran.

Sources de résilience

43. Malgré les problèmes que ces caractéristiques posent pour la croissance économique et les perspectives de développement aux Comores, le pays peut également s'appuyer sur des sources essentielles de résilience. Ceux-ci peuvent contribuer à atténuer les risques et représenter des points d'entrée importants pour renforcer la cohésion sociale et mieux relier les systèmes parallèles de gouvernance afin de renforcer les relations entre l'État et la société ainsi que la légitimité et la portée de l'État formel et de ses institutions.

44. Les institutions traditionnelles et religieuses assurent la médiation en cas de conflits et atténuent les comportements extrêmes. Le système coutumier, avec l'Islam, donne un véritable ancrage à l'organisation sociale complexe du pays et est le principal moteur de cohésion sociale aux Comores. Les règles coutumières et l'Islam sont étroitement liés et ont une forte influence sur le comportement quotidien des individus. Les jeunes sont socialisés par le biais d'une organisation par classe d'âge (*hirimu*), où la discipline personnelle s'apprend parallèlement au respect des personnes âgées et de la hiérarchie sociale.[70] L'organisation *Hirimu* aide également à consolider les allégeances au groupe et à la communauté villageoise. En même temps, les jeunes sont socialisés dans les écoles coraniques et les mosquées où la communauté se réunit régulièrement. La mosquée du vendredi - une par ville ou par village - joue un rôle unificateur important. L'apprentissage et le partage de valeurs communes au sein de ces différents réseaux sociaux créent un sentiment de solidarité et constituent un filet de sécurité pour les Comoriens. Cependant, ces réseaux sociaux ont tendance à être composés de membres des mêmes couches sociales, et beaucoup (souvent les plus pauvres) sont exclus de ces communautés.

45. Les institutions traditionnelles ancrées dans le système coutumier sont le premier interlocuteur en cas de conflits communautaires et jouent un rôle essentiel dans le règlement des différends. Les négociations bilatérales, la médiation, l'arbitrage ou le jugement sont tous des moyens clés de gérer les différends.[71] L'objectif est de préserver la paix sociale au sein de la communauté. Le cas échéant, les affaires sont transmises au système judiciaire de l'État pour être entendues, que ce soit par le cadi (juge musulman local) ou par le tribunal moderne. Le Collège des Sages, un organisme qui regroupe des notables retraités et est reconnu par l'État, joue également un rôle actif dans la médiation en cas de conflits sociaux entre les communautés et entre l'État et les citoyens. En outre, des arrangements informels peuvent contribuer à maintenir la cohésion sociale, par exemple en ce qui concerne le régime foncier. Une série d'accords oraux relatifs à la gestion des terres ont, dans certains cas, contribué à réduire le risque d'inégalité d'accès à la terre.

Communautés

46. La dynamique sociale est très forte au niveau du village et contribue à combler le vide laissé par l'État. Aux Comores, les villages ne dépendent pas de l'État et agissent

[70] Ali, Roubani, et Saïd (2011)
[71] Ali, Roubani, et Saïd (2011)

plutôt comme prestataires de services à la population. Menées par les associations villageoises et financées par la diaspora et par les contributions des communautés locales, les dépenses traditionnelles associées aux rituels communautaires (tels que le Grand mariage et les funérailles) sont maintenant canalisées en partie vers des investissements dans des écoles, des mosquées, des dispensaires de santé, ainsi que dans des routes, l'eau et les infrastructures électriques. Les villages financent souvent le recrutement du personnel nécessaire au fonctionnement des services de santé et d'éducation de base. La sécurité civile est un exemple clair du rôle important du village dans les services publics. Les premières interventions face aux aléas viennent toujours de l'intérieur des communautés[72] parce que les services de l'État sont soit incapables d'intervenir, soit arrivent trop tard pour apporter leur soutien. La gestion des ressources en commun[73] constitue un autre exemple : la création du parc marin de Mohéli en 2001 est le fruit de négociations avec les villages locaux et les Organisations de la société civile (OSC). La gouvernance multipartite assure l'appropriation par la communauté et contribue à l'application des réglementations et à la protection des ressources naturelles. Dans le parc de Karthala, l'implication des villages a permis aux communautés de lutte contre le braconnage et de demander aux auteurs de rendre compte de leurs actes.

47. Là où elles interviennent pour combler la brèche laissée par l'Etat, les organisations communautaires et les structures informelles manquent souvent de supervision et de réglementation. La privatisation de facto de la prestation des services n'est pas supervisée par un organisme central et ne bénéficie pas d'un processus de planification nationale. De ce fait, elle peut entraîner une duplication des services, un recrutement inapproprié ou insuffisant de personnel technique pour les écoles et les formations sanitaires, et limiter davantage l'accès des pauvres. Parmi les autres conséquences imprévues, on peut citer la création de programmes d'enseignement alternatifs et non réglementés dans l'ensemble d'écoles privées qui ont vu le jour à cause du nombre suffisant d'écoles publiques, ce qui empêche l'établissement de programmes de qualité communs à toutes les écoles du pays. Dans le secteur de la santé, les médecins du secteur public ont ouvert des cabinets médicaux privés où ils arrivent à gagner trois plus, mais ceci contribue à l'absentéisme et à la détérioration des soins dans les hôpitaux publics.

Femmes

48. Les femmes représentent un point de référence et une source de confiance dans la société comorienne. Elles détiennent un pouvoir informel au sein des communautés. Bien que le système traditionnel tende à exclure les femmes de la prise de décision au niveau local et qu'il leur soit interdit d'accéder aux places publiques où les hommes prennent les décisions concernant les affaires du village,[74] leur approbation est souvent essentielle pour consolider les décisions prises dans ces assemblées villageoises dominées par les hommes. Elles sont à l'avant-garde du changement social et

[72] Cette organisation s'appuie sur la tradition de bénévolat de la société comorienne. L'assistance et le sauvetage sont des obligations sociales et ceux qui y manquent peuvent être bannis de la communauté.

[73] Hauzer, Dearden et Murray (2013).

[74] Une nouvelle tendance s'est développée dans la diaspora en France où les femmes, grâce à leurs importantes contributions financières, sont autorisées à participer aux assemblées de notables (Blanchy et Lallemand, 2011).

sont soutenues par la diaspora, qui repousse les frontières par rapport aux hypothèses traditionnelles sur le genre. Par exemple, les tentatives d'imposer le Grand mariage aux femmes nées ou socialisées en France tendent à devenir une source de tension familiale ; de ce fait, la pression familiale à participer à ces cérémonies diminue pour celles de la diaspora.[75] En 2004, 21,5 pour cent des chefs de famille étaient des femmes. Cette proportion est passée à 27,8 pour cent en 2014. Il convient également de noter que les envois de fonds de la diaspora tendent à être envoyés davantage aux femmes qu'aux hommes.

49. Les femmes sont de plus en plus présentes dans la sphère publique. Les associations féminines sont très dynamiques au niveau local et plusieurs organisations féminines sont apparues au niveau national pour s'opposer aux pratiques discriminatoires à l'égard des femmes et plaider pour leur autonomisation. Les femmes d'affaires se sont organisées par le développement d'associations et de groupes tels que l'Association des Femmes d'Affaires Comoriennes ou Entreprendre au Féminin aux Comores (EFOI-COM). De même, des plateformes politiques multipartites ont été mises en place pour faire entendre la voix des femmes dans la sphère politique, où elles jouent un rôle actif - en particulier pendant les campagnes électorales. Cependant, bien que les femmes soient très actives au niveau local, elles occupent un rôle moins important dans les forums politiques ou économiques de haut niveau. Les femmes ne représentent qu'environ 2 pour cent des membres élus du Parlement.

Organisations de la société civile

50. Les associations communautaires ont fleuri dans les villages dans le domaine du développement local. Créées par de jeunes Comoriens instruits, ces associations sont dynamiques, impliquées dans divers secteurs et promeuvent une vision du développement de leurs communautés.[76] La diaspora comorienne contribue de manière significative au développement de ces associations communautaires très localisées. Certaines associations, telles que 2Mains, ont d'abord été créées en France, puis enregistrées aux Comores. Elles apportent une expertise technique et ont tendance à combler les vides laissés par des institutions publiques inefficaces dans la prestation de services de base aux communautés. Les Comores ont une grande expérience des projets de développement pilotés par la communauté (DPC), qui peuvent contribuer à renforcer la cohésion sociale, réduire la pauvreté, atténuer les facteurs de fragilité et promouvoir le développement du capital humain. Dans les secteurs de la pêche et de l'agriculture, ces projets ont été axés sur l'amélioration des moyens de subsistance et la création d'emplois. Bien qu'ils aient rapporté des impacts positifs, il n'est pas certain qu'ils puissent être reproduits ou étendus, et à ce titre, il serait important d'étudier le potentiel de telles approches au-delà des moyens de subsistance et d'assurer une prestation de services transparente et équitable.[77] Des études portant sur plusieurs projets de

[75] Abdillahi (2012)

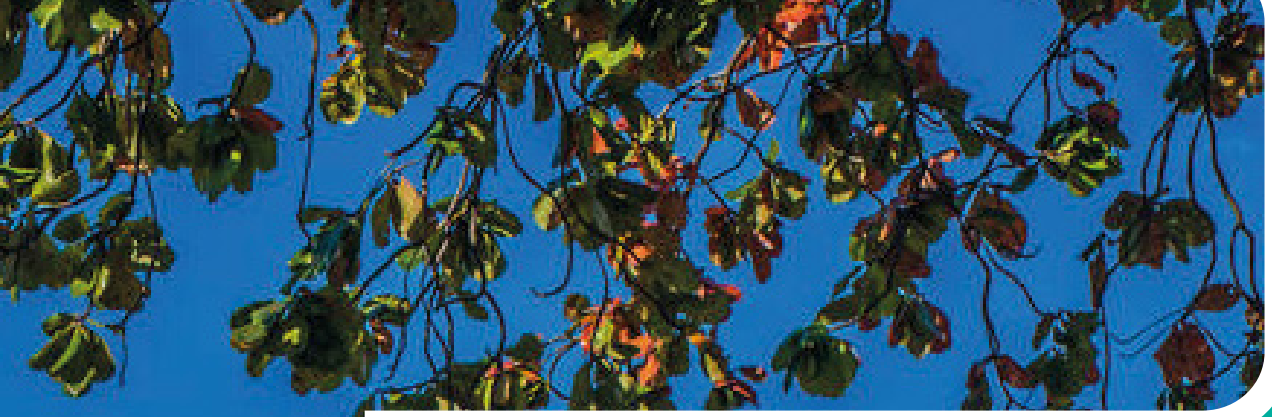
[76] Mohan (2002)

[77] Casey, Katherine. Décentralisation radicale : Le développement piloté par la communauté fonctionne-t-il ? Stanford Graduate School of Business, document de travail 3598. Septembre 2017, p. 12. Disponible à https ://www.gsb.stanford.edu/faculty-research/working-papers/radical-decentralization-does-community-driven-development-work; Wong (2012)

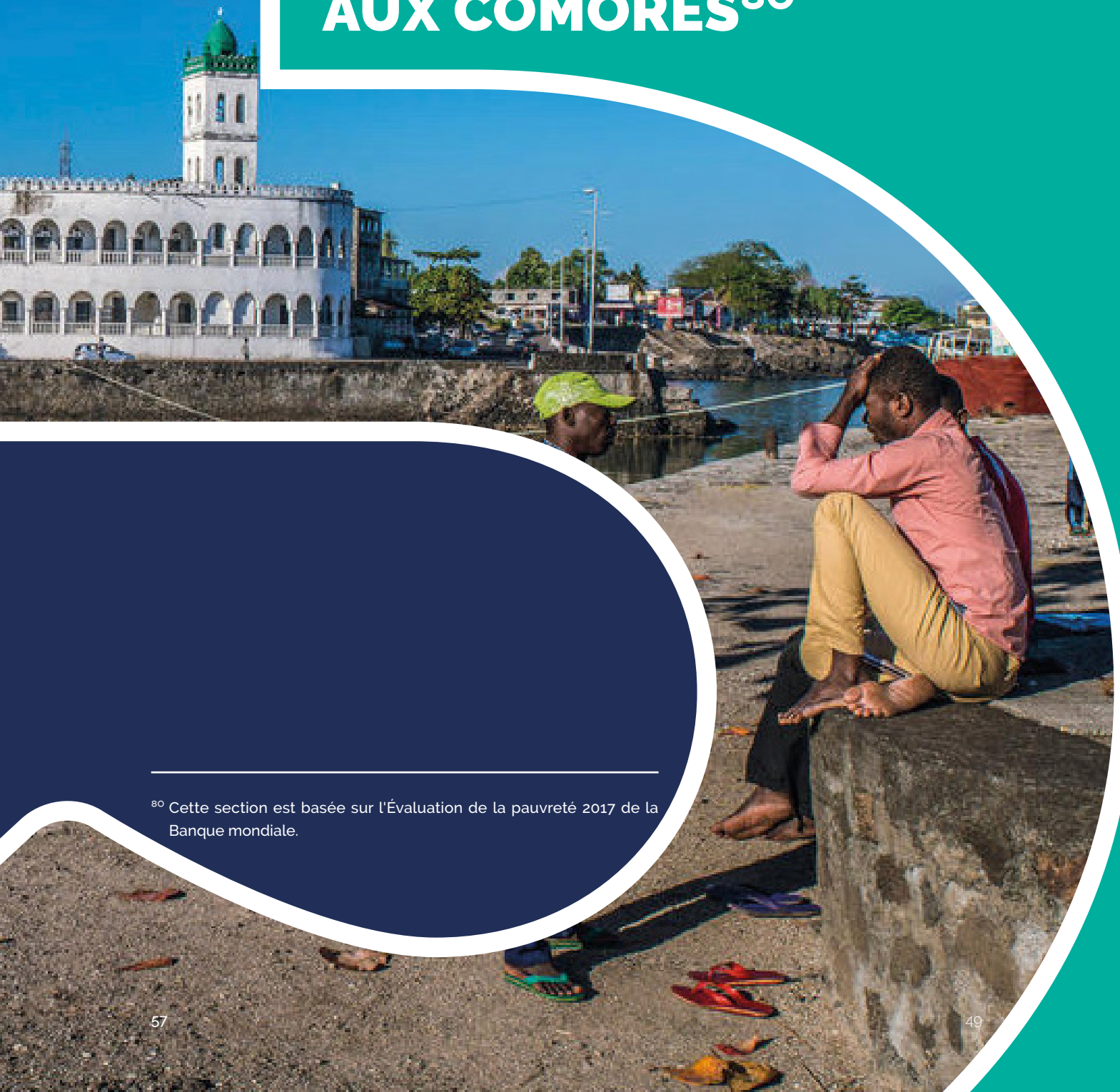
DPC ont montré que les infrastructures et les travaux publics placés sous la direction des communautés sont construits à des coûts comparativement inférieurs et que ces investissements ont des effets positifs sur le bien-être matériel.[78] Au niveau national, des OSC sont également apparues dans différents secteurs, tels que l'éducation, la santé, l'environnement, l'eau, l'égalité des sexes et les droits de l'homme.[79] Elles n'ont pas encore réussi à établir de fédérations nationales ou de réseaux inter-îles. Bien qu'il n'y ait pas de dialogue institutionnalisé avec l'État, les OSC participent souvent à l'élaboration des stratégies gouvernementales et des lois.

[78] Wong, Susan et Scott Guggenheim. Community-Driven Development : Myths and Realities. World Bank Group Policy Research Working Paper 8435. May 2018. Disponible à https ://collaboration.worldbank.org/content/sites/collaboration-for-development/en/groups/community-driven-development-global-solutions-group/documents.entry.html/2018/06/18/community-drivendev-haJ4.html

[79] La plupart de ces associations dépendent fortement du bénévolat et souffrent généralement d'un manque de capacités. Elles restent très dépendantes des financements extérieurs.



PAUVRETÉ ET PROSPÉRITÉ PARTAGÉE AUX COMORES[80]



[80] Cette section est basée sur l'Évaluation de la pauvreté 2017 de la Banque mondiale.

> *Je dirais qu'il faut vraiment chercher à régler les problèmes quotidiens du comorien (avoir quelque chose à manger, accéder à l'eau potable et à l'électricité normale) dans tout le pays et insister que les jeunes dans le monde de l'entreprise aient plus faim de pouvoir et visent plus haut.*[81]

Performance des Comores en rapport au Double Objectif

Pauvreté[82]

51. Comparés à d'autres pays subsahariens et à d'autres pays fragiles, les Comores sont moins susceptibles d'être pauvres (voir Figure 10). En 2014, quatre Comoriens sur dix pouvaient être considérés comme pauvres et deux sur dix vivaient dans l'extrême pauvreté.[83] [84] Ce chiffre place les Comores nettement devant les autres pays fragiles et la moyenne de l'Afrique subsaharienne et est comparable aux résultats moyens en matière de pauvreté des pays à revenu moyen inférieur. Les progrès en matière de réduction de la pauvreté ont été modestes aux Comores depuis 2004. Au cours de la période 2004-14, la pauvreté a réagi lentement à la croissance économique : une augmentation de 1 pour cent de la consommation n'a réduit le nombre de pauvres que de 0,7 pour cent et cette réponse a été entièrement due à une augmentation de la consommation moyenne des ménages (effet croissance) sans effet de redistribution, c'est-à-dire une augmentation des inégalités. La même tendance a été observée au niveau national ainsi qu'entre zones rurales et urbaines et entre îles.

52. Les chances d'échapper à la pauvreté sont élevées aux Comores, d'après les normes de mesure internationales et nationales. Le niveau moyen de consommation d'un Comorien pauvre est d'environ 85 pour cent du seuil de pauvreté international de 3,2 dollars par jour (PPA 2011), contre 86 pour cent

---

[81] Citation d'un répondant à une consultation en ligne sur Facebook sur ce que les Comoriens considèrent comme les principaux obstacles au développement de leur pays : « Je dirais qu'il faut vraiment essayer de résoudre les problèmes quotidiens des Comoriens dans tout le pays (de quoi manger, de l'eau potable et de l'électricité normale) et insister pour que les jeunes du secteur privé aient davantage soif de pouvoir et se fixent des objectifs plus élevés. »

[82] Comme c'est généralement le cas en Afrique subsaharienne (ASS), l'EESIC 2014 utilise la consommation comme mesure clé du bien-être pour analyser la pauvreté. Cet agrégat de consommation comprend la consommation alimentaire, y compris les aliments produits par les ménages eux-mêmes, ainsi que les dépenses pour une gamme de biens et services non alimentaires (vêtements, services publics, transport, communications, santé, éducation, dépenses liées au logement et loyer imputé, etc.). Toutefois, l'agrégat de la consommation ne comprend pas les dépenses pour les biens de consommation durables plus importants (tels que les voitures, les téléviseurs, les ordinateurs, etc.), ni les dépenses pour les cérémonies (mariage, funérailles, etc.). Dans la mesure où les ménages plus aisés consacrent une plus grande part de leur consommation totale aux biens durables, cette omission crée certains biais et sous-estime la consommation réelle des familles plus riches. Ceci est moins important pour l'analyse de la pauvreté, où l'accent est mis sur la partie inférieure de la distribution, mais cela peut avoir un impact significatif sur l'estimation de l'inégalité,

[83] Les individus sont considérés comme extrêmement pauvres s'ils n'ont pas les moyens d'acheter suffisamment de nourriture pour satisfaire les besoins nutritionnels minimums de 2 200 kilocalories (Kcal) par personne et par jour.

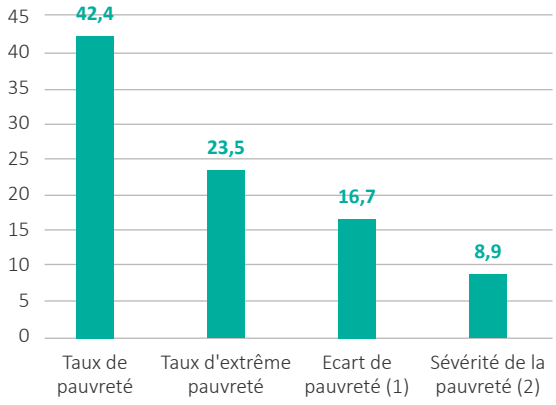
[84] Le seuil de pauvreté national et international de 3,2 dollars des États-Unis par habitant et par jour indique qu'environ quatre Comoriens sur dix aujourd'hui peuvent être considérés comme pauvres.

dans les autres pays à revenu intermédiaire inférieur, 68 pour cent dans les autres pays d'Afrique subsaharienne et 87 pour cent pour les pairs aspirationnels. Un quart des pauvres aux Comores vivent actuellement juste en dessous du seuil de pauvreté national et pourraient sortir de la pauvreté si leur revenu augmentait d'environ 167 KMF par habitant et par jour (0,7 USD, PPA 2011). Cependant, il y a aussi une bonne tranche de 10 pour cent de la population qui risque de tomber sous le seuil de pauvreté national en cas de chocs économiques inattendus.

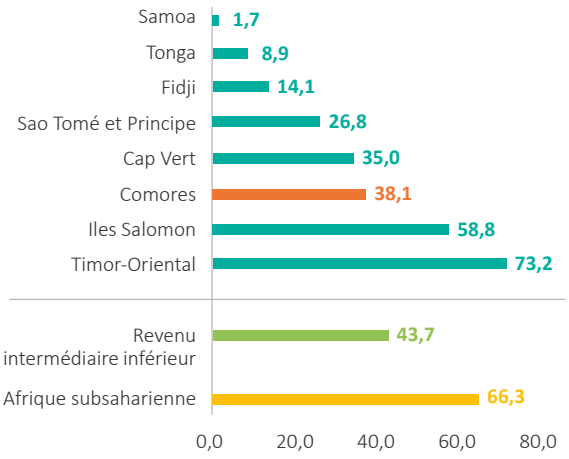
53. Il existe d'importantes différences entre les îles et entre le milieu rural et le milieu urbain en termes de pauvreté (voir Figure 11 et Figure 12). L'effectif des pauvres a pu être réduite en milieu rural et urbaines, mais il y a nettement moins de pauvreté en milieu urbain. Les habitants d'Anjouan et de Mohéli sont 8 à 6 pour cent plus susceptibles de vivre dans la pauvreté que ceux de la Grande Comore. L'incidence de la pauvreté est la plus faible à Moroni - la principale ville de la Grande Comore et capitale de l'Union - où seuls 36,5 pour cent de la population vit sous le seuil de pauvreté national, contre environ 45 pour cent à Anjouan et Mohéli. Reflet des différences dans l'activité économique à travers les îles (l'agriculture rurale domine à Anjouan et Mohéli, les services dominent dans les centres urbains et la Grande Comore), l'incidence de la pauvreté est estimée à 49,9 pour cent en milieu rural contre 31 pour cent en milieu urbain.

Figure 10: Indicateurs d'incidence de la pauvreté par région et entre comparateurs

a. Incidence de la pauvreté et de l'extrême pauvreté en 2014 (%) - seuil national de pauvreté



b. Estimations internationales de la pauvreté aux Comores et dans les pays de comparaison en 2014 (%)

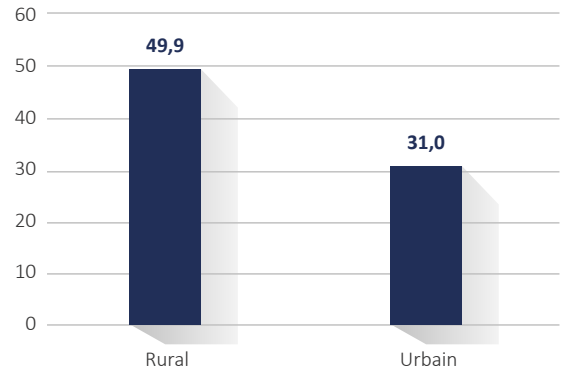


Sources: Panneau a : EESIC 2014, Panneau b : IDM.[85]

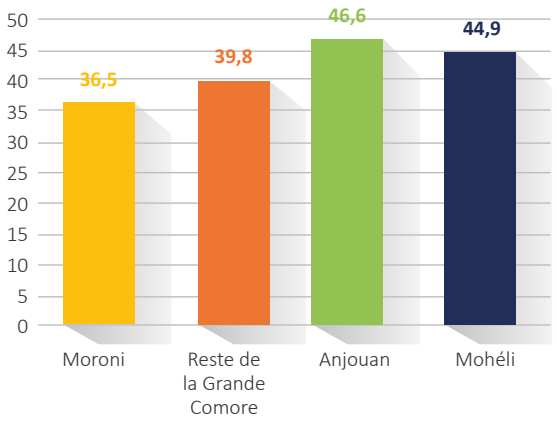
[85] Les seuils de pauvreté utilisés sont fondés sur l'approche du coût des besoins fondamentaux. Le seuil de pauvreté alimentaire de l'EESIC 2014 (16 711 KMF par personne et par mois) est basé sur le coût d'un panier alimentaire qui fournit 2 200 calories par personne et par jour (compte tenu des habitudes de consommation dans une population de référence). Le seuil de pauvreté pour les besoins fondamentaux (25 341 KMF par personne et par mois) ajoute une allocation pour les produits de première nécessité non alimentaires au seuil de pauvreté alimentaire. Le taux de pauvreté en référence aux besoins fondamentaux (ou taux de pauvreté tel qu'utilisé dans le texte) mesure la proportion de la population dont la consommation mensuelle totale des ménages par personne (corrigée des prix) est inférieure au seuil de pauvreté des besoins fondamentaux. Le taux d'extrême pauvreté de l'effectif (utilisé dans le texte comme taux d'extrême pauvreté) mesure la proportion de la population dont la consommation mensuelle totale des ménages par personne (corrigée des prix) est inférieure au seuil de pauvreté alimentaire.

Figure 11: Indicateurs de pauvreté pour les Comores

a. Incidence de la pauvreté par région (%)



b. Incidence de la pauvreté par île (%)



Source: EESIC 2014.

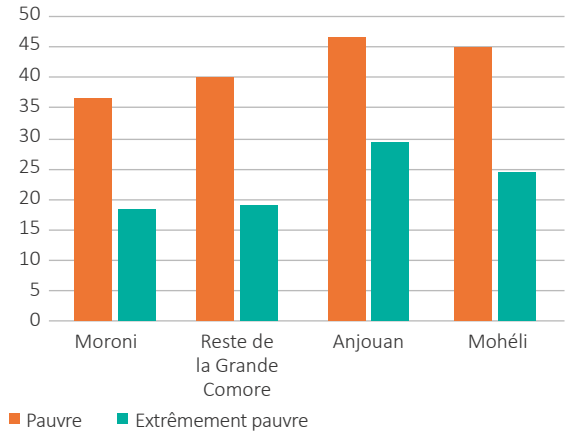
54. Malgré de nettes disparités géographiques, la taille de la famille, le secteur de l'emploi et le niveau d'instruction sont les principaux facteurs qui distinguent les pauvres des non pauvres. La pauvreté dans les ménages augmente constamment avec le nombre d'enfants, atteignant 70 pour cent chez les ménages de cinq enfants ou plus, contre moins de 20 pour cent chez les ménages sans enfants. Les trois quarts des pauvres sont en auto-emploi et plus de la moitié d'entre eux dépendent de l'agriculture pour leur subsistance. La pauvreté est nettement plus faible parmi les salariés, en particulier dans le secteur des services et dans l'industrie et le commerce. Moins de 10 pour cent des pauvres travaillent dans les administrations publiques. L'enseignement primaire ne suffit pas à lui seul à accroître les chances des pauvres de sortir de la pauvreté. Il existe un écart de pauvreté considérable entre les ménages dont le chef a fait des études secondaires ou supérieures et les ménages dont le chef n'en a pas fait ou a seulement fait des études primaires. Il n'y a pas de relation significative entre le sexe du chef de ménage et le bien-être économique du ménage. Enfin, une histoire de migration interne est associée à de meilleurs résultats en matière de pauvreté.

Figure 12: Portrait de la vie aux Comores par revenu et par région

La personne moyenne vivant dans la pauvreté aux Comores par rapport à une personne non pauvre :

- Vit dans une zone rurale plutôt qu'en ville.
- Vit à Anjouan ou Mohéli plutôt qu'à la Grande Comore.
- Vit dans un ménage dont le chef travaille dans l'agriculture plutôt que dans le commerce ou les services.
- Vi ans un ménage dont le chef peut être aussi bien un homme qu'une femme.
- Est moins susceptible d'avoir fait des études secondaires ou supérieures.
- Vit dans un ménage de 6 enfants au lieu de 4, avec un plus grand nombre de personnes à charge (enfants de moins de 15 ans).
- A moins accès aux services d'infrastructure.
- Est plus susceptible de venir d'une famille sans historique de migration interne.

Taux de pauvreté par lieu (2014)



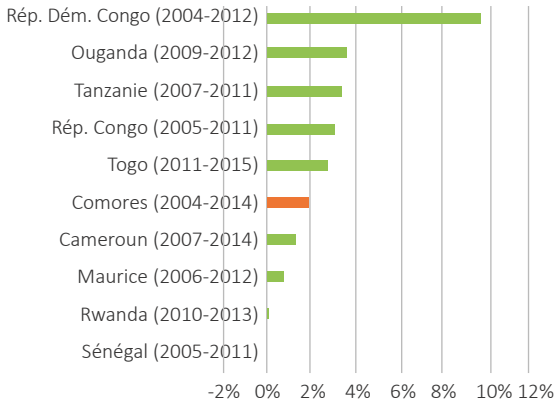
Source: EESIC 2014

Prospérité partagée et inégalités

55. Depuis 2014, peu de progrès ont été réalisés sur la voie vers la prospérité et les inégalités se sont accrues (voir Figure 13). La courbe d'incidence de la croissance pour la période 2004-2014 qui montre la variation en pourcentage de la consommation moyenne pour chaque centile de la distribution est en pente ascendante, ce qui indique une croissance plus élevée de la consommation parmi les groupes de population les plus riches et les mieux lotis aux Comores. Alors que la consommation moyenne par habitant a augmenté d'environ 30 pour cent entre 2004 et 2014, la consommation moyenne des pauvres et des 40 pour cent les plus pauvres de la population n'a augmenté que d'environ 4 pour cent et 15,5 pour cent respectivement. Ainsi, malgré des améliorations en termes de niveau de pauvreté, la part de la consommation globale qui revient aux 40 les plus pauvres n'a augmenté que de 1,92 pour cent sur la période 2004-2014. A 44,9, l'indice de Gini des Comores est légèrement supérieur à la moyenne de l'ASS de 42,3, mais significativement supérieur à celui des pairs structurels (32,9 en moyenne).[86] Les disparités sont plus prononcées en milieu rural et à Anjouan, où le sous-emploi lié au revenu (et non au temps) est élevé.[87] Pour réduire de moitié l'extrême pauvreté d'ici 2030, les ménages comoriens au bas de l'échelle de distribution devront avoir une croissance de la consommation deux fois supérieure à celle de la moyenne. En revanche, si les pauvres bénéficient de la croissance économique selon les mêmes tendances que par le passé, l'extrême pauvreté aux Comores ne diminuera que modestement, passant de 18 pour cent en 2014 à environ 15 pour cent en 2030.

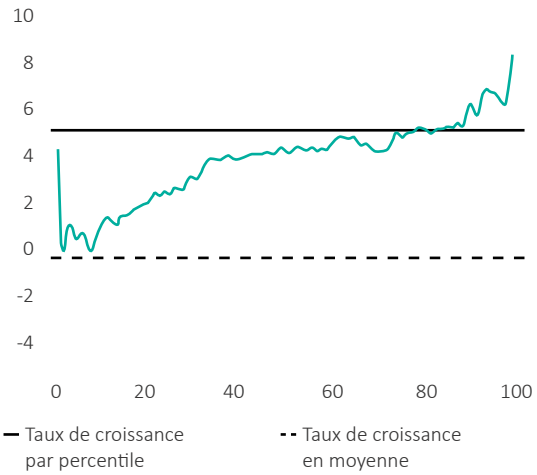
Figure 13: Progrès en matière d'inégalité et de prospérité partagée pour les Comores

a. Progrès vers la prospérité partagée (%)



Source: EESIC 2014

b. Incidence de la croissance aux Comores (2004-2014)



[86] Les données sont des moyennes 2011-2017 de l'outil Find my Friends de la BM, utilisant les données IDM.

[87] Environ un quart de la main-d'œuvre souffre d'un sous-emploi lié au revenu (par opposition au sous-emploi lié au temps qui est faible aux Comores), avec le taux de sous-emploi le plus élevé à Anjouan.

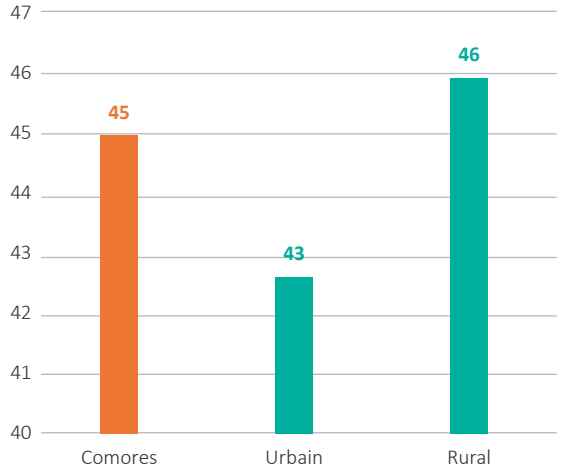
56. Les inégalités entre le milieu urbain et le milieu rural sont importantes et sont principalement dues à des différences significatives dans les rendements de la dotation des ménages (voir Annexe 5). Les ménages urbains sont mieux lotis que les ménages ruraux parce qu'ils ont des familles moins nombreuses, plus d'actifs, en particulier des moyens de communication et des générateurs, un meilleur accès à l'emploi dans le commerce et la fabrication, ainsi que dans l'administration publique, et un meilleur accès aux services et infrastructures de base, principalement l'électricité, l'eau potable, les marchés et les écoles. Cependant, même si les ménages urbains bénéficient d'une dotation plus élevée, les inégalités entre le milieu rural et le milieu urbain s'expliquent principalement par le fait que ces caractéristiques ont un plus grand rendement en milieu urbain. Les différences de rendement des actifs et de l'accès aux infrastructures de base expliquent la majeure partie de l'écart d'inégalité entre les ménages pauvres ruraux et urbains.

Aspects non monétaires de la pauvreté

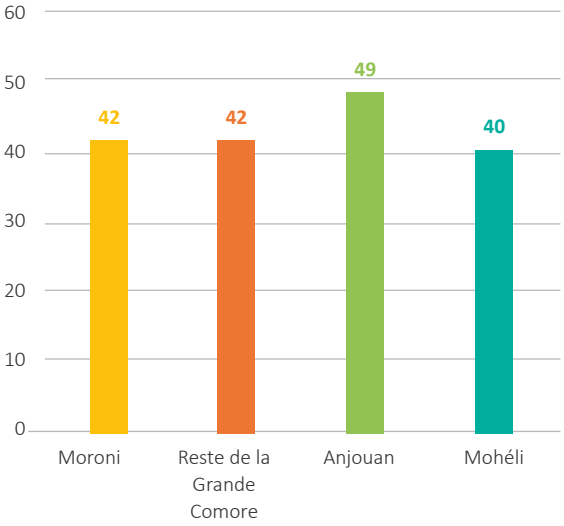
57. Compte tenu des aspects non monétaires de la pauvreté, l'accès aux services d'infrastructure reste une contrainte importante pour les pauvres alors que l'accès à l'éducation et les conditions de vie se sont améliorés (voir Figure 14). Les estimations de l'Incidence de la pauvreté multidimensionnelle (IPM) se sont améliorées de 12 points de pourcentage entre 2004 et 2014, les ménages ayant connu une amélioration considérable en termes de conditions de logement et d'équipements modernes tels que les téléviseurs et les moyens de communication. La possession de moyens de transport et d'animaux d'élevage s'est également améliorée. Toutefois, les niveaux de privation sont restés prononcés et ont même augmenté dans les domaines de l'accès au combustible de cuisson, à l'électricité, à l'assainissement et à l'eau. Entre 2004 et 2014, l'accès à l'eau potable s'est légèrement amélioré au niveau national et en milieu rural mais s'est détérioré en milieu urbain. Des progrès ont été réalisés en ce qui concerne l'accès à un assainissement amélioré, mais les installations sanitaires traditionnelles/non améliorées restent la caractéristique la plus courante. L'utilisation de l'électricité comme source d'énergie pour cuisiner est restée marginale et l'utilisation du bois et du charbon de bois pour cuisiner a augmenté dans les ménages urbains et ruraux. D'importants progrès ont été accomplis en matière de développement humain, avec une augmentation remarquable de la scolarisation, en particulier dans le deuxième cycle du secondaire et dans l'enseignement supérieur.

Figure 14: Inégalité par région et par île aux Comores

a. Coefficient de Gini par région



b. Coefficient de Gini par île



Source: Panneau a : EIM 2004, Panneau b : EESIC 2014

58. Malgré les progrès notés en ce qui concerne la mesure de la pauvreté monétaire et non monétaire, les deux tiers de la population restent vulnérables à la privation. L'incidence de la privation - mesurée par la proportion de la population privée d'au moins un tiers des dimensions pertinentes du bien-être (voir Figure 15), comme la consommation et les mesures de la pauvreté multidimensionnelle - est passée de 85 à 75 pour cent entre 2004 et 2014 (voir Figure 16). Les segments pauvres de la population comorienne souffrent de privations importantes dans plusieurs dimensions du bien-être, en premier lieu de l'accès à l'électricité et à des combustibles de cuisson efficaces, suivis par l'assainissement et la possession de biens. Mohéli et Anjouan sont confrontées aux niveaux de privation les plus élevés, tandis que les ménages de la Grande Comore semblent mieux lotis.

Figure 15: Dimensions du bien-être et indicateurs de la méthode

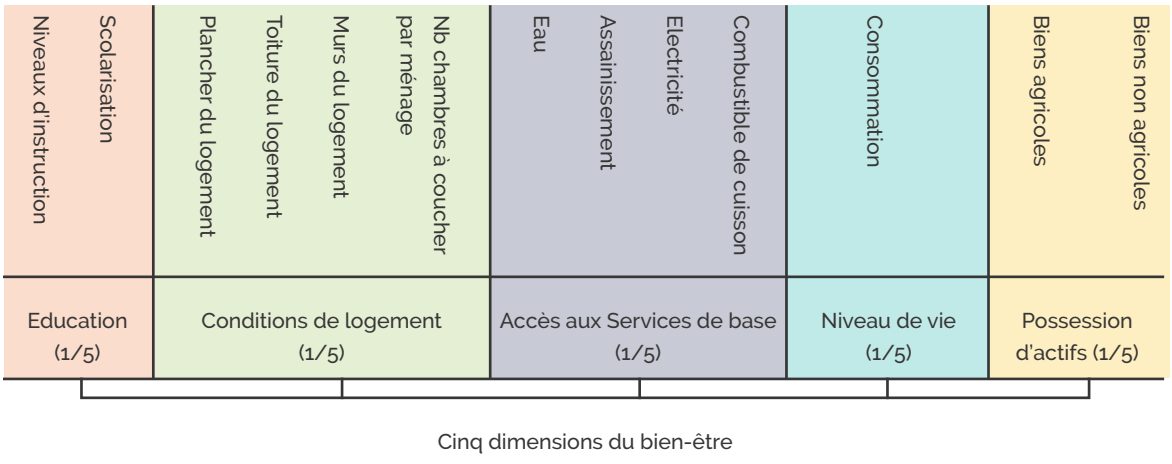
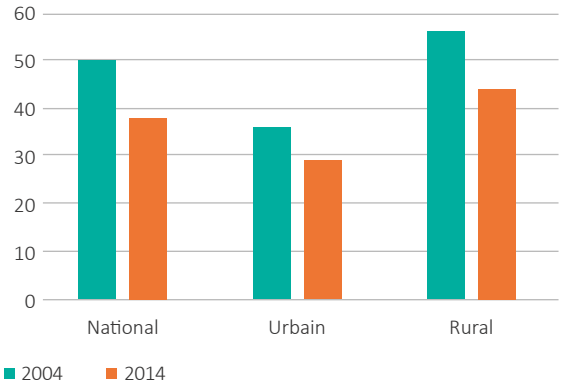
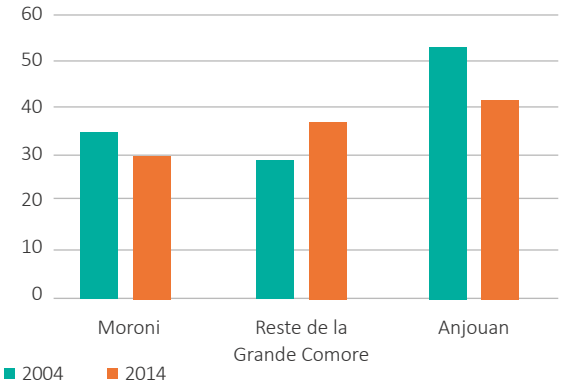


Figure 16: Indicateurs multidimensionnels de privation par région et par île aux Comores

a. Division urbain- rural



b. Division par région-îles



Source: Panneau a : EIM 2004, Panneau b : EESIC 2014

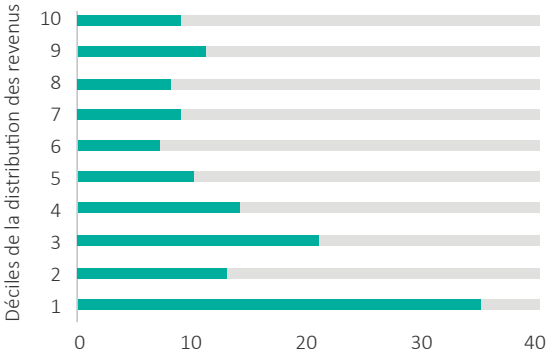
Facteurs de la réduction de la pauvreté et de l'accroissement des inégalités depuis 2004

59. La réduction de la pauvreté entre 2004 et 2014 a été dans une large mesure le résultat d'une expansion de la possession d'actifs chez les ménages pauvres, alimentée par les envois de fonds (voir Figure 17 et Annexe 5 pour une décomposition de la croissance de la consommation par groupes de revenus). L'augmentation de la consommation des ménages s'est traduite par une amélioration significative des dotations des ménages. En particulier, les plus pauvres ont connu une expansion de la possession d'actifs, notamment en ce qui concerne les moyens de communication et de transport, et des niveaux d'instruction plus élevés. Les envois de fonds ont contribué de manière significative à l'acquisition d'actifs et à l'amélioration du niveau de vie et de la consommation des ménages (voir Annexe 8). En 2014, près de 40 pour cent des ménages comoriens ont reçu des envois de fonds. Les montants envoyés représentaient en moyenne 22 pour cent des revenus des bénéficiaires. Les envois de fonds ont entrainé une augmentation de la consommation par habitant d'environ 22 pour cent et ont réduit la probabilité d'être pauvre d'environ 11 points de pourcentage. Les estimations montrent également que les envois de fonds ont eu un impact plus important sur les niveaux de consommation des ménages les moins riches.[88]

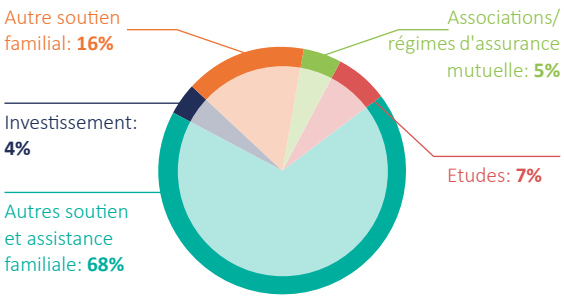
[88] Cet effet est statistiquement significatif à un seuil de confiance de 1 pour cent. Les envois de fonds augmentent la consommation de 31,7 pour cent, tandis que l'effet est inférieur de 11,5 points de pourcentage (20,2 pour cent) chez les ménages les plus riches.

Figure 17: Destination des envois de fonds

a. Ratio d'envois de fonds/consommation par habitant chez les ménages bénéficiaires (%)



b. Objet principal déclaré de l'envoi de fonds en pourcentage du total des montants envoyés (2014)



Source: EESIC 2014

60. Les flux d'envois de fonds expliquent l'importante variation des résultats en matière de pauvreté entre les différentes îles. La nature très localisée des envois de fonds de la diaspora perpétue les disparités. La plupart des envois de fonds sont destinés à la Grande Comore (environ 84 pour cent), le reste allant principalement à Anjouan. L'augmentation moyenne de la consommation des ménages d'Anjouan et de Mohéli qui reçoivent des fonds est de 11 et 15 pour cent respectivement, contre 17 pour cent en Grande Comore. Ces différences sont le résultat d'importantes différences culturelles entre les trois îles. L'un des principaux objectifs des envois de fonds est de financer les dépenses élevées liées à l'organisation du Grand mariage, une tradition plus répandue en Grande Comore et à Mohéli qu'à Anjouan.

61. Les progrès en matière d'éducation ont eu un effet positif relativement faible sur les niveaux de consommation des pauvres. Entre 2004 et 2014, l'accès des Comoriens à l'éducation s'est considérablement amélioré. Les 40 pour cent du bas de l'échelle ont profité nettement plus de l'augmentation des inscriptions à l'école primaire, au collège et dans l'enseignement supérieur, tandis que les 30 pour cent du haut de l'échelle ont connu une augmentation disproportionnée des inscriptions dans l'enseignement secondaire du second degré. Pourtant, les segments les plus riches de la population ont mieux réussi à récolter les gains d'un meilleur accès à l'éducation en ce qu'ils ont accéder à des emplois formels et plus productifs. Bien que les pauvres aient quitté l'agriculture pour l'industrie manufacturière et le commerce, où les revenus ont augmenté avec le temps, ils restent largement employés dans des emplois informels et peu qualifiés, et l'augmentation des revenus est faible.

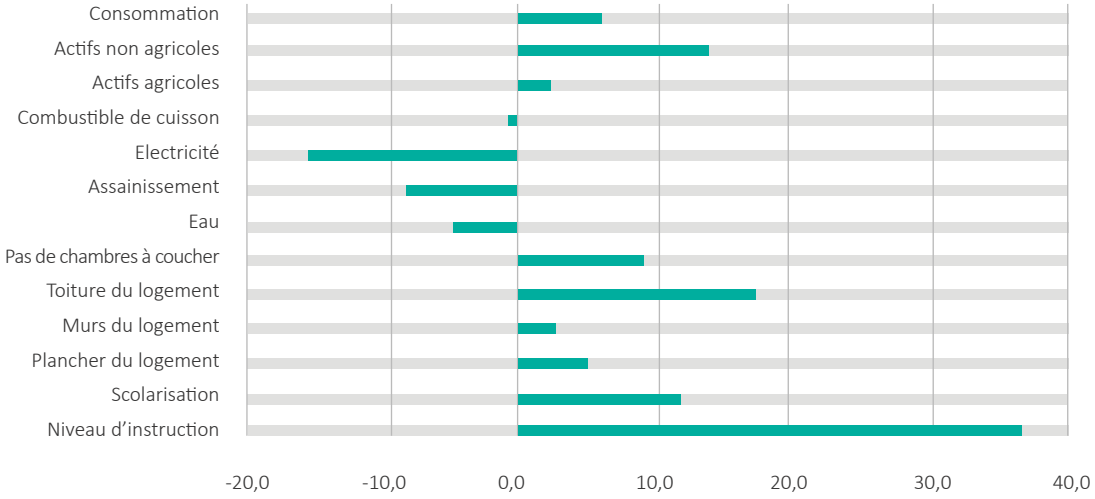
62. La pénurie de possibilités d'emploi et les transformations structurelles limitées ont fait que la pauvreté n'a guère reculé en raison de l'évolution de la structure de l'emploi. Ceux qui étaient pauvres en 2004 étaient plus susceptibles de ne pas l'être en 2014 s'ils avaient quitté l'agriculture pour le commerce et, dans une moindre mesure, le secteur des services. Toutefois, en l'absence d'une transformation structurelle plus prononcée de l'économie et d'une pénurie plus généralisée de possibilités d'emploi, l'effet positif sur la

pauvreté a été limité (voir l'Annexe 8 pour une description du marché du travail des Comores). Cette tendance explique également l'écart croissant entre les ménages ruraux et urbains, les premiers ayant moins accès aux possibilités d'emploi dans ces deux secteurs.

63. De même, les modestes améliorations dans l'accès aux services de base n'ont guère contribué à améliorer la vie des pauvres. Malgré certains progrès dans l'accès aux services de base, plus des trois quarts des Comoriens pauvres (pauvreté multidimensionnelle) restent privés d'accès à l'électricité, à des combustibles efficaces tels que le gaz, le kérosène ou le charbon de bois, et à un assainissement amélioré (voir Figure 16 et Figure 19). La classe moyenne et les ménages comoriens les plus riches ont le plus bénéficié de l'amélioration de l'accès aux services de base, qui, avec la possession d'actifs, représentent la plus grande part de la pauvreté multidimensionnelle. En raison du niveau d'accès très faible au départ, l'accès limité aux services de base (tels que l'accès à l'eau, à l'électricité, aux centres de santé et aux marchés) continue d'être un indicateur important de la pauvreté aux Comores.

Figure 18: Indicateurs multidimensionnels de la pauvreté aux Comores

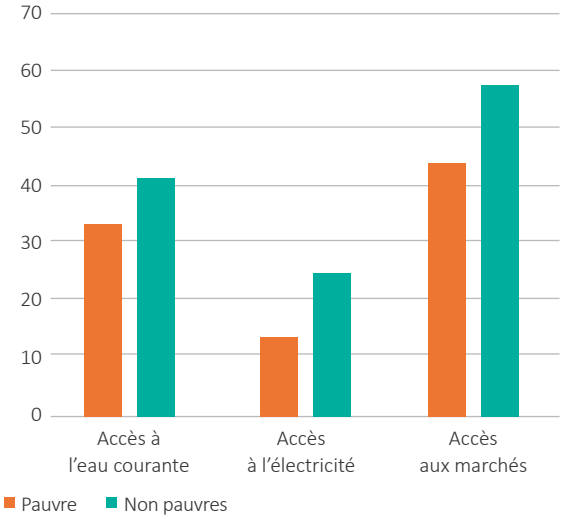
Comores : Evolution de la pauvreté multidimensionnelle (en pour cent) entre 2004 et 2014



Source: JMP, 2015.

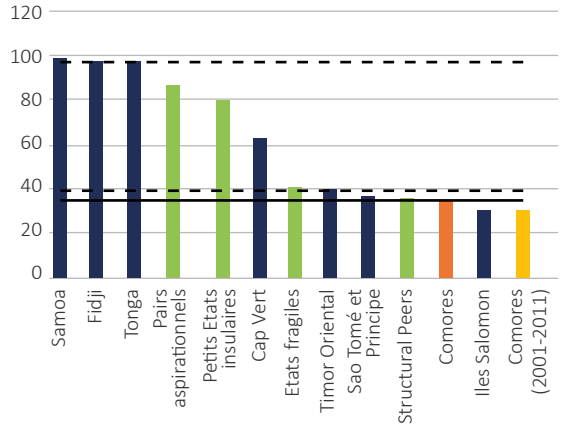
Figure 19: Accès aux infrastructures de base

a. Comores : Niveaux d'accès aux infrastructures en 2014 (% population)



Source: JMP, 2015.

b. Accès à l'assainissements de base (%)



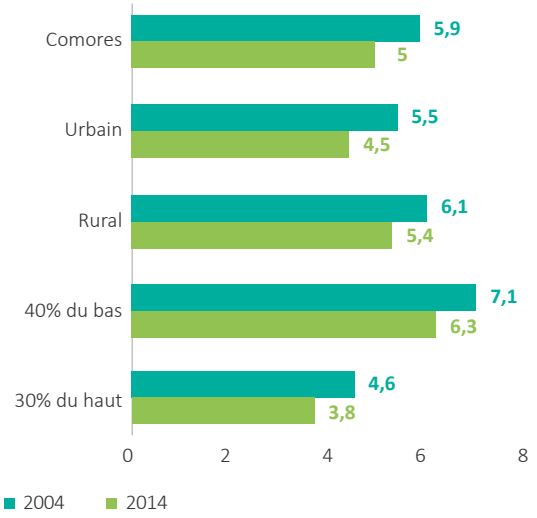
Source : Calculs du personnel à partir de l'IDM

64. Entre 2004 et 2014, l'un des principaux facteurs de réduction de la pauvreté aux Comores a été la réduction de la taille des familles, mais l'impact aurait pu être plus important si la fécondité avait baissé à un rythme plus rapide. Les taux de fécondité restent élevés (environ 4,3 par femme), ce qui se traduit par des ménages de grande taille, avec des variations selon les niveaux de revenus et les zones géographiques. Les ménages pauvres aux Comores sont généralement de plus grande taille, avec une moyenne de six membres contre une moyenne de quatre membres dans les ménages non pauvres, et ont plus d'enfants.[89] Entre 2004 et 2014, la taille des ménages dans les 40 pour cent au bas de la distribution de la consommation est passée de 7,3 à 6,3 personnes tandis que celle des ménages des 30 pour cent au haut de la distribution est passée de 4,6 à 3,8 personnes (voir Figure 20). Les ménages ruraux sont de plus grande taille que les ménages urbains, mais la taille des ménages dans ces deux catégories a diminué, la taille des ménages ruraux passant de 6,1 individus en 2004 à 5,4 en 2014 et celle des ménages urbains passant de 5,5 individus en 2004 à 4,5 en 2014. La structure démographique des ménages comoriens a connu une légère augmentation du taux de dépendance (c'est-à-dire la proportion d'enfants et de membres âgés de la famille par rapport aux adultes en âge de travailler). On observe une tendance similaire dans tous les ménages, peu importe leur origine urbaine/rurale ou leur revenu. Les taux de dépendance sont les plus élevés parmi les pauvres.

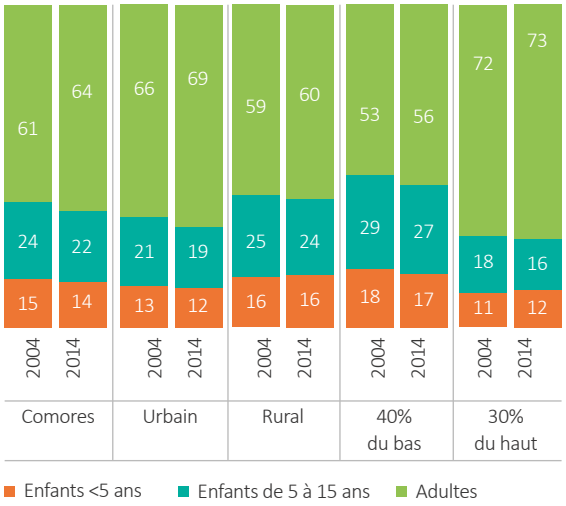
[89] Lorsque le ménage est de plus grande taille, les niveaux de consommation baisse et les niveaux de pauvreté augmentent parce qu'un plus grand nombre d'enfants et de dépendants compromettent la capacité des ménages pauvres à couvrir les besoins alimentaires de base. Par ailleurs, les ménages pauvres ont souvent tendance à avoir plus d'enfants à titre de stratégie d'assurance contre la mortalité infantile, ce qui les enferme dans le cercle vicieux de la pauvreté.

Figure 20: Structure démographique Comores

a. Taille des ménages, 2004-2014 (nombre d'individus)



b. Structure démographique des ménages, 2004-2014 (parts des individus au sein des ménages des Comores)



Sources: Panel a: EIM 2004, Panel b: EESIC 2014.

65. Malgré des disparités évidentes dans la répartition du bien-être entre les groupes sociodémographiques et les régions géographiques, la plupart des inégalités existantes aux Comores se situent au sein des groupes. Une décomposition de l'inégalité par attributs des ménages indique que 7 pour cent de l'inégalité de la consommation par habitant est attribuable au niveau d'instruction du chef de ménage, 5 pour cent aux différences de composition démographique des ménages et 5 pour cent au secteur d'emploi du chef de ménage (voir Annexe 6). Les inégalités entre milieu urbain et rural expliquent 3 pour cent de l'inégalité globale, tandis que les disparités entre les îles des Comores n'ont qu'une contribution marginale. Les inégalités restantes s'expliquent au sein des groupes et pourraient résulter des politiques sociales existantes, de la structure du marché du travail et de ses besoins, et de la forte dépendance de certains ménages à l'égard des envois de fonds.

66. La persistance intergénérationnelle de la pauvreté et de l'inégalité est principalement due à la région de naissance d'une personne. Environ un cinquième de l'inégalité totale en matière de consommation est dû à l'inégalité des chances liée à la situation observée des ménages comoriens. Il s'agit d'une part assez importante par rapport aux autres pays d'Afrique subsaharienne.[90] Les inégalités de chances sont nettement plus marquées en milieu rural et sont déterminées par la région

[90] Près de 19 pour cent des inégalités de consommation aux Comores peuvent être attribuées à l'inégalité des chances. Cette part est assez significative par rapport aux normes de l'ASS, où l'inégalité des chances est estimée à 12 pour cent au Ghana, 15 pour cent en Côte d'Ivoire, 19 pour cent en Tanzanie et 21 pour cent à Madagascar. Toutefois, la part des Comores dans l'inégalité des chances au sein de l'inégalité de consommation reste inférieure aux niveaux observés en Amérique latine, où l'on a constaté que les parts d'inégalité de la consommation varient entre 24 pour cent en Colombie et 39 pour cent au Panama.

d'origine de l'individu, ce qui indique le rôle important joué par les lieux de naissance quant aux opportunités qu'une personne peut avoir. L'importance des caractéristiques des communautés locales dans l'explication des disparités en termes de distribution des retours et d'inégalité des chances peut refléter l'instabilité politique passée et les effets de la concentration localisée du pouvoir politique et des ressources économiques. Ce constat peut aussi expliquer pourquoi un historique de migration interne (voir la Figure 10) tend à être associé à une réduction de la pauvreté.

67. L'inégalité serait plus grande aux Comores sans la politique fiscale,[91] mais les Comores restent un pays où l'inégalité des revenus après impôt est élevée. Les dépenses en nature représentent plus de 90 pour cent de la réduction totale des inégalités due aux activités fiscales et 90 pour cent de ces dépenses fiscales en nature sont destinées à l'éducation.[92] L'administration et les prestations du système de santé public (à l'exclusion des hôpitaux nationaux de référence) et du système d'enseignement public (à l'exclusion de l'enseignement supérieur) sont déléguées aux îles ; le financement de ces dépenses provient de transferts sans allocation spécifiée de l'autorité budgétaire de l'Union.[93] L'impact positif des dépenses de santé et d'éducation des services de santé et d'éducation en nature sur l'inégalité par île est le plus élevé sur l'île avec le moins d'inégalité au départ (Mohéli).

Faiblesse du capital humain et taux de fécondité élevé : moteurs de la pauvreté

68. Les résultats en matière de pauvreté et d'équité aux Comores sont également le résultat de faibles niveaux d'investissements publics dans l'éducation et les services de santé. Le revenu moyen par habitant d'un pays et son investissement en capital humain sont fortement corrélés, ce qui reflète une causalité à double sens : le capital humain contribue à la production, mais les pays plus riches peuvent aussi investir davantage dans leurs enfants. La pauvreté est fonction à la fois du niveau moyen de revenu et de la distribution des revenus entre les ménages. Dans la pratique, c'est chez les enfants les plus pauvres que l'investissement tend à être le plus insuffisant, et c'est donc ce groupe qui est le plus susceptible de bénéficier d'une augmentation de l'investissement en capital humain. En pourcentage du PIB, les investissements dans la santé et l'éducation sont faibles aux Comores par rapport à d'autres pays (voir Figure 21), la masse salariale absorbant une part importante des dépenses publiques dans ces deux secteurs. Les coûts des services sont souvent absorbés en tant que dépenses payées directement par les

[91] L'analyse de l'incidence de la politique budgétaire dans l'évaluation de la pauvreté aux Comores révèle que la politique budgétaire sous forme d'impôts directs et indirects et de dépenses en nature pour les services de santé et d'éducation conduit à une réduction du coefficient de Gini d'environ 3,3 points (Banque mondiale, 2017a). L'analyse est basée sur une évaluation de l'équité en matière d'engagement (CEQ), qui compare les distributions de revenus avant et après l'exercice, en utilisant les données de l'ESSIC 2014 et les rapports budgétaires pour la même année. Les transferts en nature de services d'éducation et de santé ont le plus grand impact sur l'inégalité. L'impact des impôts directs et indirects est mitigé. Dans l'ensemble, si l'on exclut les transferts en nature, la politique budgétaire augmente le nombre de pauvres, tandis que la plupart des ménages pauvres sont des contributeurs nets au système fiscal.

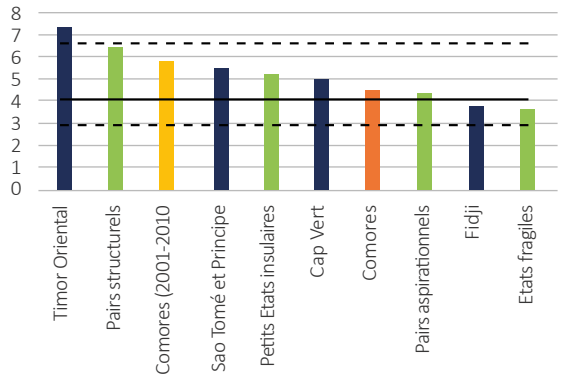
[92] Voir Banque mondiale (2015).

[93] Voir Banque mondiale (2015).

ménages, ce qui fait que les pauvres ont un accès particulièrement faible aux services de santé.[94] Lorsque les ménages les plus pauvres reçoivent des envois de fonds, ils les utilisent payer la scolarisation et les soins de santé pour leurs enfants.

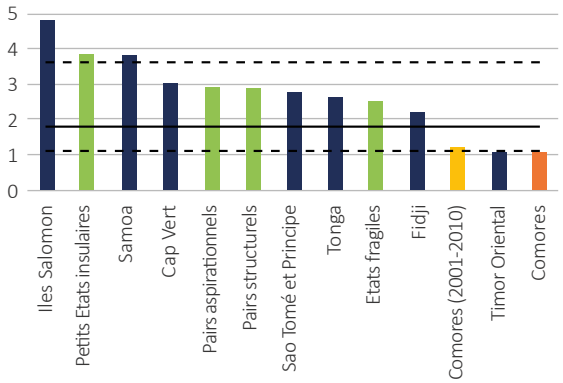
Figure 21: Dépenses publiques sur la santé et l'éducation, Comores et comparateurs

a. Dépenses publiques sur l'éducation en % du PIB (2011-2017)



-- 80ème percentile revenu moyen inférieur — Moyenne de l'ASS
-- 20ème percentile revenu moyen inférieur

b. Dépenses publiques sur la santé en % du PIB (2011-2017)



-- 80ème percentile revenu moyen inférieur — Moyenne de l'ASS
-- 20ème percentile revenu moyen inférieur

Source : Calculs du personnel à partir de l'IDM

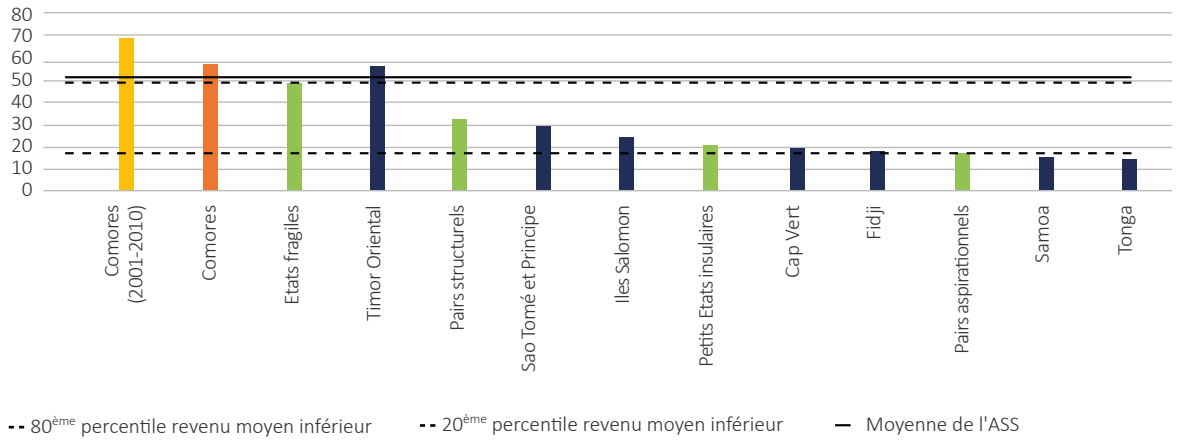
69. Le capital humain des Comores est inférieur à celui des autres pays à revenu moyen inférieur, ce qui compromet le potentiel de revenus de la prochaine génération (voir Tableau 5). En 2018, la Banque mondiale a lancé un projet sur le capital humain et l'Indice du capital humain (ICH), qui mesure le volume de capital humain qu'un enfant né aujourd'hui peut espérer atteindre à 18 ans (voir Encadré 4 sur la méthodologie de l'indice). Avec un indice global de 0,41, les Comores obtiennent de meilleurs résultats que la moyenne des pays à faible revenu (0,38) mais en dessous de la moyenne des pays à revenu moyen inférieur (0,48). En comparaison avec les pays à revenu moyen inférieur, les Comores accusent le plus de retard sur le nombre d'années de scolarité attendues (8,4 contre 10,4 ans), les taux de survie des adultes (78 contre 81 pour cent) et la proportion d'enfants qui ne sont pas considérés comme en retard de croissance (69 contre 73 pour cent).[95] Les taux de mortalité infantile et juvénile aux Comores n'ont cessé de s'améliorer, s'établissant respectivement à 57 et 67 pour 1 000 naissances vivantes, mais ces taux restent élevés par rapport aux normes des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, des pays à revenu intermédiaire et des pays de comparaison (voir Figure 22).

[94] Banque mondiale. Assistance technique sur demande pour l'amélioration de la prestation de services (2016).

[95] Le retard de croissance mesure la proportion d'enfants qui sont anormalement petits pour leur âge. Il est généralement accepté comme un indicateur de substitution de l'environnement de la santé prénatale, infantile et de la petite enfance, et il résume les risques de santé que les enfants sont susceptibles de connaître au cours de leurs premières années - avec des conséquences importantes pour la santé et le bien-être à l'âge adulte.

Figure 22: Indicateurs 1 de santé et de bien-être, Comores et comparateurs

Taux de mortalité infantile (pour 1 000 naissances vivantes)



-- 80ème percentile revenu moyen inférieur -- 20ème percentile revenu moyen inférieur — Moyenne de l'ASS

Source : Calculs du personnel à partir de l'IDM.

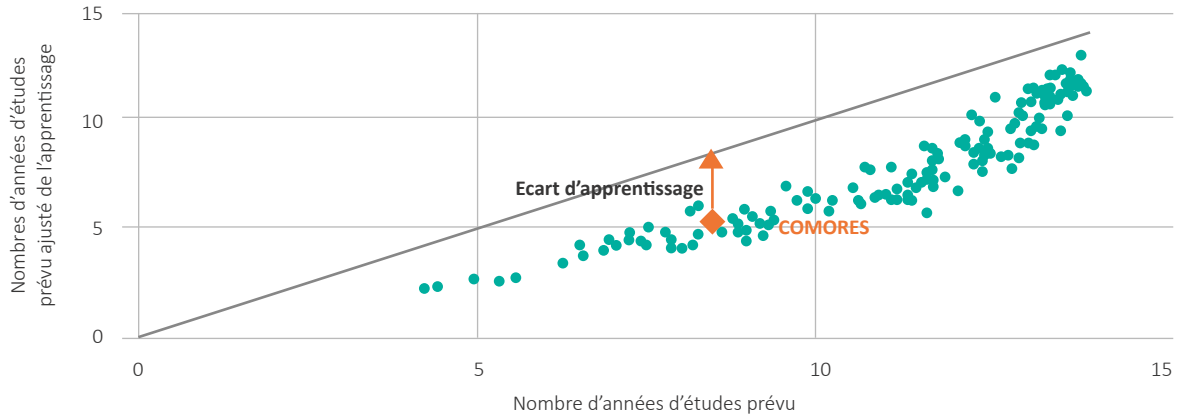
Table 5: Indice du capital humain et ses composantes par catégorie de revenu

INDICATEUR	COMORES	REVENU FAIBLE	REVENU MOYEN INFÉRIEUR	REVENU MOYEN SUPÉRIEUR	REVENU ÉLEVÉ
Composante 1 de l'ICH : Survie					
Probabilité de survie jusqu'à l'âge de 5 ans	0,931	0,929	0,961	0,983	0,995
Composante 2 de l'ICH : Scolarité					
Nombre d'années d'études attendues	8,4	7,8	10,4	11,7	13,3
Notes aux examens harmonisés	392	363	391	428	506
Composante 3 de l'ICH : Santé					
Taux de survie à 60 ans des personnes de 15 ans	0,778	0,745	0,807	0,863	0,923
Proportions d'enfants de moins de 5 ans sans retard de croissance	0,689	0,658	0,730	0,869	0,935
Indice du capital humain (ICH)	**0,41**	**0,38**	**0,48**	**0,58**	**0,74**

70. Malgré des progrès importants en matière de scolarisation, les enfants comoriens passent aujourd'hui trop peu de temps à l'école et apprennent encore moins. Depuis 2000, les taux de scolarisation dans l'enseignement secondaire ont doublé, passant d'environ 35 pour cent à près de 70 pour cent. Pourtant, les taux de scolarisation du pays restent inférieurs à ceux des pairs aspirationnels (91 pour cent en moyenne)[96] et, avec 8,5 années d'études attendues, les enfants comoriens passent deux ans de moins à l'école que les enfants des autres pays à revenu intermédiaire inférieur. De plus, l'augmentation de la scolarisation ne se traduit pas toujours par une augmentation de l'apprentissage.[97] Selon le PASEC, l'évaluation régionale de l'apprentissage,[98] seuls 30 pour cent des élèves de CM1 acquièrent des compétences de base. En conséquence, lorsque l'on ajuste les années de scolarité en fonction de la qualité de l'apprentissage, les enfants comoriens d'aujourd'hui ne passent que 5,3 années à l'école (voir Figure 23).

Figure 23: Ecart d'apprentissage

Nombre d'années d'études prévu rajusté en fonction de l'apprentissage par rapport au nombre d'années d'études prévu



Source: WB's Human Capital Index 2018

[96] Filmer et al. (2018)

[97] L'augmentation de l'effectif des classes, la faiblesse de la formation et du suivi des enseignants et le manque de financement pour le fonctionnement entraînent une baisse de l'efficacité et des résultats scolaires. Un diagnostic sectoriel (« RESEN ») mené par le Ministère de l'Education, en collaboration avec les bailleurs de fonds, a révélé de sérieuses limites dans le développement professionnel des enseignants (formation initiale et continue), le suivi de la performance des enseignants et l'évaluation des acquis des élèves. Le financement des frais de fonctionnement des écoles est également insuffisant, notamment en ce qui concerne le matériel pédagogique. Enfin, l'effectif moyen des classes dans l'enseignement primaire a été estimé à 31 élèves en 2017, et à 14 élèves seulement dans le secondaire, ce qui a entraîné une certaine inefficacité dans les écoles parce que les enseignants ne sont pas utilisés à leur pleine capacité au niveau secondaire.

[98] D'après les données autodéclarées récentes, seuls 37 pour cent des jeunes de 15 à 19 ans savaient lire. Cela représente moins de la moitié de la moyenne régionale (77 pour cent) et place les Comores bien en dessous du Tchad, du Niger et du Mali, sans parler des pays de comparaison tels que le Cap Vert. En termes d'heures consacrées à l'enseignement, les Comores ne disposent que d'environ 630 heures programmées au niveau primaire. C'est à l'extrémité inférieure de la distribution.

Encadré 4: Qu'est-ce qui constitue le capital humain et comment le mesurer ?

En 2018, la Banque mondiale a lancé son projet de capital humain. En se basant sur l'état actuel des données factuelles académiques sur la relation entre le capital humain, la croissance et la pauvreté, une nouvelle mesure a été élaborée - l'Indice du capital humain (ICH) - qui exprime la productivité attendue de la prochaine génération de travailleurs en fonction des résultats d'éducation et de santé dans un pays aujourd'hui.

L'ICH est plus élevé en moyenne dans les pays riches que dans les pays pauvres et varie de 0,3 à 0,9 environ. Les unités de l'ICH ont la même interprétation que les composantes mesurées en termes de productivité relative. Les Comores ont un ICH de 0,41. Un score de 0,41 signifie que si les conditions actuelles d'éducation et de santé aux Comores persistent, un enfant né aujourd'hui ne sera que 41 pour cent aussi productif qu'il aurait pu l'être s'il avait bénéficié d'une éducation complète et d'une bonne santé.

L'ICH est composé de cinq indicateurs : la probabilité de survie jusqu'à l'âge de cinq ans, le nombre d'années de scolarité attendues d'un enfant, un score aux tests harmonisé comme mesure de la qualité de l'apprentissage, le taux de survie des adultes (proportion des 15 ans qui survivront jusqu'à 60 ans) et la proportion des enfants sans retard de croissance.
Les composantes de l'ICH sont combinées en un seul indice en les convertissant d'abord en contributions à la productivité. En multipliant ces contributions à la productivité, on obtient l'ICH global. L'ICH indique sous forme compilée à quel point les enfants nés aujourd'hui seront productifs en tant que membres de la main-d'œuvre future, compte tenu des risques pour l'éducation et la santé compilés dans les composantes. L'ICH est mesuré en unités de productivité par rapport à un benchmark pour une éducation complète et une santé complète.

Le lien entre chaque indicateur et la productivité est comme suit :

- **Probabilité de survie :** les enfants qui ne survivent pas à l'enfance ne deviennent jamais des adultes productifs. Par conséquent, la productivité attendue en tant que futur travailleur d'un enfant né aujourd'hui est réduite d'un facteur égal au taux de survie, par rapport au benchmark de survie de tous les enfants.

- **Années et qualité de l'éducation :** L'interprétation de la productivité relative des indicateurs de l'éducation est ancrée dans la vaste littérature empirique qui mesure le rendement de l'éducation au niveau individuel. On s'entend généralement pour dire qu'une année d'études supplémentaire entraine une augmentation d'environ 8 pour cent des gains. Ces données peuvent être utilisées pour convertir les différences entre les années d'études corrigées de l'apprentissage entre pays en différences de productivité des travailleurs. Par exemple, par rapport à un benchmark d'achèvement de 14 années d'études à l'âge de 18 ans pour tous les enfants, un enfant qui n'achève que 9 ans d'études peut s'attendre à être 40 pour cent moins productif à l'âge adulte (un écart de 5 ans d'études, multiplié par 8 pour cent par année).

- **Résultats en matière de santé, avec le retard de croissance comme indicateur de substitution :** Les gens sont plus productifs lorsqu'ils sont en meilleure santé. La littérature économique utilise souvent des indicateurs de substitution de la santé tels que la taille à l'âge adulte. En effet, la taille à l'âge adulte peut être mesurée directement et reflète l'accumulation des chocs sur la santé durant l'enfance et l'adolescence. Le retard de croissance sert d'indicateur dans le cadre de la santé prénatale, infantile et de la petite enfance, résumant les risques de santé que les enfants nés aujourd'hui peuvent connaître dans leurs premières années, avec des conséquences importantes pour leur santé et leur bien-être à l'âge adulte. Les données disponibles indiquent qu'une amélioration de la santé entrainant une baisse de 10,2 points de pourcentage du retard de croissance se traduira par une amélioration de 3,5 pour cent de la productivité des travailleurs.

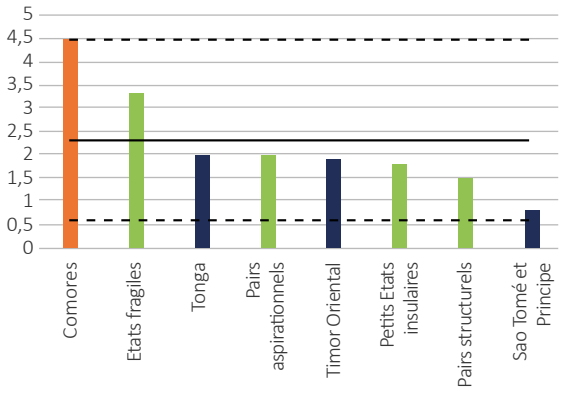
Source: Staff calculations using WDI.

71. Il existe un écart évident entre les sexes en ce qui concerne le niveau d'instruction. Aux Comores, les taux d'achèvement des études des filles sont inférieurs à ceux des garçons. Les taux d'achèvement du cycle primaire sont de l'ordre de 90 pour cent pour les garçons contre 70 pour cent pour les filles. Les mariages précoces et les grossesses d'adolescentes pourraient être l'une des raisons du faible taux d'achèvement des études chez les filles. Les grossesses d'adolescentes sont plus fréquentes aux Comores que dans d'autres petits États insulaires et deux à trois fois plus nombreuses que dans les pairs aspirationnels (sauf au Cap Vert). Alors que l'âge minimum légal du mariage est fixé à 18 ans pour les hommes et les femmes, le Code de la famille donne aux juges le droit d'autoriser les filles et les garçons à se marier plus tôt pour des motifs sérieux et valables, avec le consentement mutuel du futur époux.

72. De mauvais résultats en rapport au retard de croissance, en particulier chez les ruraux pauvres, indique l'existence de carences nutritionnelles chroniques. Sur 100 enfants qui grandissent aux Comores, 31 souffrent de retard de croissance et risquent donc d'être affectés de limites cognitives et physiques qui peuvent durer toute une vie et compromettre le potentiel à long terme non seulement de l'individu mais de la société dans son ensemble. La proportion d'enfants souffrant d'un retard de croissance sévère atteint 19,4 pour cent en milieu rural, contre 17,2 pour cent en milieu urbain. Alors que les résultats en matière de santé sont relativement bien répartis, les résultats en matière de sous-nutrition (insuffisance pondérale à la naissance, retard de croissance, insuffisance pondérale et émaciation) sont concentrés parmi les plus démunis et en particulier dans le premier quintile du bas de la distribution des revenus. Ces mauvais résultats s'expliquent en partie par l'absence d'interventions nutritionnelles et un faible taux d'allaitement maternel exclusif (12 pour cent en 2012 et sur tendance décroissante au cours des cinq dernières années). Et, bien que le recours à la réhydratation orale augmente, le taux reste inférieur à 60 pour cent.

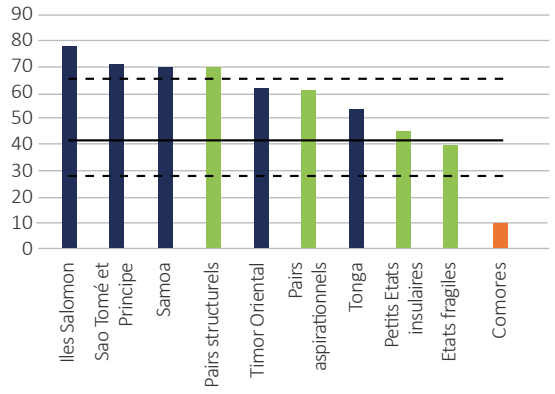
Figure 24: Indicateurs de santé et de bien-être, Comores et comparateurs

a. Prévalence d'émaciation sévère, poids pour la taille (% d'enfants de moins de 5 ans) (2011-2017)



— Moyenne de l'ASS -- 20ème percentile revenu moyen inférieur -- 80ème percentile revenu moyen inférieur

b. Allaitement maternel exclusif (% d'enfants de moins de 6 mois) (2011-2017)



— Moyenne de l'ASS -- 20ème percentile revenu moyen inférieur -- 80ème percentile revenu moyen inférieur

Source : Calculs du personnel à partir de l'IDM

73. Le retard de croissance à l'enfance est associé à des répercussions néfastes tout au long du cycle de vie. Il a été démontré que la sous-alimentation et les maladies à a source du retard de croissance entravent le développement du cerveau, ce qui entraîne une diminution des compétences cognitives et socio-émotionnelles, une baisse du niveau d'instruction et, partant, des revenus. Il est alors plus probable que des problèmes de santé liés aux maladies non transmissibles se produisent plus tard dans la vie, ce qui entraîne une augmentation des coûts des soins de santé. Les taux de survie des adultes relativement faibles observés aux Comores peuvent être le résultat de ce démarrage difficile en début de vie et d'un modèle de prestation de services de santé qui donne la priorité à ceux qui peuvent payer les soins de santé de leur propre poche.

74. Les taux de fécondité élevés sont un autre facteur de pauvreté, mais l'intensification des efforts de planification familiale aux Comores pourrait se heurter à des barrières culturelles. A 32,3 pour cent, les besoins de contraception non satisfait (en pourcentage des femmes mariées en âge de procréer) est supérieur à la moyenne subsaharienne (24,9 pour cent). Les programmes de planification familiale se sont avérés efficaces dans les pays où le nombre d'enfants souhaité est nettement inférieur au nombre d'enfants observé. Aux Comores, cependant, le nombre d'enfants souhaité[99] - tel qu'indiqué par les hommes et les femmes - est plus élevé que le nombre observé de 4,3 enfants par femme en 2012. Ce constat vaut pour toutes les catégories de revenu et le nombre d'enfants souhaité a augmenté au fil du temps : en 1995, 60 pour indiquaient vouloir

[99] La fécondité s'est généralement révélée sensible à la mise en œuvre de la planification familiale dans les pays en développement (de Silva et Tenreyro, 2017). En utilisant les données de l'EDS sur l'exposition aux messages de planification familiale, une association négative significative entre le changement en matière de fécondité et l'exposition aux messages de planification familiale après contrôle des autres covariables a été constatée, ce qui suggère que le retard dans la mise en œuvre des programmes de planification familiale en Afrique explique largement le déclin tardif de la fécondité dans la région.

moins d'enfants mais, en 2012, ce chiffre était tombé à 50 pour cent. En 2012, les hommes aux Comores aspirent à avoir en moyenne 5,7 enfants, les femmes 5,3.

75. Il y a plus de chance de faire baisser les taux de fécondité en comblant l'écart entre les sexes en matière d'éducation et en augmentant la participation des femmes au marché du travail. Le nombre d'enfants que les femmes désirent a tendance à varier considérablement selon le niveau d'instruction de la femme : aux Comores, les femmes sans instruction déclarent un nombre souhaité d'enfants de 6,1 contre 4,7 pour les femmes ayant fait des études secondaires. Les données mondiales indiquent que le maintien des filles plus longtemps à l'école pourrait être un facteur plus important d'ajustement des préférences en matière de fécondité que les efforts de planification familiale. En outre, avec 33 pour cent de la population en âge de travailler, la participation des femmes à la population active est l'une des plus faibles de la région. Au fur et à mesure que les femmes entrent sur le marché du travail, le coût d'opportunité d'avoir des enfants augmente, ce qui conduit généralement à des taux de fécondité plus faibles.

COMPRENDRE LA FAIBLE PERFORMANCE DES COMORES EN MATIÈRE DE CROISSANCE

> *Premièrement, la hausse du chômage. Pourtant les diplômés sont là, mais le problème est que les Comores ne possèdent pas des grands débouchés dans tous les secteurs. Deuxièmement, le manque d'infrastructures que ce soit routières, portuaires ou touristiques. Par ailleurs, le pays demeure encore riche dans tous les domaines. Il n'est pas exploité. Il est vierge.*[100]

76. Après l'indépendance, la croissance économique des Comores s'est d'abord caractérisée par une forte volatilité, avant de se stabiliser à un niveau faible après 2001. La déclaration d'indépendance des Comores en 1975 a été suivie de tensions sociopolitiques répétées, notamment de changements de gouvernement anticonstitutionnels. Les périodes d'instabilité politique se sont accompagnées d'une contraction de la croissance.[101] A la suite de l'adoption d'une nouvelle constitution au début des années 2000, le nombre de crises politiques a diminué, ce qui a atténué la volatilité du modèle de croissance, mais conformément aux expériences de croissance d'autres pays politiquement fragiles, la croissance s'est stabilisée à un faible niveau (voir Figure 25).[102] Entre 2001 et 2017, le taux de croissance réel moyen du PIB par habitant a été de 0,3, ce qui montre également que le rythme de croissance de l'économie n'a pas pu clairement dépassé celui de la population.

---

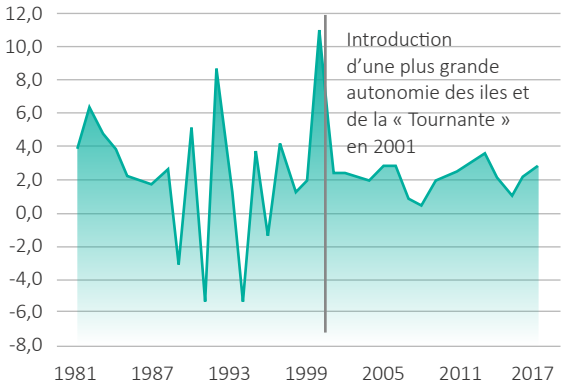
[100] Citation d'un répondant à une consultation en ligne sur Facebook : « D'abord, la hausse du chômage. Les gens ont des diplômes, mais le problème est que les Comores n'ont pas beaucoup de possibilités d'emploi dans de nombreux secteurs. Deuxièmement, le manque d'infrastructures, qu'il s'agisse de routes, de ports ou de tourisme. Troisièmement, la mauvaise gouvernance dans le pays ; je veux dire par là que le népotisme ne cesse de croître. Au-delà, le pays reste riche dans de nombreux domaines, il reste inutilisé, il est encore vierge. »

[101] Un document de référence rédigé pour ce rapport (De Filho et Diaz-Sanchez, 2018) constate que l'instabilité politique tend à affecter négativement la croissance du PIB par habitant et que l'impact est plus fort dans les pays fragiles à faible revenu.

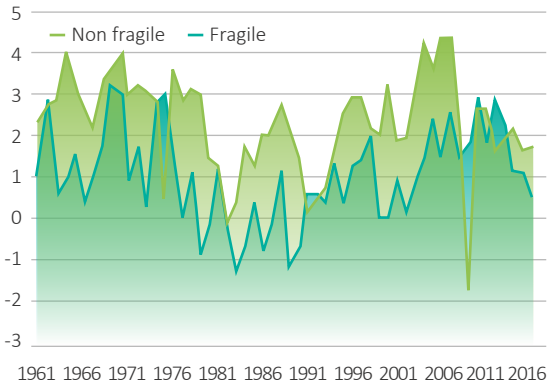
[102] Il existe une abondante littérature documentant les effets négatifs de l'instabilité politique sur un large éventail de variables macroéconomiques, y compris la croissance du PIB, l'investissement privé et l'inflation. Alesina et ses collaborateurs (1996) utilisent des données de 113 pays entre 1950 et 1982 pour montrer que la croissance du PIB est nettement plus faible dans les pays et les périodes où la propension à l'effondrement du gouvernement est élevée. Aisen et Veiga (2013) constatent qu'une plus grande instabilité politique entraîne une baisse de la croissance économique en réduisant les taux de croissance de la productivité et, dans une moindre mesure, l'accumulation de capital physique et humain.

Figure 25: Impact de la stabilité politique sur la croissance

a. Croissance du PIB des Comores (% annuel), 1981-2017



b. Croissance du PIB par habitant (%) : Moyennes pour les pays non fragiles et fragiles

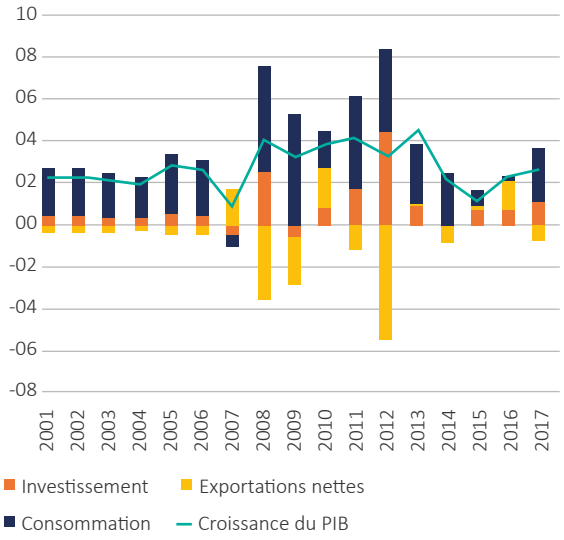


Source: IDM

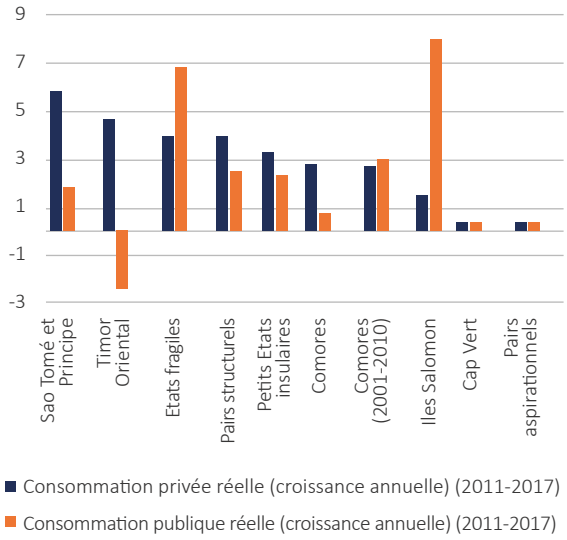
77. Du côté de la demande, la croissance a été largement tirée par la consommation privée, reflétant les niveaux élevés de transferts en provenance de l'étranger (voir Figure 26). Depuis 2001, la consommation représente le principal facteur de croissance. Bien que la consommation publique ait également augmenté, c'est la consommation privée qui a tiré la croissance économique, alimentée par les envois de fonds. Les envois de fonds ont augmenté - en termes absolus et en proportion du PIB - au cours des deux dernières décennies. Les envois de fonds personnels reçus représentaient en moyenne 12 pour cent du PIB entre 2011 et 2017 et sont élevés par rapport à la moyenne de l'Afrique subsaharienne (4,9 pour cent) et des autres pays de la région (5 pour cent) et aux autres pays de comparaison (par exemple, les États fragiles et les petits Etats insulaires avec 7,7 pour cent et 7 pour cent, respectivement). La contribution des investissements à la croissance a été faible, parfois négative et volatile. En 2015, l'Investissement direct étranger (IDE) représentait moins de 1 pour cent du PIB, bien en deçà des investissements structurels (5,4 pour cent sur la période 2011-2017). Les exportations nettes ont contribué négativement à la croissance pendant la plupart des années depuis 2001.

Figure 26: Facteurs de la croissance du PIB du côté de la demande

a. Comores : Contribution à la croissance du PIB - côté demande



b. Comores : Consommation privée et publique (Croissance annuelle)



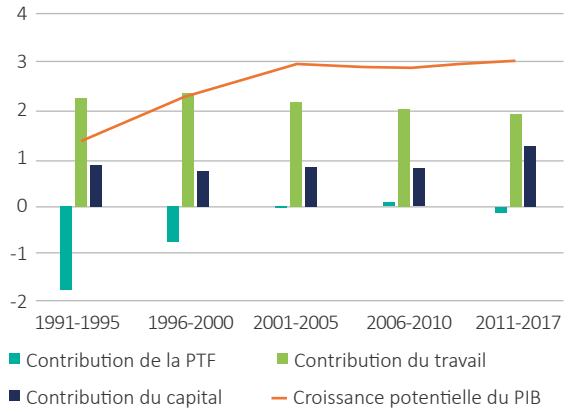
Source : Calculs du personnel sur la base des comptes nationaux révisés

78. Du côté de l'offre, la main-d'œuvre a traditionnellement été le principal facteur de croissance (voir Figure 27). Aux Comores, la croissance de la population en âge de travailler a été le principal facteur de croissance économique chaque année pendant le dernier quart du siècle. Les faibles niveaux de croissance du capital ont très peu contribué à la croissance économique et ont généré de faibles gains de productivité dans l'économie, ce qui compromet de manière inquiétante la croissance future. Dans l'ensemble, la croissance de la Productivité total des facteurs (PTF) a été négligeable, voire négative depuis quelques années.

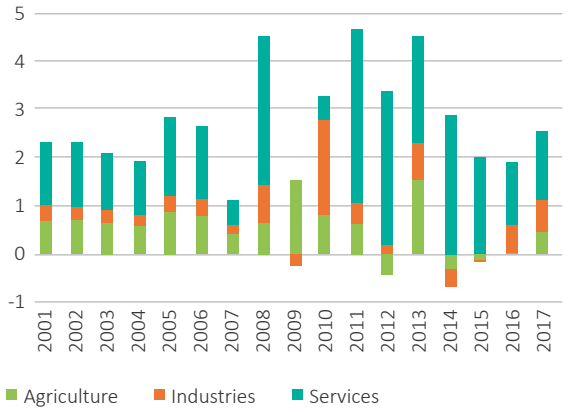
79. La contribution sectorielle à la croissance commence à se modifier en faveur du secteur des services. La croissance aux Comores a traditionnellement été tirée par l'agriculture, mais ces dernières années, les services ont joué un rôle plus important, indiquant un début de transformation structurelle de l'économie comorienne. Entre 2001 et 2017, le secteur des services a connu une croissance annuelle moyenne de 2,6 pour cent (bien qu'inférieure à celle de ses pairs structurels) et a été de loin le principal facteur de croissance. Entre 2004 et 2014, l'emploi dans le secteur agricole a diminué de près de 20 points de pourcentage (il représentait 57 pour cent en 2004 contre 38 pour cent en 2014), alors que l'emploi dans tous les autres secteurs (industrie et services) a augmenté.

Figure 27: Offre et facteurs sectoriels de la croissance du PIB aux Comores

a. Comores : Contribution des facteurs à la croissance potentielle du PIB



b. Contribution Sectorielle à la croissance (en %)



Source : Calculs du personnel à partir des comptes nationaux révisés des Comores et de l'IDM

Que faudrait-il pour que les Comores échappent à cet équilibre en faible croissance ?

80. Le gouvernement comorien s'est fixé l'objectif ambitieux de « l'émergence » d'ici 2030, un objectif qu'il espère atteindre grâce à une croissance annuelle du PIB réel de 6 pour cent.[103] Cependant, les simulations indiquent que cette « émergence », si elle est définie comme le fait d'atteindre le statut de revenu intermédiaire, nécessitera un objectif de croissance beaucoup plus ambitieux que 6 pour cent. Pour atteindre le statut de pays à revenu intermédiaire d'ici 2030, le PIB réel des Comores devrait croître de 12 pour cent par an, un taux de croissance qu'aucun pays ne pourra jamais maintenir pendant plus quelques années. Par exemple, la Chine, la Thaïlande et la Malaisie ont connu des taux de croissance supérieurs à 10 pour cent, mais seulement pendant trois ou quatre années consécutives (dans les années 2000, à la fin des années 1980 et au début des années 1970, respectivement). En supposant un taux de croissance du PIB réel de 4 pour cent , ce qui est conforme à la croissance moyenne observée pour l'Afrique subsaharienne et pour les autres pays de la région au cours de la dernière décennie, les Comores devraient soit augmenter leur population active de 4,2 pour cent par an (contre 2,8 pour cent en moyenne au cours des 10 dernières années), soit constituer un capital de 6,9 pour cent annuellement (contre 3,6 pour cent en moyenne pendant les 10 dernières années) soit encore augmenter leur productivité totale annuelle par facteur de 1 pour cent . Dans la section qui suit, nous examinons les obstacles qui s'opposent actuellement à l'un ou l'autre de ces facteurs qui contribuent davantage à la croissance.

[103] Le gouvernement a récemment mis à jour sa Stratégie de croissance accélérée pour le développement durable ou SCA2D révisée (Commissariat Général au Plan, 2018) qui vise à soutenir ses objectifs 2030. Le plan se concentre sur les infrastructures clés dans les domaines de l'énergie, des transports (en particulier les routes) et de la santé.

Contribution du capital

81. Des années de faibles taux d'investissement public et privé ont entravé l'accumulation de capital aux Comores et affecté la connectivité à l'intérieur et entre les îles (voir Figure 28). Sur la période 2011-2017, l'investissement total aux Comores a représenté 16,1 pour cent du PIB. Ce pourcentage était très inférieur à celui des pairs structurels (22,9 pour cent) et à la moyenne de l'Afrique subsaharienne (23,1 pour cent). Environ la moitié de l'investissement total est publique (7,4 pour cent) et seulement 8,7 pour cent est privé, très loin de la moyenne de l'Afrique subsaharienne (20,8 pour cent). En conséquence, le stock de capital des Comores est très faible par rapport à celui de ses pairs en termes structurels ou d'aspiration.

82. L'épargne et l'investissement publics sont limités par la faiblesse des recettes intérieures et une composition budgétaire fortement orientée vers la consommation (c'est-à-dire les dépenses récurrentes en salaires). Les ressources disponibles pour accroître l'investissement public sont limitées par la faiblesse du recouvrement des recettes (Encadré 5). Les recettes intérieures des Comores ont représenté en moyenne 17,2 pour cent du PIB sur la période 2011-2017, un pourcentage bien inférieur à celui des pays de comparaison structurels (45,3 pour cent) et inférieur à la moyenne des pays subsahariens (22,5 pour cent). Une masse salariale qui consomme 69,3 pour cent des recettes fiscales (sur 2011-2017), plus élevée que celle de la plupart des pairs en termes structurels ou d'aspiration, laisse peu de place aux investissements. En outre, le budget d'investissement est généralement réduit en période de pénurie pour répondre aux besoins de dépenses récurrentes, comme cela s'est produit tout récemment en 2014, lorsque le budget d'investissement intérieur a diminué de 58 pour cent.[104] Enfin, les changements forcés répétés de gouvernements ont entraîné une interruption constante et un manque de continuité dans les projets d'investissement.[105]

Encadré 5: Domaines de réforme de la politique fiscale et de l'administration fiscale

Des progrès importants en termes de réformes et de performance ont été réalisés dans le domaine douanier. Toutefois, l'Administration Générale des Impôts des Domaines (AGID) est à la traîne. Parmi les principaux défis auxquels l'AGID est confrontée, on peut citer : (i) s'attaquer au problème du manque de normalisation des pratiques comptables ; (ii) créer des incitations pour influencer le comportement des entreprises publiques vis-à-vis de leurs obligations fiscales ; (iii) augmenter le très faible taux d'enregistrement des contribuables et des domaines imposables ; (iv) lutter contre la prédominance des transactions en espèces ; (v) s'attaquer au problème de faible interopérabilité des

[104] Il n'y a pas de réponse analogue au budget d'investissement en période de prospérité. Cette asymétrie se retrouve également dans d'autres pays et régions du monde (voir par exemple Gavin et Perotti (1997) pour l'Amérique latine et Dessus, Diaz-Sanchez et Varoudakis (2016) pour l'UEMOA).

[105] La faiblesse des capacités gouvernementales et la mauvaise planification à moyen terme ont affecté le taux d'exécution du programme d'investissement public, qui s'est maintenu à environ 45 pour cent ces dernières années.

systèmes de gestion fiscale (cas des douanes, banques et numéro d'identification fiscale) et (vi) améliorer la fiabilité du cadastre. En ce qui concerne l'administration douanière, un domaine important de la réforme consiste à déployer entièrement SYDONIA World dans le but d'activer les modules nécessaires pour obtenir une bonne administration de la valeur et une bonne gestion des risques.

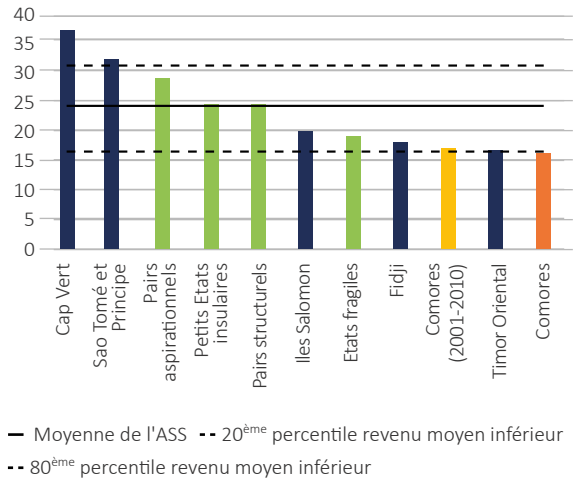
Avec la prolifération incontrôlée des exonérations ces dernières années, une révision des exonérations devrait être au cœur du nouveau code des investissements. En effet, le code actuel des investissements présente d'importantes problématiques auxquelles il faudrait s'attaquer, notamment le manque de transparence, un pouvoir discrétionnaire important, le risque d'abus, l'inégalité de traitement des entreprises, l'imprévisibilité, les coûts élevés en termes de recettes fiscales et douanières. La Banque mondiale a fourni un appui analytique et technique pour un nouveau code des investissements aux Comores. Le projet de loi n'a pas encore été soumis au Parlement par le gouvernement.

La réforme de la fiscalité indirecte présente certains risques, mais elle contribuerait à réduire les exonérations et sera essentielle dans le processus d'adhésion à l'OMC. Par rapport à la taxe à la consommation, la TVA ouvre des possibilités de fraude supplémentaires avec la création de crédits de TVA fictifs. Il en résulte un risque de pertes de recettes et de distorsions de la concurrence entre opérateurs versant dans la fraude et opérateurs faisant preuve de civisme. Par conséquent, l'introduction de la TVA dans une économie à faible valeur ajoutée pourrait sembler risquée. Toutefois, la perception en douane de plus des deux tiers des recettes de TVA limite fortement le risque de perte de recettes. En outre, l'introduction de la TVA supprime une cause majeure de la prolifération des exonérations. Enfin, l'application de la TVA est l'une des conditions actuellement en cours de négociation entre le gouvernement et l'OMC pour l'adhésion des Comores à l'OMC.

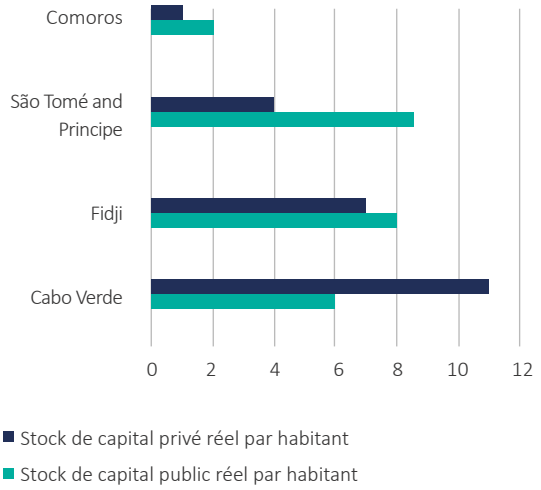
Toute réforme fiscale ne réussira en l'absence d'amélioration des relations entre l'État et les entreprises. Ainsi, l'accumulation des arriérés constitue un facteur d'opacité de la relation du gouvernement avec l'entreprise de télécommunications, qui est le plus grand collecteur d'impôts du pays. De même, l'État devrait renoncer à la discrétion dans les délais d'imposition. Enfin, des règles claires doivent être respectées pour l'application des procédures fiscales ; par exemple, les plans de contrôle doivent être définis en fonction de critères tirés d'une analyse des risques ; et la qualité des contrôles doit être essentielle pour réduire les comportements de fraude.

Figure 28: Investissement et accumulation de capital

a. Investissement (part du PIB nominal (2011 – 2017)



b. Stock réel public et privé par habitant, 2015 (211 USD ajusté de la PPA) milliers



Source : Premier panneau : Calculs du personnel à partir de l'IDM. Deuxième panneau : Base de données du FMI sur le stock de capital.

83. L'instabilité politique et la faiblesse de l'état de droit nuisent aux investissements du secteur privé. L'instabilité politique n'affecte pas seulement la continuité de l'investissement public, elle sape également la confiance des investisseurs privés. Les investissements privés étrangers et nationaux ont été faibles aux Comores. Avec une moyenne de 0,9 pour cent du PIB sur la période 2011-2017, les Comores ont attiré des IDE à des niveaux bien inférieurs à ceux de leurs pairs structurels (5,4 pour cent) et de l'Afrique subsaharienne (5,9 pour cent). Un faible respect de l'état de droit et des notes très faibles sur d'autres indicateurs de gouvernance - tels que la voix et la responsabilité, l'efficacité du gouvernement et la lutte contre la corruption - découragent les investisseurs privés des Comores et de l'étranger.

84. Sur le plan intérieur, l'investissement privé est également limité par la faible mobilisation de l'épargne privée et la faiblesse du secteur financier. L'épargne privée brute a représenté 4 pour cent du PIB en moyenne sur la période 2011-2017, bien en dessous de la moyenne de l'Afrique subsaharienne (13,6 pour cent) ou des autres États fragiles (11,2 pour cent). De même, à 13,9 pour cent du PIB, le crédit intérieur des Comores a été inférieur d'au moins 10 points de pourcentage à celui des pairs structurels et à la moyenne de l'Afrique subsaharienne ces dernières années (2011-2017).[106] Avec seulement 136 comptes bancaires pour 1 000 adultes, les Comores accusent un retard significatif en termes taux de pénétration par rapport à leurs pairs, mais se situent même derrière la moyenne de l'Afrique subsaharienne (332) et des pays à faible revenu (186).

[106] L'utilisation des services bancaires reste faible (9 pour cent de la population dispose d'un compte bancaire), principalement en raison d'un manque de confiance dans le secteur bancaire, mais aussi parce que les Comores sont une économie où le secteur informel occupe une grande place et où une part importante de la population est pauvre, et qui manque de revenus discrétionnaires qui pourraient être réservés pour une utilisation future et d'investissements jugés viables par les banques.

85. Une forte dépréciation des actifs dans le système bancaire menace la stabilité du secteur financier et limite l'accès du secteur privé au crédit. Même si le ratio de crédit privé par rapport au PIB a considérablement augmenté, passant de 5,7 pour cent en 2007 à 16,6 pour cent en 2017, il reste faible par rapport à celle des pays pairs et l'augmentation s'est principalement produite dans les prêts à court terme aux particuliers.[107] Le crédit à l'investissement est très limité et il est garanti par des garanties immobilières, des promesses de salaire ou de l'or.[108] Les créances douteuses sont élevées et en hausse (23,6 pour cent en 2017), les banques étant incapables de régler les créances irrécouvrables par le système judiciaire.[109] L'absence d'un registre des garanties pour les biens mobiliers a un impact négatif sur les petites et moyennes entreprises qui ne possèdent pas les garanties immobilières requises pour qu'un prêt soit titrisé au moyen d'actifs immobiliers. En conséquence, les Comoriens s'appuient sur les institutions de microfinance (IMF) dont l'encours total des prêts des plus grandes représente plus d'un tiers des crédits à l'économie.

86. Au-delà de la banque et de la microfinance, d'autres services financiers sont sous-développés aux Comores. La monnaie mobile n'a pas encore décollé et les secteurs de l'assurance, des pensions et des marchés financiers sont petits, émergents et non réglementés. Il n'existe pas de plateformes de paiement modernes telles qu'un système de transfert automatisé (STA) et un switch national, ce qui entrave le développement des services bancaires mobiles et des paiements ainsi que d'autres formes de paiements autres qu'en espèces qui sont à la base de l'émergence de la finance numérique et, au final, de l'inclusion financière. Compte tenu de l'importance du financement du commerce et des envois de fonds pour le développement des Comores, les relations de correspondant bancaire (RCB) entre les banques comoriennes et les IMF et leurs partenaires dans d'autres juridictions doivent être renforcées.

87. L'investissement privé se trouve davantage réduit parce que les retours sur investissement privés sont très incertains étant donné que les droits de propriété aux Comores ne sont pas protégés, le climat d'investissement est onéreux et les politiques gouvernementales sont imprévisibles. Le rapport 2019 *Doing Business* a classé les Comores 164ème sur 189 économies, en dessous de la moyenne de l'Afrique du Sud Saharienne (voir Figure 30). Au cours de la période 2011-2017, le pays s'est constamment situé dans le 15ème percentile de l'indicateur de gouvernance mondiale sur la « qualité de la réglementation » pour le développement du secteur privé, avec une performance inférieure à celles de ses pairs structurels. Les droits de propriété ne sont pas clairs et difficiles à faire respecter. Aux Comores, il est possible de détenir des terres à titre privé grâce à trois systèmes co-existants : des pratiques ancestrales régies par une répartition traditionnelle des terres héritée de la lignée maternelle, le droit Islamique qui

---

[107] Parmi leurs pairs aspirationnels, les Fidji ont la part la plus élevée du crédit privé par rapport au PIB (90,9 pour cent), suivies des Samoa (81,1 pour cent), du Cap Vert (62,4 pour cent) et des Tonga (41 pour cent) (WDI, 2017).

[108] Dans le contexte des niveaux élevés de prêts non productifs et de faible rentabilité des banques, l'aversion pour le risque des prêteurs a augmenté, ce qui a entraîné un excès structurel de liquidité de 38 pour cent dans le système.

[109] Quelques débiteurs bien branchés dans la structure économique peu diversifiée des Comores représentent une part importante du stock de prêts non productifs. Une grande partie des prêts non productifs représentent des prêts hérités qui ont tourné au vinaigre pendant la crise du secteur de la vanille au début des années 2000 et qui ne sont toujours pas réglés, ainsi que d'autres prêts qui n'ont pas encore été passés en perte par les institutions.

assimile la propriété à l'utilisation des terres et le droit moderne qui repose sur la propriété privée. Ces systèmes conflictuels ont par le passé généré des conflits et sont une source d'incertitude pour les investisseurs (voir Encadré 6).

Encadré 6: Régime foncier des Comores

Le manque de clarté sur le régime foncier aux Comores résulte de la coexistence de trois systèmes juridiques parallèles et contradictoires. Le système traditionnel repose en grande partie sur le système manyahuli, un système de biens immobiliers hérités de la lignée maternelle et fondé sur le caractère indivis et inaliénable des biens. Selon le droit Islamique introduite à l'époque des Sultans, la terre appartient à celui qui l'utilise à des fins productives, et les transferts se font par la culture du sol. La colonisation a introduit le droit moderne qui est basé sur la propriété privée et la propriété domaniale. Actuellement, la légitimité au titre du droit hérité des Français reste faible et les Comoriens continuent de se référer d'abord au droit coutumier et au droit Islamique pour régler leurs différends. Peu de personnes enregistrent les titres de propriété, et ceux-ci sont rarement mis sur le marché, alors que plusieurs propriétaires peuvent revendiquer le même terrain en référence aux différents systèmes juridiques. Cela alimente les contestations foncières de bas niveau, y compris entre ceux qui sont considérés comme autochtones d'une île et les immigrants ; entre les grands propriétaires fonciers et les villages de la même île ; et entre les villages voisins au sujet de la délimitation des frontières. Cela dit, il y a rarement eu des conflits fonciers violents aux Comores.

Les déficiences de la structure institutionnelle peuvent également exacerber les tensions foncières. De nombreuses affaires foncières peuvent attendre plusieurs années (dans certains cas, plus de 20 ans) avant d'être entendues en justice. L'absence d'un registre foncier fait qu'il est presque impossible de suivre les transactions foncières, laissant de nombreux conflits fonciers dans une impasse. Par conséquent, les différends sont souvent réglés au gré des circonstances par le biais d'arrangements informels ou formels. A Moroni, par exemple, des propriétaires privés qui n'ont pas été en mesure d'appliquer les décisions de justice sont parvenus à un compromis avec les personnes vivant illégalement sur leurs terres : Ils sont autorisés à rester à condition de payer un loyer et de ne pas construire de maisons permanentes.

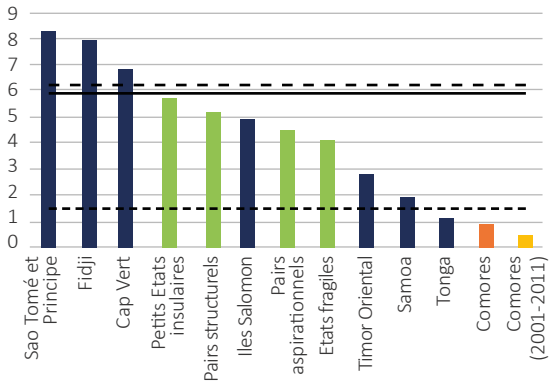
L'inégalité d'accès à la terre a aggravé les disparités de revenus et a alimenté les migrations internes. A Anjouan, 20 familles contrôlent à elles seules 40 pour cent des terres arables. Ce déséquilibre est aggravé par un certain nombre de facteurs : les familles pauvres qui utilisent leurs terres en garantie de prêts de microfinance à Anjouan ont été dépossédées de leurs terres lorsqu'elles ne sont pas en mesure de rembourser des prêts, souvent assortis de taux d'intérêt très élevés. Le terrain est ensuite vendu aux enchères et acheté par les familles les plus riches. Par ailleurs, à Anjouan, les familles pauvres s'emparent de la terre et la cultivent rapidement pour être les premières à en revendiquer la propriété. Comme

à Mohéli, l'absence de sécurité foncière et la crainte de dépossession peuvent empêcher les propriétaires de louer ou de prêter leurs terres, ce qui entraîne une augmentation du nombre de paysans sans terre et une réduction des terres cultivées. L'appauvrissement des paysans a contribué à une augmentation des migrations vers les zones urbaines, vers la Grande Comore ou vers Mayotte.

Source : Évaluation des risques et de la résilience de la Banque mondiale 2018

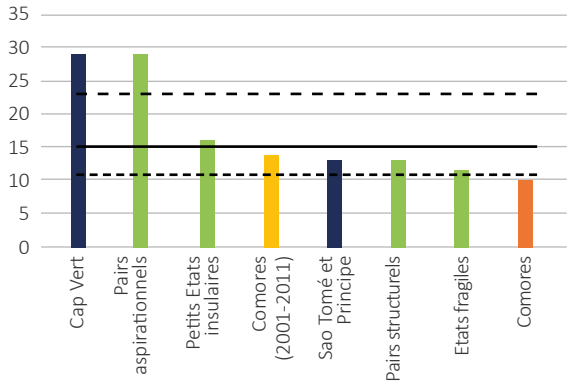
Figure 29: IDE et investissements privés, Comores et comparateurs

a. Investissement Direct Etranger, (% du PIB, moyenne 2011-2017)



— Moyenne de l'ASS - - 20ème percentile revenu moyen inférieur - - 80ème percentile revenu moyen inférieur

b. Investissement privé (% du PIB), valeur la plus récent (2011-2017)



— Moyenne de l'ASS - - 20ème percentile revenu moyen inférieur - - 80ème percentile revenu moyen inférieur

Source : Calculs du personnel de la Banque mondiale à partir des comptes nationaux révisés des Comores et de l'IDM.

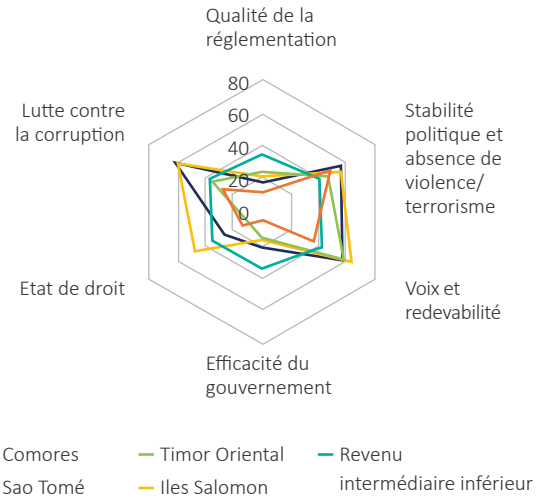
88. Le potentiel de la diaspora à générer des IDE est faible. Les diasporas constituent un important réservoir de connaissances sur les possibilités de commerce et d'investissement. Les migrants peuvent aider les exportateurs des pays d'origine à trouver de bons distributeurs et acheteurs appropriés, à améliorer leur connaissance du marché et à se conformer aux exigences gouvernementales et aux normes du marché. Le partage d'une même langue ou d'une culture similaire facilite la communication et la compréhension des documents de transport, des procédures et des réglementations. Selon les réponses aux groupes de discussion avec la diaspora en France, il existe actuellement plusieurs obstacles aux investissements de la diaspora, tels que : (i) l'inadéquation des infrastructures; (ii) le manque de confiance ; (iii) l'absence d'institutions qui s'engagent avec la diaspora pour investir dans des projets ; (iv) le manque de soutien au développement des entreprises pour les projets ; (v) le coût du financement et le manque d'accès aux produits financiers ; et (vi) le manque de main-d'œuvre qualifiée.

89. La faiblesse du système judiciaire et la corruption endémique font qu'il est peu probable que les droits de propriété puissent être appliqués. Les Comores ont l'un des

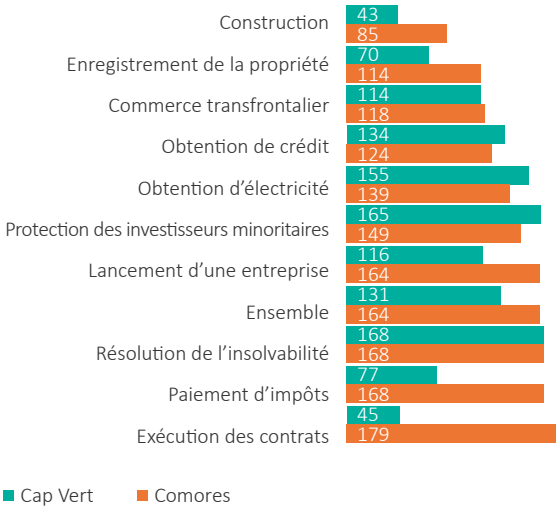
régimes d'exécution des contrats les plus faibles au monde, se classant au 180ème rang sur 190 pays dans le monde, selon le rapport *Doing Business* de la Banque mondiale. Le pouvoir judiciaire est perçu comme corrompu et coexiste avec les institutions judiciaires informelles. L'application de la législation existante fait souvent défaut et une application discrétionnaire prévaut. Les efforts de lutte contre la corruption ont connu d'importants revers. Une commission anti-corruption a été créée en 2011 et une stratégie anti-corruption a été adoptée en 2012. Le gouvernement a habilité la commission en donnant à ses agents le pouvoir légal d'enquêter sur les cas de corruption perçus, de préparer et de soumettre ces cas au pouvoir judiciaire et, effectivement, en 2013, 15 dossiers avaient été soumis. Cependant, trois mois après l'entrée en fonction du nouveau Président en 2016, la Commission anti-corruption a été dissoute.

Figure 30: Indicateurs de gouvernance et climat des affaires

a. Indicateurs mondiaux de la gouvernance : Notation par percentile – 2017



b. Classement de Doing Business 2019, tous indicateurs



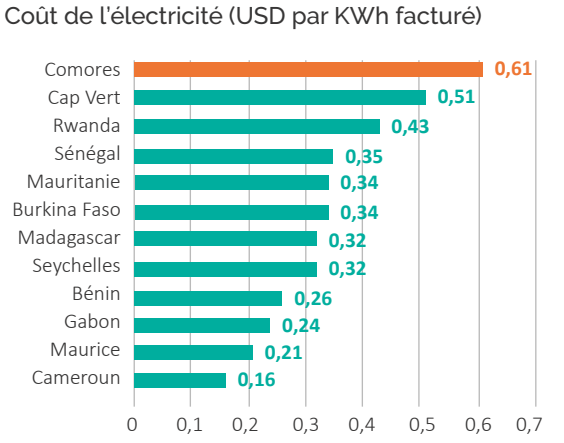
Source : Banque mondiale, Doing Business 2019

90. La faiblesse et le coût des services d'infrastructure - en particulier d'électricité – sont un facteur dissuasif majeur pour les investisseurs. Bien que l'accès à l'électricité soit supérieur à la moyenne de l'Afrique subsaharienne (la Grande Comore et Anjouan, les plus grandes îles, ont des taux d'accès de 65 et 50 pour cent contre 38 pour cent pour la moyenne de l'Afrique subsaharienne), le système souffre très fréquemment d'interruptions.[110] En 2016, l'approvisionnement en électricité dans la capitale Moroni variait de 12 à 20 heures par jour, mais le reste des îles ne recevait qu'environ 6 heures d'électricité par jour, de nombreuses localités en périphérie du réseau ne recevant que quelques heures d'électricité par semaine. Même si la qualité du service électrique s'est améliorée depuis 2016, cette amélioration s'est accompagnée

[110] Voir plus au Chapitre 5 Facteurs de la réduction de la pauvreté et inégalité croissante depuis 2004.

d'une forte hausse des tarifs (le coût du service pour la capitale a presque doublé). Par ailleurs, une forte détérioration du service a commencé en 2019. Le manque de fiabilité et de qualité et les coûts élevés découragent les investissements du secteur privé. Par exemple, cette situation fait qu'il est plus difficile d'investir dans l'entreposage frigorifique des produits agricoles périssables au départ de l'exploitation agricole et dans les ports dans la recherche d'accès aux marchés de produits. La faible performance du secteur se traduit également par un mauvais classement de l'indicateur ***Obtenir de l'électricité*** au classement ***Doing Business*** de 2019 (Comores au 139ème rang sur 190 pays).

Figure 31: Coûts de l'électricité, Comores et comparateurs



Source : Trimble et al (2016).

91.La performance de la compagnie d'électricité MAMWE est révélatrice des défis qui entravent la prestation des services publics. Les Comores ont également les coûts d'exploitation et d'entretien (E&E) et de carburant les plus élevés par unité dans la région de l'ASS après le Libéria (où l'électricité coûte 0,66 cents par kWh facturé) (voir Figure 31). Ce coût élevé reflète en partie l'économie d'un petit système dont la production est presque exclusivement basée sur du gazole importé, une solution couteuse. L'absence de planification stratégique et la faiblesse de la gestion commerciale et financière sont d'autres facteurs de faible performance. Fin 2016, on estime que 54 pour cent de la production d'électricité de MAMWE n'ont jamais été facturés et que 79 de ce qui a été facturé a été recouvré. En raison de décennies de gestion erratique, le secteur de l'électricité comorienne représente une charge très importante pour les finances publiques. Selon toute attente, les transferts budgétaires à l'appui du MAMWE en 2017 devaient dépasser le 6,5 millions USD, soit environ 8 pour cent des recettes fiscales.

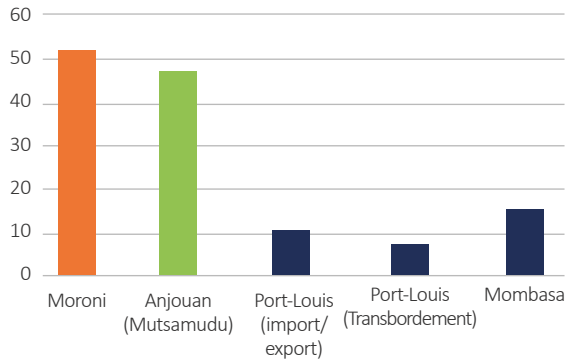
92. Certaines des lacunes importantes en matière d'infrastructures qui découragent les investissements du secteur privé se retrouvent dans le secteur des transports. Alors que la densité des routes revêtues (412 km pour mille) aux Comores est impressionnante par rapport à une moyenne de 31 en Afrique subsaharienne, le manque de financement adéquat pour leur réhabilitation et leur entretien a laissé le réseau routier en mauvais état et le premier tronçon de transport à partir des terres agricoles est souvent entravé par le mauvais état des routes de desserte. En 2018, 22,3 pour cent des routes nationales étaient en mauvais état. L'efficience des dépenses est une grave préoccupation parce que les budgets limités sont souvent consacrés à l'extension du réseau routier déjà dense au détriment des besoins de réhabilitation les plus pressants et de l'amélioration de la connectivité rurale.[111]

[111] Bien qu'une base de données routières ait été créée, l'absence de mises à jour régulières et systématiques entrave la mise en œuvre de la gestion des actifs dans le secteur.

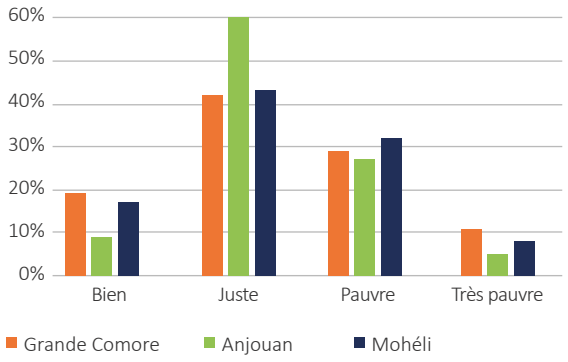
Les aéroports jouent un rôle important dans les infrastructures de transport du pays parce que la quasi-totalité du trafic de passagers inter-îles se fait par voie aérienne, bien que les liaisons aériennes soient quatre à cinq fois plus chères que les liaisons maritimes. L'absence de transport maritime régulier pour passagers laisse peu de choix aux Comoriens. Les infrastructures portuaires comoriennes ne répondent pas aux normes minimales en matière de sécurité, d'exploitation et de gestion portuaire, ce qui entraîne des coûts de transport élevés pour les marchandises et les passagers.[112]

Figure 32: Les tarifs portuaires dans les deux principaux ports des Comores (Moroni et Mutsamudu) sont cinq fois plus élevés qu'à Maurice et trois fois plus élevés qu'à Mombasa.

a. Comparaison des tarifs portuaire (USD/EVP)



b. Condition des réseaux routiers des trois



Source : Panneau a : Direction portuaire (MTBS, 2014). Panneau b : PADDST 2014.

Contribution du travail et du capital humain

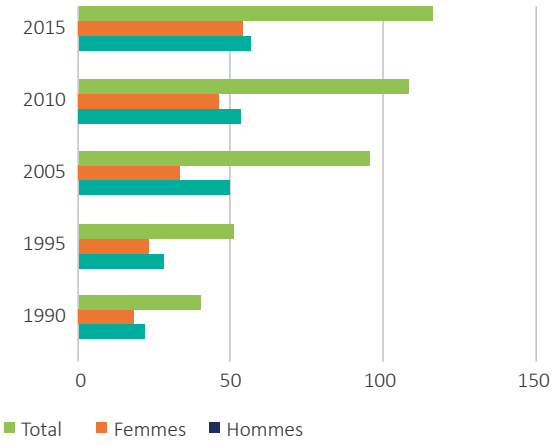
93. La contribution de la main-d'œuvre comorienne à la croissance est limitée par une faible participation de la main-d'œuvre et des niveaux élevés d'émigration (voir Figure 33). Seulement 42,7 pour cent de la population en âge de travailler (moyenne sur 2011-2017) fait actuellement partie de la population active, un chiffre inférieur à celui des pays pairs structurels (56,5 pour cent en moyenne) et nettement inférieur à celui de l'Afrique subsaharienne (67,3 pour cent en moyenne). La participation au marché du travail est particulièrement faible pour les femmes, les hommes étant deux fois plus susceptibles de faire partie de la population active. L'inclusion des demandeurs d'emploi découragés sur le marché du travail augmente le taux d'activité de dix points de pourcentage : il y avait environ 42 000 demandeurs d'emploi découragés aux Comores en 2014, soit plus du double du

[112] Par exemple, les infrastructures et les équipements portuaires ne sont pas compatibles avec le type de navires qui circulent entre les îles. Pour les passagers, les installations portuaires ne sont pas adaptées à la taille des navires utilisés pour cette activité.

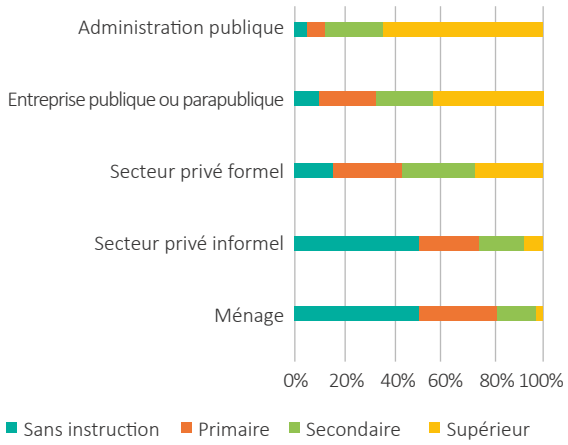
nombre de chômeurs en recherche active, qui était d'environ 15 000 personnes. Le chômage est avant tout une question d'accès au marché du travail.[113] En 2014, 80,3 pour cent des chômeurs comoriens étaient à la recherche d'un premier emploi. Le nombre d'émigrants vivant hors des Comores a plus que triplé au cours des 25 dernières années.

Figure 33: Tendances migratoires et capital humain aux Comores

a. Évolution du stock total de migrants des Comores par sexe



b. Secteur institutionnel d'emploi selon le niveau d'instruction (% de la



Source: EESIC 2014.

94. La faiblesse de la demande de main-d'œuvre due à l'absence d'activité du secteur privé semble être le principal facteur d'une faible contribution de la main-d'œuvre à la croissance. Les Comores sont une économie qui lutte pour offrir des opportunités économiques. La majeure partie de l'activité économique aux Comores continue d'être informelle et emploie des travailleurs peu qualifiés.[114] Au fur et à mesure que les cohortes plus jeunes deviennent plus instruites, elles ont de la difficulté à trouver un emploi. Le secteur privé formel et le secteur public ont la demande de compétences la plus forte, mais ni l'un ni l'autre ne progresse (voir Figure 34). Le secteur public - où l'on peut obtenir le meilleur rendement de l'éducation - est de plus en plus saturé et le secteur privé formel est trop petit pour fournir de l'emploi aux nouveaux venus qualifiés qui restent.[115] Les proportions les plus élevées de personnes ayant fait des études supérieures pour les deux sexes se retrouvent

[113] La majorité des salariés vivent sur l'île de la Grande Comore. L'emploi aux Comores se caractérise par une prédominance de travailleurs à leur propre compte. Plus de 60 pour cent des employés travaillent à leur propre compte et 93 pour cent d'entre eux travaillent dans des entreprises employant dix personnes ou moins. Les femmes, en particulier, ont tendance à travailler à leur propre compte, à un taux de plus des deux tiers, contre environ 56 pour cent des hommes. De plus, les femmes sont beaucoup plus susceptibles d'être en auto-emploi que les hommes, 64 pour cent d'entre elles étant en auto-emploi contre seulement 46 pour cent des hommes.

[114] En 2014, les unités de production informelles (UPI) représentaient 73 pour cent de l'ensemble des unités de production aux Comores. La plupart des travailleurs du secteur informel n'ont pas d'instruction ; seuls 7 pour cent d'entre eux ont fait des études secondaires.

[115] Le secteur privé formel n'absorbe que 2 pour cent de la main-d'œuvre contre 19 pour cent pour le secteur public.

parmi ceux au chômage,[116] ce qui indiquerait un manque d'opportunités économiques pour ceux qui ont un niveau de capital humain plus élevé. Les mesures visant à remédier aux goulots d'étranglement structurels à la croissance du secteur privé sont essentielles à une meilleure absorption des travailleurs qualifiés et peu qualifiés sur le marché du travail. Les contraintes à la croissance de l'investissement privé (qui est directement liée à la croissance du secteur privé) sont décrites ci-dessous.

95. L'offre de main-d'œuvre aux Comores est également limitée parce que les femmes hésitent à entrer sur le marché du travail en raison de restrictions culturelles et juridiques.[117] Les données du marché du travail des Comores montrent non seulement une participation au marché du travail significativement plus faible d'un point de vue statistiques pour les femmes tout comme pour les hommes, mais elles indiquent aussi clairement qu'il existe une prime de revenu pour les hommes mariés et une pénalité de mariage pour les femmes (voir Annexe 8). Le salaire moyen passe de 1,67 USD à 1,73 USD pour les hommes célibataires et mariés, respectivement. En revanche, les femmes mariées gagnent 1,45 USD en moyenne, ce qui est inférieur à la moyenne des femmes célibataires qui est de 1,64 USD. Cette pénalité du mariage des femmes est probablement enracinée dans la structure culturelle et juridique des Comores. Le Code de la famille de 2005 des Comores prévoit qu'une femme mariée ne peut pas choisir où elle veut vivre de la même manière qu'un homme marié.[118] Ce type de restriction peut limiter les choix économiques des femmes. En outre, le Code de la famille stipule qu'une femme mariée ne peut pas obtenir un emploi de la même manière qu'un homme marié parce que les choix professionnels et professionnels d'une femme mariée « ne doivent pas compromettre les intérêts et la stabilité de sa famille ».[119] Les niveaux élevés d'émigration féminine seraient une indication que les femmes réagissent à ces conditions du marché du travail en partant de façon permanente à la recherche d'opportunités économiques à l'étranger.

---

[116] Les niveaux d'instruction sont les plus élevés chez les chômeurs, hommes et femmes, avec une moyenne de 5,85 ans d'études pour les femmes et 6,77 ans pour les hommes.

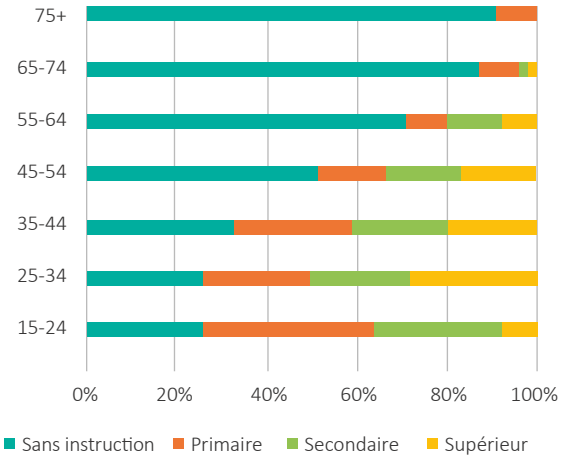
[117] Voir Milazzo et Goldstein (2017) sur l'importance du rôle des contraintes formelles et des normes sociales dans la persistance des écarts entre les sexes.

[118] Selon le rapport Women, Business and the Law de la Banque mondiale, en Afrique subsaharienne, seules 17 économies ont imposé ce type de restrictions à la mobilité des femmes en 2017.

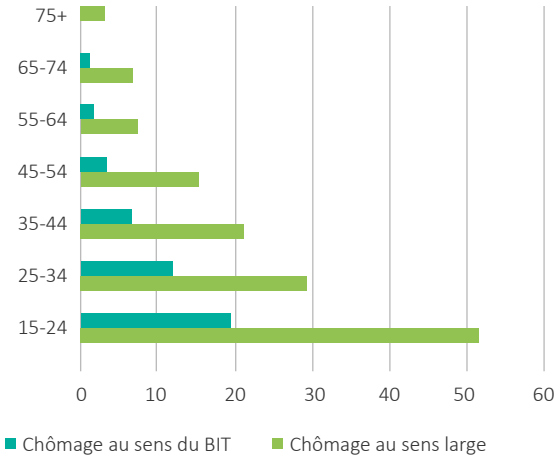
[119] Seules 19 des 189 économies couvertes par le rapport Women, Business and the Law limitent ainsi les choix professionnels des femmes.

Figure 34: Population active et chômage selon l'âge

a. Main-d'œuvre par niveau d'instruction et âge



b. OIT – taux chômage et de chômage au sens large (%)



Source : Premier panneau : EESIC 2014. Deuxième panneau : EESIC 2014.

96. Finalement, il semble également que les envois de fonds aient un léger effet négatif sur l'offre de main-d'œuvre. En tant que forme de revenu supplémentaire hors travail pour les ménages, les envois de fonds peuvent réduire la participation au marché du travail des personnes vivant dans les ménages qui reçoivent des fonds. Cela pourrait être dû au fait que les personnes se sentent moins contraints de participer à l'économie domestique et de gagner un salaire puisqu'elles reçoivent un revenu sous forme d'envois de fonds d'un travailleur migrant. Cette situation pourrait également résulter du fait que les travailleurs considèrent le salaire des membres migrants de leur famille à l'étranger comme leur propre salaire de réserve. Au fur et à mesure que les réseaux de migrants se développent, les coûts associés à la migration diminuent, ce qui peut faire du salaire à l'étranger une référence plus importante au niveau national. Une analyse entreprise pour cette EDSP (voir Annexe 9) révèle qu'il existe un effet négatif statistiquement significatif, quoique faible, de la réception des envois de fonds sur la participation à la population active. Les effets sur la participation au marché du travail sont plus importants au niveau des ménages qu'au niveau individuel, ce qui indique que la migration et les transferts de revenus sont des décisions prises conjointement par tous les membres du ménage plutôt que par les individus à eux seuls.[120]

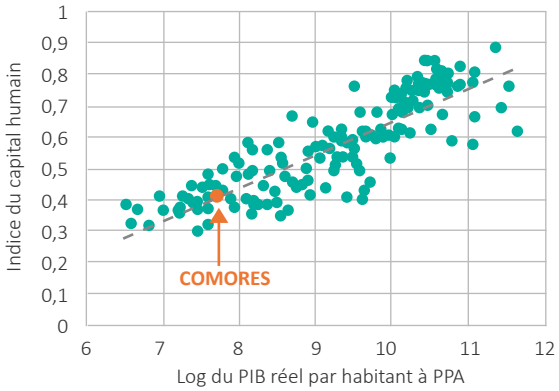
[120] Bien que l'effet des envois de fonds sur la participation au marché du travail soit généralement statistiquement significatif, l'effet est très faible. Les personnes qui font partie des ménages qui reçoivent des envois de fonds ne sont que 2,1 points de pourcentage moins susceptibles de faire partie de la main-d'œuvre au sens strict et elles ne sont pas statistiquement significativement moins susceptibles de faire partie de la population active en général. Les ménages qui reçoivent des envois de fonds ont toutefois une proportion statistiquement plus faible d'individus participant au marché du travail que ceux qui n'en reçoivent pas : le taux d'activité des ménages est en moyenne inférieur de 5,1 points de pourcentage à celui des ménages bénéficiaires et la participation de la population active en général est en moyenne de 4,0 points de pourcentage inférieure.

97. Indépendamment du niveau élevé ou faible de la participation au marché du travail dans une économie, le capital humain de la personne moyenne qui travaille est un autre facteur important de la croissance d'un pays. Le capital humain des Comores est en cohérence avec leur niveau de PIB par habitant (voir Figure 36). De nouvelles recherches (Collin et Weil, 2018) dans 157 pays (y compris les Comores) indiquent qu'un investissement accru dans le capital humain contribuerait non seulement à réduire la pauvreté mais aussi à stimuler la croissance. Les investissements dans le capital humain ont également l'avantage d'être relativement bon marché par rapport aux investissements dans le capital physique. Toutefois, les effets des investissements en capital humain sur la croissance ont tendance à se matérialiser de manière différée parce que les investissements en capital humain ont tendance à être faits dans la main-d'œuvre de l'avenir plutôt que dans celle d'aujourd'hui.

98. L'investissement en capital humain des Comores d'aujourd'hui constitue une rupture significative pour la productivité future. Selon l'Indice du capital humain (ICH) de la Banque mondiale - qui a été présenté dans le dernier chapitre - un enfant né aux Comores aujourd'hui aura une productivité à l'âge adulte qui ne sera que 41 pour cent de ce qu'elle aurait été si les Comores avaient de bons résultats en matière d'éducation et de santé. Si les investissements dans son capital humain devaient être conformes à ceux des pays qui se situent dans le 75ème percentile de l'ICH (tels que les Seychelles ou Malte), le PIB par habitant des Comores,

Figure 35: Capital humain aux Comores

Indice du capital humain contre PIB par habitant



Source : Indice du capital humain de la Banque mondiale 2018.

comme celui d'autres pays à faible revenu, pourrait augmenter jusqu'à 25 pour cent en 2050 (Collin et Weil, 2018). Un autre dividende pour la croissance pourrait provenir des effets secondaires des investissements dans le capital humain. Par exemple, on s'attendrait naturellement à ce que l'amélioration de la qualité de l'éducation et du nombre d'années d'études, en particulier chez les femmes, réduise la fécondité à la fois en augmentant le coût d'opportunité des enfants et en renforçant le contrôle des femmes sur leur propre procréation. La baisse de la fécondité aurait à son tour un impact sur les futurs taux de dépendance d'une manière qui relèverait davantage le revenu par habitant et réduirait la pauvreté (Canning et Raja, 2015). Un capital humain plus élevé pourrait également se traduire par une plus forte croissance de la productivité, grâce à l'effet de l'éducation sur l'innovation, la qualité de la gestion et l'adaptation aux évolutions du contexte économique.

Croissance de la productivité totale des facteurs

99. La capacité des Comores à générer une croissance de productivité totale des facteurs par l'innovation et les retombées de la technologie est compromise par l'incapacité du pays à attirer les IDE, le faible capital humain, sa faible intégration aux chaînes de valeur mondiales et l'incapacité à tirer pleinement profit de sa diaspora.[121] L'évaluation de la capacité d'innovation des Comores est une tâche difficile parce que il n'existe pas de benchmarking traditionnel pour le pays, mais il est raisonnable de supposer qu'il est faible. Les budgets de R&D sont presque inexistants, que ce soit au niveau de l'État, des entreprises publiques ou des entreprises privées. La pénurie d'investissements directs étrangers et le manque d'intégration dans les chaînes de valeur mondiales privent les Comores de deux sources importantes d'innovation et de retombées de la technologie. Les communautés de la diaspora peuvent également apporter une contribution unique au développement de leur pays d'origine par des transferts bénéfiques sous forme de savoir-faire technologique et entrepreneurial. L'expérience internationale montre que pour exploiter pleinement ce potentiel, les gouvernements et les autres parties prenantes doivent développer et renforcer les liens entre les membres de la diaspora et leurs pays d'origine.[122]

100. Un autre frein à la productivité totale des facteurs résulte d'une mauvaise allocation des ressources dans l'économie en raison de l'inefficience des dépenses publiques et de la faible gouvernance des entreprises d'État (voir Encadré 7). L'efficience des dépenses publiques est faible, en particulier dans les domaines des infrastructures et de l'éducation. L'indicateur « Efficacité du gouvernement » des Indicateurs de gouvernance mondiale, qui mesure la perception de la qualité des services publics et de la qualité de la fonction publique, place les Comores loin derrière les comparateurs structurels. La plupart des secteurs de l'économie - industrie, agriculture, transports, communications terrestres, commerce international, banques et services financiers non bancaires - sont soumis à de directives étatiques de grande portée et, dans de nombreux cas, dominés par des entreprises publiques mal gérées. Les inefficiences associées aux entreprises publiques (corruption, favoritisme, népotisme et dépouillement des actifs) ont entraîné des

---

[121] Voir Banque mondiale (2017d) pour une étude sur l'importance de l'adoption des technologies et de l'innovation pour l'avenir de l'Afrique.

[122] Le programme Migration pour le développement en Afrique (MIDA) - un programme mis en œuvre par l'Organisation internationale pour les migrations - a été impliqué dans plusieurs projets cherchant à mettre à profit l'expertise et les connaissances des membres de la diaspora. Bon nombre de ces projets commencent par le renforcement du dialogue et du partage des connaissances. Par exemple, le projet MIDA Grands Lacs comprend des missions, des ateliers et des tables rondes pour faciliter l'échange de connaissances entre les institutions du Burundi, de la République démocratique du Congo et du Rwanda avec la diaspora en Belgique. D'autres pays ont mis en œuvre des programmes spécifiques pour bénéficier des connaissances et de l'expérience techniques acquises par la diaspora à l'étranger. Par exemple, des pays tels que le Japon, la République de Corée et Taiwan ont encouragé le retour d'étudiants formés à l'étranger ou ont établi des réseaux d'échange de connaissances avec eux. D'autres pays comptent sur le retour temporaire ou virtuel par le biais de visites prolongées ou de communications électroniques dans les domaines professionnels. Par exemple, les membres de la diaspora ghanéenne qualifiés dans le domaine de la santé vivant dans l'Union européenne est retournée temporairement dans des hôpitaux et des établissements de formation médicale dans leur pays d'origine dans le cadre d'un projet sanitaire MIDA Ghana. De même, des professeurs d'université du Burundi, de la République démocratique du Congo et du Rwanda ont été invités à collaborer à l'élaboration et à l'enseignement de cours dans leur pays d'origine.

coûts d'infrastructures prohibitifs, ont faussé le marché, ont sapé l'affectation efficace des ressources et ont miné la création d'un secteur privé efficace et concurrentiel.[123]

Encadré 7: Performance des entreprises d'État - l'exemple du secteur des télécommunications aux Comores

Le secteur des télécommunications aux Comores était contrôlé jusqu'à récemment par le monopole d'État Comores Telecom (CT) : au moins deux tentatives d'amener des opérateurs commerciaux privés dans ce secteur avaient échoué par le passé. La première, qui visait à mettre en place un deuxième opérateur en 1994, a été abandonnée lorsque le détenteur de la licence n'a pas payé la redevance ; la seconde, qui visait à privatiser l'opérateur historique CT, a échoué en 2014 lorsque l'Assemblée nationale a mis un terme à l'initiative en raison de pertes potentielles d'emplois. En conséquence, le secteur comorien des télécommunications est resté un monopole, caractérisé par un service de faible qualité et coûteux.

Le don de l'Association Internationale de Développement au Gouvernement de l'Union des Comores au titre de la quatrième phase du Programme Régional d'Infrastructures de Communication (RCIP-4 - P119213), qui s'étend de novembre 2013 à décembre 2019, a fourni 22 millions USD et aidé le gouvernement à libéraliser le marché en introduisant un second opérateur, choisi par appel d'offres. Le programme a permis de mobiliser plus de 90 millions USD en droits de licence et d'investissements dans les infrastructures sous l'égide du secteur privé, illustrant ainsi le potentiel de mobilisation de financement privé, même dans le contexte d'une économie insulaire fragile comme les Comores.

Un consortium dirigé par Telma, un opérateur privé malgache, a payé quelque 16 millions USD pour une licence de services global en décembre 2015 et a lancé ses services un an plus tard. En l'espace de six mois, elle a considérablement élargi sa base d'utilisateurs et fournit actuellement un service moderne et efficace à un quart d'un marché croissant d'abonnés aux services mobiles à large bande. En riposte, CT a régulièrement restreint l'interconnectivité avec Telma Comores, forçant les clients à utiliser les appels internationaux ; a utilisé son influence politique pour faire pression sur le régulateur, l'ANRTIC, afin qu'il oblige Telma Comores à relever ses prix pour s'aligner sur ceux de CT ; et le service des douanes à demander le paiement des droits et taxes sur les équipements qui étaient exemptés au titre conditions des licences. La réaction de l'opérateur historique est très préjudiciable au développement du secteur des télécommunications aux Comores, ainsi qu'à celui des secteurs et des résultats qui dépendent des télécommunications, tels que les envois de fonds mobiles, l'accès au financement et à l'information, et, en définitive, l'inclusion.

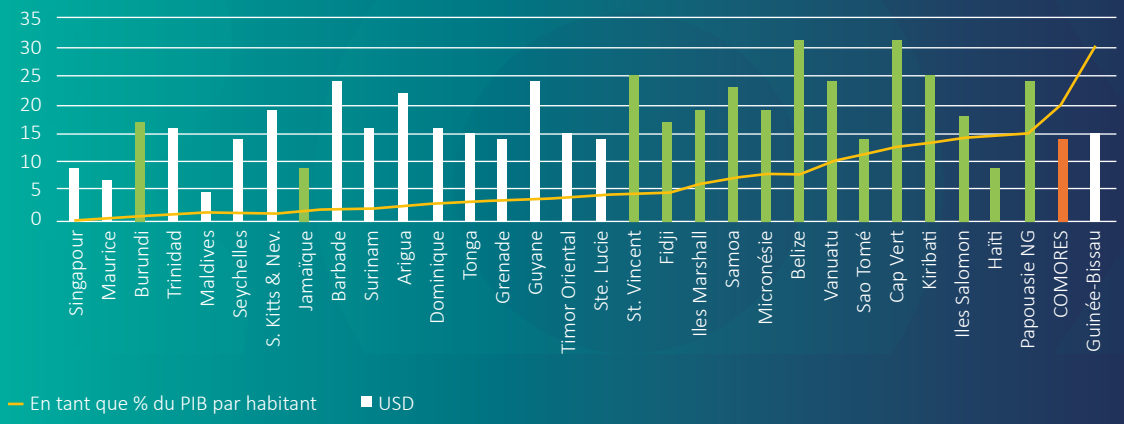
L'IFC est sur le point de finaliser un financement de 16 millions USD avec Telma Comores. Le plan d'affaires de Telma Comores est confronté à des défis parce que CT a refusé

[123] Voir plus d'informations sur la productivité et la mauvaise allocation des ressources en Afrique subsaharienne dans Calderon et al (2018).

de partager l'infrastructure de réseau et a restreint régulièrement l'interconnectivité. Il s'agit d'une situation où de toute évidence, l'interférence en matière de réglementation et de concurrence restreint la prestation des services et constitue un obstacle majeur à l'investissement et à la croissance du secteur privé. Des conditions de concurrence équitables pour les services numériques libéralisés aux Comores permettraient d'améliorer sensiblement les services par rapport au taux actuel de 33 pour cent d'abonnés uniques, d'accélérer la pénétration des services 3G et 4G, qui est actuellement inférieure à 1 pour cent , et d'élargir encore l'accès aux services numériques (par exemple, les envois de fonds mobiles) et aux plateformes d'information, en reliant les Comores au monde et en encourageant l'inclusion dans la société comorienne.

Figure 36: Secteur du mobile aux Comores et comparateurs

Coût d'un forfait de services mobiles, 2014, en USD et en tant que % du PIB par habitant



Source: Trimble et al. (2016).

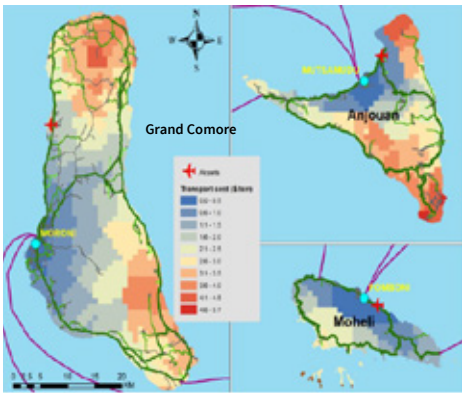
101. Comme pour d'autres petits États insulaires, les déséconomies d'échelle représentent un frein pour l'économie et sont exacerbées par une faible connectivité des transports (voir Figure 37).[124] Les défis des déséconomies d'échelle aux Comores sont grands et le coût de la vie est élevé en raison des coûts élevés du transport et du commerce. L'accès au plus grand marché des Comores (Moroni) est coûteux, notamment pour le transport de marchandises en provenance d'Anjouan et de Mohéli (y compris les coûts élevés du transport maritime et des services portuaires, et les coûts du temps perdu en raison des longues procédures portuaires). Le transport aérien reste coûteux et peu fiable, ce qui limite la circulation des touristes à travers les îles et entrave les investissements dans le secteur. Une récente analyse des transports effectués par la Banque mondiale révèle que la faiblesse des infrastructures de transport se traduit par des coûts moyens de transport

[124] Elbadawi et al. (2006) ont étudié l'influence de la géographie sur l'accès aux marches d'exportation et à l'approvisionnement en intrants dans les pays d'Afrique.

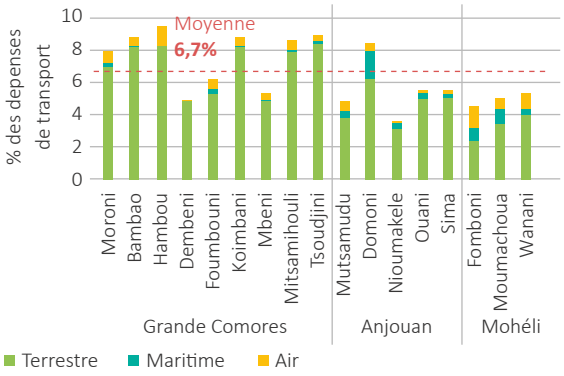
élevés, plus élevés que dans les autres pays africains (représentant 7 pour cent de la consommation moyenne contre 5 pour cent en Afrique subsaharienne).[125]

Figure 37: Frais de transport aux Comores

a. Frais de transport entre centres régionaux en 2014 (USD/ton)



b. Part des revenus des ménages dépensée sur le transport



Source: Banque mondiale (2019)

102. Finalement, un environnement culturel qui décourage l'esprit d'entreprise et la concurrence peut également contribuer à une faible croissance de la productivité. La faiblesse de la gouvernance économique et l'instabilité politique héritées du passé ont accentué la fracture culturelle et politique entre les îles et à l'intérieur des îles. L'isolement qui en a résulté a renforcé les intérêts allant à l'encontre d'une plus grande compétitivité d'une communauté restreinte (besoins culturels) et a affaibli l'attention portée aux investissements productifs pour un bien commun plus large pour la société comorienne. La culture de l'entreprenariat qui s'est développée est essentiellement informelle et axée uniquement sur le simple commerce, avec peu d'exposition à la culture d'entreprise ou aux pratiques modernes d'organisation et de gestion des entreprises.

Points d'entrée pour accroître la productivité dans l'agriculture et la pêche

103. La productivité agricole aux Comores est inférieure à celle de nombreux autres pays en développement ayant conditions agro-climatiques similaires. Deux facteurs traditionnels de la productivité agricole ont atteint leurs limites : a) l'expansion des terres atteint ses limites, les Comores enregistrant déjà l'un des taux de déforestation les plus rapides d'Afrique, en particulier à Anjouan;[126] b) le sous-emploi[127]- qui contribue à la faible productivité agricole dans d'autres

[125] Banque mondiale (2019)

[126] Pour Anjouan, le taux annuel de déforestation était de 8 pour cent entre 1995 et 2014. Entre 2000 et 2005, le taux annuel de déforestation aux Comores était de 7,4 pour cent, le plus élevé d'Afrique (ONU, 2007). (« Données sur les forêts : Taux de déforestation et chiffres associés sur les forêts aux Comores » n.d.)

[127] Moins de 5 pour cent des travailleurs agricoles sont en situation de sous-emploi en termes de temps de travail.

régions d'Afrique subsaharienne - est faible, à environ 5 pour cent. La faible productivité agricole aux Comores peut être attribuée principalement au recours à des pratiques agricoles dépassées, à la faible disponibilité et au coût élevé d'intrants améliorés, à l'absence de sécurité foncière et à la faible utilisation du crédit à la production qui en résulte, à une main-d'œuvre agricole peu productive et à la dégradation des ressources naturelles qui a affecté la qualité des sols. Les coopératives en sont à leurs balbutiements et les associations de producteurs plus anciennes n'ont pas réussi à relier les agriculteurs au marché du crédit et à consolider une production de haute qualité de façon constante, ce qui entraîne des coûts de transaction élevés, de faibles liens en amont et en aval le long de la chaîne de valeur, et peu ou pas de valeur ajoutée. Les zones de productivité relativement plus élevées de Mohéli et d'Anjouan se trouvent handicapées par la faible connectivité intra et inter-îles, isolant les agriculteurs des zones de production excédentaire des marchés urbains en expansion.[128] La rareté de l'eau est aussi de plus en plus préoccupante pour la productivité agricole.[129]

104. L'innovation dans l'agriculture nécessite un soutien financier et technique plus ciblé. Le sous-investissement dans les biens publics fondamentaux de l'agriculture - services de conseil et de vulgarisation, transfert et diffusion de technologies et fourniture d'informations sur les marchés - a entraîné un faible accès des agriculteurs comoriens à la connaissance des techniques modernes de production végétale et animale. La dotation des Centres ruraux de développement économique (CRDE) récemment mis en place avec les ressources humaines, physiques et financières nécessaires pour démontrer et diffuser rapidement les technologies d'agriculture climato-intelligentes (ACI), la multiplication des semences et les campagnes d'insémination artificielle et de vaccination, entre autres activités, sont des investissements cruciaux à faire pour réussir la mise en œuvre de projets visant à améliorer la productivité des cultures et de l'élevage. La réorientation des investissements publics vers les centres de développement rural au niveau communautaire est essentielle pour accélérer le changement de comportement et l'adoption des technologies et pratiques de l'AIC.

105. La productivité du secteur de la pêche est entravée par la faiblesse des infrastructures soutien et la mauvaise gestion des droits de pêche. Alors que le niveau de pêche durable annuel est estimé à 33 000 tonnes, la production annuelle moyenne est estimée à 16 000 tonnes. Divers facteurs contribuent à ces faibles niveaux de production. Le réseau embryonnaire de stockage au frais souffre d'une absence d'énergie et d'entretien régulier. Les sites de débarquement bénéficient rarement de commodités. Les services spécialisés restent limités pour la construction et la réparation navales, ainsi que pour l'avitaillement du petit matériel de pêche. Le soutien de l'État au secteur reste faible malgré l'existence de diverses institutions sectorielles pour la gestion, la surveillance et la sécurité en mer, le contrôle sanitaire, la recherche et la formation. Les compressions budgétaires

[128] Seuls 20 à 30 pour cent des produits agricoles les plus importants arrivent sur le marché comorien et 25 à 50 pour cent des prix agricoles correspondent aux coûts de transport (Banque mondiale, 2019).

[129] Lors du lancement du Programme national d'adaptation en 2014, le Ministre de la Production, de l'Énergie et de l'Environnement de l'époque a averti que l'augmentation des précipitations faisait passer le risque de réduction des ressources en eau et de détérioration de la productivité agricole de 3 à 4 pour cent.

et de personnel, le manque de clarté dans l'allocation des ressources entre les îles, mais aussi une mauvaise planification affectent les capacités de réaction. La sécurité en mer est l'une des priorités des collectivités et de l'administration, des dizaines de personnes étant perdues en mer chaque année.

106. Les institutions publiques chargées de l'agriculture et de la pêche aux Comores sont fragmentées, mal dotées en personnel et mal gérées.[130] La responsabilité des fonctions clés est éparpillée entre plusieurs ministères et organismes, ce qui fait qu'il est difficile d'élaborer vision globale pour le développement du secteur. L'Institut National de Recherche sur l'Agriculture, la Pêche et l'Environnement (INRAPE) est sous-financé et en sous-effectif, ce qui explique son piètre bilan dans la production de technologies améliorées et adaptées aux besoins des producteurs comoriens. Un office national de commercialisation monopolistique s'est vu accorder des droits exclusifs d'importation et de distribution du riz, sans avoir reçu les ressources financières nécessaires à l'exercice de ces fonctions. Les politiques agricoles aux Comores ont varié au fil des ans en termes d'orientation et d'approche, mais ont gardé une caractéristique commune, à savoir le recours récurrent à des initiatives, programmes et projets spéciaux pour apporter des solutions immédiates aux crises urgentes. Les politiques agricoles ont eu tendance à changer fréquemment avec les changements de leadership politique.

Points d'entrée pour améliorer le potentiel de l'industrie du tourisme

107. Le potentiel touristique des Comores reste largement inexploité. Des îles présentant des caractéristiques similaires ont prouvé que leur développement dans le secteur du tourisme peut stimuler le développement économique. Le Conseil Mondial du Voyage et du Tourisme (CMVT)[131] estime que le secteur du tourisme des Comores ne représentera directement que 3,4 pour cent du PIB en 2017, comparé à ses pairs structurels tels que Sao Tomé (10,8 pour cent) et les Îles Salomon (4,3 pour cent) et loin derrière les autres petites îles de la région telles que Maurice (7,4 pour cent) et les Seychelles (26,4 pour cent) ou les pairs aspirationnels (13 pour cent). Le pays a subi un coup dur lorsqu'un consortium sud-africain a abandonné en 2001 l'hôtel phare Galawa. Plusieurs tentatives de relance de l'hôtel ont depuis échoué. Depuis lors, le tourisme de loisirs a connu une forte baisse, passant de 13 069 arrivées en 2000 à 2 497 en 2011.[132] Actuellement, la plupart des arrivants internationaux sont des membres de la diaspora comorienne qui viennent rendre visite à des amis et des parents entre les mois de juillet et septembre pour la traditionnelle saison des mariages.

108. Le tourisme comorien souffre d'une importante carence en termes d'image (résultant notamment de l'instabilité politique) et d'une forte concurrence des

---

[130] Voir Goyal et Nash (2017) pour une étude sur les dépenses publiques visant à accroître la productivité agricole en Afrique.

[131] World Travel and Tourism Council (2008)

[132] Les ensembles de données plus récents ne distinguent pas le tourisme de loisirs du tourisme familial, ce dernier étant la principale source de trafic aérien vers les Comores.

pays voisins immédiats (Maurice, Zanzibar et Madagascar). Il ne sera possible de relever ces défis que si d'importants obstacles internes au tourisme sont surmontés pour permettre à davantage de capitaux (nationaux ou IDE) d'affluer dans ce secteur.[133] Il s'agit notamment du renforcement du cadre institutionnel et réglementaire, de l'amélioration des infrastructures portuaires pour accueillir les navires de croisière et de la simplification des procédures administratives relatives aux visas. L'accessibilité et la connectivité des vols long-courriers et intérieurs doivent être améliorées, de même que la qualité de l'hébergement et la capacité d'accueil, la qualité des services touristiques et la disponibilité des voyagistes professionnels réceptifs, la capacité de formation et la visibilité sur le marché international. Les Comores doivent également chercher activement à changer son image de pays à haut risque avec une forte instabilité politique. Le trafic aérien actuel étant constitué principalement de la diaspora comorienne, il faut rechercher la croissance par la prospection du tourisme qui a diminué au fil des ans, ce qui entraîne une baisse du nombre des vols disponibles et le coût élevé des tarifs de transport aérien.

[133] Dans des pays aspirationnels tels que le Fidji et le Cap Vert, les IDE joué un rôle clé dans le développement du secteur du tourisme (Banque mondiale, 2018a).

RISQUES POUR LA PÉRENNITÉ DE LA CROISSANCE ET DE LA RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ AUX COMORES

109. La poursuite du progrès dépend également de la gestion des facteurs de risque qui affectent la pérennité économique, politique et sociale et la durabilité environnementale. Cependant, les Comores ont du mal à faire face à de nombreux risques dans ces trois domaines. Les risques économiques découlent principalement de l'important déficit commercial et de la dépendance à l'importation des Comores, de sa faible base de recettes intérieures, de sa faible capacité de gestion macroéconomique et de l'épuisement de ses actifs. Les risques environnementaux sont importants du fait de la grande vulnérabilité des Comores au changement climatique et de sa faible capacitée d'atténuation. Les risques sociaux augmentent en raison des très faibles taux d'investissement public dans les services de base, de la montée du chômage des jeunes et du recours excessif aux envois de fonds comme filet de sécurité sociale, aggravant les inégalités sociales en raison de la nature localisée des envois de fonds. Conjugués aux nouveaux risques politiques, ces facteurs risquent de compromettre des niveaux déjà faibles de cohésion sociale. Cette section examine comment ces risques pourraient empêcher les Comores d'atteindre un taux de croissance plus élevé, une réduction plus durable de la pauvreté et une prospérité partagée.

Risques économiques

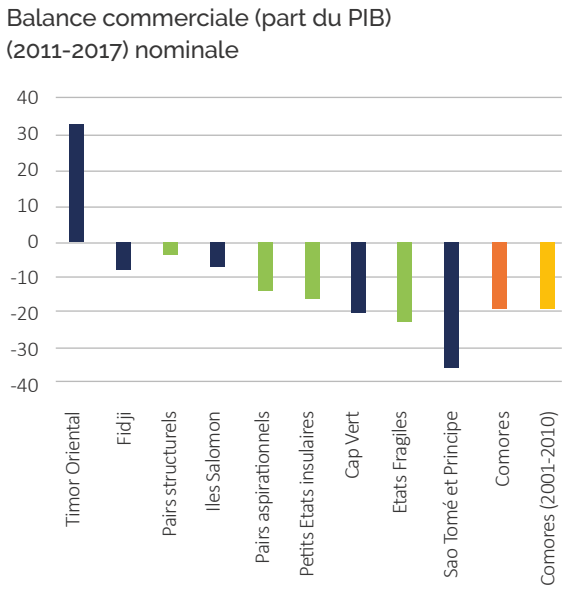
110. En tant que très petite économie ouverte avec des exportations limitées et un déficit commercial important, les Comores sont vulnérables aux chocs externes. La capacité d'exportation des Comores est faible et concentrée dans trois produits seulement. Les importations sont concentrées dans l'énergie (principalement du mazout) et des produits agricoles essentiels, les importations de produits alimentaires représentant en moyenne près de 40 pour cent des importations totales de marchandises depuis 2011, ce qui est un taux d'importation des produits alimentaires parmi les plus élevés au monde.[134] Le déficit des échanges de biens et de services représentait en moyenne 19 pour cent du PIB sur la période 2011-2017, dépassant largement celui des pairs structurels (3,5 pour cent du PIB) (voir la Figure 38) et est financé par des envois de fonds significatifs estimés à 12 pour cent du PIB sur la période 2011-2017. Des dons extérieurs importants (estimés à 8 pour cent du PIB sur la période 2011-2017) ont contribué à contenir le déficit du compte courant (3,2 pour cent du PIB sur la période 2011-2017). Avec 50 pour cent des recettes intérieures provenant des douanes et du commerce international, les finances publiques sont vulnérables aux variations du taux de change et aux chocs de prix (ces derniers étant particulièrement importants).[135] Une base d'exportation plus forte et plus diversifiée est essentielle pour que les Comores puissent atténuer les chocs externes.

111. Un déséquilibre structurel continu entre la mobilisation des ressources nationales et les dépenses courantes compromet la capacité du gouvernement à entreprendre des investissements propices à la croissance et à fournir des services de base pour lutter contre

[134] En termes de volume, les Comores importent actuellement près de 70 pour cent de leurs besoins alimentaires, les aliments de base tels que le riz, les légumes, les jus de fruits, le poulet et le bœuf étant parmi les principaux produits importés.

[135] Ces dernières années, les fluctuations des prix du pétrole et des denrées alimentaires ont été importantes et ont affecté les recettes douanières et commerciales internationales. Le cours du pétrole brut (USD/baril) est passé de 104 (USD/baril) en 2011 à 53 (USD/baril) en 2017. L'indice des prix nominaux (2010=100) de la Banque mondiale pour l' « Alimentation » est passé de 123 en 2011 à 91 en 2017.

Figure 38: Balance commerciale, Comores et comparateurs



Source : Calculs du personnel à partir du PEM du FMI.

la pauvreté. Bien que certaines mesures d'administration fiscale[136] aient été mises en place ces dernières années, le recouvrement des recettes fiscales reste très faible, avec une moyenne de 7,1 pour cent du PIB pour la période 2011-2017, par rapport à la moyenne de l'Afrique subsaharienne (15,9 pour cent du PIB) et à la moyenne des pairs structurels (15,4). Un faible niveau d'activité économique, associé à différents régimes d'exonérations et à un vaste secteur informel, restreint l'assiette fiscale et contribue à la faible performance des revenus intérieurs. Une administration inefficace des recettes, tant au niveau de l'administration fiscale générale que des douanes, aggrave davantage la situation. La part importante de la masse salariale dans le budget (plus de 60 pour cent des recettes générées au niveau national au cours de la dernière décennie, bien au-dessus de la moyenne des pays de l'Afrique subsaharienne) laisse très peu de place aux dépenses pour les services sociaux, l'éducation ou les projets d'infrastructure.[137] Les recettes fiscales ne couvrent que 73,4 pour cent des dépenses courantes (moyenne sur la période 2011-2017), contre une couverture plus élevée parmi les pairs structurels et aspirationnels (voir la Figure 39).

112. Une forte dépendance vis-à-vis de flux volatiles de recettes extérieures constitue un défi pour la planification budgétaire à moyen terme et sape la dynamique des réformes structurelles. Au cours des 10 dernières années, à l'exclusion du soutien budgétaire PPTE 2013, les dons étrangers ont oscillé entre 3 et 9 pour cent du PIB, soit 27 et 51 pour cent du total des revenus, ce qui est inférieur aux pairs structurels mais bien au-dessus de la moyenne de l'Afrique subsaharienne. Sans ce soutien extérieur important et continu, le solde budgétaire global aurait été la plupart un nombre à deux chiffres. Les subventions exceptionnelles épisodiques au titre de l'appui budgétaire sont souvent importantes (par exemple, une subvention

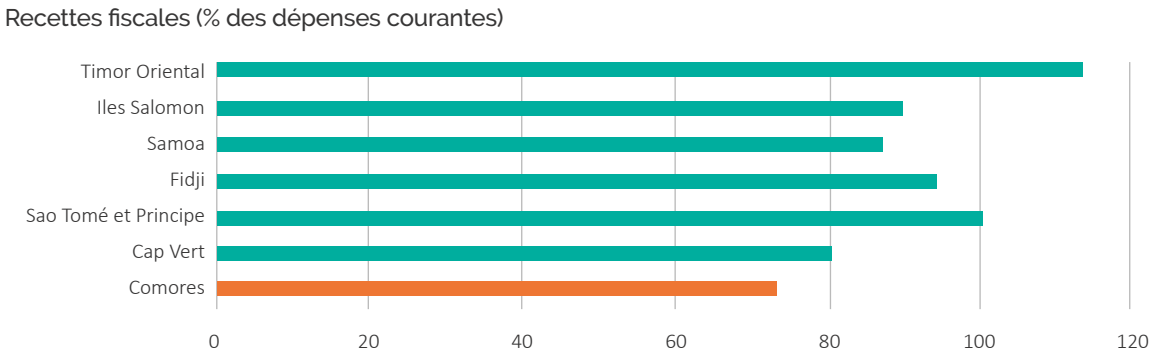
[136] La mise en œuvre de SYDONIA ++, et plus récemment les premières étapes de la mise en œuvre de SYDONIA World, ont considérablement amélioré l'efficacité de l'administration douanière. La diminution des exonérations douanières discrétionnaires a également stimulé les recettes fiscales depuis l'année dernière.

[137] Le gouvernement a pris des mesures pour améliorer l'efficacité de l'administration publique, mais il reste beaucoup à faire. Il y avait 11 000 fonctionnaires au moment du recensement en 2010, et le recrutement s'est poursuivi depuis. Parmi les obstacles à la réforme figurent le chevauchement et souvent l'incohérence des responsabilités entre l'Union et les autorités insulaires, le rôle du favoritisme politique dans le recrutement dans la fonction publique et l'absence d'autres possibilités d'emploi, qui créent tous des intérêts directs forts à maintenir le statu quo et à s'opposer à la réforme. Un fichier informatisé unifié de la fonction publique a été établi et un logiciel intégré de gestion de la fonction publique et des salaires a été développée. Parmi les problèmes qui subsistent, on peut citer la régularisation des cas de non correspondances entre la base de données et la réalité sur le terrain, parce qu'ils enlèvent au fichier de la fonction publique son efficacité en tant qu'outil de gestion.

reçue de l'Arabie saoudite en 2015 s'élevait à 4,1 pour cent du PIB). Sporadiques par nature, elles sont source de forte volatilité des flux de financement externes, ce qui complique la budgétisation à moyen terme. En 2017, le gouvernement s'attendait à une subvention d'appui budgétaire beaucoup plus importante que le montant qu'il a finalement reçu, ce qui a eu un impact négatif sur les plans de dépenses. Ces importants appuis budgétaires exceptionnels peuvent également retarder les réformes structurelles dans la mesure où ils réduisent la volonté politique à procéder à une réforme. En effet, la plupart de ces subventions aident à maintenir les dépenses actuelles et retardent ou évitent les réformes nécessaires et parfois pénibles.

113. Les entreprises d'État, opaques et mal gouvernées, exposent le gouvernement à d'importants risques de passif éventuel, notamment dans le contexte d'une faible capacité de gestion de la dette. Les passifs éventuels associés à des entreprises d'État relativement grandes représentent un risque important qui est aggravé par une gestion et une gouvernance faibles et par le manque de transparence. Aucun rapport annuel régulier n'est produit et les audits sont presque inexistants. En outre, il n'existe pas de registre approprié des dettes des entreprises d'État envers le gouvernement, ou inversement, ce qui contribue à la très faible performance globale de la gestion de la dette dans le pays.[138] Le grave besoin de recapitalisation auquel la SNPSF est actuellement confrontée est un bon exemple de matérialisation de ce risque (voir Encadré 8).

Figure 39: Dépenses courantes couvertes par les recettes fiscales



Source: IDM

[138] La performance de la gestion de la dette est très faible selon la dernière évaluation de la performance de la gestion de la dette (DeMPA). La plupart des 14 indicateurs de performance en matière de dette du DeMPA de 2016 indiquent une très faible performance de la gestion de la dette (la note la plus faible sur une échelle de quatre points). Le suivi des arriérés est insuffisant et le stock est important (surtout pour les arriérés intérieurs).

Encadré 8: Risques pour la stabilité financière provenant de la SNPSF

La Société Nationale des Postes et Services Financiers (SNPSF), détenue à 100 pour cent par l'État comorien, est une institution financière d'importance systémique. C'est le deuxième collecteur de dépôts en importance (21 pour cent du secteur) en raison de la collecte exclusive des salaires de ses fonctionnaires. La SNPSF héberge également des comptes gouvernementaux et d'entreprises d'État et fournit à ses clients des prêts à court terme (la plupart étant des découverts) et des instruments d'épargne.

La SNPSF fait face à de grandes difficultés opérationnelles depuis de nombreuses années. Ses dépenses d'exploitation dépassent régulièrement son résultat net et la banque est déficitaire depuis plus de dix ans (les pertes accumulées ont atteint 7,5 milliards KMF soit 18,3 millions USD en 2017) et, en octobre 2018, elle affichait un déficit d'actif de 6,2 milliards de KMF (14,3 millions USD). Cette situation est due en partie à une forte proportion de créances douteuses sur des portefeuilles de prêts et de découverts d'une valeur de 5 milliards de KMF (52 pour cent du total), dont 1,8 million de KMF ne sont pas couverts par des provisions.

La SNPSF a été confrontée à de graves problèmes de liquidités au cours du premier semestre de 2018, résultant d'importants retraits de dépôts et du lancement d'une importante activité de prêt début 2018 (d'une valeur de 1,7 milliard de KMF). Toutes les activités de prêt, à l'exception des découverts, ont été suspendues par la BCC en juillet 2018. Le problème de liquidité a été résolu temporairement par le déblocage de la première tranche (1 milliard de KMF disponibles sur 3,5 milliards) du plan de sauvetage triennal de la BCC, grâce aux facilités des fonds de l'avance statutaire de la BCC pour la recapitalisation de la SNPSF. Malgré cela, la situation reste fragile. Les comptes vérifiés n'ont pas été certifiés au cours des quatre dernières années en raison de plusieurs divergences entre le système bancaire et le grand livre. Pour assainir la situation financière de la SNPSF et rendre société pleinement fonctionnelle, il faudrait injecter un minimum de 7,5 milliards de KMF (17,3 millions USD) sur la base des bilans d'octobre 2018.

Compte tenu de la situation financière catastrophique de la SNPSF et de l'impact négatif considérable que pourrait avoir une liquidation mal organisée sur l'économie comorienne, les autorités envisagent de la restructurer. Il est essentiel que la SNPSF adopte et mette en œuvre un plan de restructuration réaliste et ambitieux, avec de profondes réformes organisationnelles (séparation des activités postales et financières et un nouveau cadre de gouvernance avec un personnel limité) et mette en œuvre un nouveau modèle économique, potentiellement centré sur la prestation de services financiers exclusivement aux particuliers (y compris les paiements numériques).

114. Enfin, les Comores risquent d'épuiser davantage leurs actifs, ce qui compromettrait la poursuite de la croissance économique et de la réduction de la pauvreté. Selon le rapport ***Wealth of Nations*** de la Banque mondiale publié en 2018, la richesse par habitant des Comores est en baisse depuis 1995.[139] Durant la même période, la richesse mondiale a augmenté de 66 pour cent (voir la Figure 39). Cette baisse de la richesse totale des Comores s'est principalement produite en raison d'une baisse de 50 pour cent de son capital productif et de plus de 90 pour cent de sa capacité à générer des avoirs extérieurs nets. Le capital productif a diminué en raison des faibles taux d'investissement. Les avoirs extérieurs nets ont diminué, le solde extérieur ayant été fortement négatif au cours des 20 dernières années. En 2014, l'écart de richesse par habitant entre les Comores et les autres pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure a été le plus marqué en ce qui concerne le capital humain, mais c'est dans le capital productif que l'écart entre les Comores et les autres pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure s'est le plus creusé depuis le début du millénaire. Alors que le capital naturel a légèrement augmenté en raison de l'expansion des zones naturelles protégées, la capacité de création de richesses des forêts et des terres cultivées a baissé.

Risques environnementaux

115. Les Comores sont exposées à un large éventail de risques naturels de deux types : (i) explosions hydrométéorologiques telles que tempêtes tropicales, inondations et élévation du niveau de la mer ; et (ii) événements géophysiques tels que tremblements de terre, éruptions volcaniques et glissements de terrain. En 2005, le rapport de la Banque mondiale[140] sur les catastrophes naturelles indiquait que 59 pour cent des terres des Comores étaient exposées à des risques de catastrophes naturelles (au moins deux aléas) et que 54,2 pour cent de la population vivait dans des zones à risque. Les populations rurales sont particulièrement exposées. Les catastrophes naturelles ont toujours eu des conséquences désastreuses sur le développement de l'archipel. Des cyclones dévastateurs en 1949 et 1951 ont déclenché une émigration massive des Comores vers Madagascar. Depuis 2005, près de la moitié de la population comorienne a été touchée par une catastrophe naturelle. Les inondations de 2012 ont affecté les infrastructures et la sécurité alimentaire. Les agriculteurs ont perdu près de 80 pour cent de leurs cultures. En 2005, l'éruption du volcan Karthala a touché 245 000 personnes. Au total, les pertes directes causées par des aléas naturels aux

---

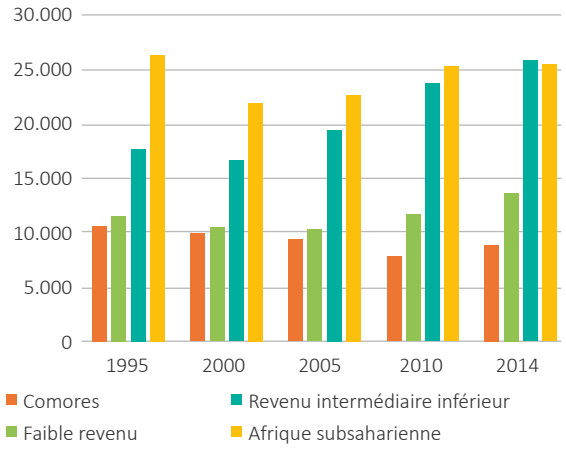
[139] Les mesures de la richesse des nations utilisent une approche bilancielle de la santé d'une économie en appréhendant la richesse d'un pays à travers quatre piliers de la génération de richesse : les actifs produits, les actifs humains, les actifs naturels et les actifs étrangers nets. Le capital produit et les terrains urbains mesurent la machinerie, les bâtiments, les équipements et les terrains urbains résidentiels et non résidentiels, mesurés aux prix du marché. Le capital humain est mesuré comme la valeur actualisée des gains au cours de la vie d'une personne. Le capital naturel comprend l'énergie (pétrole, gaz, charbon et houille) et les minéraux, les terres agricoles (terres cultivées et pâturages), les forêts (bois et certains produits forestiers non ligneux) et les aires protégées terrestres. Le capital naturel est mesuré comme la somme actualisée de la valeur des loyers générés sur la durée de vie de l'actif. Les actifs étrangers nets représentent la somme des actifs et passifs transfrontaliers détenus par les résidents du pays. Il s'agit, par exemple, des investissements directs étrangers et des avoirs de réserve. Les actifs nets étrangers négatifs suggèrent que les passifs transfrontaliers dépassent les actifs transfrontaliers. Par exemple, l'encours de la dette contractée à l'étranger pourrait dépasser largement les investissements directs étrangers.

[140] Dilley et al. (2005)

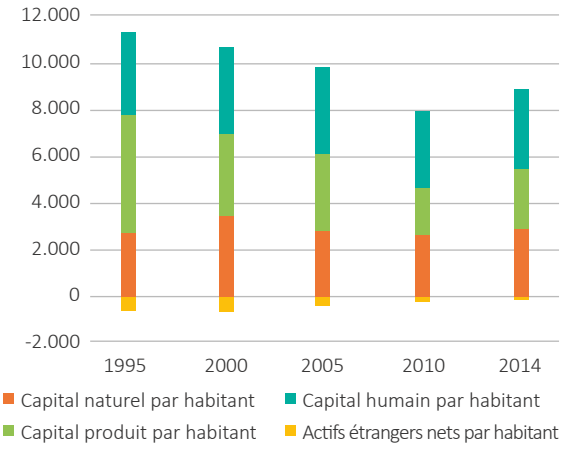
Comores sont estimées à 5,7 millions USD par an.[141] Cela équivaut à 0,9 pour cent du PIB des Comores et à 2,8 pour cent du budget annuel du gouvernement en 2017. Les simulations montrent également que les pertes seraient les plus élevées à Anjouan, qui subit près de 80 pour cent des pertes annuelles moyennes pour les trois aléas combinés.

Figure 40: Indicateurs de richesse

a. Richesse totale par habitant (USD constant 2014)



b. Richesse par habitant – Comores



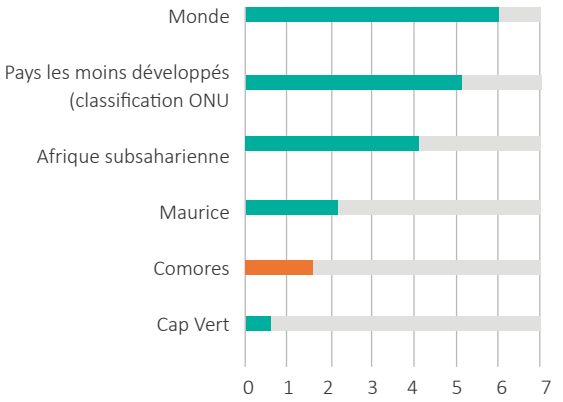
Source : Banque mondiale, ***Wealth of Nations.***

[141] World Bank (2017c)

116. La pression anthropique est une source majeure de la dégradation de l'environnement aux Comores. Le pays est l'un des plus densément peuplés d'Afrique, ce qui entraîne une exploitation intense des ressources naturelles. La couverture forestière du pays est tombée de 26,3 pour cent en 1990 à 19,9 pour cent en 2015, ce qui voudrait dire que le pays perd en moyenne un quart de point de couverture forestière chaque année. Même dans les aires protégées, le taux de déforestation est très élevé en raison de la demande croissante de bois et de terres agricoles. La déforestation est une source majeure d'érosion qui augmente le ruissellement et conduit aux inondations, réduisant ainsi la fertilité du sol et les rendements agricoles. La dégradation de l'environnement a été liée à la faible capacité de l'État à appliquer la réglementation et à lutter contre l'utilisation illégale des mangroves et du sable de mer et le braconnage. Les Comores sont particulièrement vulnérables aux effets du réchauffement de la planète, tels que l'augmentation des tempêtes et la montée du niveau de la mer. On estime que le long de la côte, une élévation du niveau de la mer de 20 cm d'ici 2050[142] entraînera le déplacement d'au moins 10 pour cent de la population.[143] Le secteur agricole, principalement pluvial, est extrêmement vulnérable au changement climatique parce que la hausse des températures a accru les niveaux de salinité des eaux souterraines ces dernières années et a eu un impact négatif sur les cycles de croissance des cultures.

117. Il est essentiel d'améliorer la gestion pour surmonter une dotation insuffisante en ressources en eau, en particulier avec le changement climatique qui a une incidence sur les niveaux de stress hydrique, mettant ainsi la pression sur la production et l'utilisation domestique. Avec 16 autres pays, les Comores se trouvent au premier rang mondial en ce qui concerne le stress hydrique (prélèvements en pourcentage des ressources en eau disponibles). Tous les secteurs - agriculture, industrie et utilisation domestique - ont le classement de stress hydrique le plus élevé (stress extrêmement élevé) utilisé par le ***World Resources Institute Aqueduct.***[144] En raison de sa taille et de sa densité de population, le pays dispose de très peu de ressources en eau par habitant par rapport à l'Afrique subsaharienne ou aux moyennes mondiales (voir la Figure 41). La plupart des rivières ne transportent pas d'eau toute l'année et la plus grande île de Grande Comore dépend des eaux souterraines. Le changement climatique est susceptible d'aggraver ces problèmes. Bien que tous les secteurs soient touchés par le changement climatique, l'agriculture est

Figure 41: Ressources internes renouvelables en eau douce par habitant (milliers de mètres cubes)



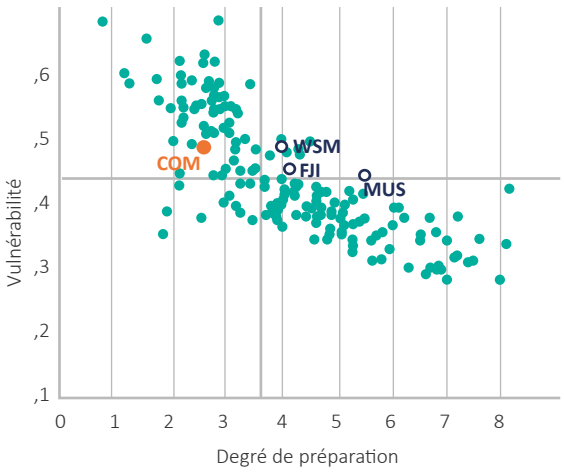
Source : Banque mondiale.

[142] NAPA (2006)
[143] PRGS (2010)
[144] Gassert et al. (2013)

l'activité économique la plus exposée. Elle représente 47 pour cent des prélèvements d'eau et les pénuries d'eau deviennent progressivement l'une des contraintes agro-écologiques de l'île. L'eau disponible pour un usage domestique serait également affectée, ce qui pourrait aggraver un accès déjà limité à une eau potable améliorée (actuellement limité à moins de 13 pour cent des Comoriens, voir également le Chapitre 5).[145]

118. Les Comores ont fait de l'adaptation et de l'atténuation une priorité dans leurs contributions déterminées au niveau national (CDN) de 2015 dans le cadre de l'Accord de Paris. Cependant, la faible capacité du pays l'empêche de réagir aux chocs liés au changement climatique. La CDN des Comores donne une liste des actions visant à s'adapter au changement climatique et à accroître la résilience aux catastrophes naturelles, notamment des programmes de réinstallation et de protection des populations vivant dans des zones à risque, ainsi que des systèmes d'alerte rapide et des interventions efficaces en cas d'urgence. Parallèlement aux actions énoncées dans la CDN, les Comores ont mis au place un cadre juridique bien étoffé portant sur l'environnement, comprenant la Politique Nationale de l'Environnement (PNE), le Plan d'Action National pour l'Environnement (PANE) et le cadre juridique pour l'environnement, ainsi que des actions de conservation spécifiques et des plans et une fondation dédiée au financement des activités environnementales. Cependant, l'efficacité de ces outils souffre de plusieurs inefficiences institutionnelles. La faible coordination intersectorielle et la multiplication des comités ont semé la confusion dans le rôle et les responsabilités de coordination. En outre, le manque de ressources et le manque de données et d'informations relatives à l'environnement ont contribué à la faible connaissance générale des risques liés au changement climatique et des opportunités d'adaptation, notamment son impact économique et social sur la vie et les moyens de subsistance des Comoriens. De ce fait, le pays reste l'un des pays les plus vulnérables aux risques liés au changement climatique, tout en étant l'un des moins préparés à y faire face (voir Figure 42).

Figure 42: Les Comores : un pays parmi les plus vulnérables au changement climatique mais parmi les moins bien préparés à y faire face



Source: Banque mondiale.[146]

[145] La matrice ND-GAIN illustre la résilience relative des pays. L'axe vertical indique le score de vulnérabilité et l'axe horizontal indique le score en matière de degré de préparation. Avec un score élevé de vulnérabilité et un score faible de degré de préparation, les Comores se trouvent dans le quadrant supérieur gauche de la matrice ND-GAIN, ce qui signifie qu'elles ont à la fois un grand besoin d'investissements et d'innovations pour améliorer leur préparation et une grande urgence pour agir.

[146] L'indicateur de l'état des stocks de poissons indique le pourcentage des stocks de poissons capturés dans la zone économique exclusive (ZEE) d'un pays qui sont surexploités ou qui se sont effondrés. L'ITTM examine dans quelle mesure le secteur de la pêche a exploité des espèces plus grandes et de haut niveau et capture de plus en plus d'espèces plus petites et de niveau inférieur, ce qui a un impact négatif sur la santé des écosystèmes. Un classement inférieur sur les deux indices indique une meilleure performance relative.

119. L'agriculture, pilier de l'économie, est le secteur le plus touché par le changement climatique. Dotée d'un sol volcanique fertile, de terres abondantes et de bonnes précipitations, l'économie des Comores était traditionnellement dominée par l'agriculture. Celle-ci représente également 47 pour cent des prélèvements d'eau et les pénuries d'eau deviennent lentement l'une des principales contraintes agro-écologiques de l'île. L'élévation du niveau de la mer a entraîné une augmentation de la salinité des eaux souterraines ces dernières années. L'érosion accélérée des sols due à la déforestation a entrainé une augmentation du ruissellement et a conduit à des inondations, réduisant ainsi la fertilité des sols et les rendements agricoles. La sécurité hydrique est un problème urgent sur les trois îles - la Grande Comore, Anjouan et Mohéli - qui affecte non seulement la santé et le bien-être des Comoriens, mais pourrait également affecter l'agriculture. Les changements climatiques aggravent les risques pour l'agriculture, notamment parce que la hausse des températures a un impact négatif sur les cycles de croissance des cultures.

120. La plupart des pêcheries côtières sont soumises à de fortes pressions avec un potentiel d'expansion très limité. Les Comores se classent 53ème sur 180 sur l'indice de stock de la pêche de l'indice environnemental de Yale et 82ème sur 180 sur son Indice trophique marin régional (ITMR), ce qui indique que la surpêche sélective de certaines espèces est un problème plus grave que la surpêche en général.[147] Au niveau régional, 40 pour cent des stocks évalués par la SWIOFC sont considérés comme surexploités (SWIOFC, 2018). Les pêcheries hauturières de thon et d'espèces apparentées sont actuellement principalement exploitées par des flottes étrangères, ce qui fait que les avantages économiques sont faibles pour le niveau local et national locaux et nationaux, et constituent une exception au potentiel de développement de la production nationale. Les pêcheries côtières de grande valeur (homard, concombre de mer, etc.) sont généralement surexploitées mais peuvent être rapidement améliorées si un système de gestion adéquat se développe, notamment par le biais de la cogestion avec les communautés côtières.

Risques politiques et sociaux

121. La tension entre le défi de construire un État-nation fort et cohésif et la pression régionale en faveur de l'autonomie au niveau des îles a été une source d'instabilité récurrente aux Comores. La dernière tentative de révision de la Constitution afin de recentraliser le pouvoir en vue d'établir un système de gouvernance plus efficace et d'assurer la continuité des politiques a été controversée. Cela peut potentiellement perturber l'équilibre délicat existant entre les îles qui a favorisé une longue période de stabilité aux Comores. Après le référendum, de nouvelles élections sont prévues dans un an. Les dates n'ont pas encore été confirmées. On s'attend à ce que les scrutins se tiennent en mars ou avril 2019. Il est probable que des troubles politiques se produisent avant les scrutins. Dans une atmosphère de méfiance

[147] L'indicateur de l'état des stocks de poissons indique le pourcentage des stocks de poissons capturés dans la zone économique exclusive (ZEE) d'un pays qui sont surexploités ou qui se sont effondrés. L'ITTM examine dans quelle mesure le secteur de la pêche a exploité des espèces plus grandes et de haut niveau et capture de plus en plus d'espèces plus petites et de niveau inférieur, ce qui a un impact négatif sur la santé des écosystèmes. Un classement inférieur sur les deux indices indique une meilleure performance relative.

accrue, avec les griefs historiques mis en avant à la suite du référendum polarisant, il existe également un risque de violence avant, pendant et après les élections. Anjouan a déjà connu une montée en flèche des tensions et des manifestations de rue, ce qui a incité l'armée à intervenir à la mi-octobre 2018.

122. Les faibles niveaux de dépenses dans les secteurs sociaux - en particulier dans le secteur de la santé - entraînent des dépenses privées élevées qui, à leur tour, exposent davantage les familles au risque de tomber dans la pauvreté. Les dépenses publiques sur la santé exprimées en pourcentage des dépenses globales de santé sont inférieures à celles observées dans les pays pairs structurels (13,4 pour cent contre 52,3 pour cent, respectivement) (voir la Figure 43). En conséquence,[148] les trois quarts du financement de la santé sont à la charge des ménages, à travers les dépenses qu'ils paient directement. On estime que ces dépenses entraînent une augmentation du taux de pauvreté de 5 pour cent, soit 12 826 personnes supplémentaires tombant dans la pauvreté par an.[149] En d'autres termes, en moyenne, 35 Comoriens sombrent dans la pauvreté chaque jour à cause des paiements des soins de santé. Pour ceux qui sont déjà pauvres, outre le fait d'approfondir leur état de pauvreté, cela se traduit également par un faible accès aux services de santé.

123. Les systèmes de protection sociale qui protégeraient les pauvres, tels que les filets de sécurité sociale, sont limités aux Comores. Les régimes de protection sociale existants ne couvrent qu'une petite partie de la population (moins de 10 pour cent) et ne ciblent pas les pauvres. Le fonds de retraite pour la vieillesse, l'invalidité et le décès des fonctionnaires et des employés du secteur privé offre actuellement des pensions à 10 pour cent de la population de plus de 65 ans. La Caisse de sécurité sociale pour la protection des travailleurs contre les maladies professionnelles et les accidents du travail couvre moins de 6 pour cent des actifs de la Grande Comore. Une mutuelle de la santé a couvert 3,3 pour cent de la population en 2012.[150] Un programme ciblé « argent contre travail » a été déployé dans 69 des villages les plus pauvres du pays, touchant environ 5 000 familles.

124. Les envois de fonds atténuent les risques sociaux, mais ils sont localisés géographiquement et une dépendance excessive envers ces envois risque d'aggraver les inégalités existantes. En assurant les ménages contre les chocs économiques négatifs, de gros volumes d'envois de fonds pourraient réduire l'incitation du gouvernement à maintenir la discipline budgétaire et à utiliser les fonds publics pour l'investissement et la prestation de services sociaux.[151] En outre, les envois de fonds pourraient à un moment donné diminuer. S'inquiétant du fait que

[148] La revue des dépenses publiques (2015) et d'autres sources ont relevé un certain nombre de défis dans le système de santé aux Comores, notamment : a) le faible niveau des dépenses de santé financées par l'État en général (3 USD par habitant) ; b) le niveau élevé des dépenses de salaires des agents de santé par rapport aux coûts de fonctionnement tels que le matériel médical, les médicaments et la formation ; c) la forte dépendance vis-à-vis des redevances d'utilisation pour couvrir les coûts des déficits de fonctionnement résultant des niveaux très élevés de paiements directs par les ménages et des dépenses privées ; d) les différences dans la distribution des ressources financières et humaines entre la police centrale et des îles et la distribution des ressources entre les îles.

[149] Haazen et Rajoela (2016).

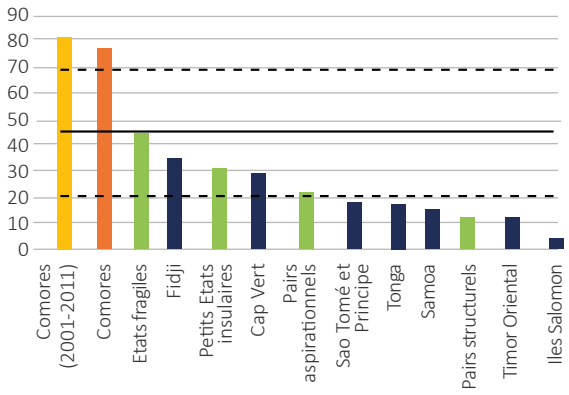
[150] Il existe également un fonds de retraite militaire et un fonds commun de placement pour les prestations de vieillesse, d'invalidité et d'assurance-maladie pour les militaires et leurs familles.

[151] Chami et al. (2008)

le recours aux envois de fonds ne soit pas durable à long terme, étant donné que les envois de fonds bruts de la troisième génération représentent environ un quart du PIB, cet élément démographique exerce une influence financière substantielle. Il est prouvé que les Comoriens vivant en France ont un sens plus faible des liens avec les Comores et des obligations financières plus grandes que celles des générations précédentes. Les initiatives du gouvernement visant à renforcer le lien avec la diaspora en créant un sens plus étroit de liens de cette communauté à son pays d'origine pourraient maintenir les envois de fonds et encourager progressivement les investissements.[152]

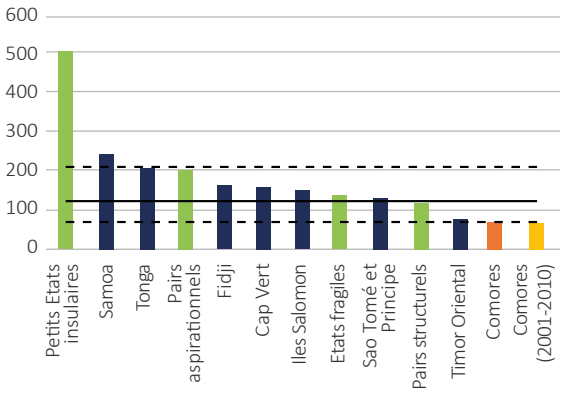
Figure 43: Dépenses de santé

a. Dépenses intérieures privées de santé (% des dépenses courantes de santé) (2011-2017)



— Moyenne de l'ASS - - 20ème percentile revenu moyen inférieur
- - 80ème percentile revenu moyen inférieur

b. Dépenses actuelles de santé par habitant (USD courant) (2011-2017)



— Moyenne de l'ASS - - 20ème percentile revenu moyen inférieur
- - 80ème percentile revenu moyen inférieur

Source : Calculs du personnel à l'aide des données du FMI.

125. Enfin, les risques sociaux pourraient émaner à l'avenir d'un groupe grandissant de jeunes Comoriens sous-employés ou au chômage. Les taux de chômage élevés ont contribué à la frustration des jeunes et à l'émigration. Le nombre de Comoriens vivant à l'étranger a plus que triplé au cours des 25 dernières années. De plus, les jeunes

[152] Au Cap Vert, les envois de fonds ont été stimulés par des innovations juridiques et politiques conçues spécialement pour la diaspora. Le Cap Vert a créé un ministère des affaires de la diaspora et a adopté une législation pour permettre à la diaspora de voter aux élections nationales. En outre, pour encourager les émigrants à investir dans l'immobilier, par exemple, les frais fiscaux et administratifs ont été supprimés ou réduits. En outre, les émigrants peuvent également bénéficier de toutes les incitations à l'investissement en place qui profitent aux investisseurs étrangers, y compris les investissements sectoriels dans le tourisme et les énergies renouvelables (Resende-Santos, 2015). De telles mesures (ainsi que la stabilité politique et la perception générale de la bonne gouvernance) permettent de canaliser les envois de fonds vers des opportunités d'investissement, en particulier dans le secteur du tourisme où 17 pour cent des petites entreprises touristiques appartiennent à d'anciens émigrants (Banque mondiale, 2018a).

s'associent de plus en plus à des élites politiques ou à des personnalités de l'autorité dans l'espoir de pouvoir atteindre la mobilité sociale et obtenir des ressources. Somme toute, les frustrations multiples constituent un risque pour la cohésion sociale. En particulier à la Grande Comore, les envois de fonds peuvent également décourager les jeunes de participer au marché du travail, parce qu'ils reçoivent un financement régulier de la diaspora.[153] Par ailleurs, les préjugés culturels contre les petits boulots et les travaux manuels constituent un obstacle supplémentaire à l'entrée au travail. L'agriculture attire de moins en moins les jeunes Comoriens des zones rurales qui ont tendance à migrer vers les zones urbaines et représente actuellement 25 pour cent de l'emploi des jeunes.

126. Le risque d'une montée de la radicalisation menant à l'extrémisme violent s'aggrave dans le climat chargé actuel, caractérisé par une répression accrue des groupes minoritaires chiites et chrétiens. Il y a de plus en plus d'étudiants éduqués à l'étranger qui retournent après avoir été exposés à des idées et influences étrangères, tandis que les organisations non gouvernementales étrangères (ONG) qui comblent le vide laissé par l'État en termes de prestation de services - en particulier dans les domaines de l'éducation et de la santé – peuvent également importer des idées radicales. Une nouvelle génération de théologiens, formés à l'étranger, conteste également les branches de l'Islam traditionnellement tolérantes pratiquées aux Comores et la légitimité des institutions coutumières. Cela pourrait également aggraver la frustration ressentie par la grande population des jeunes face aux opportunités limitées en matière d'éducation, d'amélioration de soi et d'emploi dans le secteur formel, et jouer entre les mains de groupes cherchant à exploiter ce sentiment de bouleversement.

127. Les autres risques émergents sont liés au trafic de stupéfiants, au trafic de migrants et à la piraterie maritime.[154] Des groupes (prétendument d'Anjouan[155]) font passer des stupéfiants - et un médicament dit chimique - à travers les frontières, des ports de Zanzibar et Dar es Salaam à Mayotte en passant par les Comores. Ces groupes seraient également impliqués dans le trafic de migrants à Mayotte via Anjouan.[156] Ils profitent de la faible capacité de surveillance aux frontières et aux points d'entrée ainsi que de la corruption au sein de l'administration comorienne.

---

[153] Par mois, les envois de fonds peuvent représenter plus que le salaire moyen et même représenter le double.

[154] FMI (2010)

[155] INL (2009)

[156] A partir d'entretiens menés dans le pays en préparation de l'évaluation des risques et de la résilience de 2018.

VOIES ET PRIORISATION

128. Ce chapitre s'appuie sur les données factuelles présentées dans les chapitres précédents et propose trois Voies liées entre elles qui aideraient les Comores à atteindre une croissance durable et une prospérité partagée. Ces Voies ont été choisies en fonction de l'impact qu'elles auraient quant à sortir les Comores de l'équilibre de faible croissance dans lequel elles se trouvent ainsi qu'à résoudre les inégalités croissantes décrites au Chapitre 5 qui pourraient affaiblir davantage la cohésion sociale. Les Voies qui en résultent sont discutées ci-dessous ainsi que les principales réformes politiques qui seront nécessaires pour les débloquer.

129. En abordant ces Voies, il a été important d'examiner avec soin la question de l'importance fondamentale de l'identité et des institutions, exposée au Chapitre 4. La structure sociale et historique des Comores a eu un impact important sur la trajectoire de développement du pays à ce jour. Le pays lutte toujours pour s'unir derrière un sentiment d'identité nationale qui, une fois découvert, pourrait renforcer l'efficacité de l'élaboration des politiques et renforcer la cohésion nationale et sociale. L'identification des parties prenantes qui auront la motivation à agir en tant que chef de file sur chacune des priorités dépasse le cadre de l'EDSP. Cependant, s'attaquer à chacun des domaines de réforme cernés par cette EDSP nécessitera une réflexion approfondie ainsi que la prise en compte des intérêts et des motivations des acteurs au niveau des communautés centrales, insulaires et locales, afin de parvenir à une solution qui unit les différents acteurs autour d'une vision nationale plutôt sape un concept d'identité nationale déjà fragile.

130. De même, le renforcement des institutions doit faire partie de tous les efforts de réforme pour en assurer la pérennité, parce que des années d'instabilité politique ont sapé et affaibli les capacités des institutions formelles. Les déséquilibres régionaux et les inégalités spatiales ont alimenté un sentiment de méfiance entre les îles et le centre. Dans le même temps, les perceptions de marginalisation et d'inégalité - tant entre les îles que dans les villages - en partie à cause de la colonisation du pays par le passé et de la complexité des hiérarchies sociales, ont renforcé le sens de l'identité locale aux dépens de l'unité nationale. A ce titre, le renforcement institutionnel peut également renforcer le sentiment d'identité nationale entre les îles et entre les villages et contribuer à renforcer les liens entre l'État et la société.

Voies

Voies n°1 *Combler le déficit d'investissement*

131. Les besoins d'investissement des Comores sont importants. Avec une moyenne de 16,7 pour cent du PIB, les investissements totaux ont été respectivement inférieurs de 4,6 pour cent et 7 pour cent à la moyenne de l'Afrique subsaharienne et des pays pairs en termes structurels depuis le début du siècle. Les investissements directs étrangers ont

Les investissements dans la connectivité inter et intra-insulaire doivent être une priorité.

représenté en moyenne un peu plus de 1 pour cent du PIB au cours de la dernière décennie. Une pénurie prolongée d'investissements, combinée à une croissance démographique rapide, a entraîné un déclin du capital productif par habitant des Comores, un faible niveau de capital humain et un lent épuisement du capital naturel. Selon le rapport de la Banque mondiale sur la richesse des nations, le capital productif par habitant des Comores a été divisé par deux entre 1995 et 2018 et représente maintenant la moitié de celui des autres pays d'Afrique subsaharienne et de la tranche inférieure moyenne de revenu.

132. Le manque de crédibilité des institutions formelles et le manque de confiance en leur capacité est au cœur de la problématique de la faiblesse des investissements des Comores. Les investisseurs locaux et étrangers (y compris la diaspora) recherchent la prévisibilité et la fiabilité lorsqu'ils effectuent des investissements, leurs bénéfices ne se concrétisant qu'après plusieurs années. Comme dans d'autres pays, l'instabilité politique et la faiblesse de l'état de droit ont été les principaux facteurs de dissuasion des investisseurs aux Comores. La faiblesse de la capacité à assurer une bonne gestion macro-économique, caractérisée entre autres par des décisions budgétaires incohérentes et erratiques, et une tendance à dépenser en salaires plutôt qu'en investissements ont limité la capacité du Gouvernement à effectuer des investissements publics et à mobiliser des recettes intérieures. Les acteurs privés se trouvent découragés à investir dans des secteurs centraux tels que l'agriculture à cause de la faiblesse de l'état de droit, de la fragilité du système financier et d'un environnement économique difficile, mettant en doute la rentabilité des éventuels investissements. En outre, dans un environnement où l'État fournit peu de services, la population donne la priorité aux dépenses de consommation par rapport à l'investissement puisqu'elle doit supporter elle-même les dépenses d'éducation et de santé.

133. Des années de faible investissement ont compromis la performance des Comores en matière de croissance et ont conduit à des inégalités croissantes. Depuis 2001, la contribution des investissements à la croissance a été faible et parfois négative. La faiblesse de l'investissement a eu pour corollaire un faible développement du secteur privé et peu de création d'emplois, résultant en une faible demande de main-d'œuvre et un des taux de participation de la main-d'œuvre parmi les plus bas de

l'Afrique subsaharienne, un autre frein à la croissance. Les investissements publics dans la connectivité inter et intra-îles ainsi que dans d'autres services d'infrastructure essentiels, tels que l'électricité et le traitement de l'eau, devraient être une priorité si l'on veut accroître la productivité dans les secteurs essentiels tels que le secteur agricole, les services et le commerce et créer les conditions propices au développement du secteur manufacturier et du tourisme. Le manque d'investissement public a également entraîné une faiblesse de la prestation de services et une augmentation des inégalités. Le manque d'accès aux services de base tels que l'eau courante, l'électricité, les centres de santé ou les marchés est l'un des plus puissants prédicteurs de la pauvreté aux Comores. La faiblesse des services publics a conduit à une privatisation des services de santé. Les Comores sont l'un des pays au monde où la part des dépenses de santé payées directement par les ménages est la plus élevée, et environ 35 Comoriens par jour sombrent dans la pauvreté suite au paiement de soins de santé.

134. Le faible investissement dans la prestation de services de base sape un contrat social déjà fragile entre les îles. Les inégalités sont apparues entre les îles en matière d'infrastructures et de services de base dans les domaines de la santé et de l'éducation et risquent d'aggraver un sentiment de coupure déjà existant entre les îles. Ces inégalités alimentent le désir de chaque île d'affirmer ses intérêts financiers au pouvoir, perpétuant ainsi la politisation de l'allocation des ressources. Les communautés locales compensent l'absence de l'État et deviennent de plus en plus autonomes. Les écoles et les rues sont construites avec des fonds de la diaspora, ce qui conduit à une allocation pas toujours efficace des ressources privées et à une privatisation progressive d'importants services sociaux. Cependant, comme les mécanismes d'adaptation locaux diffèrent au sein de l'Union des Comores, les communautés ne s'en sortent pas toutes de la même manière. Les inégalités sont particulièrement en défaveur d'Anjouan, qui à la différence de la Grande Comore et de Mohéli, ne bénéficie du principal mécanisme d'adaptation, à savoir les envois de fonds.

Voies n°2 *Accroitre le capital humain des Comores*

135. Le capital humain aux Comores est aujourd'hui en deçà de son potentiel. Parmi les différents types d'actifs et de capitaux qu'un pays possède - productifs, humains et naturels -, le capital humain est le domaine où les Comores sont à la traîne par rapport aux autres pays à revenu moyen-inférieur. Aux Comores, les enfants lorsqu'ils atteignent l'âge de 18 ans peuvent espérer avoir terminé 8,4 années de scolarité, soit deux ans de moins que leurs pairs des autres pays à revenu moyen-inférieur. Et lorsque les années de scolarité sont ajustées en fonction de la qualité de l'apprentissage, ce chiffre tombe à 5,3 années seulement. Les filles sont nettement moins scolarisées que les garçons et les grossesses chez les adolescentes sont deux à trois fois plus courantes que dans les pays pairs aspirationnels. Parmi les enfants, 31 sur 100 grandissent avec un retard de croissance causé par la malnutrition et le peu d'attention accordé au développement de la

petite enfance.[157] Enfin, le retard de croissance étant le plus fréquent chez les pauvres aux Comores, il aggrave les inégalités existantes s'il n'est pas corrigé.

136. Il est essentiel d'accroitre le capital humain des Comores si l'on veut accélérer la croissance et réduire la pauvreté. Il impératif d'investir dans le capital humain pour la croissance et la réduction de la pauvreté. Compte tenu des conditions actuelles du capital humain aux Comores, un enfant né aujourd'hui n'aura à l'âge adulte que 40 pour cent de la productivité qu'il aurait eue s'il avait bénéficié de services d'éducation et de santé complets. L'investissement dans le capital humain exige l'attention immédiate des décideurs parce que les avantages en termes de croissance des investissements en capital humain ont tendance à être différés d'une génération. Les investissements réalisés dans la jeunesse d'aujourd'hui ne créeront une main-d'œuvre plus productive qu'une fois que ces jeunes seront sur le marché du travail. En revanche, les investissements en capital humain ont l'avantage d'être moins coûteux que les investissements en capital physique. Et tandis que ces investissements sont réalisés, des investissements supplémentaires dans le capital physique au titre de la première Voie peuvent avoir un impact plus immédiat sur la croissance et ouvrir la voie à la prochaine génération en créant des opportunités d'emploi lorsqu'ils seront prêts à entrer sur le marché du travail.

137. Le capital humain soutient d'autres sources de croissance et d'inclusion. Il complète le capital physique dans le processus de production et constitue un intrant important de l'innovation technologique et de la croissance à long terme.[158] Le capital humain favorise également le capital social. Des études effectuées à travers le monde ont montré que les personnes les plus instruites font davantage confiance aux autres. Ce type de capital social est à son tour associé à une croissance économique plus forte. Inversement, le fait de ne pas protéger le capital humain sape la cohésion sociale. Le capital humain est l'un des premiers domaines à être affecté en cas de détérioration de la situation. Les longs conflits et la fragilité peuvent empêcher des générations entières de réaliser leur potentiel ou les inciter à quitter le pays pour mettre leurs talents à l'œuvre ailleurs.

138. Les investissements dans le capital humain peuvent également entrainer un dividende de la croissance démographique. Avec 4,2 naissances par femme en 2014, les Comores ne font qu'amorcer la transition démographique. Les taux de fécondité élevés et la forte croissance démographique pèsent lourd sur les ménages, le nombre de personnes à charge vivant dans des ménages pauvres aux Comores étant élevé.[159] En tant que pays parmi les plus densément peuplés du monde,[160] une fécondité élevée augmente également la pression foncière, ce qui peut compromettre la durabilité de la croissance.[161]

---

[157] Le retard de croissance est un indicateur important parce qu'il reflète l'environnement sanitaire global d'un pays et compromet le potentiel à long terme des individus à contribuer de manière productive au développement d'un pays.

[158] Putnam, Leonardi, et Nanetti (1993); Helliwell et Putnam (1995); Keefer et Knack (1997).

[159] Les 40 pour cent les plus pauvres parmi les ménages comoriens ont en moyenne 3,5 enfants de plus que les 30 pour cent les plus riches et ont des taux de dépendance beaucoup plus élevés.

[160] Malgré une émigration nette, les Comores sont l'un des pays les plus densément peuplés du monde, avec 328 personnes vivant en moyenne sur un kilomètre carré.

[161] Jayne, Chamberlin, et Headey (2014)

La réduction des taux de dépendance non seulement atténue la pression exercée sur les revenus des ménages pauvres, mais peut également accroître les possibilités d'épargne qui soutiennent davantage la croissance.[162] Les investissements en capital humain peuvent contribuer à concrétiser le dividende démographique : il a été démontré que l'amélioration de la qualité de l'éducation et du nombre d'années d'instruction, en particulier pour les femmes, entrainait une réduction du taux de fécondité dans la mesure où la première grossesse est retardée et les coûts d'opportunité de la procréation augmentent.[163]

Voies n°3 *Protéger et exploiter les ressources naturelles des Comores*

139. Les ressources naturelles sont au centre des moyens de subsistance et de l'activité économique aux Comores. Environ 39 pour cent du PIB des Comores sont générés par des activités pour lesquelles la terre, la mer et la nature sont des intrants importants. Doté d'un sol volcanique fertile, de bonnes précipitations, de beaux paysages et d'une zone de pêche économique représentant 70 fois la superficie de son territoire, les Comoriens vivent de leurs ressources naturelles. Avec 31,6 pour cent du PIB total (2011-2017), dont 7,5 pour cent du PIB pour la pêche, l'économie des Comores est davantage dominée par l'agriculture que tout autre pays ou groupe de comparaison. L'agroindustrie légère, qui dépend de la production agricole, génère 4 pour cent du PIB supplémentaire. Enfin, bien qu'il soit petit par comparaison mais qu'il offre un fort potentiel, le secteur du tourisme contribue à hauteur de 3,4 pour cent du PIB à l'économie. L'agriculture et la pêche génèrent 38 pour cent des emplois et 50 pour cent des pauvres tirent leur subsistance de ces deux secteurs.

140. La croissance dans les secteurs liés aux ressources naturelles a été stagnante et inférieure au potentiel. Bien qu'ils soient traditionnellement les principaux moteurs de la croissance aux Comores, les secteurs de l'agriculture et de la pêche ont une très faible productivité par rapport à ce que l'on observe dans les pays pairs. Le potentiel est déjà atteint en ce qui concerne l'expansion des terres et

---

[162] Globalement, on a constaté qu'une baisse de 1 pour cent du taux de dépendance est associée à une baisse de 0,75 point de pourcentage de l'effectif de pauvreté et qu'une augmentation de 1 point de pourcentage de la part de la population active stimule la croissance économique de 1,1 à 2,0 points (Banque mondiale 2016, Marcio Cruz S. Amer Ahmed 2016).

[163] Après la baisse de la mortalité infanto-juvénile, une baisse subséquente de la fécondité entrainera une augmentation de la part de la population en âge de travailler. Avec moins de personnes à charge et plus de personnes au travail, la croissance par habitant s'accélèrera, même lorsque la production par personne en âge de travailler reste constante (Bloom et Williamson 1997a). Deuxièmement, une baisse de la fécondité pourrait entrainer une augmentation de la participation des femmes au marché du travail, ce qui renforcerait l'effet pro-croissance. Non seulement la part de la population en âge de travailler augmentera, mais la main-d'œuvre économiquement active augmentera encore davantage, ce qui entrainera une augmentation de la production par personne en âge de travailler. Troisièmement, avec moins d'enfants, les familles (et l'État) auront la possibilité d'accroire les dépenses pour le bien-être et l'éducation par enfant. A mesure que ces enfants atteignent l'âge de travailler et entrent sur le marché du travail, la productivité de la main-d'œuvre augmentera en raison de l'amélioration de la santé et du niveau d'instruction. Ainsi, la transition démographique est associée à une augmentation de la productivité de la main-d'œuvre, que l'on peut qualifier d'« effet compétences » de la transition démographique.

les heures de travail des agriculteurs sur les parcelles aux Comores. La faible productivité résulte de la dégradation des sols, de la raréfaction de l'eau, des pratiques agricoles obsolètes, de l'absence de rendements améliorés et de l'absence de chaînes de valeur. En mer, les pêcheurs pratiquent une pêche de subsistance pour des raisons de sécurité et par de manque de services spécialisés et d'entreposage frigorifique. De ce fait, les étrangers sont les principaux utilisateurs des généreuses zones de pêche des Comores, souvent dans l'illégalité, causant une surexploitation de nombreuses espèces. Le tourisme reste en grande partie inexploité, notamment en raison d'un environnement peu attractif pour les investissements, un problème qui pourrait être résolu avec des progrès dans la première Voie.

141. L'amélioration de la productivité de l'économie fondée sur les ressources offre des possibilités de réduction de la pauvreté. Les Comores couvrent une part exorbitante de leurs besoins alimentaires par des importations (39,4 pour cent de toutes les importations de marchandises contre 18,7 pour cent pour l'Afrique subsaharienne). Cette forte dépendance vis-à-vis des importations de produits alimentaires rend le pays vulnérable aux chocs de prix, freine le potentiel de croissance des Comores en décourageant les investissements privés dans le secteur agricole et pèse sur ses réserves de change. Il expose également les consommateurs à l'insécurité alimentaire - comme cela s'est produit récemment en 2008[164]- et constitue une occasion manquée de réduire la pauvreté et d'accroître la croissance économique grâce à la substitution des importations. Il a été démontré que la croissance dans la production d'aliments de base a un effet multiplicateur et présentent des élasticités plus grands que ceux d'une croissance égale de la productivité des cultures de rente (Diao et al. 2012) parce qu'ils sont produits par la plupart des ménages ruraux et parce que la productivité de ces produits est encore très faible.

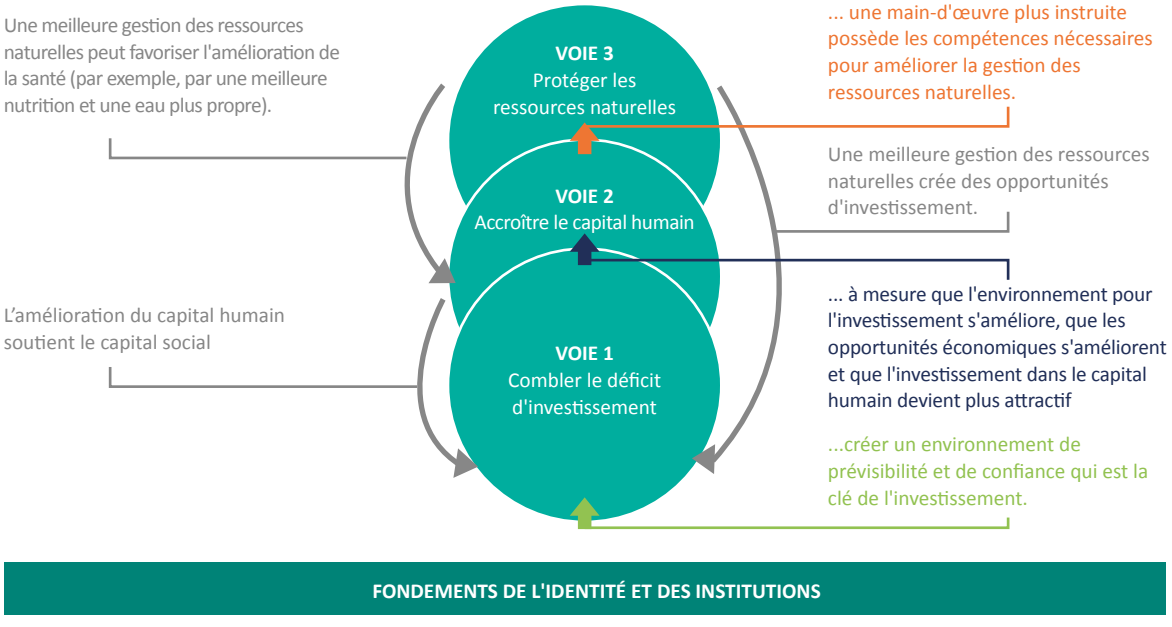
142. Les ressources naturelles des Comores doivent être protégées davantage parce qu'elles sont de plus en plus vulnérables et exposées à des chocs fréquents et coûteux. En raison de sa situation géographique et de sa topographie, les Comores font partie des pays les plus vulnérables au climat. De plus, les pressions démographiques ont entraîné une déforestation et une dégradation de la qualité des terres agricoles. L'élévation du niveau de la mer a entraîné une augmentation de la salinité des eaux souterraines. Les lieux de pêche ne sont pas protégés de la pêche illégale et risquent d'être exploités. Un Comorien sur deux a été touché par une catastrophe naturelle depuis 2005. Les catastrophes naturelles ont un impact négatif sur l'économie, d'une valeur allant de 1 à 3 pour cent du PIB chaque année. Les pertes étant les plus prononcées à Anjouan où l'agriculture prédomine, ces pertes tendent également à aggraver les inégalités.

143. La Figure 44 donne un résumé visuel des relations entre les fondements de l'identité et des institutions, les Voies et leurs interactions. Le renforcement de l'identité et des institutions en tant que deux facteurs fondamentaux sera la clé du développement futur des Comores. Celles-ci constituent non seulement les

[164] Après une longue période au cours de laquelle les denrées alimentaires de base étaient abondamment disponibles sur les marchés mondiaux et les prix internationaux étaient bas et stables, la volatilité extrême est revenue. Depuis 2008, les prix internationaux du riz, du blé et du maïs ont fortement fluctué, atteignant parfois des niveaux jamais vus depuis des décennies. Comme les Comores importent une grande partie de leur consommation alimentaire, le pays est particulièrement exposé à l'instabilité des marchés alimentaires mondiaux.

fondements du capital social et d'une plus grande stabilité politique, mais ont également un impact profond sur la capacité des Comores à attirer des investissements nationaux et étrangers. Comme les investissements se font sur la durée, ils ont besoin de prévisibilité pour permettre aux investisseurs de planifier et d'évaluer les risques associés à leurs investissements. Lorsque les règles changent souvent ou ne sont pas appliquées, les investisseurs perdent courage. Ainsi, les taux d'investissement à l'échelle mondiale sont plus élevés dans les pays où l'on trouve la stabilité politique et des institutions fortes.[165] Si les Comores parviennent à débloquer la première Voie pour combler le déficit d'investissement, il sera plus facile de débloquer les deux autres Voies dans la mesure où elles disposeront de plus de fonds d'investissement pour les soutenir. Cela ne veut pas dire pour autant qu'il n'y a pas lieu d'accorder de l'attention à ces deux dernières Voies aujourd'hui. Les investissements dans le capital humain ne rapportent qu'après une génération, il est donc important de commencer aujourd'hui. Et, à mesure que les taux d'investissement augmenteront, la demande de main-d'œuvre intérieure aux Comores, actuellement très faible, augmentera, ce qui fera que les coûts d'opportunité augmenteront si le pays n'investit pas dans l'amélioration de l'éducation. Au fur et à mesure que le niveau de capital humain aux Comores augmentera, le rehaussement des compétences favorisera l'innovation dans les services, mais aussi dans des secteurs établis tels que l'agriculture et la pêche. Cela peut contribuer à améliorer la productivité de ces secteurs, les rendant plus attractifs pour les investisseurs. La protection des ressources naturelles qui sont à la base de ces secteurs devrait déjà être une priorité de nos jours parce qu'une grande partie des ressources naturelles met du temps à se régénérer une fois épuisée.

Figure 44: Résumé de l'interaction des voies



[165] BénassyQuéré et al. (2007) ; Acemoglu et al. (2001); Alesina et Perotti (1996); Besley (1995); Svensson (1998); Barro (1998); Schneider et al. (1985).

Principales contraintes et priorisation

144. Pour débloquer les trois Voies, plusieurs contraintes clés doivent être levées. À partir d'une longue liste de réformes requises présentées dans ce rapport, nous avons cerné les 12 contraintes les plus critiques pour les trois Voies considérées : (i) un effet plus fort sur le potentiel de croissance et (ii) un impact plus important sur la réduction de la pauvreté et une plus grande inclusion sociale. D'autres critères tels que les retombées, les conditions préalables et l'horizon temporel des réformes ont également été pris en compte. Le Tableau 6 récapitule comment l'élimination de ces principales contraintes en rapport aux trois Voies peut soutenir le potentiel de croissance des Comores et servir de catalyseur pour la réduction de la pauvreté et une plus grande inclusion. Ces principales contraintes sont discutées ci-dessous.

Tableau 6: Résumé des Voies et des contraintes clés

Les Voies peuvent être débloquées en…	…éliminant les principales contraintes, telles que…	…ce qui stimulera la croissance en…	… ce qui réduira la pauvreté et les inégalités en…	Données factuelles de la littérature à l'appui
Combler le déficit d'investissement	Renforcer la gestion macroéconomique	Renforçant la confiance des investisseurs étrangers et d'autres partenaires extérieurs qui peuvent financer des investissements favorables à la croissance	Modifiant la composition du budget en faveur des dépenses d'investissement pour fournir des services de base qui atteignent les pauvres	Banque mondiale (2015) ; Gavin et Perotti (1997) ; Dessus, DiazSanchez, et Varoudakis (2016) ; Alesina (1996)
	Accroître la mobilisation des recettes intérieures	Réduisant la dépendance à l'égard des flux de bailleurs extérieurs pour financer des dépenses publiques favorisant la croissance	Réduisant la dépendance à l'égard des envois de fonds pour le financement de la prestation des services de base	Banque mondiale (2015)
	Soutenir l'intermédiation du secteur financier	Mobilisant davantage d'épargne et canalisant efficacement l'épargne vers les investissements	Donnant aux ménages un meilleur accès au financement qui peut les aider à lisser leur consommation en cas de chocs	Banque mondiale (2015) ; Alesina et Perotti (1996) ; Besley (1995)
	Créer un environnement commercial favorable	Encourageant l'investissement et l'esprit d'entreprise, ce qui peut accroître la productivité du secteur privé	Stimulant la création d'emplois par un plus grand dynamisme du secteur privé. Cela peut augmenter le revenu du travail et réduire la dépendance à l'égard des envois de fonds.	Banque mondiale (2015) ; Alesina et Perotti (1996) ; Besley (1995)
Accroître le capital humain	Réduire la mortalité infantile et juvénile	Augmentant la productivité des générations futures à mesure qu'un plus grand nombre d'enfants grandissent et deviennent des adultes productifs. Au fur et à mesure que le nombre d'enfants survit, les taux de fécondité et les taux de dépendance diminuent généralement et les taux d'épargne augmentent, ce qui stimule la croissance.	Abaissant le nombre d'enfants, ce qui se traduit par des taux de dépendance plus faibles, qui sont associés à une réduction de la pauvreté aux Comores	Bloom et Williamson (1997a) ; (Layne, Chamberlin et Headey (2014) ; Silva et al. 2016)

Les Voies peuvent être débloquées en...	...éliminant les principales contraintes, telles que...	...ce qui stimulera la croissance en...	... ce qui réduira la pauvreté et les inégalités en...	Données factuelles de la littérature à l'appui
	Réduire le retard de croissance	Rehaussant la productivité du travail comorienne. Le retard de croissance reflète l'accumulation de chocs de santé durant l'enfance et l'adolescence.	Bénéficiant de façon disproportionnée aux pauvres qui sont les plus touchés par le retard de croissance	Banque mondiale (2017a) ; Banque mondiale (2014)
	Améliorer la qualité de l'éducation	Rehaussant la productivité des personnes et facilitant l'investissement dans des activités économiques plus qualifiées	Rehaussant le rendement de l'éducation de l'individu et augmentant le revenu du travail (tout en diminuant la dépendance à l'égard des transferts)	Filmer et al (2018) ; Banque mondiale (2014)
	Réduire l'écart entre les sexes dans le domaine de l'éducation	Maintenant les filles plus longtemps à l'école, ce qui améliore leurs chances d'intégrer le marché du travail. Une plus grande insertion des femmes dans la population active a un impact positif sur la croissance à long terme.	Relevant les revenus des femmes, ce qui améliorera leur accès et celui de leurs enfants à la santé et à l'éducation.	Milazzo et Goldstein (2017) ; Banque mondiale (2004) UNDP (2015); Gassert et al. (2013); World Bank (2018)
Protéger et valoriser les ressources naturelles	Améliorer la gestion de l'eau	Soutenant la productivité agricole	Améliorant la qualité de l'eau fournie aux pauvres, ce qui améliorera les résultats en matière de santé, notamment en ce qui concerne le retard de croissance.	PNUD (2015) ; Gassert et al (2013) ; Banque mondiale (2018)
	Réformer l'agriculture	Rehaussant la compétitivité du secteur agricole, stimulant l'agro-industrie et augmentant potentiellement la substitution des importations.	Augmentant les revenus des ménages ruraux qui peuvent être utilisés pour améliorer la nutrition, la santé et l'éducation	Banque mondiale (2014) ; Goyal et Nash (2017) ; Banque mondiale (2019)
	Protéger les pêcheries	Renforçant la capacité à exploiter durablement les ressources marines	Assurant une source de revenu plus stable pour les ménages de pêcheurs	Banque mondiale (2014)
	Mieux gérer les catastrophes	Protégeant le capital productif déjà faible des Comores	Protégeant les moyens d'existence des populations rurales pauvres qui sont les plus exposées aux aléas naturels	Dilley et al (2005) ; Banque mondiale (2017c) ; NAPA (2006) ; PRGS (2010) ; Banque mondiale (2018)

145. Combler le déficit d'investissement. Pour débloquer cette Voie, il faudra prêter attention à quatre domaines clés de la réforme :

À court terme :

- **Améliorer la gestion macro-économique pour créer un climat de confiance pour les investisseurs.** Pour combler le déficit d'investissement, il faudrait commencer par allouer des budgets plus élevés aux investissements publics. Pour pouvoir le faire avec les sources de revenus existantes, le Gouvernement comorien doit améliorer sa gestion de la masse salariale, résister aux pressions en faveur d'une augmentation de l'emploi dans le secteur public et améliorer l'efficacité des dépenses existantes. L'amélioration de la gestion macro-économique signifie

également que le processus budgétaire doit devenir plus réaliste et prévisible et que le financement de la dette doit être ancré dans un cadre budgétaire à moyen terme. Actuellement, les propositions budgétaires manquent souvent de réalisme. Un examen public plus approfondi de ces propositions pourrait favoriser un processus budgétaire plus crédible. Les Comores ont l'un des budgets les moins transparents au monde et le contrôle parlementaire est souvent contourné. L'implication des communautés locales dans le cadre d'une budgétisation participative pourrait contribuer à améliorer la qualité des services de base et à renforcer la confiance des communautés locales. Dans le cadre d'une meilleure gestion macro-économique, il conviendrait également de créer davantage de transparence en ce qui concerne la performance des plus grandes entreprises publiques du pays. Des progrès sur tous ces fronts aideraient à établir un climat de confiance pour les investisseurs privés nationaux et étrangers et pourraient contribuer à accroitre les taux d'investissement privés.

- **Développer la mobilisation des revenus nationaux.** Une transformation importante de l'administration et des politiques en matière de recettes est nécessaire pour réduire la dépendance vis-à-vis d'un financement budgétaire instable provenant de l'étranger et créer un espace budgétaire plus important pour les investissements publics. À court terme, cet objectif devrait être atteint, idéalement, par une combinaison de mesures qui favorisent simultanément : i) l'application des politiques fiscales, ii) la facilitation du respect des obligations fiscales et iii) la confiance dans les dépenses de l'État. Ces mesures incluent :

  - **Application :** améliorer le registre foncier et l'enregistrement des contribuables, mieux faire respecter les obligations fiscales des entreprises d'État, réduire l'informalité des entreprises, accroître l'interopérabilité entre les administrations douanière et fiscale et poursuivre la réduction des exemptions injustifiées et discrétionnaires des douanes.

  - **Facilitation :** promouvoir la simplification des structures des impôts et des tarifs douaniers, tout en rationalisant les procédures afin de réduire les transactions associées au paiement des impôts et des taxes. Des efforts doivent également être consentis pour déployer des programmes à impact sur les impôts et les taxes et envisager l'utilisation de technologies bas de gamme pour favoriser le respect des obligations fiscales (SMS de rappel de taxe, paiements par mobiles, par exemple).

  - **Renforcement de la confiance :** Adopter des politiques qui favorisent les liens visibles entre les dépenses publiques et la fourniture de biens et services publics. Ces efforts, visant en particulier le niveau local, peuvent inclure des initiatives telles que : i) les contributions fiscales locales affectées à des projets pilotés par les communautés, ii) les transferts du gouvernement central qui incitent à adopter des pratiques de budgétisation participative et à mobiliser les impôts locaux, et iii) les réunions budgétaires périodiques ou « assemblées » où l'on examine les contributions fiscales et les investissements locaux.

A moyen terme :

- **Améliorer l'intermédiation du secteur financier.** Le secteur financier comorien est faible et doit être soutenu par la mise en place de l'infrastructure nécessaire afin que le secteur puisse jouer son rôle de canalisation de l'épargne vers le crédit d'investissement, tout en favorisant l'accès aux services financiers pour une plus grande partie de la population. La résolution de la crise de liquidité et d'insolvabilité de la banque postale, la SNPSF, un acteur d'une importance systémique, sera d'une importance fondamentale à court terme. Pour remédier à la faiblesse du secteur financier, il faudra également s'attaquer au problème de capacité des tribunaux à faire exécuter les paiements de créances, qui est à l'origine de l'augmentation des prêts non productifs (PNP) dans le système.

- **Créer un environnement commercial favorable.** Pour attirer l'investissement, les investisseurs doivent avoir la certitude que le rendement privé de l'investissement peut également être réalisé. Dans le contexte d'un petit marché intérieur - où les rendements sont déjà limités par des déséconomies d'échelle - cela ne peut se faire qu'en créant un climat d'investissement plus favorable aux entreprises et en assurant une meilleure protection des droits de propriété. Les résultats des Comores au classement international en matière de climat des affaires indiquent qu'une attention particulière doit être accordée à l'exécution des contrats, le paiement des taxes et impôts, la création et la fermeture d'entreprises, la protection des investisseurs et l'électricité. Un code des investissements moins sujet aux exonérations fiscales et douanières au gré des circonstances favoriserait une concurrence loyale. Les accords commerciaux internationaux pourraient servir de points d'ancrage extérieurs à l'appui du programme de réforme de l'environnement des entreprises.[166] L'amélioration de l'environnement des entreprises, qui favoriserait l'esprit d'entreprise et la performance des entreprises existantes, profiterait à tous les secteurs.

146. Accroître le capital humain. Les principaux domaines de réforme dans le cadre de cette Voie sont les suivants :

A court terme :

- **Réduire la mortalité infanto-juvénile.** Les principales causes de mortalité infanto-juvénile aux Comores sont les maladies transmissibles évitables telles que la diarrhée et la pneumonie, malgré le recours fréquent aux services de soins de santé par les mères et leurs enfants. Par conséquent, pour relever ce défi en matière de santé, il faut prendre des mesures du côté de l'offre de soins de qualité. Trois domaines d'action devraient être considérés comme prioritaires. Premièrement, une formation plus poussée du personnel des établissements de santé est nécessaire pour que les cas puissent être diagnostiqués de manière

[166] Au cours du second semestre 2017, les Comores ont confirmé leur appartenance à trois organisations internationales, à savoir la Communauté de développement de l'Afrique australe, l'Organisation mondiale du tourisme (OMT) et la Banque africaine d'importation et d'exportation. En outre, le processus d'accession à l'OMC progresse, les Comores poursuivant leur engagement soutenu et constructif dans ce processus alors qu'elles approchent des dernières étapes précédant leur adhésion à l'OMC.

précise dans les meilleurs délais. Deuxièmement, les formations sanitaires doivent être équipées du bon matériel et de médicaments. Troisièmement, il manque actuellement un système de référence solide, permettant aux cas avec complications de recevoir des soins de niveau supérieur. Tout cela exige de disposer de meilleures données pour les décideurs politiques afin de mieux connaitre la qualité de soins existante et cibler les appuis de manière optimale en se fondant sur ces données factuelles.

- **Réduire le retard de croissance :** La solution réside en grande partie dans l'apport des nutriments appropriés à la population au cours des premières années de la vie au moment où les bases du potentiel humain se créent. Il ne s'agit pas seulement d'avoir accès à une alimentation nutritive, mais aussi d'éduquer les mères et les familles. Les plateformes communautaires d'éducation et de promotion de la nutrition sont largement reconnues comme des stratégies importantes pour la mise en œuvre d'interventions clés pour la survie de la mère et de l'enfant.[167] Une gamme complète d'interventions promotionnelles, préventives et curatives peut être mise en œuvre par le biais d'une plateforme communautaire et pourrait significativement améliorer les résultats nutritionnels parmi les populations difficiles à atteindre.[168] En outre, il convient d'élargir la couverture des interventions nutritionnelles à fort impact (y compris la fourniture de services d'eau améliorés) pour soutenir ce programme et lutter contre les taux relativement élevés de retard de croissance qui existent parmi les plus pauvres. À long terme, l'amélioration de la nutrition stimulera la productivité du travail.

A moyen terme :

- **Améliorer la qualité de l'éducation.** Il faut améliorer le niveau d'instruction des nouvelles cohortes qui entrent sur le marché du travail. Les politiques requises pour améliorer le niveau d'instruction sont de trois ordres : i) mettre davantage l'accent sur l'apprentissage, en mesurant systématiquement les résultats de l'apprentissage et en communiquant les résultats aux écoles ; ii) accorder une plus grande attention aux enseignants, facteur le plus important de l'apprentissage des élèves ; et iii) transformer les écoles en espaces dignes des enfants qu'elles servent. Les Comores sont à la traîne en ce qui concerne le pourcentage d'écoles disposant de toilettes séparées pour les filles et les garçons, avec seulement 11 pour cent des écoles disposant de telles installations de base, contre une moyenne régionale de plus de 60 pour cent.

- **Réduire l'écart entre les sexes dans le domaine de l'éducation.** Le pays doit éliminer systématiquement les obstacles et les facteurs de motivation qui font qu'un grand nombre de filles restent non scolarisées. Il existe des

[167] Haines A, Sanders D, Lehmann U, et al. Achieving child survival goals : potential contribution of community health workers. Lancet 2007 ; 369 : 2121-31

[168] GHWA. Expérience mondiale des agents de santé communautaires en matière de réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement liés à la santé : examen systématique, études de cas par pays et recommandations en vue de leur intégration dans les systèmes de santé nationaux. Genève : Alliance mondiale pour les personnels de santé, 2010.

politiques à cette fin existent du côté de l'offre comme de la demande. Outre les mesures susmentionnées en matière d'infrastructures, d'autres politiques du côté de l'offre aideront à retenir les filles à l'école, notamment le recrutement de plus de modèles féminins dans les écoles (en tant qu'enseignantes et directrices) et la sécurisation des écoles (par exemple, en mettant en place des mécanismes solides de recours en cas de grief, en prenant des mesures qui prennent en compte la relation de pouvoir entre enseignants et élèves, en encourageant des conseils scolaires plus actifs). Du côté de la demande, les politiques visant à réduire les coûts directs de scolarité supportés par les ménages (par exemple, les bourses d'études, les programmes d'exemption des frais de scolarité et les bons d'études) et les coûts indirects (par exemple, uniformes, fournitures scolaires, articles d'hygiène personnelle) et à assurer un transport scolaire sûr permettront aux filles - et aux garçons - de poursuivre leur scolarité.

147. Protéger et valoriser les ressources naturelles des Comores. Les réformes prioritaires dans le cadre de cette Voie sont les suivantes :

A court terme :

- **Améliorer la gestion de l'eau.** Une meilleure gestion de l'eau en termes de quantité et de qualité est nécessaire pour s'assurer que le très peu d'eau disponible par habitant aux Comores ne soit pas gaspillé. Cette meilleure gestion devrait aller de mesures consistant à réviser ou concevoir des politiques d'extraction de l'eau et de prestation de services à des initiatives techniques spécifiques telles que l'incitation à recueillir les eaux de pluie, et plus généralement la conservation de l'eau et la réduction de la pollution des sources, en passant par une utilisation plus efficace des eaux urbaines et une tarification plus économique. L'amélioration de la qualité de l'eau fournie permettra également de relever les défis posés par les carences nutritionnelles et le retard de croissance relevés dans le cadre de la deuxième Voie. Dans de nombreux pays, les partenariats avec les communautés et les administrations locales, y compris par le contrôle direct des ressources par des groupes communautaires, ont permis de fournir efficacement les services de base et, lorsqu'ils sont durables, de réduire sensiblement la pauvreté. Compte tenu des contraintes cernées pour les Comores, une approche communautaire de la gestion de l'eau permettrait de : (1) combler les vides institutionnels et de capacité laissés par une décentralisation inachevée, compte tenu notamment de la diversité des modalités de gestion entre les différentes îles ; (2) déléguer la prise de décision sur les services et sur des questions telles que la protection des bassins versants aux agriculteurs eux-mêmes ; (3) réduire les coûts d'exploitation des infrastructures en gérant les actifs au niveau local ; (4) fournir un mécanisme local accessible pour le règlement des différends entre les usagers de l'eau et les autorités ; et (5) réduire les coûts des transactions liées au respect des réglementations sur les ressources et

services en eau.[169]

- **Réformer l'agriculture.** Les investissements dans les technologies d'agriculture climato-intelligentes (ACI), les intrants et les pratiques durables de gestion des terres et de l'eau, dans une perspective d'amélioration du rendement, peuvent générer des gains de productivité et renforcer la résilience face aux risques environnementaux. Le transfert de variétés standard résilientes et biofortifiées des principales cultures vivrières - maïs, manioc, bananes - à partir de centres d'excellence régionaux pourrait améliorer l'adaptation et la sécurité alimentaire et éviter des investissements redondants dans les ressources financières et humaines pour la recherche et le développement agricoles. Conjugués à l'intensification de pratiques telles que l'agriculture à faible travail du sol, l'agroforesterie, la gestion durable de la fertilité des sols et la collecte des eaux de pluie, les investissements stratégiques dans la diffusion de l'ACI peuvent transformer l'agriculture comorienne et la placer sur une voie de croissance durable.[170] Les centres de développement rural au niveau communautaire peuvent aider à accélérer le changement de comportement et l'adoption des technologies et des pratiques ACI.[171]

- **Élaborer une approche de gestion durable des pêches.** Pour limiter l'appauvrissement des ressources halieutiques dans les eaux comoriennes et, en particulier, l'appauvrissement spécifiques dans les zones côtières qui ont une valeur pour l'écosystème, la gestion des pêches doit se concentrer sur l'accroissement des avantages économiques de la pêche pour les communautés locales. On peut y parvenir en réduisant les pertes après pêche et en augmentant la valeur ajoutée par des investissements dans des infrastructures adéquates pour la pêche artisanale (sites de débarquement, entrepôts frigorifiques, machines à glace, etc.). La cogestion de la pêche, une approche testée dans d'autres pays, est prometteuse pour les Comores. La cogestion implique les communautés dans le processus de prise de décision, renforce l'appropriation et soutient l'application et l'exécution des mesures de gestion adoptées.[172] Les Samoa sont un bon exemple d'un État insulaire

---

[169] Une approche communautaire a été testée à Mutsamudu (la deuxième plus grande ville du pays située sur l'île d'Anjouan) avec la création d'un comité de gestion du bassin versant. Entre autres choses, cela a amélioré la participation formelle de la communauté et en particulier des femmes à la planification et à la gestion des ressources en eau et des services d'eau (ONU, 2018).

[170] D'autres technologies d'ACI adaptables aux Comores comprennent l'irrigation à petite échelle, les terrasses, les diguettes en courbes de niveau, les diguettes en herbe, la réhabilitation des micro-bassins versants dégradés, les boisés.

[171] Les centres de développement rural au niveau communautaire constituent un exemple d'écoles paysannes de terrain dont la FAO s'est fait le champion. Un Champ-Ecole Paysan (CEP) réunit un groupe d'agriculteurs, d'éleveurs ou de pêcheurs qui y apprennent comment passer à des pratiques de production plus durables, en comprenant mieux les agro-écosystèmes complexes et en rehaussant les services écosystémiques. Un groupe CEP se réunit régulièrement au cours d'un cycle de production, met en place l'expérimentation et s'engage dans un apprentissage pratique pour améliorer les compétences et les connaissances qui permettront d'adapter les pratiques à leur contexte spécifique. Le CEP permet aux individus et aux groupes d'évoluer vers des pratiques plus durables et d'améliorer leurs moyens d'existence.

[172] La cogestion des pêches est souple et la gestion coopérative des ressources aquatiques est assurée par les groupes d'utilisateurs et le gouvernement. Dans le cadre de cette entente, la collectivité et le gouvernement participent au processus décisionnel, à la mise en œuvre et à l'application de la loi (Sen et Nielsen, 1996).

comme les Comores qui a adopté une approche communautaire de la gestion de la pêche de subsistance. Parmi les 230 villages côtiers du Samoa, 44 pour cent des ont aujourd'hui des plans de gestion de la pêche villageoise.[173]

A moyen terme :

- **Renforcer la gestion des risques de catastrophe.** Pour renforcer la résilience aux chocs climatiques, il faut adopter une approche globale de gestion des risques de catastrophe qui comprend une évaluation détaillée des risques, le renforcement du cadre juridique et des capacités institutionnelles et l'élaboration d'un plan national de gestion des risques de catastrophe accordant la priorité aux domaines critiques. Une meilleure connaissance des risques de catastrophe permettra aux Comores d'améliorer l'aménagement du territoire, ainsi que les programmes de réinstallation et de protection de la population vivant dans les zones à risque. Pour renforcer la résilience au niveau communautaire, la combinaison des efforts en cours en matière de protection sociale et de filets de sécurité adaptatifs avec des investissements dans des systèmes efficaces d'alerte rapide et la préparation de la communauté aux catastrophes contribuerait à sauver des vies et à réduire l'impact des chocs causés par les catastrophes sur les pauvres.

A moyen terme, l'interdépendance entre les zones forestières, les terres agricoles et les zones côtières aux Comores exigera une approche intégrée à l'élaboration des politiques avec une étroite collaboration entre les différents secteurs (eau, agriculture, pêche, forêt, énergie, etc.).

A long terme :

- **Réformer le régime foncier.** Le chevauchement actuel de trois régimes fonciers empêche la vente et la location de terres et limite la capacité des agriculteurs à mettre leurs terres en garantie pour obtenir un accès au financement. L'absence d'un registre foncier combinée à l'inefficacité et la corruption du système judiciaire font que de nombreux conflits fonciers restent dans l'impasse, ce qui compromet la capacité des propriétaires à investir. Les réformes du régime foncier sont généralement des processus longs avec une forte charge politique, mais la réforme ici pourrait avoir un effet catalyseur sur la productivité des terres en permettant éventuellement la concentration des terres et en encourageant l'investissement dans des intrants et des techniques agricoles modernes et la gestion de l'eau. Un régime foncier clair soutiendrait également l'environnement pour l'investissement

[173] Les activités de cogestion aux Comores ont déjà commencé dans le cadre du projet de cogestion des ressources côtières pour des moyens d'existence durables de la Banque mondiale. Dans le cadre du projet, 17 accords de cogestion ont été signés avec des communautés de la Grande Comore, de Mohéli et d'Anjouan, dans le but d'améliorer le développement des capacités humaines et institutionnelles et de concevoir et exécuter des plans de gestion des pêches.

et le développement du secteur privé en général[174] Enfin, le manque de sécurité foncière lie les familles pauvres à la terre qu'elles cultivent et limite leur capacité à compléter leurs revenus agricoles par des revenus non agricoles parce qu'elles craignent d'en être dépossédées si elles s'en éloignent. Du fait qu'il s'inscrit sur le très long terme – tant en termes de soutien qu'en termes de mise en œuvre, ce domaine de réforme n'est pas inclus dans la liste des priorités du Tableau 7 ci-dessus, mais en raison de son important effet catalyseur sur le développement, il en est fait mention.

Pour renforcer les facteurs fondamentaux de l'identité et des institutions, il faut s'attaquer aux deux principales contraintes suivantes :

- **Favoriser la participation des citoyens et des collectivités.** Les efforts de réforme devront être soutenus par un engagement proactif avec l'inclusion des communautés locales au-delà des divisions traditionnelles. Comme point d'entrée naturel, il faudrait tirer parti de l'existence d'organisations communautaires et d'associations villageoises qui prennent les décisions relatives aux interventions de développement et décident collectivement de la manière de dépenser les fonds transférés par la diaspora. Ces associations ont une connaissance approfondie du contexte local et ont l'autorité et la crédibilité nécessaires pour prendre et exécuter des décisions. Il sera essentiel d'ouvrir des espaces dans lesquels les gens peuvent s'engager dans le dialogue et exprimer leurs pensées et leurs idées, en particulier ceux qui cherchent actuellement à mieux se faire entendre dans la société, tels que les universitaires, les ONG locales, les syndicats, les associations, les représentants du secteur privé, les femmes et les groupes de jeunes, ce qui aidera ouvrira les canaux de la communication aux voix qui traditionnellement n'étaient pas entendues. Aspect important de cette démarche, il s'agira de faire entendre la voix des femmes qui détiennent un pouvoir informel au sein des communautés et sont de plus en plus impliquées dans la sphère publique par le biais d'associations et d'organisations de femmes, mais dont le rôle est limité par des normes religieuses et sociales.

- **Renforcer la capacité des principales institutions formelles.** Pour renforcer la confiance dans l'État central et ses institutions formelles, il faut prendre des mesures en vue d'instaurer des mécanismes de transparence, de contrôle et de redevabilité accrus. Il s'agit notamment d'accroître la transparence et la consultation du Parlement sur le budget, de publier les comptes financiers des principales entreprises publiques et d'accroître la transparence des marchés publics (une question qui a été largement soulevée lors des consultations du secteur privé - voir Annexe 2). Ces efforts doivent également s'accompagner de mesures visant à renforcer l'engagement des citoyens et à leur donner la possibilité de commenter les propositions de loi, etc. Ce n'est que lorsque les citoyens auront

[174] Il est possible de parvenir à une plus grande sécurité foncière si les services d'administration foncière sont renforcés pour effectuer la délivrance de titres participatifs dans les bassins de production. Ce processus consisterait en une délimitation consensuelle, des comités de reconnaissance des terres multipartites qui faciliteraient un recensement cadastral à petite échelle et la planification de l'utilisation des terres.

le sentiment que leur voix est entendue qu'ils feront confiance à l'État central. En fin de compte, la mise en place de ce type de mécanismes de rétroaction facilitera l'amélioration de la qualité et de la prestation des services par l'État central. Enfin, la base de connaissances nécessaire à la prise de décisions fondées sur des données factuelles doit être améliorée en remédiant aux faiblesses du système statistique. L'absence générale d'information pour éclairer la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des politiques et pour assurer une prestation de services fondée sur des données factuelles entraîne des inefficacités et des incohérences (voir l'Annexe 10 pour un inventaire des lacunes actuelles des données).[175]

148. Le Tableau 7 propose une priorisation des différentes contraintes clés relevée par cette EDSP en référence à une mesure de l'urgence de la réforme qui est une estimation l'écart des Comores par rapport au pair aspirationnel le plus performant. Pour établir l'«écart par rapport au pair aspirationnel », nous utilisons une version d'une méthodologie déjà utilisée pour l'EDSP de la Colombie et du Chili. Dans un classement de zéro à un, nous comparons la valeur de la performance actuelle des Comores sur des indicateurs sélectionnés qui peuvent signaler des progrès dans les domaines politiques identifiés à la valeur de ses pairs pour chacun des indicateurs clés. La valeur du pair aspirationnel le plus performant est définie comme valeur « cible » et celle du pays fragile le moins performant est définie comme une indication de la valeur minimale pouvant être atteinte pour chaque indicateur. La position des Comores dans le classement est ensuite calculée à l'aide de l'équation suivante :

$$S_j = \frac{\left(V_{i,co} - V_{i,wf} \right)}{\left(V_{i,bp} - V_{i,wf} \right)}, \quad S_j = \in \left[0,1 \right]$$

Où $V_{i,co}$ est la valeur des Comores pour indicateur i; $V_{i,wf}$ la valeur du pays fragile le moins performant pour i; and $V_{i,bp}$ the value of the best performing aspirational peer for i. Dans ce contexte, plus la valeur des Comores est éloignée à celle du pair le plus performant pour un indicateur i – donné - ou plus le score S_j des Comores dans le classement est bas, plus la réforme correspondante est urgente.

[175] La Banque Mondiale (2014).

Tableau 7: Contraintes clés et priorisation

Voie	Principales contraintes	Indicateurs de performance clé	Fragile	Performance des Comores comparée aux pays fragiles les moins performants et au pair aspirationnel le plus performant											
				0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	Aspirationnels
Combler le déficit d'investissement	Renforcer la gestion macroéconomique	Masse salariale en pourcentage des dépenses courantes (IDM, 2011-2017).	Togo (72 pour cent)						Comores (51%						Fiji (32%)
		Classement dans Open Budget Survey, l'enquête sur les budgets ouverts (0-100).	Yémen 0			Comores (8)									Fiji (41)
	Accroître la mobilisation des recettes intérieures	Recettes fiscales et douanières en pour cent du PIB (IDM, 2011-2017).	Micronésie (6,6 pour cent)	Comores (7,1%)											Fiji (24%)
	Soutenir l'intermédiation du secteur financier	Crédit intérieur au secteur privé (pour cent du PIB) (IDM, moyenne 2011-2017).	Congo, DR (5,6 pour cent)		Comores (13,9%)										Fiji (81,5%)
	Créer un environnement commercial favorable	Facilité de faire des affaires (Doing Busines, 2019).	Somalie (20,4 pour cent)								Comores (48,7)				Fiji (63,8)
Accroître le capital humain	Réduire la mortalité infantile et juvénile	Probabilité de survie jusqu'à l'âge de 5 ans (ICH, 2018).	Tchad (0,88 pour cent)						Comores (0,93)						Tonga (0,98)
	Réduire le retard de croissance	Proportion des enfants de moins de 5 ans sans retard de croissance (ICH).	Burundi (0,44 pour cent)						Comores(0,69)						Tonga (0,92)
	Améliorer la qualité de l'éducation	Années d'études ajustées de l'apprentissage (ICH).	Soudan du Sud (2,3 pour cent)								Comores(5,3)				Tonga (6,5)
	Réduire l'écart entre les sexes dans le domaine de l'éducation	Scolarisation des filles dans le secondaire (IDM, 2011-2017).	Mali (27,7 pour cent)				Comores (45,8)								Samoa (83,3)
Protéger et optimiser les ressources naturelles	Améliorer la gestion de l'eau	Ressources internes renouvelables en eau douce, total (milliards de mètres cubes).	Djibouti (0,3 pour cent)	Comores (1,2)											Fiji (28,6)
	Réformer l'agriculture	Rendement moyen des céréales, fruits et légumes (hg/ha) (FAOSTAT, 2011-2017).	Burundi (38,582)		Comores (44,497)										Tonga (88,152)
	Protéger les pêcheries	Pêches - Score actuel 0-100 (indice de performance environnementale de Yale).	Guinée-Bissau (36,45 pour cent)						Comores (57,81)						Tonga (76,86)
	Mieux gérer les catastrophes	Indicateur d'état de préparation de la matrice ND-GAIN (2014).	Rep. Centrafricaine (0,17 pour cent)						Comores (0,32)						Cabo Verde (0,48)
Identité et institutions	Renforcer les capacités des institutions formelles	Efficacité gouvernementale : rang centile (IGM, moyenne 2011-2017).	Somalie 0	Comores (2,8)											Samoa (70,7)
	Soutenir la participation citoyenne	Voix et redevabilité : rang centile (IGM, moyenne 2011-2017).	Erythrée (1)						Comores (36,5)						Cap Vert (76,1)

ANNEXES

Annexe 1: Description des indicateurs utilisés pour le Tableau de priorisation

INDICATEUR DE PERFORMANCE	LA DESCRIPTION	SOURCE
Masse salariale (% des dépenses courantes)	Rémunération des employés (tous les paiements en espèces et en nature contre services rendus au gouvernement) en pourcentage des dépenses courantes de consommation finale des administrations publiques.	Indicateurs du développement dans le Monde (moyenne 2011-2017)
Classement dans l'Indice des budgets ouverts (Open Budget)	L'Indice attribue aux pays couverts par l'Enquête sur le budget ouvert un score de transparence sur une échelle de 100 points à l'aide d'un sous-ensemble de questions qui évaluent la quantité et l'actualité des informations budgétaires que les gouvernements rendent publiques dans huit documents budgétaires clés conformément aux normes internationales de bonne pratique.	The Open Budget Survey (2017)
Recettes fiscales et douanières (en pour cent du PIB)	Total des transferts obligatoires à l'administration centrale à des fins publiques en pourcentage du PIB.	Indicateurs du développement dans le monde (moyenne 2011-2017)
Crédit intérieur au secteur privé (% du PIB)	Ressources financières fournies au secteur privé par les sociétés financières qui établissent une demande de remboursement, en pourcentage du PIB.	Indicateurs du développement dans le monde (moyenne 2011-2017)
Score sur la Facilité de faire des affaires	Le score reflète l'écart entre la performance actuelle d'une économie et une mesure des meilleures pratiques réglementaires définie dans Doing Business 2015.	Doing Business (2019)
Probabilité de survie jusqu'à l'âge de 5 ans	Calculé pour l'indice ICH 1 en soustrayant le taux de mortalité des moins de 5 ans (extrait du Groupe inter-institutions des Nations Unies pour les estimations de la mortalité infantile).	Indice du capital humain (2018)
Proportion des enfants de moins de 5 ans sans retard de croissance	Calculé pour l'indice ICH 1 en soustrayant les taux de retard de croissance (extraits des estimations conjointes de la malnutrition de l'UNICEF, de l'OMS et de la Banque mondiale).	Indice du capital humain (2018)
Années d'études ajustées de l'apprentissage	Calculé pour l'indice ICH en multipliant les estimations du nombre d'années d'études attendues par le ratio des derniers résultats harmonisées au TIMSS.	Indice du capital humain (2018)
Scolarisation des filles dans le secondaire	Rapport entre le nombre d'enfants de sexe féminin en âge officiel de fréquenter l'école secondaire qui sont inscrits dans l'enseignement secondaire et la population ayant l'âge officiel correspondant de fréquenter l'école secondaire.	Indicateurs du Développement dans le Monde (moyenne 2011-2017)

PERFORMANCE INDICATOR	DESCRIPTION	SOURCE
Ressources internes renouvelables en eau douce, total (milliards de mètres cubes)	Internal renewable resources (internal river flows and groundwater from rainfall) in the country.	Indice du capital humain (2018)
Rendement moyen des céréales, fruits et légumes (hg/ha)	Moyenne simple des rendements des céréales, des fruits frais et des légumes.	FAOSTAT (moyenne 2011-2017)
Pêches - Score actuel 0-100	Note globale combinée de l'état des stocks de poissons et indice trophique marin régional (ITMR). L'état des stocks de poisson est basé sur une évaluation du pourcentage de stocks de poisson capturés dans la Zone Economique Exclusive (ZEE) d'un pays qui sont surexploités ou se sont effondrés. L'ITMR est une mesure du niveau trophique moyen des poissons capturés par un pays, qui représente la santé globale de l'écosystème.	Indice de Performance Environnementale de Yale (2018)
Indicateur du degré de préparation de la matrice ND-GAIN (2014)	La « matrice ND-GAIN » illustre la capacité comparative des pays à prendre des mesures d'adaptation afin d'accroître sa résilience au climat. L'indicateur de du degré de préparation indique dans quelle mesure un pays est prêt à faire face aux changements climatiques et environnementaux.	Matrice ND-GAIN (2014)
Efficacité gouvernementale : Rang en centile	L'indicateur saisit les perceptions de la qualité des services publics, de la qualité de la fonction publique et de son degré d'indépendance par rapport aux pressions politiques, de la qualité de la formulation et de la mise en œuvre des politiques et de la crédibilité de l'engagement du gouvernement à l'égard de ces politiques. Le rang en centiles indique le rang du pays parmi tous les pays couverts par l'indicateur agrégé, 0 correspondant au rang le plus bas et 100 au rang le plus élevé.	Indicateurs du Développement dans le Monde (moyenne 2011-2017)
Voix et responsabilité : rang en centile	L'indicateur rend compte de la mesure dans laquelle les citoyens d'un pays peuvent participer à la sélection de leur gouvernement, ainsi que de la liberté d'expression, de la liberté d'association et de la liberté des médias. Le rang en centiles est défini comme le précédent.	Indicateurs du développement dans le monde (moyenne 2011-2017)

Annexe 2: Résultats des consultations pour l'EDSP

1 Premières consultations des Comores sur l'EDSP (18-22 septembre 2017)

Au cours de la semaine du 18 septembre, des ateliers ont été organisés dans le but : (i) de présenter le processus de l'EDSP et de recueillir les premières réactions du public, (ii) de cadrer l'EDSP dans l'engagement de la Banque mondiale avec le pays et (iii) d'expliquer le cycle IDA et le Portefeuille IDA18. Les ateliers ont également été l'occasion pour le gouvernement de présenter sa stratégie de développement pour les Comores « Emergence 2030 ».

Des consultations ont eu lieu avec :

- la Banque Centrale ;
- le Ministre de l'Économie et des Finances et le personnel clé de ce ministère et d'autres ministères ;
- les principales parties prenantes du gouvernement, des représentants du secteur privé, des Organisations de la société civile (OSC), des chambres de commerce et d'autres organisations bailleresses ;
- les principaux partenaires au développement aux Comores, qui sont des interlocuteurs essentiels dans cette phase de cadrage par la diversité de leurs points de vue et leur connaissance des problèmes de développement du pays ;
- d'autres représentants du secteur privé et de la société civile, qui ont évoqué un certain nombre d'importantes contraintes et opportunités de développement que les Comores devraient saisir pour réduire l'extrême pauvreté et promouvoir une croissance plus inclusive ;
- le FMI qui a largement informé l'équipe de la Banque sur l'environnement macro-économique, les questions budgétaires, les finances et la situation générale de l'économie.

Ce que nous avons entendu/appris :

Les participants ont évoqué les principaux points suivants et ont fait les suggestions suivantes pour prise en compte par la Banque, au cours de la semaine de consultation :

- **Isolement et fragmentation :** la situation géographique isolée des Comores, combinée aux limites en ce qui concerne les moyens de transport entre les îles, rend la vie aux Comores très coûteuse et limite les activités économiques. La dépendance du pays à l'égard des importations est l'une des plus élevées au monde. Les recettes publiques proviennent principalement des taxes à l'importation, ce qui représente un coût élevé pour les entreprises locales. Des réformes du code des investissements, des procédures douanières et de l'efficacité des douanes sont nécessaires pour alléger le fardeau du secteur privé et aligner le pays sur les objectifs du gouvernement en matière d'intégration régionale dans la SADC et le COMESA, ainsi que sur les exigences de l'OMC.
- **Participation du secteur privé :** le secteur privé est intéressé par un

dialogue renforcé et plus régulier avec le gouvernement sur des questions clés. L'accès au crédit, l'absence de financement à long terme et les coûts élevés de l'électricité figurent parmi les principales contraintes. Plusieurs participants ont également évoqué les effets néfastes d'un environnement de faible exécution des contrats sur l'activité économique.

- **Gouvernance :** les insuffisances du cadre juridique et du système judiciaire sapent la confiance, affectent négativement les investisseurs locaux et étrangers, et freinent l'activité entrepreneuriale dans le pays.

- **Emplois, compétences et dimension genre :** les niveaux élevés d'informalité et de chômage - en particulier chez les jeunes - sont des préoccupations importantes pour les Comores où la croissance démographique rapide et le taux de dépendance élevé. Les participants ont exprimé leurs préoccupations concernant l'inadéquation des compétences qui caractérise le marché du travail. Les filles ne bénéficient pas toujours de suffisamment de chances et de soutien, tant en matière d'éducation que d'emploi.

- **Diaspora :** tous les participants ont suggéré à la Banque d'essayer de mieux analyser le phénomène de la diaspora, dans la mesure où les membres de cette diaspora envoient chez eux des montants importants qui servent de filet de sécurité sociale et de consommation, plutôt que d'investissement productif.

L'annonce des consultations publiques et du processus de l'EDSP a été publiée sur la page Web de la Banque mondiale aux Comores : https ://consultations.worldbank.org/consultation/systematic-country-diagnostic-DSP-economic-and-social-situation-comoros

Les consultations se sont poursuivies en ligne, y compris sur les médias sociaux (Twitter et Facebook) jusqu'au 30 octobre, afin de permettre une plus grande participation. Au début du mois d'octobre, la page « Banque mondiale Afrique » sur Facebook avait déjà atteint 61 112 personnes (nombre de personnes uniques ayant vu le post de FB lors de la consultation), 14 291 mentions J'aime, 113 commentaires, 82 actions.

2 Deuxième série de consultations sur l'EDSP aux Comores (14-18 mai 2018)[176]

Des ateliers ont eu lieu au cours de la semaine du 14 mai dans le but : (i) de présenter les résultats préliminaires de l'EDSP des Comores aux autorités et aux autres parties prenantes, (ii) d'obtenir des réactions et des commentaires sur les résultats préliminaires et de collecter des informations supplémentaires pour améliorer certaines parties du texte. Une équipe de la Banque mondiale préparant la prochaine évaluation des risques et de la résilience s'est également jointe aux discussions.

[176] La rencontre avec les jeunes a eu lieu le 23 mai 2018.

Présentation des résultats préliminaires de l'EDSP aux Comores ::

La consultation de l'EDSP a débuté le 14 mai avec une présentation aux autorités gouvernementales et aux autres parties prenantes des résultats préliminaires de l'EDSP des Comores. L'évaluation de la pauvreté récemment achevée a également été présentée lors de l'événement.

Des consultations ont eu lieu avec :

- Des représentants du secteur financier
- Le Parlement (Vice-président du Parlement et autres députés)
- L'association de consommateurs
- Des chercheurs (enseignants-chercheurs, président du Centre national de la recherche et Président du Conseil de sages)
- Des représentants du secteur privé
- Des organisations de la société civile
- Des étudiants universitaires (groupe d'étudiants en économie)

Ce que nous avons entendu/appris :

Les principaux points de discussion et suggestions à l'attention de la Banque soulevés par les participants au cours de la semaine de consultation peuvent être résumés comme suit :

- **Contraintes financières :** le financement des projets à long terme est faible, l'une des raisons étant la très faible épargne à long terme. Un autre facteur mentionné par les participants est le manque de confiance des banques vis-à-vis des emprunteurs potentiels. Bien souvent, l'argent emprunté est utilisé à des fins autres que celles figurant dans le contrat initial (par exemple, pour les Grands mariages). Le taux d'intérêt effectif est beaucoup plus élevé que le taux d'intérêt maximal officiel décourageant les emprunteurs potentiels.

- **Investissement total et investissement local :** les villages collectent des fonds pour la construction d'infrastructures sociales (mosquées, routes, écoles). L'investissement total officiel aux Comores est alors très sous-évalué.

- **Participation au marché du travail :** nous avons appris que les causes du faible taux de participation diffèrent d'une île à l'autre. Par exemple, à la Grande Comore, seuls les emplois de cols blancs semblent valorisés par la société. Ainsi, le secteur primaire est particulièrement touché par cette caractéristique culturelle. En outre, cet effet négatif sur la participation au marché du travail est amplifié par les envois de fonds (ce qui augmente les salaires de réserve). Il est intéressant de noter que les étudiants universitaires ont mentionné que le facteur religieux n'explique que très peu la faible participation au marché du travail (au lieu du rôle important joué par la religion dans les pays de la région Moyen-Orient Afrique du Nord). Les participants ont toutefois souligné que le faible taux d'activité était également dû à la faible demande de main-d'œuvre dans les trois îles. En effet, par exemple, le secteur productif est presque inexistant. Enfin, il a été avancé que la faible participation de la main-d'œuvre aux Comores n'était pas assimilable à un faible travail parce qu'une grande partie du travail est effectuée pour la communauté (sans rétribution monétaire) et qu'une grande partie du travail consiste en fait en un échange de services non monétaire entre membres de la famille/amis.

- **Foncier :** les villages doivent d'abord se mettre d'accord avant que les investisseurs

puissent acquérir des terres pour lancer leur entreprise. La terre est la plupart du temps non enregistrée. Cela s'explique principalement par le fait que les gens pensent qu'ils devront payer des taxes foncières (même s'il n'existe pas de telle taxe aux Comores) et qu'ils ne voient pas la nécessité de le faire parce que les règles informelles sont plus importantes que la législation comorienne dans cet espace.

- **Envois de fonds :** il a été signalé qu'il y a une forte pression à envoyer des fonds parce que les migrants doivent rendre à la communauté ce qu'ils ont reçu d'elle. Il a été mentionné que la plupart des envois de fonds sont utilisés pour construire une maison pour les filles des migrants, les services de santé, les dépenses liées à l'éducation et pour les Grands mariages. Il ne reste pas beaucoup de fonds pour les projets du secteur privé. La diaspora semble avoir des inquiétudes quant à envoyer des fonds pour créer une entreprise en raison du manque de confiance quant à l'utilisation des fonds. La pérennité des envois de fonds a été une préoccupation importante exprimée par les participants à la réunion. En effet, compte tenu des politiques actuelles (pas très favorables aux migrants) en Europe, les taux d'émigration pourraient diminuer. Ils ont également souligné le fait que les descendants d'émigrés seraient beaucoup moins susceptibles d'envoyer des fonds aux Comores. En outre, les étudiants universitaires ont mentionné que de plus en plus, après avoir obtenu leur diplôme, les étudiants à l'étranger reviennent aux Comores.

- **Capital humain :** la fonction publique ne dispose pas (la plupart du temps) de fonctionnaires dotés des compétences requises. De nombreux participants ont mentionné l'absence de concours d'entrée parmi les causes. En outre, les responsables des entreprises d'État et des ministères ne sont pas stables (la plupart changent chaque fois qu'un nouveau gouvernement arrive). Dans le secteur privé, il existe un manque de compétences dans de nombreux secteurs et domaines, y compris dans la gestion de la société. Cela se produit même s'il y a un grand nombre d'étudiants à l'université (environ 12 à 14 mille).

- **Quelques différences culturelles entre les îles :** à la Grande Comore, la priorité est d'acquérir un statut social au sein du village. Les « notables » jouent un rôle prédominant dans les décisions des villages. Dans cette île, il y a une grande solidarité de groupe et le groupe semble devenir plus important que l'individu. Anjouan ne partage pas ces caractéristiques et semble avoir un esprit plus entrepreneurial.

- **Etat de droit :** les participants ont souligné que le non-respect de l'état de droit était l'une des principales contraintes au développement économique des Comores. Ils ont souligné que souvent les décisions ou les arrêtés ministériels ont plus de pouvoir que les lois. Le manque de confiance dans le système judiciaire est un problème important (affectant de manière importante le secteur financier, par exemple). En outre, la coexistence du droit comorien avec le droit islamique et le droit coutumier rend les choses plus complexes (par exemple, pour la vente de terres).

- **Entreprises nationales et marchés publics :** les entreprises étrangères sont privilégiées pour les contrats les plus importants (en particulier pour les grands

projets d'infrastructure). Cela s'explique par la faible expertise et la faible capacité des entreprises nationales. Par conséquent, les banques de développement aux Comores travaillent principalement avec des entreprises étrangères.

- **Contraintes pour le secteur du tourisme :** les participants ont mentionné le faible accès aux sites touristiques comme l'un des principaux obstacles au développement du secteur. Le manque de personnel qualifié a également été mentionné (guides professionnels, par exemple), ainsi que l'absence d'écoles de restauration et le manque de supports logistiques (par exemple, il n'existe pas de brochure touristique).

- **Contraintes de l'industrie avicole :** l'industrie a des difficultés à continuer à fournir des intrants tels que le maïs (comme le montre la crise actuelle de la production d'œufs). En outre, le manque d'installations d'abattage appropriées a également été mentionné comme une contrainte majeure pour le développement de l'industrie.

Annexe 3: Chronologie de l'Histoire des Comores

1974	Trois des îles qui composent les Comores votent pour l'indépendance vis-à-vis de la France, mais une quatrième île, Mayotte, décide de rester au sein de la France.
1975	Les Comores déclarent unilatéralement leur indépendance, avec Ahmed Abdallah à la présidence. Il est destitué la même année par un coup d'État et remplacé par le prince Said Mohammed Jaffar.
1976	Jaffar est remplacé par Ali Soilih, qui tente de transformer le pays en une république laïque et socialiste.
1978	Soilih est renversé et tué par des mercenaires menés par Denard qui ramène Abdallah au pouvoir.
1989	Abdallah est assassiné par la garde présidentielle sous le commandement du mercenaire français Denard qui organise un coup d'Etat. La France intervient et Denard quitte les îles.
1990	Said Mohamed Djohar a été élu président.
1995	Djohar est enlevé dans une tentative de coup d'Etat menée par Denard. Les troupes françaises interviennent, Denard se rend.
1996	Mohamed Abdulkarim Taki est élu président, rédige une constitution qui étend l'autorité du président et fait de l'Islam le fondement du droit.
1997	Les îles d'Anjouan et de Mohéli déclarent leur indépendance des Comores. Les troupes de l'île de la Grande Comore atterrissent à Anjouan pour tenter d'empêcher la sécession mais sont repoussées.
1998	Le président Taki décède, apparemment d'une crise cardiaque, et est remplacé par le président par intérim, Tadjidine Ben Said Massounde, en attendant les élections.
1999	Massounde signe un accord d'autonomie à Madagascar, mais les délégués d'Anjouan et de Mohéli refusent de faire de même, déclarant qu'ils doivent au préalable consulter leur peuple, ce qui provoque de violentes manifestations contre les Anjouanais à la Grande Comore. Massounde est évincé par un coup d'Etat dirigé par le chef de l'état-major, le colonel Azali Assoumani.

2001	Azali Assoumani déclare que le pays retrouverait un régime civil en 2002 après la mise en place de nouvelles institutions gouvernementales. Il déclare également qu'il ne se présenterait pas aux élections. Un « comité militaire » s'empare du pouvoir sur l'île d'Anjouan dans le but de relier les Comores. Anjouan souffre de nombreuses tentatives de coup d'Etat infructueuses pour tenter de contrer les efforts de réunification. Les électeurs soutiennent une nouvelle constitution qui conserve les trois îles comme un seul pays mais leur accordera une plus grande autonomie.
2002	Azali Assoumani est nommé président des Comores réunifiées.
2003	Les dirigeants des îles semi-autonomes parviennent à un accord de partage du pouvoir ouvrant la voie à des élections.
2006	Ahmed Abdallah Mohamed Sambi, d'Anjouan, remporte les élections présidentielles fédérales.
2007	L'Union Africaine envoie des troupes pour aider à maintenir la paix lors des élections de juin après que le président d'Anjouan, Mohamed Bacar, ait refusé de se retirer. La crise s'aggrave lorsqu'Anjouan organise des élections locales au mépris du gouvernement fédéral et de l'Union Africaine. Mohamed Bacar est investi en tant que président d'Anjouan. L'Union Africaine met en place un blocus maritime autour de l'île.
2008	Les troupes comoriennes et africaines débarquent à Anjouan et le reprennent, défaisant les séparatistes.
2009	L'île de Mayotte vote pour une intégration complète avec la France. Le gouvernement des Comores, qui revendique l'île, déclare le référendum nul et non avenu.
2010	Ikililou Dhoinine remporte les élections présidentielles et prend ses fonctions en mai 2011.
2016	Azali Assoumani remporte les élections présidentielles après que le principal candidat ait refusé de reconnaître la victoire d'Assoumani. La Cour constitutionnelle ordonne un nouveau tour partiel qui voit la victoire d'Assoumani.
2018	Un référendum est organisé pour demander la ratification des amendements à la Constitution et aboutit à une modification des règles de rotation présidentielle. Cela entraîne des émeutes de manifestants armés à Anjouan et des échanges de coups de feu pendant plusieurs jours. Des renforts militaires sont envoyés et le gouverneur d'Anjouan est arrêté.

Annexe 4: Progrès accomplis dans la réalisation des Objectifs de développement durable aux Comores

OBJECTIF 1: PAS DE PAUVRETÉ	2000	2005	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ratio du nombre de pauvres à 1,90 USD par jour (PPA 2011) (% de la population)	..	..	..	..	..	18,1	..	..	..	..
Ratio du nombre de pauvres aux seuils de pauvreté nationaux (% de la population)	..	..	..	..	..	..	42	..	..	..
Ratio du nombre de pauvres en milieu urbain aux seuils de pauvreté nationaux (% de la population urbaine)	..	..	..	..	..	..	42	..	..	..
OBJECTIF 2: FAIM « ZÉRO »										
Prévalence de la sous-alimentation (% de la population)	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Prévalence de l'insuffisance pondérale, poids pour l'âge (% d'enfants de moins de 5 ans)	25	..	..	..	16,9	..	..	..	..	..
Prévalence de l'émaciation, poids pour taille (% d'enfants de moins de 5 ans)	13,3	..	..	..	11,1	..	..	..	..	..
OBJECTIF 3: BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE										
Vaccination, rougeole (% des enfants âgés de 12 à 23 mois)	70	67	72	79	85	85	86	90	90	90
Ratio de mortalité maternelle (estimation modélisée, pour 100 000 naissances vivantes)	499	436	388	376	365	354	344	355	..	..
Taux de mortalité néonatale (pour 1 000 naissances vivantes)	40,9	40,1	36,9	36,2	35,4	34,7	34,3	33,1	32,3	31,7
Taux de mortalité des moins de 5 ans (pour 1 000 naissances vivantes)	101,1	97,4	85,3	8,.7	80,4	77,9	75,5	73,2	71,1	69
OBJECTIF 4: EDUCATION DE QUALITÉ										
Taux d'alphabétisation, total adulte (% de personnes âgées de 15 ans et plus)	68,5	..	..	..	49,2	..	..	..	..	..
Taux d'achèvement du premier cycle du secondaire, total (% du groupe d'âge concerné	..	..	..	..	..	45,3	48,3	..	..	..
Scolarisation tertiaire (% brut)	1,5	..	5,8	8	8,7	8,8	9	..	..	..
OBJECTIF 5: ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES										
La clause de non-discrimination mentionne le genre dans la constitution (1 = oui ; 0 = non)	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

OBJECTIF 6: EAU PROPRE ET ASSAINISSEMENT	2000	2005	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Personnes utilisant les services d'assainissement de base (% de la population)	..	3	3	3	3	3	3	3	3	6,1
Personnes utilisant les services de base d'eau potable (% de la population)	26,8	29,4	32	32,5	33,1	33,6	34,1	34,2	..	..
Accès à l'électricité (% de la population)	86,4	85,4	84,4	84,2	84,1	83,9	83,7	83,7	..	..
OBJECTIF 7: ÉNERGIE PROPRE ET D'UN COÛT ABORDABLE										
Accès à l'électricité (% de la population)	39,6	51,6	63,1	65,6	69,3	70,5	72,9	75,4	77,8	..
Accès à l'électricité, rural (% de la population rurale)	29,9	42,9	56	58,7	61,4	64,1	66,8	69,5	72,2	..
Accès à l'électricité, urbain (% de la population urbaine)	65,3	72,8	81,4	83,2	85,1	86,7	88,5	90,3	92,1	..
OBJECTIF 8: TRAVAIL DÉCENT ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE										
Croissance du PIB (% annuel)	10,8	2,8	3,8	4,1	3,2	4,5	2,1	1,1	2,3	2,7
Chômage total (% de la population active totale) (estimation nationale)	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Chômage total (% de la population active totale) (estimation modélisée par le BIT)	4,6	4,5	4,4	4,4	4,4	4,4	4,4	4,4	4,3	4,3
Chômage total des jeunes (% de la population active âgée de 15 à 24 ans) (estimation modélisée par le BIT)	10	10	9,9	9,9	9,9	9,9	9,9	9,9	9,9	10
OBJECTIF 9: INDUSTRIE, INNOVATION ET INFRASTRUCTURE										
Investissement dans les télécoms avec participation privée (USD courants)	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Densité en nouvelles entreprises (nouveaux enregistrements pour 1 000 personnes âgées de 15 à 64 ans)	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
OBJECTIF 10: INÉGALITÉS RÉDUITES										
Envois de fonds personnels reçus (% du PIB)		8,3	9,8	10,9	11,2	10,9	11,5	13,6	12,8	13,0
OBJECTIF 11: VILLES ET COMMUNAUTÉS DURABLES										
Population urbaine (% du total)	28,1	27,9	28	28	28.1	28,2	28,3	28,5	28,6	28,8
Croissance de la population urbaine (% annuel)	2,4	2,3	2,6	2,7	2,7	2,8	2,8	2,8	2,7	2,9
Population vivant dans des bidonvilles (% de la population urbaine)	65,4	68,9	..	..	..	..	69,6	69,9	..	..

OBJECTIF 12: CONSOMMATION ET PRODUCTION RESPONSABLES	2000	2005	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Production d'électricité renouvelable (% de la production totale d'électricité)	0	0	0	0	0	0	0	..	..	..
Consommation d'énergie renouvelable (% de la consommation d'énergie finale totale)	48,3	44,3	46,4	47,8	48	44,1	46,6	45,3	..	..
Productivité de l'eau, totale (PIB en USD constants de 2010 par mètre cube de prélèvement total d'eau douce)	..	..	..	..	..	..	59,2	..	..	..
OBJECTIF 13: MESURES RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES										
Pollution atmosphérique par les PM2.5, exposition annuelle moyenne (microgrammes par mètre cube)	21,1	20,4	16,8	17,3	17,3	17,5	17,1	19	19,1	..
Pollution atmosphérique par les PM2.5, population exposée à des niveaux dépassant la valeur recommandée par l'OMS (% du total)	100	100	100	100	100	100	100	100	100	..
Émissions de CO2 (kg par USD PPA du PIB)	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,2	0,1	..	..	..
Aires protégées terrestres et marines (% de la superficie totale du territoire)	..	0	..	..	..	..	2,4	..	0,1	0,1
OBJECTIF 14: VIE AQUATIQUE										
Production aquacole (tonnes)	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Production de la pêche de capture (tonnes)	12003	10738	63447	38180	36296	43732	9255	12674	16407	..
Production totale de la pêche (tonnes)	12003	10738	63447	38180	36296	43732	9255	12674	16407	..
OBJECTIF 15: VIE TERRESTRE										
Surface forestière (% de la superficie)	24,2	22,6	21	20,7	20,5	20,3	20,1	19,9	..	..
OBJECTIF 16: PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES										
Recettes fiscales (% du PIB)	..	..	,.7	6,5	6,9	7,1	7,0	6,6	7,9	9,5
Niveau global de capacité statistique (échelle 0 - 100)	..	56,7	50	50	41,1	43,3	40	42,2	34,4	30
OBJECTIF 17: PARTENARIATS POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS										
Personnes utilisant Internet (% de la population)	0,3	2	5,1	5,5	6	6,5	7	7,5	7,9	..
Aide publique au développement nette et aide publique reçue (USD courants)	2E+07	2E+07	7E+08	6E+07	1E+09	8E+07	7E+07	7E+07	5E+07	..

Annexe 5: Décomposition de l'inégalité urbaine-rurale

Tableau 8: Décomposition inconditionnelle de l'inégalité urbaine/rurale de la consommation réelle mensuelle par habitant

	PERCENTILE DU BAS	PERCENTILE MOYEN	PERCENTILE DU HAUT
	0,402***	0,367***	0,333***
Écart total	[0,046]	[0,038]	[0,064]
	0,088*	0,163***	0,099**
Total des dotations	[0,047]	[0,037]	[0,050]
	0,021	0,056***	0,048***
Capital humain	[0,019]	[0,014]	[0,015]
	0,129***	0,151***	0,094***
Composition démographique	[0,021]	[0,018]	[0,015]
	0,031*	0,044***	0,039*
Secteur d'emploi	[0,018]	[0,014]	[0,020]
	0,064***	0,033*	0,001
Possession d'actifs	[0,025]	[0,018]	[0,019]
	0,007	0,070***	0,088***
Accès aux services de base	[0,030]	[0,022]	[0,033]
	-0,147***	-0,173***	-0,126***
Caractéristiques géographiques	[0,033]	[0,025]	[0,027]
	0,314***	0,204***	0,235***
Rendements totaux	[0,061]	[0,045]	[0,077]
	-0,008	-0,057	-0,071
Capital humain	[0,058]	[0,043]	[0,061]
	-0,363**	-0,481***	0,464***
Composition démographique	[0,161]	[0,118]	[0,166]
	-0,123**	-0,138***	-0,128
Secteur d'emploi	[0,061]	[0,045]	[0,084]
	0,185**	0,017	-0,072
Possession d'actifs	[0,078]	[0,058]	[0,079]
	-0,794**	0,163	-0,249
Accès aux services de base	[0,372]	[0,273]	[0,566]
	0,335***	0,588***	0,523***
Caractéristiques géographiques	[0,106]	[0,078]	[0,109]

Remarque : Les nombres entre parenthèses sont des écarts types de rééchantillonnage basés sur 100 réplications.
* Significatif au seuil de 10 pour cent ; ** significatif au seuil de 5 pour cent ; *** significatif au seuil de 1 pour cent
Source : EESIC 2014 et calculs du personnel de la Banque mondiale

Annexe 6: Décomposition de la croissance de la consommation

Pour étudier les facteurs de base du recul observé de la pauvreté, les changements dans la consommation ont été ventilés en deux composantes. Une composante est due à l'amélioration des caractéristiques personnelles ou de la dotation (tels que des niveaux d'instruction plus élevés, la possession d'actifs et l'accès aux opportunités d'emploi et aux services de base), et l'autre composante est imputable aux changements du rendement de ces caractéristiques (tels que les rendements de l'éducation, la productivité de la terre, les rendements des entreprises, etc.).

Ces deux composantes sont ensuite décomposées pour cerner les attributs spécifiques qui contribuent aux changements de la consommation. La décomposition est appliquée à chaque décile de la distribution de consommation pour comprendre les tendances des changements pour les différents groupes de bien-être.

Le Tableau 9 souligne une amélioration de la dotation des ménages pour tous les groupes de population, mais les améliorations sont plus significatives pour les 30 pour cent les plus pauvres. L'augmentation des dotations est due à une expansion significative de la possession d'actifs, principalement des moyens de transport et de communication, et dans une moindre mesure des terres agricoles. L'amélioration des dotations s'est accompagnée d'une augmentation du rendement de leur activité économique - essentiellement des entreprises non agricoles. Alors que l'engagement des ménages dans les activités commerciales semble avoir diminué au fil du temps, en particulier parmi les groupes les plus pauvres, les gains provenant des activités des ménages, essentiellement des activités non agricoles, semblent avoir augmenté de manière significative, en particulier pour les trois déciles du bas. Les rendements de la terre semblent également s'être améliorés avec le temps, mais de manière moins significative pour les plus pauvres. L'amélioration des rendements des infrastructures communautaires indique une plus grande influence positive de l'accès aux marchés et aux routes locaux sur le niveau de vie des ménages ces dernières années. La structure démographique des ménages semble s'être améliorée, du fait de la réduction de leur taille et de leur nombre d'enfants, mais cela semble constituer une contrainte permanente pour le bien-être des ménages, leur impact négatif sur le rendement des ménages semblant s'être accru.

Tableau 9: Décomposition de la croissance de la consommation

	PAUVRE	CLASSE MOYENNE	LE PLUS RICHE
Total	0,118***	0,226***	0,269***
Endowments	0,412***	0,280***	0,249***
Demographic. Structure	0,082***	0,156***	0,146***
Human capital	-0,293***	0,071***	0,057**
Employment sector	0,031*	0,004	0,005
Assets	0,115***	0,039***	0,051***
Access basic services	0,013	0,029*	0,022
Returns	-0,293***	-0,055	0,020
Demographic. Structure	-0,775***	-0,260*	-0,286*
Human capital	-0,242***	-0,157***	-0,083*
Employment sector	0,056*	0,023	0,039
Assets	0,119**	0,034	-0,006
Access basic services	-0,059	0,090*	0,102*

Source : EIM 2004 et EESIC 2014.
Remarque : les pauvres se situent dans les deux déciles du bas. Les individus de la classe moyenne sont dans le cinquième décile et les plus riches dans le décile du haut.

Annexe 7: Décomposition des inégalités

La décomposition statique des inégalités permet d'expliquer comment les différences de caractéristiques des ménages affectent le niveau d'inégalité et fournit des indices importants pour comprendre la structure sous-jacente de la répartition de la consommation réelle par habitant aux Comores.

La décomposition suit l'approche de Cowell et Jenkins (1995) et consiste à séparer l'inégalité totale de la distribution de la consommation en inégalité entre les différents groupes de ménages dans chaque partition, I_{Betw}, et l'inégalité restante au sein du groupe, I_{Within}.Comme les mesures les plus décomposées dans la littérature sur les inégalités proviennent de la classe Entropie générale, l'écart logarithmique moyen (**Theil_L**) et les indices des dépenses de consommation mensuelles réelles par habitant **Theil_T** sont utilisés pour cerner la contribution des différentiels entre groupes à l'inégalité totale. Les mesures d'inégalité d'entropie générale permettent l'inégalité totale d'être égale à I_{Betw} + I_{Within} et le volume d'inégalité expliqué par les attributs des ménages (ou groupe d'attributs) est mesuré par I_{Betw}/I_{Total}, où les inégalités entre les groupes et au sein des groupes sont définies, respectivement, pour les indices Theil_L et Theil_T comme :

$$I_{Betw} = \left[\sum_{j=1}^{k} f_j log\left(\frac{\mu_j}{\mu}\right)\right] \qquad I_{Within} = \left[\sum_{j=1}^{k} f_j GE_0^j\right.$$

$$I_{Betw} = \left[\sum_{j=1}^{k} f_j \left(\frac{\mu_j}{\mu}\right) log\left(\frac{\mu_j}{\mu}\right)\right] \qquad I_{Within} = \left[\sum_{j=1}^{k} v_j GE_1^j\right.$$

Où f_j est la part de la population, v_j la part de la consommation, et μ_j la consommation moyenne du sous-groupe j; μ consommation moyenne totale, GE_0^k l'indice Theil_L, et GE_1^k **Theil_T** l'indice du sous-groupe j.

with: $\textbf{Theil_L}=1/n\Sigma_i^n=1\ log\left(\frac{y}{y_i}\right)$ and $\textbf{Theil_L}=1/n\Sigma_i^n=1\left(\frac{y}{y_i}\right) log\left(\frac{y}{y_i}\right)$

Y_i est la dépense de consommation mensuelle réelle par habitant des ménages i et $\overline{y}$ est la moyenne des dépenses de consommation mensuelles réelles par habitant.

Tableau 10: Décomposition de l'inégalité

	NATIONAL		RURAL		ANJOUAN	
	Part des inégalités expliquées par (%)		Part des inégalités expliquées par (%)		Part des inégalités expliquées par (%)	
	Theil-L	*Theil-T*	*Theil-L*	*Theil-T*	*Theil-L*	*Theil-T*
Niveau d'instruction du chef de ménage	6,52***	7,11***	6,29*	7,1	8,60***	9,82***
	(0,01)	*(0,02)*	*(0,03)*	*(0,04)*	*(0,02)*	*(0,02)*
Sexe du chef de ménage	0,02	0,02	0,31	0,29	0,4	0,4
	(0,00)	*(0,00)*	*(0,01)*	*(0,01)*	*(0,01)*	*(0,01)*
Age du chef de ménage	1,04	1,03	1,51	1,46	1,86	1,93
	(0,01)	*(0,01)*	*(0,01)*	*(0,01)*	*(0,02)*	*(0,02)*
Situation d'activité du chef de ménage	2,04*	1,84**	4,66**	3,85**	5,27*	4,94**
	(,.01)	*(0,01)*	*(0,02)*	*(0,01)*	*(0,02)*	*(0,02)*
Secteur d'emploi du chef de ménage	4,65***	4,83***	5,41*	5,78	14,60***	15,80***
	(0,01)	*(0,01)*	*(0,03)*	*(0,03)*	*(0,03)*	*(0,03)*
Type de famille	5,06***	5,59***	4,38**	4,80**	4,29*	4,97*
	(0,01)	*(0,01)*	*(0,02)*	*(0,02)*	(0,02)	*(0,02)*
Urbain/rural	3,33**	3,33**			12,60***	13,60***
	(0,01)	*(0,01)*			*(0,03)*	*(0,03)*
Localisation régionale	*0,28*	0,27	1,76	1,67		
	(0,00)	*(0,00)*	*(0,01)*	*(0,01)*		

Source : EESIC 2014. Calculs du personnel de la Banque mondiale

* Significatif au seuil de 10 pour cent ; ** significatif au seuil de 5 pour cent ; *** significatif au seuil de 1 pour cent. Les nombres entre parenthèses sont des écarts types de rééchantillonnage basés sur 100 réplications.

Annexe 8: Effet des envois de fonds sur la participation au marché du travail

Aux Comores, la participation à la population active est faible et la proportion de travailleurs découragés est élevée. À cela s'ajoute le fait que les Comores sont l'un des trois pays d'Afrique subsaharienne bénéficiant le plus d'envois de fonds, les transferts privés nets représentant environ 13 pour cent du PIB comorien en 2017. Cette part a presque doublé entre 2004 et 2014 (Banque mondiale, 2017), soulevant la question de savoir si les revenus des envois de fonds pourraient avoir un impact sur la participation au marché du travail. En tant que forme de revenu supplémentaire non lié au travail pour les ménages, les envois de fonds pourraient réduire la participation à la population active des ménages qui en bénéficient (Cox-Edwards et Rodríguez-Oreggia, 2009). Cela pourrait être dû au fait que les personnes se sentent moins incitées à participer à l'économie nationale et à gagner un salaire puisqu'elles perçoivent un revenu sous la forme de fonds envoyés par un travailleur migrant.

Le Tableau 8 ci-dessous présente un bref aperçu des différences de caractéristiques selon le statut des destinataires des envois de fonds des ménages. Comme on peut le voir clairement, la participation à la population active (au sens large comme au sens étroit) a tendance à être statistiquement significativement plus élevée dans les ménages non bénéficiaires que dans les ménages destinataires d'envois de fonds. Les membres des ménages non bénéficiaires sont nettement plus jeunes que ceux des ménages bénéficiaires, mais cela peut s'expliquer par le fait que ce sont les membres les plus jeunes de la population active qui migrent pour trouver du travail et envoient de l'argent pour aider les membres plus âgés de la famille. Les ménages recevant des envois de fonds semblent légèrement de moindre taille que ceux n'en recevant pas. Cependant, cette différence n'est pas statistiquement significative.

Les personnes des ménages destinataires semblent aussi légèrement plus scolarisées que celles des ménages non bénéficiaires : beaucoup plus d'individus ont fait des études supérieures dans les ménages bénéficiaires (16 pour cent) que ceux des ménages non bénéficiaires (14 pour cent). Les ménages bénéficiaires sont également principalement concentrés dans les îles de Ngazidja et de Ndzouani, avec 98 pour cent des ménages bénéficiaires y résidant. Les ménages non bénéficiaires, cependant, sont nettement plus répandus sur l'île de Ndzouani (42 pour cent), et beaucoup moins de ménages non bénéficiaires sur l'île de Ngazidja (27 pour cent).

Le tableau ci-dessous indique que le fait d'être destinataire d'envois de fonds n'est pas attribué au hasard. Il convient donc d'examiner attentivement la méthode utilisée pour estimer les effets des envois de fonds sur la participation au marché du travail. Conformément à la méthode proposée par Cox-Edwards et Rodríguez-Oreggia (2009), des estimateurs du plus proche voisin ont été utilisés pour estimer l'effet des envois de fonds sur la participation individuelle à la population active, ainsi que sur la part de participation des ménages.

L'appariement au voisin le plus proche est un type d'appariement du score de propension utilisé pour apparier les observations d'un groupe de traitement (destinataires d'envois de fonds) et d'un groupe témoin (non-destinataires d'envois de fonds) qui, compte tenu de leurs caractéristiques sous-jacentes, ont la probabilité prédite la plus probable de recevoir le traitement. En pratique, un modèle probit est exécuté pour modéliser

la probabilité de recevoir des envois de fonds conditionnés par un certain nombre de covariables. Ensuite, la probabilité de recevoir des envois de fonds, en fonction des caractéristiques de chaque observation, est prédite, et ces probabilités prédites sont utilisées pour apparier les observations à une probabilité à peu près égale de recevoir des envois de fonds. L'effet des envois de fonds sur la participation à la population active peut ensuite être estimé en calculant la différence entre la participation moyenne à la population active dans le groupe de traitement et la participation moyenne à la population active dans le groupe de contrôle apparié. Mathématiquement, ceci est donné par :

$$E\left[Y_{1i}\middle|D_i = 1\right] - E\left[Y_{0i}\middle|D_i = 0\right]$$

où Y_{1i} est le taux de participation à la population active pour les observations dans le groupe de traitement (c'est-à-dire ceux qui reçoivent des envois de fonds) et Y_{0i} est le taux de participation à la population active pour les observations dans le groupe de contrôle apparié (c'est-à-dire ceux qui ne reçoivent pas d'envois de fonds). D_i est une observation accessoire indiquant si l'observation i a reçu le traitement ou non.

Tableau 11: Caractéristiques individuelles par envoi de fonds par ménage

	TRAVAIL AU SENS LARGE		TRAVAIL AU SENS STRICT	
	N	Coefficient	N	Coefficient
Niveau individuel	8955	-0,0206***	8955	-0,0019
		(0,0014)		(0,0014)
Niveau ménage	3129	-0,0508***	3129	-0,0404***
		(0,0009)		(0,0008)

Source : EESIC, 2014
Notes : Ajusté en utilisant des poids d'échantillonnage ; *** p <0,01, ** p <0,05, * p <0,1

Le Tableau 8 peut renseigner les covariables choisies pour expliquer la probabilité qu'un individu vive dans un ménage ayant reçu un revenu sous forme d'envoi de fonds. Ces covariables comprenaient l'âge (ainsi qu'un quadratique de l'âge), le niveau d'instruction, une variable fictive pour la situation matrimoniale, l'île de résidence, le taux de participation global du ménage (au sens strict ou large, selon le critère d'intérêt) et la part d'enfants dans le ménage. Lors du calcul de l'effet sur la participation au marché du travail, la variable dépendante d'intérêt était la participation individuelle au marché du travail - une variable qui prend la valeur de 1 si la personne est sur le marché du travail et 0 sinon.

Au niveau des ménages, des variables très similaires ont été utilisées, notamment l'âge (et l'âge au carré) du chef de ménage, la part du ménage dans différentes catégories d'âge et de niveau d'instruction, la composition de l'unité familiale au sein du ménage et l'île de résidence du ménage. Dans ce modèle, la variable dépendante d'intérêt a été créée en divisant le nombre de membres actifs d'un ménage sur le marché du travail par le nombre de membres du ménage en âge de travailler. Il s'agit alors d'une mesure de la proportion du ménage participant au marché du travail.

Le Tableau 9 ci-dessous présente les résultats de l'estimateur du plus proche voisin au niveau de l'individu et du ménage, à la fois pour la main-d'œuvre au sens strict et au sens large, estimée à partir des données EESIC de 2014. L'effet moyen du traitement sur les personnes dans le traitement a été estimé plutôt que l'effet moyen du traitement dans la population parce qu'il est très peu probable que les destinataires des envois de fonds constituent un échantillon aléatoire de la population.

Tableau 12: Effet des envois de fonds sur la participation au marché du travail

	NARROW LABOR FORCE		BROAD LABOR FORCE	
	N	Coefficient	N	Coefficient
Niveau individuel	8955	-0,0206***	8955	-0,0019
		(0,0014)		(0,0014)
Niveau ménage	3129	-0,0508***	3129	-0,0404***
		(0,0009)		(0,0008)

Source : EESIC, 2014
Notes : Erreurs types entre parenthèses ; ajusté à l'aide de poids d'échantillonnage ; *** p <0,01, ** p <0,05, * p <0,1

Bien que l'effet des envois de fonds sur la participation au marché du travail soit généralement statistiquement significatif, l'effet est très faible. Les personnes membres de ménages recevant des envois de fonds ne sont que 2,1 points de pourcentage moins susceptibles de faire partie de la population active au sens strict et ne sont pas significativement moins susceptibles, statistiquement, de participer à la population active au sens large. Cependant, les ménages recevant des envois de fonds ont une part statistiquement moindre de membres participant au marché du travail par rapport aux ménages ne recevant pas d'envois de fonds : le taux de participation du ménage au marché du travail au sens strict est en moyenne inférieur de 5,1 points de pourcentage pour les ménages bénéficiaires et le taux de participation au marché au sens large est en moyenne de 4,0 points de pourcentage inférieure.

Une vérification de la robustesse a également été effectuée à l'aide de techniques d'appariement du score de propension standard. Toutefois, l'appariement au voisin le plus proche a permis d'obtenir une correspondance plus équilibrée. Ainsi, les estimations correspondantes du voisin le plus proche ont été choisies pour estimer les effets des envois de fonds dans cette enquête. Les différences moyennes et les ratios de variance décrivant la pondération des observations appariées sont présentés aux Tableaux 10 et 11 pour les individus et les ménages, respectivement. Il convient également de noter que les données disponibles pour mener cette enquête n'incluent pas les envois de fonds autres qu'en espèces et que, de ce fait, l'effet global sur la participation au marché du travail peut être sous-estimé dans ce cas.

Tableau 13: Différences moyennes et ratios de variance post-diagnostic pour les estimateurs d'appariement du score de propension et du voisin le plus proche ; niveau individuel

	TRAVAIL AU SENS STRICT				TRAVAIL AU SENS LARGE			
	Appariement des scores de propension		Appariement au voisin le plus proche		Appariement des scores de propension		Appariement au voisin le plus proche	
	Différence moyenne	Ratio de variance	Différence moyenne	Ratio de variance	Différence moyenne	Ratio de variance	Différence moyenne	Ratio de variance
Age	0,01	1,03	0,02	1,06	0,01	1,03	0,02	1,06
Âge au carré	0,02	1,00	0,03	1,09	0,02	1,00	0,03	1,09
Marié	0,06	1,00	-0,01	1,00	0,06	1,00	0,00	1,00
Rural	0,44	1,19	0,00	1,00	0,44	1,19	0,00	1,00
Part 0-7	0,08	1,27	0,01	1,07	0,08	1,27	0,00	1,06
Part 8-14	0,03	1,13	0,00	1,08	0,03	1,13	0,00	1,09
TPMO du mén.	-0,01	1,02	-0,02	1,16	-0,01	1,02	-0,01	1,15
EDUCATION (AUCUNE INSTRUCTION COMME BASE)								
Enseignement primaire	0,03	1,05	0,00	1,00	0,03	1,05	0,00	1,00
Enseignement secondaire	-0,04	0,96	0,00	1,00	-0,04	0,96	0,00	1,00
Enseignement supérieur	-0,13	0,83	0,00	1,00	-0,13	0,83	0,00	1,00
ÎLE (MORONI COMME BASE)								
Grande Comore	0,07	1,04	0,00	1,00	0,07	1,04	0,00	1,00
Anjouan	0,25	1,26	0,00	1,00	0,25	1,26	0,00	1,00
Mohéli	-0,28	0,26	0,00	1,00	-0,28	0,26	0,00	1,00

Sources: EESIC, 2014

Tableau 14: Différences moyennes et ratios de variance post-diagnostic pour les estimateurs d'appariement du score de propension et du voisin le plus proche ; niveau du ménage

	TRAVAIL AU SENS STRICT				TRAVAIL AU SENS LARGE			
	Appariement des scores de propension		Appariement au voisin le plus proche		Appariement des scores de propension		Appariement au voisin le plus proche	
	Différence moyenne	Ratio de variance	Différence moyenne	Ratio de variance	Différence moyenne	Ratio de variance	Différence moyenne	Ratio de variance
Age du chef de ménage	0,09	0,85	0,05	1,07	0,09	0,85	0,05	1.07
Age du chef de ménage au carré	0,05	0,84	0,06	1,10	0,05	0,84	0,06	1.10
Rural	0,67	1,30	0,00	1,00	-0,03	1,30	0,00	1.00
Female Head	-0,10	0,92	0,00	1,00	0,67	0,92	0,00	1.00
Femme chef de ménage								
Part des femmes (15-64 ans)	-0,03	0,74	0,04	1,20	-0,10	0,74	0,04	1.20
RÉPARTITION DU MÉNAGE PAR ÂGE (PART DES 15-64 ANS OMISE)								
Part 0-7	0,10	0,87	-0,04	0,97	0,10	0,87	-0,04	0.97
Part 8-14	0,04	1,14	-0,05	1,08	0,04	1,14	-0,05	1.08
Part 65+	0,03	0,72	0,13	1,51	0,03	0,72	0,13	1.51
ÉDUCATION (PART AUCUNE INSTRUCTION COMME BASE)								
Part Primaire	0,16	1,01	-0,03	0,98	0,16	1,01	-0,03	0.98
Part Secondaire	-0,07	0,73	0,01	1,10	-0,07	0,73	0,01	1.10
Part Supérieur	-0,19	0,67	0,04	1,03	-0,19	0,67	0,04	1.03
COMPOSITION DU MÉNAGE (CÉLIBATAIRE, AUCUN ENFANT OMIS)								
Parents célibataires	-0,05	0,86	0,00	1,00	-0,05	0,86	0,00	1.00
Couple, pas d'enfants	-0,10	0,82	0,00	1,00	-0,10	0,82	0,00	1.00
Couple, enfants	0,23	1,01	-0,03	1,01	0,23	1,01	-0,03	1.01
Personnes âgées (65 ans et plus)	-0,03	0,94	0,01	1,02	-0,03	0,94	0,01	1.02
SITUATION MATRIMONIALE DU CHEF DE MÉNAGE (CÉLIBATAIRE COMME BASE)								
Marié	0,22	0,75	-0,03	1,05	0,22	0,75	-0,03	1,05
Veuf(ve)/Divorcé(e)	-0,13	0,76	0,02	1,04	-0,13	0,76	0,02	1,04
ÎLE (MORONI COMME BASE)								
Grande Comore	0,19	1,09	0,00	1,00	0,19	1,09	0,00	1.00
Anjouan	0,24	1,24	0,00	1,00	0,24	1,24	0,00	1.00
Mohéli	-0,25	0,38	0,00	1,00	-0,25	0,38	0,00	1.00

Annexe 9: Profil du secteur privé formel aux Comores

Le secteur privé formel des Comores comprend environ 1 300 à 1 400 micro, petites et moyennes entreprises (MPME[175]) et emploie environ 50 000 personnes. Bien qu'il n'existe pas de définition officielle des MPME dans le pays, l'Union des Chambres de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture (UCCIA) définit les différentes catégories d'entreprises en fonction des critères du chiffre d'affaires annuel, du nombre d'employés et du volume d'investissements réalisés, comme suit :

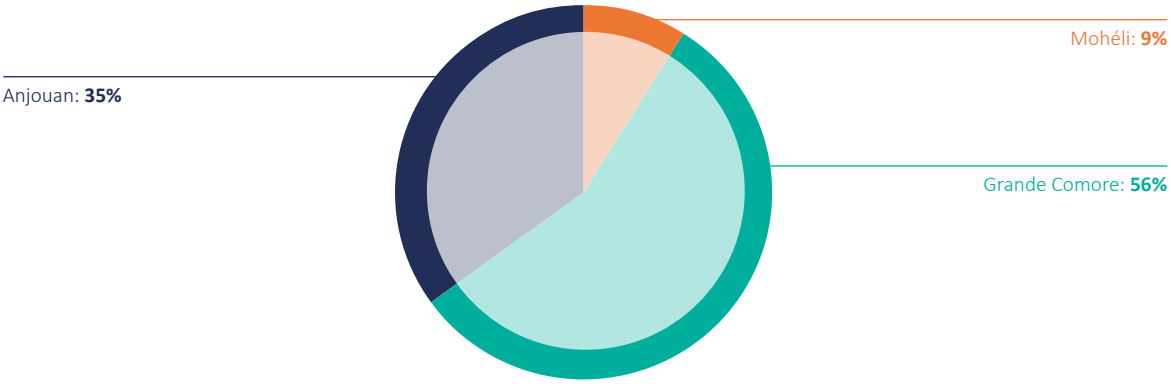
- une micro entreprise emploie de 1 à 3 personnes, réalise un chiffre d'affaires annuel inférieur à 5 millions de KMF et un investissement ne dépassant pas 3 millions de KMF. Son régime fiscal est la taxe professionnelle unique (TPU) ;

- une petite entreprise emploie de 4 à 25 personnes, a un chiffre d'affaires annuel inférieur à 60 millions de KMF et un investissement ne dépassant pas 20 millions de KMF. Son régime fiscal est régi par le Service de la fiscalité des entreprises (SFE) ;

- • une moyenne entreprise emploie de 26 à 200 personnes, réalise un chiffre d'affaires annuel inférieur à 4 milliards KMF et a effectué un investissement ne dépassant pas 1 milliard KMF. Son régime fiscal est régi par le Service de la fiscalité des entreprises (SFE) ;

Figure 45: Localisation des entreprises par région

Nombre d'entreprises par île (en thousands)



LOCALISATION	ENTREPRISES	POURCENTAGE
Anjouan	457	35%
Mohéli	122	9%
Grande Comore	741	56%
Total	1320	100%

[177] Les sources de données et d'informations les plus fiables sont l'UCCIA, l'INSEED et les bases de données des autorités fiscales.

Tableau 15: Répartition des chaînes de valeur agricoles au niveau des îles

NATIONAL				GRAND COMORE	ANJOUAN	MOHÉLI
Girofle	***Production, 2017 (vol.)*** ***Production, 2016 (val.)*** ***Producteurs*** ***Organisations de producteurs***	**3 600 tonnes** **43M USD** **11 000 – 12 000** **5**	***Production*** ***Producteurs***	**5%** **<100**	**80%** **10 000+**	**15%** **1 000 – 2 000**
Vanille	*Production, 2017 (vol.)* *Production, 2016 (val.)* *Producteurs* *Coopératives* *Exportateurs*	35 tonnes 9,7m USD 5 000 >3 3	*Production* *Producteurs* *Préparateurs*	80% 4 300 3-6	NA 300 1 – 3	20% 400 1 – 3
Ylang-Ylang	*Production, 2017 (vol.)* *Production, 2016 (val.)* *Producteurs* *Coopératives*	45 tonnes 7,1m USD 1 150 – 3 200 >18	*Production* *Producteur* *Distillateurs*	22,22% 50-100 3	66,66% 1000-3000 500	11,11% 100 100
Lait	*Production* *Producteurs laitiers* *Vaches laitières* *Coopératives*	24,8m lt, 4 140 9 450 >1	*Production* *Producteurs laitiers* *Vaches laitières*	2% 100 9 000	97% 4000 300	1% 40 150
Viande de volaille	*Production* *Poulets de chair*	76 tonnes 16 000	*Production** *Poulets de chair*	75% 12 000	25% 4 000	NA NA
Œufs	*Production* *Pondeuses* *Unités semi-industrielles* *Volaille de basse-cour*	72 000 – 80 000 155 Plusieurs milliers	*Production** *Pondeuses* *Unités semi-industrielles*	50% 40 000 – 50 000 60	40% 25 000 – 30 000 80	10% 7 000 15
Fruits (Top 3 – bananes, avocats, mangues)	*Production*	>5 000 tonnes	Intermédiaire		Le plus élevé	Le plus bas
Légumes (Top 3 – poivre, tomates, oignons)	*Production*	>8 000 tonnes	Intermédiaire		Le plus élevé	

Note : Les estimations de la production se réfèrent à la part des îles dans la production nationale annuelle, en volume. La production * est une estimation basée sur le nombre de têtes.

Annexe 10: Résumé de la capacité statistique du pays

En 20016, les Comores ont obtenu un score de 32,55 sur 100 sur l'Indice de performance statistique (IPS) récemment développé par la Banque, qui mesure la performance statistique d'un pays en rapport à quatre dimensions.

La première dimension, Méthodologie, Normes et Classifications (MNC), examine si les pays respectent la méthodologie et les normes recommandées au niveau international pour la collecte et la production de données. Les Comores ont obtenu un score de 20,83 dans cette dimension. Le pays pourrait mieux appréhender son économie nationale en adaptant les comptes nationaux au SCN 2008 et en adoptant la méthode d'enchainement d'indice annuelle pour les comptes nationaux et l'année de base de l'IPC. En outre, les Comores pourraient améliorer encore leur score en se conformant aux normes internationales relatives au statut d'emploi et à la classification de la branche de production nationale ; et en adoptant le dernier manuel des statistiques des finances publiques et la comptabilité d'engagements pour la comptabilité consolidée de l'administration centrale.

La section Recensements et enquêtes (RE) examine si les pays ont effectué des recensements et enquêtes majeurs sous la forme et à la fréquence recommandées à l'échelle internationale. Les Comores ont reçu une note de 20,00 dans cette dimension. Aucune information n'était disponible pour confirmer qu'un recensement des entreprises/établissements avait été effectué. Il n'existait pas non plus d'informations permettant de confirmer si des enquêtes agricoles, des enquêtes sur la main-d'œuvre ou des entreprises ou des établissements avaient été menées de manière indépendante, conformément aux recommandations internationales. Le score de cette section peut être amélioré en réalisant les enquêtes clés susmentionnées.

En termes de Pratiques de diffusion et d'ouverture (PDO) évaluant la capacité de diffusion des systèmes statistiques nationaux, les Comores ont reçu un score de 0. Aucun site web n'est disponible pour l'Office National de la Statistique des Comores. Le sous-score peut s'améliorer considérablement si les Comores développent un site web pouvant idéalement fournir une liste d'enquêtes et des ensembles de microdonnées (mNADA), ainsi que des métadonnées. Le site web pourrait également être utilisé pour partager un calendrier de publication anticipée, développer et fournir un portail de données avec accès aux données de séries chronologiques dans un format réutilisable et mener une enquête de satisfaction auprès des utilisateurs.

La quatrième dimension, Disponibilité des indicateurs clés (DIC), vérifie la disponibilité des indicateurs de base sélectionnés dans les organisations et bases de données internationales. Nous avons établi le score des pays à l'aide de la base de données des indicateurs de développement dans le monde en mars 2017. Les Comores ont reçu un score de 58,33 avec les données de 2016. Le score montre que les Comores disposent des dernières données disponibles sur la vaccination des enfants, le taux de mortalité infantile, le taux d'achèvement du primaire, le taux d'alphabétisation des adultes, l'eau et l'assainissement, et les comptes nationaux. Cependant, des données plus récentes sur la sous-alimentation, le chômage et la pauvreté font défaut.

Le score total de 32,55 indique qu'il existe un besoin important d'amélioration du

système statistique dans tous les domaines, y compris la méthodologie, les normes et la classification, la capacité de diffusion et l'ouverture, ainsi que les Objectifs de Développement Durable récemment adoptés, afin d'informer correctement le processus de prise de décision fondé sur des données factuelles, ainsi que de suivre et d'évaluer les progrès en matière de développement des prochaines années.

Tableau 16: Matrice de notation détaillée du SPI pour les Comores

MÉTHODOLOGIE, NORMES ET CLASSIFICATIONS						
N°	INDICATEUR	SCORE 1	SCORE 0,5	SCORE 0	PONDÉRATION	NOTE PONDÉRÉE
1	Système de comptabilité nationale utilisé	SNA2008/ESA 2010	Manuel du SCN1993/ AMQ 2001/ SEC 1995	Autrement	1	0
2	Année de base des comptes nationaux	Enchainement annuel des indices	Au cours des 10 dernières années	Autrement	1	0
3	Classification de l'industrie nationale	Adoption de la dernière version (CITI Rév. 4, NACE Rév. 2 ou classification compatible).	La version précédente est utilisée (CITI Rév. 3, NACE Rév. 1 ou une classification compatible).	Autrement	1	0
4	Année de base de l'IPC	Enchainement annuel des indices	Au cours des 10 dernières années	Autrement	1	0
5	Classification de la consommation des ménages	Suive la Classification de la consommation individuelle par fonction (CCIF)	N.A		1	1
6	Classification du statut d'emploi	Suivre les directives de l'Organisation Internationale du Travail, Classification internationale du statut d'emploi (CISP-93).	N.A	Autrement	1	0
7	Situation comptable de l'administration centrale	La comptabilité consolidée de l'administration centrale suit la méthode de comptabilité d'exercice.	La comptabilité consolidée de l'administration centrale suit la méthode de la comptabilité de caisse.	Autrement	1	0
8	Élaboration des statistiques de finances publiques	Suivre le dernier Manuel statistique des finances publiques (2014)	La version précédente est utilisée (MSFP 2001)	Autrement	1	0
9	Élaboration des statistiques monétaires et financières	Suivre le dernier Manuel des statistiques monétaires et financières (2000) ou Statistiques monétaires et financières : Guide de compilation (2008)	N.A	Autrement	1	1
10	Abonnement SGDD/e-GDDS	Souscrire aux normes NSDD du FMI	Souscrire aux normes e-GDDS du FMI	Autrement	1	0,5
11	ECSV				1	0
12	Processus de gestion (MGPSA)				1	0
	Note maximale de la catégorie :					2,5
	Score Pays MNC = Note pondérée/Note maximale de la catégorie X 100				**12**	20,83
	Score du pays :					**20,83**

RECENSEMENTS ET ENQUÊTES - RECENSEMENTS						
N°	INDICATEUR	SCORE 1	SCORE 0,5	SCORE 0	POIDS	NOTE PONDÉRÉE
1	Recensement de la population et de l'habitat	Recensement de la population effectué au cours des 10 dernières années	Recensement de la population effectué au cours des 20 dernières années	Autrement	1	0,5
2	Recensement de l'agriculture	Recensement de l'agriculture effectué au cours des 10 dernières années	Recensement de l'agriculture effectué au cours des 20 dernières années	Autrement	1	0,5
3	Recensement des entreprises/ établissements	Recensement des entreprises/établissements réalisés au cours des 10 dernières années	Recensement des entreprises/établissements réalisés au cours des 20 dernières années	Autrement	1	0

RECENSEMENTS ET ENQUÊTES - ENQUÊTE							
N°	INDICATEUR	SCORE 1	SCORE 0,6	SCORE 0,3	SCORE 0	POIDS	NOTE PONDÉRÉE
4	Enquête auprès des ménages sur le revenu/ la consommation/ les dépenses/ le budget/ l'enquête intégrée	3 enquêtes auprès des ménages ou plus réalisées au cours des 10 dernières années	2 enquêtes auprès des ménages réalisées au cours des 10 dernières années	1 enquête auprès des ménages réalisée au cours des 10 dernières années	Aucune au cours des 10 dernières années	1	0,3
5	Enquête sur l'agriculture	3 enquêtes agricoles ou plus réalisées au cours des 10 dernières années	2 enquêtes agricoles réalisées au cours des 10 dernières années	1 enquête agricole réalisée au cours des 10 dernières années	Aucune au cours des 10 dernières années	1	0
6	Enquête sur la main-d'œuvre	3 enquêtes ou plus sur la main-d'œuvre réalisées au cours des 10 dernières années	2 enquêtes sur la main-d'œuvre réalisées au cours des 10 dernières années	1 enquête sur les forces de travail réalisée au cours des 10 dernières années	Aucune au cours des 10 dernières années	1	0
7	Enquête sur la santé et la démographie	3 enquêtes sur la santé ou plus réalisées au cours des 10 dernières années	2 enquêtes sur la santé réalisées au cours des 10 dernières années	1 enquête sur la santé réalisée au cours des 10 dernières années	Aucune au cours des 10 dernières années	1	0,3
8	Enquête sur les entreprises/ établissements	Au moins 3 enquêtes auprès des entreprises ou des établissements réalisées au cours des 10 dernières années	2 enquêtes auprès des entreprises/ établissements réalisées au cours des 10 dernières années	1 enquête auprès des entreprises/ établissements réalisée au cours des 10 dernières années	Aucune au cours des 10 dernières années	1 5	0 0,6
	Maximum category score: 8					8	**1,6**
	CS Country Score = Weighted Score / Maximum Category Score X 100						20,00
	Country Score:						**20,00**

PRATIQUES DE DIFFUSION ET OUVERTURE - 1. CAPACITÉ DE DIFFUSION DE L'ONS					
N°	INDICATEUR	SCORE 1	SCORE 0	POIDS	NOTE PONDÊRÊÊ
1	L'ONS a un calendrier de diffusion préalable et il est publié.	Oui	Non	1	0
2	L'ONS a une liste des enquêtes et des ensembles de microdonnées (ou NADA).	Oui	Non	1	0
3	L'ONS dispose d'un portail de données.	Oui	Non	1	0
4	Les indicateurs des séries chronologiques peuvent être téléchargés gratuitement en format réutilisable.	Oui	Non	1	0
5	Des métadonnées sont disponibles indiquant la définition, la méthodologie, les normes ou les classifications des séries de données existantes.	Oui	Non	1	0
6	L'ONS a mené une enquête de satisfaction auprès des utilisateurs.	Oui	Non	1	0
7	Des données géospatiales sont disponibles sur le site web de l'ONS	Oui	Non	1	0
	Note maximale pour la sous-catégorie : 7	Oui	Non	**7**	**0**

PRATIQUES DE DIFFUSION ET OUVERTURE - 2. TRANSPARENCE DES DONNÉES					
N°	INDICATEUR	SCORE		POIDS	NOTE PONDÊRÊÊ
8	Inventaire ouvert des données : na	Score ODIN /100 : na	Score ODB: na		
	Note maximale pour la sous-catégorie : 0			7	
	Note maximale de la catégorie : 7				0
	Note du pays OPD = note pondérée/note maximale de la catégorie X 100				0,00
	Score du pays :				**0,00**

DISPONIBILITÉ DES INDICATEURS CLÉS					
N°	INDICATUER	SCORE 1 - DONNÉES DISPONIBLES POUR LES 3 DERNIÈRES ANNÉS	SCORE 0	POIDS	NOTE PONDÊRÊÊ
1	Taux de pauvreté aux seuils de pauvreté nationaux (% de la population)	Oui	Non	1	0
2	Taux de mortalité des moins de 5 ans (pour 1 000 naissances vivantes)	Oui	Non	1	1
3	Vaccination contre la rougeole (% des enfants âgés de 12 à 23 mois)	Oui	Non	1	1
4	Taux d'achèvement du cycle primaire, total (% du groupe d'âge concerné)	Oui	Non	1	1
5	Taux d'alphabétisation, total des adultes (% des personnes âgées de 15 ans et plus)	Oui	Non	1	1
6	Source d'eau améliorée (% de la population ayant accès à l'eau)	Oui	Non	1	1
7	Chômage, total (% de la population active totale) (estimation nationale)	Oui	Non	1	0
8	Industrie manufacturière, valeur ajoutée (% du PIB)	Oui	Non	1	0
9	Formation brute de capital (% du PIB)	Oui	Non	1	1
10	Inflation, déflateur du PIB (% annuel)	Oui	Non	1	1
11	Échanges nets de biens et services (BdP, en dollars courants)	Oui	Non	1	0
12	Prévalence de la sous-alimentation (% de la population)	Oui	Non	1	0
	Note maximale de la catégorie : 12			**12**	**7**
	Disponibilité des indicateurs clés Score du pays = Score pondéré du pays/Score maximal de la catégorie X 100				58,33
	Score du pays :				**58,33**
	Score total de l'IPS				**32,55**

BIBLIOGRAPHIE

Abdillahi, Youssouf. 2012 “La diaspora de la Grande Comore à Marseille et son apport sur le développement de l’île.” Doctoral dissertation, Université de la Réunion

Acemoglu, Daron, Simon Johnson, and James A. Robinson. 2001. "The colonial origins of comparative development : An empirical investigation." *American economic review* 91.5 : 1369-1401.

AfDB/OECD/UNDP.2017. “African Economic Outlook 2017 : Entrepreneurship and Industrialisation”, OECD Publishing, Paris, https ://doi.org/10.1787/aeo-2017-en.

Aisen, Ari and Francisco Veiga. 2013. “How does political instability affect economic growth?”, European Journal of Political Economy, Volume 29, March 2013, Pages 151-167.

Alesina, Alberto, Sule Özler, Nouriel Roubini, and Phillip Swagel. 1996. “Political Instability and Economic Growth.” Journal of Economic Growth 1, no. 2 :189–211.

Alesina, Alberto, and Roberto Perotti. 1996. “Income Distribution, Political Instability, and Investment.” European Economic Review 40, no. 6 : 1203–28.

Ali, Damir Ben, Kaambi Roubani, and Mahamoudou Saïd. 2011. “Analyse Des Potentiels et Dynamiques de Conflits et Des Facteurs Structurels Qui Minent La Cohesion Sociale En Union Des Comores,”

“AQUASTAT - FAO’s Information System on Water and Agriculture.” Accessed November 20, 2018. http ://www.fao.org/nr/water/aquastat/countries_regions/COM/.

Barro, R. J. 1996. “Determinants of economic growth : a cross-country empirical study” (National Bureau of Economic Research, No : w5698

BénassyQuéré, Agnès, Maylis Coupet, and Thierry Mayer. 2007. "Institutional determinants of foreign direct investment." World Economy 30.5 : 764-782.

Blanchy, Sophie. 2004. “Cités, citoyenneté et territorialité dans l’île de Ngazidja (Comores).” Journal des africanistes, no. 74–1/2 : 341–80.

Blanchy, Sophie. 2013. “Beyond ‘Great Marriage’ : Collective Involvement, Personal Achievement and Social Change in Ngazidja (Comoros).” Journal of Eastern African Studies 7, no. 4 :569–87.

Bloom, David E, and Jeffrey G Williamson. 1997. “Demographic Transitions and Economic Miracles in Emerging Asia.” Working Paper. National Bureau of Economic Research

Calderon, C., Kambou, G., Korman, V., Kubota, M., & Cantu Canales, C. 2018. “An Analysis of Issues Shaping Africa’s Economic Future”. Africa’s Pulse, No. 18

Chami, R., Barajas, A., Cosimano, T., Fullenkamp, C., Gapen, M., & Montiel, P. 2008. Macroeconomic consequences of remittances (p. 259). Washington, DC : International Monetary Fund.

Commissariat Général au Plan. "Accelerated Growth Strategy for Sustainable Development, Update for 2018-2021." Government of Comoros., n.d.

Dessus, Sébastien, Jose L. DiazSanchez, and Aristomene Varoudakis. 2016. "Fiscal Rules and the Pro-Cyclicality of Public Investment in the West African Economic and Monetary Union." Journal of International Development 28, no. 6 : 887–901.

Diao, Xinshen, James Thurlow, Samuel Benin, and Shenggen Fan. 2012. Strategies and Priorities for African Agriculture : Economywide Perspectives from Country Studies. Intl Food Policy Res Inst.

Dilley, Maxx, Robert S. Chen, Uwe Deichmann, Arthur L. Lerner-Lam, Margaret Arnold, Jonathan Agwe, Piet Buys, Oddvar Kjevstad, Bradfield Lyon, and Gregory Yetman. 2005. "Natural Disaster Hotspots : A Global Risk Analysis." The World Bank

Elbadawi, Ibrahim, Taye Mengistae, and Albert Zeufack. 2006. "Market access, supplier access, and Africa's manufactured exports : A firm level analysis." J. Int. Trade & Economic Development 15.4 : 493-523.

Gauthier, R. F. 2018. World Development Report 2018 "Learning to Realize Education's Promise. Overview". Banque mondiale, 2018, 52 p. Revue internationale d'éducation de Sèvres, (77), 27-29.

"Forest Data : Comoros Deforestation Rates and Related Forestry Figures." Accessed November 20, 2018.

Gassert, Francis, Paul Reig, Tianyi Luo, and Andrew Maddocks. 2013. "Accelerated Growth and Sustainable Development Strategy 2015-2019 (SCA2D),"

Gavin, M., & Perotti, R. 1997. "Fiscal policy in latin America". NBER macroeconomics annual, 12, 11-61.

Global Environment Facility (GEF), United Nations Development Programme (UNDP); United Nations Framework Convention on Climate Change (UNFCCC). 2006. "Comoros : National Adaptation Programme of Action - NAPA (2006),"

Ghosh, A. R., Gulde, A. M., Ostry, J. D., & Wolf, H. C. 1997. Does the nominal exchange rate regime matter? (No. w5874). National Bureau of Economic Research.

Goyal, Aparajita, and John Nash. 2017. Reaping Richer Returns : Public Spending Priorities for African Agriculture Productivity Growth. The World Bank

Groth, Hans, and John F. May, eds. 2017. "Africa's Population : In Search of a Demographic Dividend". Springer International Publishing

Guengant, Jean-Pierre. 2017. “Africa’s Population : History, Current Status, and Projections.” In Africa’s Population : In Search of a Demographic Dividend, edited by Hans Groth and John F. May, 11–31. Cham : Springer International Publishing

Haazen, Dominic S., and Voahirana Hanitriniala Rajoela. 2016. “Sub-National Analysis of Systematic Differences in Health Status and the Access to and Funding of Health Services : An Example from Comoros.” The World Bank

Hauzer, Melissa, Philip Dearden, and Grant Murray. 2013. “The Effectiveness of Community-Based Governance of Small-Scale Fisheries, Ngazidja Island, Comoros.” Marine Policy 38 :346–54.

Helliwell, J. F., and R. D. Putnam. 1995. “Economic Growth and Social Capital in Italy.” Eastern Economic Journal 21 (3) : 295–307.

Human Development Report 2015 : Work for Human Development | Human Development Reports. Accessed November 20, 2018.

“Human Capital.” Text/HTML. World Bank. Accessed January 24, 2019. http ://www.worldbank.org/en/publication/human-capital.

IMF. 2010. “Union of the Comoros : Poverty Reduction and Growth Strategy Paper”. International Monetary Fund

IMF 2009. Union of Comoros : Selected Issues and Statistical Appendix. IMF Country Report No 09/46.

IMF 2014. Comoros : Article IV. Washington DC.

IMF 2016. Comoros : Article IV. Washington DC.

IMF 2018. Comoros : Article IV. Washington DC.

INL. 2009. “International Narcotics Control Strategy Report - Volume I Drug and Chemical Control.” United States Department of State - Bureau for International Narcotics and Law Enforcement Affairs

Jayne, T. S., Jordan Chamberlin, and Derek D. Headey. 2014. “Land Pressures, the Evolution of Farming Systems, and Development Strategies in Africa : A Synthesis.” Food Policy, Boserup and Beyond : Mounting Land Pressures and Development Strategies in Africa, 48 : 1–17.

Jonathan Rose Balachandran Gowthaman. 2015. Civil Service Recruitment in Comoros : A Case of Political Clientelism in a Decentralized State. Policy Research Working Papers. The World Bank

Jong-A-Pin, R. 2009. On the measurement of political instability and its impact on economic growth. European Journal of Political Economy, 25(1), 15-29.

Keefer, P., and Knack, S. 1997. “Does Social Capital Have an Economic Payoff? A CrossCountry Investigation.” Quarterly Journal of Economics 112 (4) : 1251–88.

King, M. and Faasili U. 1999. Community-based management of subsistence fisheries in Samoa Fisheries Management and Ecology, 1999, 6, 133-144.

Lallemand, Suzanne. 2011. “Blanchy Sophie, 2010, Maison des femmes, cité des hommes. Filiation, âge et pouvoir à Ngazidja (Comores). Nanterre, Société d'Ethnologie.” Journal des africanistes, no. 81–1 : 182–84.

Mahdi, Shireen, Wael Mansour, Ewa Katarzyna Klimowicz, Antoissi Said Ali Said, and Jean Gaspard Ntoutoume Ayi. 2017. “Comoros - Public Expenditure and Fiscal Management Review.” The World Bank

Marcio Cruz S. Amer Ahmed. 2016. On the Impact of Demographic Change on Growth, Savings, and Poverty. Policy Research Working Papers. The World Bank

Mohan, P. C. 2002. “The Comoros Social Fund : Staying Engaged in Difficult Times,”

Milazzo, A., & Goldstein, M. 2017. Governance and Women’s Economic and Political Participation : Power Inequalities, Formal Constraints and Norms.

“OEC - Comoros (COM) Exports, Imports, and Trade Partners.” Accessed November 21, 2018. https ://atlas.media.mit.edu/en/profile/country/com/.

Putnam, Robert D., Robert Leonardi, and Raffaella Nanetti. 1993. Making Democracy Work : Civic Traditions in Modern Italy. Princeton, NJ : Princeton University Press.

Resende-Santos, João. 2015. "Cape Verde and Its Diaspora : Economic Transnationalism and Homeland Development." Journal of Cape Verdean Studies 2.1 : 69-107.

Sen S., Nielsen JR. 1996. Fisheries co-management : a comparative analysis. Marine Policy 20 (5) :405–418.

Silva, Tiloka de, and Silvana Tenreyro. 2017. “Population Control Policies and Fertility Convergence.” Journal of Economic Perspectives 31, no. 4 : 205–28.

Simpson, Alanna Leigh, Emma Philips, Simone Andrea Breunig Balog-Way, Richard Murnane, Vivien Deparday, Stuart Alexander Fraser, Brenden Jongman, and Lisa Ferraro Parmelee. 2016. “Disaster Risk Profile : Comoros.” The World Bank

Svensson, Jakob. 1998. "Investment, property rights and political instability : Theory and evidence." European economic review 42.7 : 1317-1341.

Trimble, Christopher Philip, Masami Kojima, Ines Perez Arroyo, and Farah Mohammadzadeh. 2016."Financial Viability of Electricity Sectors in Sub-Saharan Africa : Quasi-Fiscal Deficits and Hidden Costs." The World Bank

United Nations. 2018. "Implementing Integrated Water Resources and Wastewater Management in Atlantic and Indian Ocean Small Island Developing States.

UNDP. 2015."Human Development Report 2015 : Work for Human Development | Human Development Reports,"

Von Grebmer, Klaus; Bernstein, Jill; Nabarro, David; Prasai, Nilam; Amin, Shazia; Yohannes, Yisehac; Sonntag, Andrea; Patterson, Fraser; Towey, Olive; and Thompson, Jennifer. 2016. 2016 Global hunger index : Getting to zero hunger. Bonn Washington, DC and Dublin : Welthungerhilfe, International Food Policy Research Institute, and Concern Worldwide.

Walker, Iain, Françoise Le Guennec-Coppens, and Sophie Mery. 2002."From Moroni to Mukalla : Hadhramis on the Island of Ngazidja (Comoros) and in the Hadhramhout." Journal Des Africanistes 72, no. 2 : 111–21.

World Bank.2012. "Comores - Programme d'infrastructure de communication regional (RCIP 4)." World Bank, Washington, DC. © World Bank.

World Bank. 2014. "Comoros Policy Notes : Accelerating Economic Development in the Union of Comoros," World Bank, Washington, DC. © World Bank.

World Bank.2015"Comoros : Public Expenditure and Fiscal Management Review," World Bank, Washington, DC. © World Bank.

World Bank. 2016. "Women Business and the Law," World Bank, Washington, DC. © World Bank.

World Bank.2017a. "Comoros Poverty Assessment." World Bank, Washington, DC. © World Bank.

World Bank.2017b. "Implementation Completion Report for the Economic Governance Technical Assistance Project." World Bank, Washington, DC. © World Bank.

World Bank .2017c. "South West Indian Ocean Risk Assessment and Financing Initiative (SWIO-RAFI) : Summary Report." World Bank, Washington, DC. © World Bank.

World Bank. 2017d." Leapfrogging : The Key to Africa's Development." World Bank, Washington, DC. World Bank.

World Bank. 2018a. "Cabo Verde - Systematic Country Diagnostic : Adjusting the Development Model to Revive Growth and Strengthen Social Inclusion (English)". Washington, D.C : World Bank Group.

World Bank. 2018b. “Comoros : Risk and Resilience Assessment.” World Bank, Washington, DC. © World Bank

World Bank. (forthcoming). Spatial Analysis of Transport Connectivity and Growth Potential in Comoros. World Bank, Washington, DC. © World Bank

World Travel and Tourism Council. 2018. “Travel and Tourism : Comoros, Economic Impact,”

RÉFÉRENCE DES IMAGES

"Ancienne Mosquee du Vendredi" (CC BY 2.0) by D-Stanley. Vue la dernière fois 27.03.2019. Flickr.

"IMG_9802" (CC BY-NC 2.0) by hannahjane.b. Vue la dernière fois 27.03.2019. Flickr.

"Mutsamudu Medina" (CC BY 2.0) by D-Stanley. Vue la dernière fois 27.03.2019. Flickr.

"The Value of Clean Water" (CC BY-NC-ND 2.0) by AIO SIDS IWRM Project. Vue la dernière fois 27.03.2019. Flickr.

LA BANQUE MONDIALE